Radio-Télévision/Heures locales

CINQUANTIÈME ANNÉE - Nº 15177 7 F

- DIMANCHE 14 - LUNDI 15 NOVEMBRE 1993

FONDATEUR : HUSERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Abandonner ia Somaile?

I aller fut relativement simple. En partir a'avèra autrea près d'un en l'opération «Rendre l'espoir», transformée au bout de cinq mois en opéra-tion des Rations unles (ONU-SOM II), les Américains ont laissé à l'ONU un héritage dont Boutros Boutros-Gheil se trouve bien embarrassé. Aussi le secrétaire général de l'ONU a-t-il l'intention de mettre le Conseil de sécurité devant ses

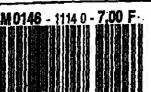
Que faire au-delà du 31 mars 1994, date du départ ennoncé das troupse américalnes Dimanche 14 novembre, deveit commencer le retrait des forces françaises, Les Beiges suivront, pula les Suédois, et anfin les Américains. Or les combets qui ont eu lieu à la fin d'octobre à Mogadiscio, entre les partisans du général Moha-med Farah Aidid et ceux de son rival Ali Mahdi, préfigurent une reprise des affrontements lors du départ des forces inter-nationales.

(LES principales factions sont en train de se réarmer», prévient M. Boutros-Ghali dans un repport adressé au Conseil de sécurité. Celui-ci se voit proposer trois options pour « l'après-31 mars » : le main-29 000 hommes; une réduction à 16 000 hommes; ou une diminution à 5 000 hommes. Le secrétaire général rejette un éventuel retrait total des forces de l'ONU, en exhortant la communauté internationale à ne pas abandonner les Somaliens.

Seule la première option permettrait aux « casques bleus » de conserver la capacité de désermer les fections. Un désarmement qui n'a d'ellieura toujours pas été entrepris dans les proportions souheitables. L'ONU «n'a même pas le personnel pour contrôler les mouvements d'armes » aux frontières, effirmeit récemment James Jonah, secrétaire général adjoint aux affaires politi-

L'OPÉRATION en Somalie a constitué un précédent à plu-sieurs égards : les Américains ont eccepté qu'une partie de laurs hommes soient sous commandement de l'ONU; les Allemands ont Interprété leur Loi fondamentale de manière à pouvoir envoyer des soldats à l'étranger. Après les bavures consécutives à la mort de vingt-quatre « casques bleus » pakistanais, en juin darnier, opération ne pourrait être un réel succès que al la politique de réconcillation nationale portait enfin ses fruits.

Il faudrait eussi que les contingents en partance scient remplacés et que, par consé-quent, les Etats parties prenantes poursuivent un gros effort financier. Les Etats-Unis, qui ont dépensé 800 millions de dollers an Somalia de décembre 1992 à septem-bre 1993, devront en débourser 300 de plus pour financer le maintien de leurs troupes jusqu'à la fin de mars. Meis BIII Clinton n'a même pas besoin d'invoquer l'argument financier pour justifier le retrait des « marines », car son opinion publique le souhaitait immédiat après la mort de dix-huit soldats américains, le 3 octobre à Mogadiscio.



Après le meurtre d'un Israélien attribué à des membres de l'OLP

Jérusalem somme M. Arafat de combattre le terrorisme

bre, qua le meurtre d'un colon, la mois derniar, an Cisjordania, avait été commis par das activistes du Fath, la principala composanta da l'OLP, le premier ministra Israélian, Itzhak Rabin, en visite aux Etats-Unis, a invité Yasser Arafat à faire respactar les engagements inscrits dans l'accord

Après l'annonce, vendredi 12 novem- de paix signé le 13 septembre à Washington. Le président Bill Clinton s'ast joint à cet appal. Dans una conversation téléphonique avec Shimon Pérès, le chef de l'OLP, qui a condamné officiellement cet assassinat, a promis de donner de nouveau l'ordre aux Palestiniens de mettre fin aux vio-



de notre correspondant Le premier accroc meurtrier, côté palestioien, sux accords signés, le 13 septembre dernier, entre Israël et l'OLP e décienché, vendredi 12 novembre, une petite tempête entre Tunis et Jérusalem dont il est difficile de prévoir les éventuelles conséquences sur le processus de paix. Lors d'une conférence de presse, à Washing-ton, le premier ministre, Itzhak Rabin, et le président Bill Clinton oot sommé Yasser Arafat de coodamner «publiquement» le meurtre d'un colon juif, assassiné il y e deux semaines en Cisjorda-

Conformément à un ordre conduit le police à une cache où e donné par M. Rabin dès evant son été récupéré le pistolet-mitrailleur

départ, mercredi, pour les Etats-Unis, le ministère de la défense e en effet révélé, vendredi, que le meurtre de ce colos, près de Ramallah, avait été perpétré non pas par des intégristes du Hamas, comme on l'avait alors cru, mais par des activistes hés au Fath de Yasser Arafat. Détenus eu secret, les cinq jeunes gens présumés coupables de cet ettentat euraient cependant agi, selon un porte-parole militaire, « de leur propre initiatives. Nul oe connaît les méthodes qui ont été employées per les interrogateurs du Shin Beth pour faire avouer les jeunes gens, mais l'un d'entre eux a été hospitalisé à la suite d'une hémorragie cérébrale. Uo autre suspect e

du colon, assassiné à coops de couteau. Selon les premiers éléments publics de l'enquête, les intéressés avaient préparé leur acte depuis phisieurs semaines.

Le porte-parole du ministère de la défense a précisé que, dès le week-end dernier, M. Rabin evait ordonné à son négociateur en chef, le général Amnon Shahak, de faire savoir à son homologue palesti-nien, Nabil Chaath, qu'Israel était fort mécootent de cette action. «Le général Shahak, a ejouté le porte-parole, a clairement indiqué à M. Chaoth que nous ne supporte-rions pas la répétition d'un tel acte, et il a demandé une condamnation publique de ce meurtre.»

PATRICE CLAUDE Lire is suite page 4

Terezin chantait

Comment les nazis ont fait croire qu'un camp de concentration de Tchécoslovaquie était une cité heureuse

Entre le 24 novembre 1941 at la libération du ghetto le 5 mei 1945, 139 654 pereonnes ont été incercérées dans le camp de Terezin. A une heure de route de Prague, 33 419 prieonniere y sont morts, 86 934 ont été déportés vers les camps d'extermi-nation, notamment vers les chembres à gaz d'Auschwitz, 17 320 prisonniers s'en eortirent vivente, 1 000 des 15 000 enfants détenus à Terezin, à un moment ou à un

eutre, survécurent. Dernare l'objectivité terrifiante des chiffres se cache l'une des plue atrocee mystifications mises au point par les nazis. Tombant par hasard, au début de l'ennée 1970, eur troie petits erticles publiés dans une revue musicale tchèque qui mentionneient l'exis-tence de huit courtes plèces musicales composées à Tere-zin, un mueicien – chrétien, einsi qu'il le précise, - Joza Karae, entreprend d'écrire l'histoire de ses compatriotes juifs internés. De nombreux articles, des livres, des films et dee essale mentionnelent l'exletence de Terezin ou s'ettechaient à témoigner de l'horreur. Quelques écrite traitaient de l'activité musicale ou culturelle de tel ou tel prisonnier, mais aucun ne relatait de façon globale le vie à Terezin, l'acti-vité musicale intense mise en œuvre avec la bénédiction des nezis. Aprèe onze ennées d'une enquête qui l'e beaucoup fait voyager, qui lui e fait ren-contrer dee e gens merveil-leux», Joza Keras livrait son manuscrit à Pendragon Press, qui le publieit eux Etats-Unie quatre ene plus tard. Gallimard en publie eujourd'hui la traduc-

Terezin n'est pes à propre-ment parler une cité, C'est une ville de garnison protégée de remparta bâtie en 1780 par l'empereur d'Autriche Joseph II pour se prémunir contre une éventuelle expension prus-

sienne en provenance du Nord. Il l'appele Theresienstadt en l'honneur de sa mère, l'impéra-trice Merie-Thérèse. Cette plece forte, conçue pour sceueillir eix mille hebitents, servit en réelité de prison -Gavrilo Princip, qui essassine l'erchiduc Frençois-Ferdinend en 1914 à Sarajavo, en fut le prisonnier le plus célèbre, avant la saconde guerre mon-

L'invasion de la Tchécoslo-vaquie par les troupes du Troi-slàme Reich fut rapidement, accompagnée par les mesures discriminatoires que les nezis imposalent eux juifs de leur propre peye et aux nations qu'ile occupeient. Toute le culture juive et celle qui était jugée dégénérée (le Monde du 10 avril) furent donc interdites des le protectoret de dene le protectoret de Bohême-Moravie, La musique des compositeurs vivents, comme celle des morts. Men-delssohn fut ainel Interdit au même titre qu'Offenbach, Mah-ler, Schoenberg, Berg ou Hin-demith. Les Juifs ne purent blentôt plus traveiller, plus être ecolerisés. Ils leur étaient dee Instrumente de mueique, des skis, des enlmeux fami-llers, d'utiliser le téléphone, de se rendre eu concert, eu théâtre, de se promener dans les parcs et de fréquenter des Aryens. Certeine ertistes se produisaient quand méme, en utilisant des noms d'emprunt, au risque d'être exécutés.

P

Il ne restait plus qu'à empri-eonner les juifs dane ce qui devint le ghetto de Terezin. L'Obergruppenführer Reinhard Heydrich le décids le 10 octobre 1941 lors d'une réunion à lequelle eseisteit Adolf Eichmenn et Kerl Hermenn Franck, Un conseil des enciens edministrereit le cemp. Le 24 novembre, celul-ci accueilleit see 342 premiers occu-

> ALAIN LOMPECH Lire la suite page 14

Un nouvel isolationnisme

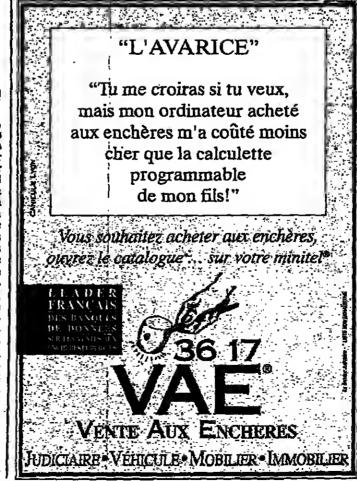
Privés d'ennemi à leur taille, les Etats-Unis peuvent difficilement renoncer à gouverner le monde

A vingt-quatre heures d'inter-valle, la semaine dernière, le Wall Street Journal et l'International Herald Tribune out ouvert leur première page, sondages ou enquête locale à l'appui, sur le réveil du sentiment isolationniste eux Etats-Unis. Ceux-ci n'oot dans ce domaine aucun privilège. Il n'y e pas longtemps, Edwy Pienel dénonçait dans ces colonnes la tendance de nos compatriotes ou repli sur soi (le Monde du 22 octobre) et l'Economist de Londres a public tout récemment deux articles sous le surtitre commun «La France isolationniste», sans point d'interrogation.

Le mioistre-président de Bavière e vivement critiqué l'Union européenne, et Newsweek relève au Japon un renouveau de nationalisme. On o'en finirait pas d'énumérer les mille et une manifestations, et les conséquences tragiques, en cette fio de millènaire, du chauvinisme, du protectionnisme, du tribalisme, de l'intégrisme, en un mot de l'ethnocentrisme.

Tant qu'a duré la guerre froide, et malgré les millions de morts qu'elle aura faits, l'URSS et les Etats-Unis pesaient ensemble sur Yaroslav de rendre à la Russie uo Etat. Elle dispose toujours certes, d'un joli stock d'armes oocléaires : mais de quel usage peuvent-elles ini être alors que dans tel district militaire le nombre des insoumis atteint les 95 %, alors que dans tel autre, onze cent wagons de munitions d'artillerie ont disparu en un seul trimestre? Le jour viendra pentêtre, il viendra sans doute où, là ou ailleurs, l'Onele Sam retrouvera un adversaire à sa taille. Ce n'est pas le cas aujourd'hui, et c'est ce qui donne toute soo importance à la question d'un éventuel réveit de l'isolation-nisme américain.

ANDRÉ FONTAINE



Haïti et l'ordre ancien

Momentanément délaissée per l'administration américaine, la crise haltienne laisse le population « mains nues» régner les militaires et leurs séides. Les demiers événements le prouvent : le duveliérisme n'est pas mort avec son inventeur, le dictateur «Papa Doc». Haiti doit tourner la page d'un ordre ancien, hérité de la période de l'esclavege et de la colonisation française.

pege 3

Bernard Bosson au «Grand Jury RTL-le Monde»

Bemard Bosson, ministre de l'équipement, des transports et du tourieme, eet l'invité du «Grand Jury RTL-le Monde», dimanche 14 novembre, à pertir de 18 h 30.

Le « Grend Jury RTL-le Monde» est également diffusé sur la chaîne câblée Paris-Première, le même jour, de 20 heures à 21 heures.

Une division SS islamiste en Bosnie

par Yves-Marc Ajchenbaum

TOUS devez servir d'exemple et de fanal dans la hute contre les ennemis communs du natio-nal-socialisme et de l'islam.» Novembre 1943. Au cour de la Bosnie, le grand muffi de Jérusa-lem, Hajj Amin Al Husseini termine son allocution, puis passe lentement en revue les hommes de la SS freiwilligen-BH-Gebirgs-Division, les volontaires de la division de montagne de Bosnie-Herzégovine.

Président du Conseil suprême mulsuman de Palestine, membre d'une famille puissante et reconnue, Amio Al Husseini s'est formé à l'université d'El Azhar su Caire, l'un des bastions du mouvement arabe anti-anglais, puis s rejoint l'armée ottomane evant de s'en-gager dans les forces probritanoiques de Fsycal. Au terme de cette expérience politico-militaire tourmentée, il adhère su groupe extrémiste Al Fidaiyyah, « ceux qui se sacrifient ». Aujourd'hui, loio de la ville sainte, il croit discerner parmi « ses » jeunes volontaire la future élite d'une armée islamique capable de chasser l'Anglais du Moyen-Orient et d'interdire toute tentative de créa-tion d'un foyer national juif sur les bords de la Médi-

Son statut de grand musti de Jérusalem, même loin de Palestine, lui donne un réel pouvoir politique et spirituel. Certes, le titre lui a été quasiment offert par les Anglais en 1921. Il préfère retenir, pour son aura de militant nationaliste, sa condamnation, par la justice britannique, à dix ans de réclusion pour participation active aux émeutes anti-juives de 1920.

Pourtant, dans le contexte balkanique, ni son titre, oi le renom des Husseini de Palestine, ni la force de ses convictions ne suffisent à rassembler la jeunesse musul-mane de Bosnie autour des oriflammes SS. De fait, la troupe réunie au fil des mois o'est pas très brillante. Les forces vives de l'islam serbe ne répondent pas à

D'un côté, les alliés croates de l'Allemagne font tout pour l'empêcher; de l'autre, la forte présence des partisans titistes dans la région n'incite guère la population à rallier le nazisme. Qu'importe, Haji Amin Al Husseini se satisfait de cet embryon d'armée. Il est patient, jonant depuis le début du confiit moodial la carte allemande, à l'image d'un autre candidat au rôle de guide du nationalisme arabo-musulman auprès des nazis: l'Irakien Rashid Ali El Goulami, qui fut, à Bagdad, l'un des organisateurs du coup d'Etat du 24 décembre 1938 contre l'équipe probritannique d'Hikmet Sulayman, puis, en avril 1941, engagea son pays dans le combat antibritannique sux côtés des forces allemaodes du Levant. En 1943, les deux hommes, alliés et concurrents, déploient leur activité à hommes, alliés et concurrents, déploient leur activité à Berlin, bien décidés à mobiliser, au plus haut niveau, le Reich pour leur cause.

Dès mars 1941, le secrétaire d'Etat von Weizsaker écrit personnellement au grand musti pour préciser la position allemande. Un texte sans ambiguité: « L'Alle-magne est d'avis que les Arabes, vieux peuple civilisé ayant prouvé qu'il était capable d'activités administra-tives et qui a montré ses qualités militaires, sont absolument en mesure de se gouverner eux-mêmes. (...) Si pour réaliser leurs visées nationales, les Arabes se trouvaient dans l'obligation de combattre contre l'Angleterre, à ce moment-là, l'Allemagne serait prête (...) à les aider militairement et financièrement. » Joachim von Ribbentrop, mioistre des affaires étrangères du Reich, appuie personnellement la démarche.

En septembre 1942, Berlin prévoit, au sein do corps d'armée d'Orient, la formation de deux compagnies musulmanes, l'une créée à partir d'élémeots palestiniens et syriens, l'autre à partir de volontaires d'Afrique du Nord. Une section d'instruction germano-arabe voit



Le grand mufti de Jérusalem visite en novembre 1943 les troupes s volontaires bosniaques engagés dans les Waffen SS.

également le jour au sein de l'état-major du géoéral Felmy. Uo chef d'état-major de l'unité srabe est nommé, Pour chacune de ces opérations, Rashid Ali El Goulami et Hajj Amin Al Husseini sont parties pre-

Concrètement, l'Allemagne, avec plus de moyens et de volonté que l'Italie mussolmienne, tente d'organiser l'ensemble islamique au nom de la lutte anti-impérialiste et sans jamais oublier le combat pour « la suppression du foyer judéo-national en Palestine » (1).

La décision de créer une division musulmane en Bosnie entre dans ce cadre. Le projet est mis su point au début de l'année 1943, au lendemain d'une rencontre italo-allemande à Rome, autour d'Alexander Lohr, le commandant pour les Balkans. Il s'agit de préparer une cinquierne offensive militaire contre les partisans de Tito puissamment installés en Bosnie.

humain complete. Province de l'Etat indépendant de 1943. Le grand mufti en est le chef-spirituel incontesté, Croatie, créée le 10 avril 1941 sous le regard bienveillant de l'Allemagne, elle est composée, à côté de 24% des troupes. Malgré ses espoirs, elles ne seront jamais de Croates catholiques, de Serbes orthodoxes (40%), engagées au Moyen-Orient. citoyens de seconde classe depuis la formatinn de la dictature des Oustachis, et de 30% de Serbes islamisés il y a plusieurs siècles. Ces derniers, traditionnellement coinces entre le nationalisme chrétien des uns et les rêves de Grande Serbie des autres, se retrouvent, cette fois, svec l'Etat du dictateur Ante Pavelic, happes par un pouvoir qui leur offre une citoyenneté.

L'ensemble de la communauté musulmane, « cette fleur de la nation croate», comme aiment à le répéter à dans les projets français au Levant. l'époque les idéologues oustachis, s'installe dans cette nouvelle situation avec l'approbation complaisante de son élite iotellectuelle et religieuse. Marqués, dans la

mémoire collective serbe, du aceau de l'infamie et de la trahison des ancêtres en raison de la conversion à l'islam de leurs aïeux, les Slaves islamisés se retrouvent sollicités, reconnus, et dans une certaine mesure, attirés par l'aventure pro-allemande. Et tandis que s'organise une terrible repression contre les populations orthodoxes, tsiganes et juives, seule une minorité de respon-sables musulmans tenteront d'organiser la protestation contre les massacres et les conversions forcées au cathoicisme. Ils ne seront guère suivis.

Face au mouvement oustachi, la Bosnie, comme l'Herzégovine, héberge aussi les groupes armés de nationalistes serbes, les tchemiks, dirigés, svec l'appai provisoire de Londres, par Draja Mihallovic, général de l'armée royale. Ils sont les principaux responsables des destructions systématiques de villages catholiques et musulmans de la région. Parallèlement, une résistance antinazie a été organisée par le Parti communiste; on plutôt par les rares dirigeants rescapés des purges stali-niennes de 1938. Josip Broz, alias Tito, est à leur tête. Onverts à tous su nom de la lutte antifasciste, les partisans, sérieusement affaiblis par la répression allemande, ont fui la Serbie. Ils reconstituent leurs forces dans la montague bosniaque, au cœur d'une région à peine plus grande que le Massif Central, 51 000 km², où l'on retrouve, en concentré, toutes les communantés humaines du futur Etat fédéral. Bihac devient, à la fin de l'année 1942, leur première «capitale». Quelques mois plus tard, ils choisissent Jajce pour annoncer la renaissance de l'Etat yougoslave.

Mark 1875 :

Talkery's 1.1

gris keen a

ER 2 1 35721

COLEMBIA S. T.

\$26 357 38 3 PO \$400 .

17.00 (14.1 LB 1.1) 11.11 2000 20 (14.1 LB 1.1) 11.11

Est n.

Bon Bright

£3500531

\$17 mm (91.1 ESTRET 1 TO L

THE TELLET

Springing to the

5161 T1 12" 12.

TEN 207 35 TO 11

and the same of th FEE 20 SC-21-87 -1 - 7

845.48

地域在 71.

METALLIA .

handing.

2200

5 to 30 1

...

· · · · ·

515 de 15

- 2 fz - . . .

..... Barriery .

totale very

lean or .

Paris .

DECEMBER 1

2 2 East 11 -

EN TIN

MA ELECTRICAL STREET

N Ville

And the land of the land of

S KONT LEE

M 1975

la agrada price price

de la Vivan

ter loss

117

EN 1832

the representation of the

Company of the last

R WEST

See See All

5 m : 2

1 15th

1 - 1 3 - 1 3 · 1 · 1 · 1 A 2 15- 15 See All Controls

Face à cette présence militaire et politique, et tandis que se prépare la cinquième offensive allemande, l'étatmajor berlinois de la SS lève en Bosnie les premières troupes de confession musulmane. Pour la réussite de cette mobilisation, Hajj Amin Al Husseini se rend une première fois sur place en mars 1943, avec des membres de la direction SS. Dans ses conversations, il va jusqu'à évoquer la possibilité d'une indépendance de la province. Les Allemands, de leur oôté, tentent de limiter, d'une part, les réactions des autocités croates qui craignent une réelle partition de leur Etat et, d'autre part, les ressentiments d'une Eglise catholique locale largement embourbée dans la collaboration pronazie, mais pas au point d'accepter la formation d'une force politique et militaire islamiste.

Lorsqu'en mai-juin l'offensive allemande contre les partisans titistes est déclenchée - 100000 hommes y articipent, Allemands, Bulgares, Italiens, Oustachis et a 7º division SS Prinz Eugen, composée de Yougoslaves de souche allemande -, les volontaires islamis sont militairement inaptes à y prendre part, car leur mobilisation est loin d'être achevée. L'offensive sera par ailleurs un échec. La division SS de montagne est Cette Bosnie de 1943 est un ensemble politique et finalement constituée aux premiers jours de l'hiver mais il n'a aucun contrôle sur l'engagement militaire

> En 1945, Hajj Amin Al Husseini quitte définitivement l'Allemagne pour se réfugier en Suisse, puis en France, où, avec l'accord des «services» de l'intérieur, il s'installe, sous une fausse identité, à Louveciennes. Au printemps 1946, il est autorisé à s'envoler vers le Moyen-Orient. Il y organise l'opposition armée, politique et religieuse, au sionisme. A l'époque, la presse glaise dénonça vivement l'utilisation du grand musti

(1) Lettre de Joschim von Ribbentrop à Rashid Ali El Gou-lami, le 28 avril 1942.

LIVRES POLITIQUES

DU CIRQUE MÉDIATICO-JUDICIAIRE ET DES MOYENS D'EN SORTIR de Daniel Soulez Larivière Seuil 187 pages, 110 F. CARTES DE PRESSE de Jean-Marie Charon. Stock, 356 pages, 130 F.

ES controverses sur le rôle social des journalistes revienment en force dans l'actua-Ité, et à travers elles, s'ébeuche une remise en cause renouvelée de la profession. On ns va pae, ici, en quelques lignes, régler les problèmes déantologiques de la corporation, dont on voit bien qu'ils recoupent une crise plus globale et profonde de la société mais, plus modestement, signaler des ouvrages qui s'y rapportent directement.

Le titre du fivre de Daniel Soulez Larivière, avocat connu, Du cirque médiatico-judiciaire st des moyens d'en sortir, cède à un travers, souvent reproché aux journalistes, qui consiste à forcer e trait avec lequel est peinte la réalité. Le spectacle donné par la justice et l'information est-il, à un tel degré d'évidence, assimilable à celui d'un cirque? Il est vrai que le ournalisme d'investigation, dont l'auteur salus l'avenement, s trouvé à s'employer avec les affaires dont certains madistrats instructeurs ont ouvert les dossisrs au grand jour. «L'alchimie sociale a créé un produit nouveau, le médiatico-judiciaire», assure Daniel Soulez Larivière en s'inquiétant de cetts collusion de pouvoire, bien qu'il lui soit smivé, pour les besoins de ses causes, d'en eppeler à l'influence des

Juges et journalistes

crises de la société, est d'en généraliser quelques symptômes et de les prendre pour la cause du mal. A quoi assiste-t-on, exacte-ment? Au déballage, dans des conditions parfois contestables, de quelques affaires ou de quelques réseaux de financement, illustrant des rapports entre le politique et l'argent que la loi ou, simplement, la morale du service public condamnent. Cependant, tous les magistrats ne sont pas partis en croisade, l'ensemble du personnel politique n'est pas poursuivi et les journaux ne se focalisent pas sur ces révélations. Peut-être n'y font-ils que la place qu'elles méritent, s'agissant de questions graves et d'hommes qui ont choisi le statut d'acteurs

publics? Ce n'est pas une raison, bien entendu, pour nier les règles du droit ou porter inconsidérément atteinte à l'honneur des intéressés. Et si des barrières paraissent, de ce double point de vue, avoir été franchies, il faut, d'une part, s'assurer qu'it en e bien été ainsi avant de s'indigner, d'autre part, s'interroger sur les motifs de ces acressions avérées ou ressentles comme telles. Leur examen, cas par cas, incline à la nuance. Reste effet qu'alles ont produit, auquel il faut bien chercher une cause.

Mêms si ceux-ci ne blanchissent pas totalement celles-là, on voit bien que des doutes anciens et persistants sur la capecité de la justice d'aller jusqu'au bout des dossiers les plus gênants politi- Daniel Soulez Larivière, qui nourrit logie vécue sur le tas.

quement peuvent être à l'origine d'initiatives judiciaires, disons hors normes, qui trouvent naturellement leur relais et leurs compléments dans la presse. Sans doute ne fallait-il pas prendre au pied de la lettre - pourquoi pas? - le discours moral de la gauche accédent au pouvoir et y perdurant plus que prévu, mais était-ce ei vain de s'y eccrocher comme au meilleur de ce qu'elle pouvait faire, compte tenu de la sourdine

mise à ses autres ambitions?

Pour ces raisons, ou pour d'autres, des juges seraient donc allés trop loin, avec la complicité des médias affamés de sensationnel. Pour les premiers, il est difficile de croire que la sociologie de la cor-poration, élément éclairant, certes, suffit à expliquer le prurit justicier. Quant aux seconds, e'il est vrai que le médiatisation recouvre trop souvent une commercialisation exacerbée, ce n'est pas forcément chez les plus en pointe dans cette dérive que se tricots l'invectigation la plus dérangeante. Daniel Soulez Larivière évoque avec raison « une alchimie sociale» : e'il y e, à l'évidence, une explosion que l'on peut qualifier de médiatico judiclaire, dans quelques cercles de la société française, c'est que trop de matières ou de pratiques explosives y avaient été entreposées. Et, comme souvent dens ces situations, c'est lorsque l'on commence à désamorcer les bombes que certaines explosent. Le vrai motif d'indignation de

ANDRÉ LAURENS ls meilleur de eon propoe, est dans le maintien d'une organisation judiciaire archalique. Il explique que, dans ses formes inquisito-nales, par confusion des tâches d'investigation et des responsabi-tités juridictionnelles, ells favorise les excès de pouvoir et les abus aux dépens du droit et des justi-

C'est, d'abord et surtout, la jus-

tice qu'il met en cause, comme en témoignent les huit réformes du code de procédure pénale ou'il proposa, après s'être référé aux exemples étrangers et aux travaux oubliés de la commission prési-dés par Mireille Delmes-Marty. Les mettre en œuvre constituerait, assure-t-il, une révolution. Il n'est pas exclu qu'elle ait l'appui des médias, à défaut de celui des politiques. Les problèmes propres aux journalistes sont inventoriés par Jean-Marie Charon dans son étude très complète des différentes formes de journalisme. Sa thèse est que la profession tra-verse une crise liée à cet éclate-ment et su refus de penser la nouveeuté pour ce qui la concerne, un comble pour les journalistes formée à traquer ce qui est nouveau, sauf, sane doute, chez eux. Aussi les appelle-t-il à débattre de leur statut nouveeu qui, aujourd'hui, leur confere « d'autant plus de puissance qu'il ont moins de pouvoir». Le premier collogus réuni en juin 1993 à Nice par l'Association pour l'étude et la promotion des métiers du journalisme et de la communication, dont les actes sont publiés quatre mois après (svenue de Velombrose, 06100 Nice, 150 F.), répond à cette invite en traitant concrètement et entre professionnels de la déonto-

"GRAND JURY" RTL-Le Monde BERNARD MINISTRE DE L'EQUIPEMENT. DES TRANSPORTS ET BU TOURISME **ANIMÉ PAR** OLIVIER MAZEROLLE **AVEC** ALAIN FAUJAS (LE MONDE) ET RICHARD ARZT (RTL 18 H 30 EN DIRECT

DIFFUSION A 20 H SUR LA CHAÎNE CÂBLÉE PARIS-PREMIÈRE

REPLRES

de campagne de son état. l'un des

tenants des thèses dites du « noi-risme» : tous les malheurs de Haiti

viennent du fait que le pouvoir est

concentré eux mains d'unc mino-

rité de mulâtres, des «hybrides»

qui nc sont pas d'authentiques Haï-

tiens. Par sa seule vertu de «Noir

au pouvoir», Duvalier promet le

salut de son pays, qu'il entraînera à sa perte, à un mamont où les

sutres pays des Caraïbes et de

l'Amérique latinc connaissent un

certain essor économique. « Parce qu'il aboutit en fait à une alliance des élites, celle des mulatres et des

Noirs propulses au rang de nou-veaux riches, le duvaliérisme

replâtre un même système par la

force de la répressian», dit un

prêtre-professeur se définissant

comme un « partisan critique » du

l'histoire de ce pays depuis qu'il La crise actuelle est le résultat d'affrontements sociaux et raciaux qui ont marqué l'histoire de la première République noire du monde s'est libéré de l'esclavage : une

poignée de très riches familles PORT-AU-PRINCE contre la masse des pauvres, de l'élite mulâtre contre des Noirs

PROFIL BAS A PARIS, Sur le pien des principes, la France e toujours appuyé le retour de la démocratie à Port-eu-Prince. Mais, sur le terrain, Paris edopte un «profil bas» pour ne pas risquer d'irriter Weshington.

nouveaux riches.

AFFRONTEMENTS ANCES-

TRAUX, La crise ectuelle à Haïti est eussi le résultat d'affrontements qui ont traverse toute

- ASSISTANCE HUMANI-TAIRE. Evacuéa vers Saint-Domingue le mois dernier pour raisons de sécurité, treize membres des agences de l'ONU (UNICEF, OMS, FAO et PNUD) vont revenir à Haiti, afin de fournir une assistance eux populations civiles. Plusieurs rapports font état de la dégradation de la situation sanitaire eur place, en partie en raison de l'embargo qui frappe Haiti.

RETOUR DE L'ONU? Le médiateur de l'ONU dans la crise haîtienne, Dente Ceputo, a estimé que la mission civile de l'ONU (droits da l'homme) et cella des spécialistes chargés de réformer la police devraient également revenir è Port-au-Prince. Le bateau transportant les « casques bleus » américains et canadiens evait fait demi-tour le 11 octobre, devant les manifestations organisées à Port-eu-Prince par des néo-duvalieristes.

de notre envoyée spéciale La tombe de François Duvalier. dit «Papa Doc», n'est plus qu'un gros tas de terre, sur lequel pous-sent quelques touffes d'herbe, dans un angle du cimetière de Port-au-Prince. Elle a été profanée le 7 février 1986, jour où Jean-Claude, le fils du dictateur et piteux héritier, s'est enfui de Haiti, sous protection américaine, vers un exil français.

Dans l'ivresse sauvage d'une illu-soire libération, une foule d'un demi-million de personnes avait défedé dans les rues de la capitale, pour traquer les miliciens des trente années de dictature - les «tentons macoutes», dont certains furent lapidés et brûlés vifs - mais aussi pour «déchouquer» tous les symboles de l'ordre ancien. La sta-tue de Christophe Colomb, qui fit construire en 1492, près du site actuel de Cap-Haïtien, le premier établissement européee du Nou-vean Monde, fut déboulonnée et jetee à la mer...

Comme pour exorciser le passé, le «populace» – einsi les nantis désignent-ils les quatre cinquièmes des Haîtiens vivant dans d'insupportables conditions de misère avait ensuite nettoyé, lavé et fleuri le centre de la ville. Pouvait-on nourrir l'espoir de tourner ainsi, du jour au lendemain. la page de deux siècles d'une lente déchéance, ponc-'tuée d'innombrables coups d'Étet?

> Démocratie et peuples colonisés

La première tentative d'élections libres et démocratiques, en novem-bre 1987, e été noyée dans le sang. La seconde, organisée sous la surveillance d'observateurs internationaux en décembre 1990, e permis l'arrivée au pouvoir de Jean-Bertrand Aristide, le «prêtre des bidonvilles»: renverse ETATS-UNIS d'Etat en septembre 1991. Son internationale, apparaît enjourd'hui plus qu'improbable. Exploitant avec succès les signaux contradic-toires des Etats-Unis, les militaires imposent une terrible répression pour empêcher la réinstallation du président élu. Le macoutisme et le duvaliérisme sont - provisoirement? - réhabilités par une minorité liée à l'armée, preuve que ces vieux démons ne sont pas morts evec celui qui les a inventés.

Existe-t-il une fatalité haîtienne? Tocqueville svait-il raison de penser que la démocratie, « patrimoine occidental », était incompatible avec l'histoire des peuples colonisés? Le sociologne heitien Laennec Hurbon (1) pose ces questions pour aussitôt nier que « despotisme et dictature soient une pente fatale des peuples du tiers-monde». Régulièrement menacés de mort, s'expri-mant sous couvert de l'anonymat qu'il aient ou non pris fait et cause pour le prêtre-président, les rares

ces derniers temps analysent, sou-vent comme lui, le passé à l'aune de deux grands antagonismes : un affrontement de classes (une petite élite richissime contre la masse de paysans très pauvres) et une lutic de races (mulatres contre Noirs). Quand les plus optimistes entrevoient quelques signes de sortie de ces interminables crises, ils no l'imaginent plus sans une aide exté-

Première République noire du monde née du soulèvement de ses esclaves «importés» d'Afrique, Haîti s été d'emblée gouvernée par les militaires, qui, exploit inédit à l'époque, l'avaient emporté sur la nuissance coloniale. Ces généraux avaient fait de Saint-Domingue le deuxième Etat indépendant des ensuite à grande échelle au «mar-Amériques (en 1804, après les ronnage», la fuite vers les hautes

intellectuels restés à Port-au-Prince ces derniers temps analysent, sou- encore, les paysans (63 % de la population active est encore rurale) n'ont pour tout instrument que la houc coloniale et la machette. Ils ne possèdent toujours pas de titres de propriété ou s'ils en out un, il n'a pas de force incontestable.

> François Duvalier et le «noirisme»

Dans l'impossibilité d'obtenir gain de cause, les paysans ont fait de la résistance, dont les premiers instruments furent le vaudou (religion syncrétiste d'origine africaine) et l'usage du créole. Ils se livrérent

terres inexplorées on moins bien

exposées. Ce fut le début d'une

exploitation parcellaire de micro-

propriétés qui entraîna, déjà, un

et à mesure que s'accentuait la

pression demographique. L'occupa-

tion américaine à partir de 1915

(durant les quatre années précédentes, six présidents s'étaient suc-

cédé) ralentira à peine le mouve-

ment. Le modèle des grandes

exploitations imposé en Amérique

centrale n'eut pas le même succès en Halti, que les Etats-Unis tentè-

rent de «pacifier». Les paysans, de

nouveau soumis à la corvée, furent

désarmés dans le cadre d'une poli-

tique nu les «chefs de section»

(héritiers des «commandeurs», sur-

veillants des plantations esclava-

gistes) furent investis de pouvoirs de police et de justice, comme les shérifs américains. Les envahisseurs

certain François Duvalier, médecin

'ère Aristide Se méfiant de l'armée, Duvalier recrute quelque quarante mille miliciens (macoutes) dens les couches pauvres urbaines et nurales, souvent parmi les chefs de section. A charge pour eux de se payer en ranconnant. Le dietateur va plus loin, en contrôlant, par exemple, le vsudou qu'il prétendait promouvoir, « Tous les lieux d'échappée de l'imaginaire collectif sont occupés», résume Laënnec Hurbon. Le pays est quadrillé, L'« Etat prédateur» n'exerce sa fonetion que dans la répression. Le «marronnage» n'est plus possible : e'est le début des grandes migrations vers l'étranger.

Adulé par les déshérités, le Père Aristlde devient vite une sigure emblématique : il est le seul candi-dat aux élections de décembre 1990 à rejeter clairement le duvaliérisme et le macoutisme. Il est surtout porteur de trois revendicazions sondamentales de la masse des pauvres : la justice, la transparence flutte contre la corruption parlementaire et étatique) et la participation (dans l'esprit d'une «démocratie directe» qui a affolé

a Le Père Aristide ne fut certes pas un président (déal », constatet-on, y compris dans les rangs de ses proches ou de ses anciens conseillers à Port-au-Prince. On souligne tous ses efforts pour rompre avec les horreurs du passé. mais on évoque son manque de préparation au rôle d'homme d'Etat, ses travers de « prophète omniscient», l'improvisation de ses actions, ses violences verbales et son anslyse manichéenne de la société haïtienne. «Il serait immoral de lächer Titid maintenant», disent coux qui l'appuient. «Il serait très grave de frustrer le peuple de sa grande victoire démocratique», souligne un de ses opposants modérés, qui fut brièvement minis-tre sprès la chute de Jean-Claude Duvalier. « Nous arrivons à la fin de ce siècle, poursuit cet intellectuel, sans éthique politique, sans culture du compromis ni de coopé-ration de classes sociales, habitués à des luttes à mort, même si ce paysage commence, encore trop timidement, à changer. » Est-ce un signe? Traditionnellement peu préoccu-

pées de l'intérêt national, la vingtaine de richissimes familles for-mant ce que des diplomates américains ont eppelé « l'élite moralement répugnante » a, pour la première fois, l'an passé, contribué finsncièrement à un programme social (privé), visant à parrainer les études d'enfants défavorisés. Et certains représentants de cette oligarchie se sont récemment dits prêts, devant des caméras, à payer des impôts. Par la force des choses, tous les milicux prennent conscience de la nécessité de sortir le pays de l'état de désorganisation totale dans lequel il est tombé, alors que pèse la menace de nou-veaux fléaux (épidémies, désastre écologique pour un pays où il ne reste que 2 % des terres boisées). L'embargo décrété par l'Organisa-tion des Etats américains puis par l'ONU étrangle une économie déjà

Il reste que toute solution passe par une réforme de l'armée, de la police et de la justice, dont une «mafia», impliquée dans le trafic de drogue depuis une dizaine d'années, ne veut pas. « Devant les mili-taires et leurs hommes de main, détenteurs d'un droit de vie et de mort que leur avait accordé Duvalier, calquant ses pratiques sur celles des maitres esclavagistes d'autrefois. nous sommes mains nues : la répression touche maintenant tous les milieux », disent des membres de la classe moyenne, embryonnaire dans ce pays. La mort dans l'âme, même les plus nationalistes réclament une « Intervention américalne brève », pour désarmer les

Certains affirment que les têtes de l'état-major savent que l'avene-ment d'un véritable Etat de droit est inéluctable. Après tout, le coup d'Etat contre le président Aristide est le premier de tous ceux qui se sont succédé en Haïti à evoir été condamné fermement et durablement - jusqu'à présent - par l'ONU et les États-Unis.

« gangsters ».

[1] Comprendre Haili, wax éditions hartala, et Culture et dictature en Haili, aux éditions L'Harmattan, de Laennes

Retour d'une équipe humanitaire de l'ONU. - Evacués vers Saint-Domingue le mois dernier pour raisons de sécurité, treize membres des agences des Nations unies (UNICEF, OMS, FAO et PNUD) vont revenir à Haïti, afin de fournir une assistance sux populations civiles, a ennoncé, vendredi 12 novembre, un porteparole de l'ONU. Le médiateur de cette organisation dans la crise haïtienne, Dante Caputo, a par ailleurs estimé que le mission civile de l'ONU (droits de l'homme) et celle des spécialistes chergés de réformer la police devraient également revenir à Port-au-Prince. - (AFP.)

DUYALÌER SERGUE; 13.

Etats-Unis), en repoussant l'imposante expédition envoyée par Bonaparte pour mater les rebelles noirs. Obsédés par l'idée de prouver que les Blancs, ils souhaitaient maintenir la prospérité de ce qui fut « la plus riche et la plus belle des possessions françaises d'outre-mer ». Mais, à défaut de trouver un autre

modèle, les nouveaux gouvernants reproduisirent scrupuleusement le seul qu'ils connaissaient. Les militaires et. les sffranchis, souvent mulatres, remplacerent donc, à la tête des plantations de canne à sucre et de café, les colons blancs, exterminés sous Jean-Jacques Dessalines. Celui-ci poussa le mimétisme jusqu'à se faire nommer empereur, un an après Napoléon.

Seuls les maîtres changèrent pour la grande masse des esclaves (envi-ron six cent mille à l'époque), qui ne furent «libérés» que sur le papier. Ils voulaient des terres pour assurer leur subsistance et refusérent d'assurer, comme autrefois, la production de denrées d'exportation. Leurs premières révoltes furent écrasées par ceux qui avaient promis de les défendre, un scénario qui se répéts inlassable-

ont eependant contribué à crécr une véritable arméc centralisée, micux équipée et encadrée, qui sera encore plus soucieuse de rester maîtresse du jeu politique. A peine les Américains partentils en 1934 qu'un autre débat éclate, alimenté notamment par un

REPÈRES

CHILI Condamnation du général Contreras dans l'affaire Letelier

Le général chilien Menuel

Contreres, l'un des hommes forts de l'ex-junte du général Pinochet, a été condamné, vendredi 12 novembre, à sept ens de prison pour son implication dane l'essassinet, le 21 septembre 1976, à Weshington. de l'ancien ministre des affaires étrangères du président Salvador Allende, Orlendo Letellar. Coaccusé dens le même pro-

cès, ouvert après le rétablissement de le démocretie eu Chili. le générel de brigeda Pedro Eeplnoza, qui dirigeait au moment des faits lea opérations à l'étranger de le DINA (le police politique du régime), e, de son côté, été condamné à six ens de réclusion par le juge Adolfo Banados.

Le générel Contreres, qui fonda la DINA, est à la retraite. meis le générel Espinoza est toujours d'active, dans l'armée de terre que commende le général Pinochet. - (AFP.)

SRI-LANKA Colombo dégage sa base militaire investie par les Tamouis

Des troupes sri-lenkeises ont pu faire, semedi 13 navembre, leur lialson avec les soldets et marine du cemp de Pooneryn, dans le nord de l'île, qui avait été en partie investi, l'avant-vellle, par 600 «Tigres» du muvement eéparatiste tamoul LTTE, e annoncé Colombo. L'ermée de l'air multiplie les raide de représailles, et des commendos ont été dépêchés pour dégeger les 1 500 à 2 000 marins et soldats qui demeurent essiégés.

L'ettaque du 11 novembre a fait eu moins 200 morts chez les gouvernementeux, peut-être 500. Les bleseés n'ont pea encore ou être escourus, car les hélicoptères sont empêchés d'atterrir et les bateaux d'eccoster du fait de le violence dee tirs. Les pertes des mequisards sont estimées à cinquente morts. Colombo edmet evoir eubi eon plus grave revers depuis le début de la rébellion, en 1983. Environ 30 000 personnes ont péri dans la lutte pour la création, au nordest, d'un Etat tamoul séparé. -

L'absence de la France **PORT-AU-PRINCE**

de notre envoyé spécial «La France ne peut donc rien faire pour noue aidar?», ae lamente Hérold, un jeune techni-cien au chômage. Un groupe de journelistes hattlene epostrophaient récemment, de la même facon. Alain Rouguié, le directeur d'Amérique eu Quai d'Orsay, venu présenter ses sympa-thies eu premier ministre Robert Le rappel à Paris en novem-

bre 1991 de t'ambeesadeur Jean-Raphaël Dufour, qui aveit été décleré persone nun grete par les autorités de fait, a mar-qué un tournant. M. Dufour, qui avait sauvé la vie du président Arietide lora du coup d'Etet de septembre 1991, puie hébergé à sa résidence plusieurs dizaines de see proches collaboreteurs, éteit devenu l'une des principales ciblee des putechistee, et, en privé, de l'embassadeur des Etats-Unis, Alvin Adams. Il n'evait pee héaité à critiquer sévarement lee militaires et à s'opposer à une solution qui eurait réduit le fonction présidentielle « à l'inauguration des hibiscus s.

Depuie son départ, le France a maintenu un profil bae à Port-

au-Prince. L'embassedeur e été remplecé per un chargé d'af-faires, Hervé Ladsous, puis Philippe Setz, une décision logique tant qu'il n'y avait pas de gou-vernement légitime. Meis Paris n'e pes jugé utile ou urgent de nommer un nouvel embassedeur eorès la prise de fonctions du premier ministre constitutinnnel Robert Melval, comme l'ont feit plusieurs pays, nntamment les Etats-Unis. « La fait de ne pas evoir nommé un nouvel ambaeeedeur na eionifie en aucune façon une réticence à l'égerd du gouvernement Melvel », affirme-t-on de eource officielle française. De fait, Philippe Selz est l'un des visiteurs les plus assidus à le résidence

Dans l'arrière-cour des Etats-Unis

du premier ministre.

Le France, a affirmé Alein Rouquié lore de eon bref pee-sege à Port-au-Prince, s'est pleinement associée eux efforts de l'Organisation des Etets eméricaina et dee Natione uniea pour rétablir le démocratis en Haiti. Meis les cent gendarmes et policiers français qui devaient participer à le mission d'essistence militaire des Nations

unies n'éteient pes à pied d'œuvre début octobre, troia semainse avant la date qui aveit été fixée pour la retour du préaident Aristide. Ila n'ont pae eu à subir l'humiliation d'être évacués face eux menaces d'une centeine d' « ettechée » car, selon une bonne snurce, ils n'étaient même pas tous sélecnonnés à la suite d'une querelle franco-françaiee entre les ministères de la défense et de l'intérieur.

Helti eat cartae considéré cnmme un pays francophone, meis il eet d'ebord situé dens l'errière-cour dee Etats-Unie. Y affirmer une politique autonome ne peut qu'irriter Weehington, comme l'a montré la bataille du cochon, au milieu dea annéea 80. A le suite de l'abattage du cheptel porcin, freppé per une épidémie de peste, la France e offert de participer eu repeuplement à l'aide de cochone créoles edaptés aux conditions locales. Les Américaine qui vouleient imposer leurs pores grimels, plus fragiles et nécessitant des aliments importés, ont tout fait pour bloquer les rustiques eochons français...

JEAN-MICHEL CAROIT



Mort de Robert Haldeman l'un des protagonistes du « Watergate »

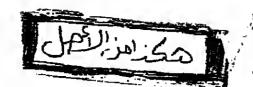
Le secrétaire général de la Maison Blanche sous la présidence de Richard Nixon, Harry Robert Heldeman, qui passa dix-huit mois sous les verrous pour son rôle dans l'affaire du Watergate, est décédé d'un cancer, vendredi 12 novembre, à Sants-Barbara, en Californic, où il poursuivait ses activités d'homme d'effeires. Il était âgé de soixante-sept ans.

Directent d'une egence de publicité à Los Angeles, Bob Haldeman rencontra Richard Nixon dans les années 50 et devint l'un de ses conseillers. A partir de 1956, il collebora à toutes les cempagnes électoreles de M. Nixon et devint secrétaire général de le Maison Blanche on janvier 1969, poste qu'il conserva jusqu'à sa démission, en avril 1973.

La «garde prétorienne» de M. Nixon

Avec John Ebrlichmsn, conseiller du président pour les effaires intérienres, il formait la «garde prétorienne» qui isoleit M. Nixon. C'est d'ailleurs pour evoir tenté de «couvrir» le président républicain qu'il fut condamné, dans le scandale politique le plus retentissant de l'histoire américainc : la découverte, en 1972, d'un cambriolage du quartier général du Parti démocrate, dans l'immenble du Watergate à Washington, où fut placé da matériel électronique d'espionnage. Il fut reconnu coupable de parjure et d'obstruction à la

Durant sa détention, il aveit écrit un livre, la Chute du pouroir, dans lequel il affirmait que Richard Nixon était eu courant, dès le premier jour, de l'équipée des «plombiers» de la Meison Blanche. C'était « un homme d'un courage, d'une intégrité, d'une force et d'une inselligence rares», a estimé, vendredi, M. Nixon, dans un communiqué. - (AFP.



INTERNATIONAL

PROCHE-ORIENT

La visite d'Itzhak Rabin a Washington

Le président Clinton s'est efforcé de rassurer Israël

12 novembre, à la Maison Blanche, le premier ministre israelien, Itzhak Rabin, le président Bill Clinton e'est efforcé de raesurer Jérusalem et a réaffirmă la politique à doubla détente que mènent les Etats-Unis vis-à-vis de la Syrie : mises en garde assorties d'assurances.

WASHINGTON

de nos correspondents D'un côté, Washington craint que Damas, qui n'a pas approuvé l'accord israélo-palestinien du 13 septembre, ne tente de le torpiller. La Syrie en a les moyens, puisqu'elle abrite - et soutient - les organisations palestiniennes bostiles à Yasser Arafat. M. Clinton a donc tenu à adresser un message public au président Assad : il faut jouer le jeu de la paix au Proche-Orient.

«Les chess d'Etot qui veulent lo paix dolvent le dire hout et fort, pour s'opposer à ceux qui ruineraient ces aspirations, a déclaré le président américain lors d'une conférence de presse conjointe avec M. Rabin. Nous ne pouvons pas permettre aux adversaires de cet accord de faire èchec aux nouveaux progrès rèa-

Parallèlement, les Etats-Unis sont conscients de la préoccupation des Syriens de ne pas être les laissés-pour-compte d'un règlement partiel au Proche-Orient, qui permettrait à l'Etat hébreu de continuer à occuper le plateau du Golan. D'où le deuxième volet des propos tenus vendredi par M. Clinton visant, cette fois, à donner des assurances à Damas : il n'y aura pas, a-t-il dit en substance, de paix durable ou Proche-Orient

sans règlement giohal – donc sans accord israélo-syrien.

Cette « politique syrienne », cependant, ne peut être menée par les Américains que très discrètement, sous peine de fragili-ser la position de M. Rabin chez lui, ce que Washington souhaite éviter. L'administration Clinton n'ignore pas, en effet, que le gouvernement iaraétien a déjà mal à faire digérer à son opinion l'autonomie palesti-nienne à Gaza et à Jéricho d'abord, et que ce serait charger le barque que de vouloir négocier en même temps le retrait du Golan. « Avant de charger le système politique israellen d'un outre accord mojeur, ovec des orrangements complexes, lo classe politique doit pouvoir se rendre compte que le premier accord marche », a fait valoir l'amhassadeur israélien aux Etats-Unis, M. Rabinovitch.

> « Un véritable ami »

Pour faire bonne mesure, M. Clinton a eussi adressé, vendredi, un evertissement à Yasser Arafat, sommé de dénoncer les violences commises contre les Israéliens dans les territoires occupés. « Nous sommes tous conscients qu'il n'a peut-être pas un contrôle total de tous ceux qui agissent au nom du Fatah. e-t-il lancé. Mois Arafat, oux termes de l'accord, est tenu, au minimum, de condamner la violence ».

Il fallait encore rassurer les Israéliens, et M. Clinton s'y est employé en leur promettant que l'aide économique américaine -3 milliards de dollars - serait maintenue, en dépit des restric-tions budgétaires. « Je renouvelle l'engagement inébranlable de l'Amérique, a-t-il dit, à maintenir et à renforcer l'ovantage qua-litatif d'Israel en motière de sécurité. »

La nouveauté, e'est que, dans ce que le New York Times appelle « l'ère de la diplomatie sons argent », les Etats-Unis doivent désormais trouver des moyens de satisfaire les demandes israéliennes sans débourser. L'Etat bébreu sonhaite notamment acquérir la nouvelle génération d'avions de combat américains, tes F-15E, et cet achat sera sans doute au cœur des conversations qu'aura M. Rabin avec le secrétaire à la défense, Les Aspin.

Pour l'heure, M. Clinton s'est contenté de dire que l'adminis-tration travaillait à un accord permettant de « mettre à la dis-position des Israeliens un certain nombre d'avions ». Mais il e aussi promis de voir avec le Congrès ce qu'il était possible

avancé, préférant attendre les recommandations du ministère

ALAIN FRACHON ST SYLVIE KAUFFMANN

de faire pour « défroyer Israel

Ces propos ont apparemment

achevé de mettre du baume au

cœur de M. Rabin, qui rentrera

chez lui « plus fort à de nom-

breux égards » et convaince que

« nous avons, à la Moison

Blanche, un véritable ami sur

M. Rabin avait une autre

requête, portant sur la réduction

de la peine de prison à perpé-

tuité, infligée, en 1987, à Jona-

than Pollard, fonctionnaire amé-

ricain reconuu coupable

d'espionnage en faveur de gou-

M. Clinton ne a'est guère;

vernement israélien.

lequel nous pouvons compler ».

du coût de la paix ».

EN BREF

CHINE : le cutte de Dang Xiaoping bat son pleln. -Réuni depuis jeudi 1t novembre à Pékin, le comité central du PC chinois devait décider d'importantes réformes économiques. Il s'est ouvert alors que la propagande se livre à un culte de la personnalité Intense en faveur de Deng Xiaoping, l'« architecte en chef des réformes ».

YÉMEN : le président Saleh prend des mesures pour désamorcer la crise. - Le gouvernement a annoncé, vendredi 12 novembre, à Aden, une série de mesures pour tenter de désamorcer la crise qui oppose le

chef de l'Etat nordiste, Ali Abdallah Saleh, à aon adjoint

sudiste, Ali Salem El Baïd. Il a ainsi chargé le ministre de la défense de procéder « ou démantèlement des barrages militaires et au redéploiement des unités de l'armée dans les positions qu'elles occupolent avont lo crise». Le ministre de l'intérieur a été prié de bâter les procédures en vue de « présenter à la justice les accusés » dans les attentats qui ont visé des cadres du Parti socialiste véménite (PSY) dont

est membre M. El-Baid

(le Monde da 10 novembre). -

Jérusalem somme M. Arafat de combattre le terrorisme

Suite de la première page

Bien que les deux négociateurs se soient rencontrés lundi et mardi au Caire, cette condamnation n'a été prononcée que vendredi par la vnix de l'OLP en Cisjorda-numéro un de l'OLP en Cisjorda-nie. Celui-ci e « dénoncé » le meurtre du colon, affirmé que les coupables avaient « violé les ordres de l'OLP » et indiqué que la centrale palestinienne allait aprendre des mesures contre ceux qui désobéissent aux consignes ».

Cette condamnation, de la part d'un homme qui a perdn de son importance depuis la reconnaissance mutuelle entre Israel et l'OLP, n'a epparemment pas suffi aux dirigeants de l'Etat juif. Vendredi, la télévision a révélé que le chef de la diplomatie, Sbimon Perès, evait téléphoné à Yasser Arafat pour lui réclamer des explications. Il s'est ensuite dit convaincu que «le Fath a donné les ordres nécessaires » et qu'il considérait ce meurtre comme « une exception ».

> Tenir ses engagements

De Washington, M. Rabin, qui tente depuis quelques jours de désamorcer les tentatives de déstabilisation menée par les colons et leurs relais politiques à l'extrême droite, est allé plus loin, «L'OLP, a-t-il dit, doit condamner vigoureusement, publi-quement et immédiatement toute action en violation flagrante avec les engagements qu'elle a pris de renoncer au terrorisme.»

«La base même pour faire avancer et progresser la mise en œuvre des accords, a-t-il ajouté, consiste pour chaque partie à tenir ses engagements, » Dains la lettre qu'il lui avait envoyée, le

9 septembre - quatre jours avant la signature des accords de pair,

- Yasser Arafat avait en effet
précisé que l'OLP renoucerait « au terrorisme et à la violence», et se déclarait « responsable de tous les membres de l'OLP pour qu'ils se soumettent » aux accords.

Comme prévu, les organisa-tions de colons juifs, qui avaient déjà déclenché des violences antipalestiniennes et des manifestations anti-gouvernementales pour dénoncer le mentire du colon ainsi que les accords de paix, ont plaidé, vendredi, l'arrêt immédiat des négociations sur le mise en œuvre des accords de paix. Ouri Ariel, le secrétaire général du principal mouvement de colons, qui avait été reçu pour la pre-mière fois, mercredi, par M. Rabin, l'a accusé de lui avoir « délibérément menti » pour lui avoir caché, lors de leur rencontre, le fait « qu'il savait déjà que le Hamas n'était pas responsable de cet attentat ».

droite parlementaire a réclamé l'arrêt des négociations avec l'OLP. Ce que Yossi Sarid, ministre de l'environnement, a refusé. Mesurant l'exploitation politique que les colons les plus extrémistes pouvaient tirer de cette affaire, et averti de l'érosion qui, selon les sondages, affecte le soutien aux accords de paix dans la population israélienne, le ministre, représentant de l'aile gauche de la coalition gonvernementale, a, lui eussi, invité l'OLP à « dénoncer ce meurtre, et à annoncer les mesures qu'elle entend prendre pour éviter la répétition de ce genre d'opéraions, maintenant et à l'avenir».

Une fois encore, l'extrême

PATRICE CLAUDE

de Bedin qui ne finisse un jour par

être emporté: La planète n'e plus

de frontières infranchissables, et si elle est «balkanisée», pour repren-dre l'expression d'Yves Lauian (1),

c'est parce que les empires qui se

Programme and the second E3E 22. : : : - · · ----で(<u>2015年) ____</u> っつっ Billymann ge 2221172223 Partier . The state of the state of the

The Case 50 50

ಕ್ಷೀಕ್ಷೀ ಎಟ್ಟ್ ಟ್ಟ್

Training to the same

1217 JE 17 .- 1

prime ...

SHEET.

数数据 地名

THE METER LITTLE

harded and for the

printed the control of

karatar . . .

partageaient le monde au début de ce siècle, en veillant au maintien de \$ Mar 18 23E 12 1221l'ordre dans leurs zones d'influence 100 1 100 100 respectives, ont l'un après l'autre C 70' disparu, le dernier en date étant *** *** 1215mm Privés au moins provisoirement d'ennemi de leur taille, décis dans leur espoir de voir la guerre du Z 22: iname: 13 mg = ---Golfe déboucher sur un ordre mon-dial dont ils auraient tiré les 375 mm ficelles, les Etats-Unis ont de la

10km

ALL STATEMENT

With the same

Albana in

PR . | 225 1 ...

débite chaque soir la lancinante, l'accabiante chronique. Le sondage du Wall Street Journal est de ce point de vue particu-lièrement instructif: 72 % des personnes consultées estiment qu'ils devraient laisser d'autres pays et les Nations unies diriger (to lead) la solution des crises internationa sounon des crises internationales.

Mais, et c'est un gros mais, 71 %
pensent qu'ils devraient participer
aux opérations de maintien de la
paix de l'ONU.

peine à voir comment ils pour-

raient à eux seuls venir à bout des

innombrables malheurs dont la TV

Renonciation à gouverner le monde, disponibilité à s'associer avec ceux qui cherchent à réduire les conflits : c'est exactement l'at-titude de la Maison Blanche face an dialogue istaélo-palestinien. Ce n'est pas de l'isolationnisme. C'est la reconnaissance, sans pour autant renoncer à se rendre utile du fait qu'on ne détient ni la vérité infisse ni les moyens d'imposer partont sa

volonté, On serait en droit de préférer cette approche à l'arrogance ou à la confusinn dant on a eu tant d'exemples dans le passé) a) si nos amis d'outre-Atlantique voulsient bien étendre cette philosophie au GATT et au culturel; b) s'ils met-taient un peu plus d'empressement à s'acquitter de leurs obligations financières envers les Nations unies; c) si nous autres Européens nous montrions capables de les prendre au mot, ce qui supposerait, bien entendu, que nous commencions par nous prendre par la

Mais est-il, à y bien réfléchir, une autre voie?

ANDRÉ FONTAINE

(1) Réédition récente, largement actua-lisée et enrichie, d'un livre paru il y a deux ans (le Monde du 18 octobre 1991). Hachette Phriel, 365 p.

DIPLOMATIE

Lors d'une rencontre avec ses homologues allemand et polonais

Alain Juppé souscrit au principe d'un élargissement de l'OTAN

Les ministres français et allemand des offaires étrangères, Mand des ettalles etraugeres.
Alain fuppé et Klaus Kinkel,
ont exprimé vendredi
12 novembre, à Versovie,
devant leur homologue polonais
Andrzej Olechowski, le souhait de voir les pays d'Europe cen-trale associés plus étroitement aux structures de sécurité européennes et transatlantiques. Ils se prononcent également en faveur du principe d'un élargis-sement de l'OTAN. Ce vœu est exprimé dans une déclaration commune publiée par les minis-tres à l'issue de la troisième rencontre tripartite franco-ger-

Le texte propose d'attribuer aux pays ayant conclu avec l'Enrope des Douze un accurd d'association un statut d'asso-cié à l'Union de l'Europe occidentale (UEO), l'organisme on charge des questions de défense. Il se pronunce également pour un renforcement de la coopération de ces pays avec l'OTAN. Les ministres déclarent considérer le renforcement des liens des Etats d'Europe centrale avec ces deux structures « comme un complément noturel à leur coopération de plus en plus étroite avec l'Union européenne [les Douze] dans la perspective d'une adhésion

Le atatut d'association à l'UEO, pas plua que la coopéra-tion avec l'OTAN, ne répondent véritablement à l'attente des pays d'Europe centrale qui serait d'abtenir des Occidentaux une garantie de sécurité. Seule une intégration à part entière leur permettrait en effet de bénéficier de la clause qui, dans les deux instances, stipule que si un Etat membre fait l'objet d'une agression ics autres se portent à son secours.

A propos de l'OTAN, les ministres soulignent «l'Importance de l'Alliance atlantique en tant que lien entre la sécurité de l'Europe et [celle] de l'Amérique

du Nord ». Considérant qu'une de ses «taches essentielles consiste à contribuer à la sécurite de l'Europe tout entière ». ils déclarent qu'a à cette fin, un signal de l'Alliance indiquant qu'elle accepte le principe d'un élorgissement revétirait une grande importance». Cette déclaration paraît refléter davantage la positinn allemande que celle de la France. On estimait en effet jusque-là à Paris qu'un élargissement de l'OTAN à certains seulement des pays anciennement communistes n'était pas souhaitable, parce que la Russie s'y oppose et qu'un élargissement incluant la Russie ne l'était pas non plus car il significrait la fin de l'OTAN en tant que structure

Sans vraiment préciser leur point de vue sur cette questina, les ministres nat indiqué à Varsovie qu'ils « veilleront à ce que les évolutions attendues de l'ensemble de la structure de sécurité européenne bénéficient à tous les États européens et ne soient dirigés contre personne » et soulignent que « le souhait de la Pologne d'opprofondir ses liens avec l'Alliance atlantique s'inscrit dons ces préoccupo-

Alain Juppé en tournée au Proche-Orient. - Alain Juppé effectuera une tournée au Proche-Orient la semaine prochaine pour a faire le point de la situation et de l'évolution du processus de paix», a annonce vendredi 12 novembre le Quai d'Orsay. Le chef de la diplomatie française se rendra à Damas mercredi. Il gagnera Amman jeudi à la mijournée, puis Beyrouth en soirée et quittera le Liban vendredi pour participer au sommet franco-espagnol à Madrid 't Tolède.

Un nouvel isolationnisme

Les collaborateurs de Bill Clinton contestent cette vision des choses. Ils font valoir l'ampleur des crédits alloués à Moscou, comme au «processus de paix» en Proche-Orient. Ils reconnaissent certes que l'issue du prochain débat au Congrès sur la ratification de l'ALENA (le traité sur la zone nord-américaine de libre-échange, incluant le Canada et le Mexique) est incertaine. Que l'opinion est de plus en plus bostile à un engagement militaire en Bos-nie ou à Haïti. Et qu'elle plaide avec insistance pour le rappel de Somalie de ces mêmes boys qu'elle avait tant contribué, dans les derniers moia de l'administration Bush, à y faire envoyer. Mais il s'agit là, selon les sources dites autorisées, de problèmes spécifiques qui nat charun son explica-tion. Dans le cas de l'ALENA, que combattent visourensement les syn-dicats, la crainte de perdre des emplois. Dans celui des opérations outre-mer, la complication extrême de dossiers où personne n'arrive à se retrouver. Les choses se présenteraient très différentes, à les en croire, si l'on était en face de clear-cut issues, de questions clairement posées. Et le fant est que Bill Clinton vient, à quelques jours de dis-tance, de proposer à Boris Eltsine un «partenariat pour la paix» et d'envoyer à la Corée du Nord une mise en garde sans équivoque contre toute tentation de répèter son agression de 1950 contre le Sud. Reste tout de même qu'il a été élu, contre un homme qui ne s'intéres-sait qu'à la politique étrangère, par des catoyens attendant de leur président qu'il daigne s'occuper un peu d'eux : du chômage, de la dégradation des équipements, de la protection sociale, de l'insécurité croissante, de la drogne, du sida et

On les comprend : l'Economist, déjà cité, consacre sa page de cou-verture à «l'enfer» des villes américaines. D'où les slogans brandis l'an dernier, durant la campagne présidentielle, comme « America first » ou « The Economy, stupid! », «stupid» visant évidemment l'in-fortuné (jusqu'à un certain point)

La politique étrangère américaine a toujours bésité entre deux tendances, intro et extraverties. La première a présidé aux destinées de l'Union naissante, qui se voulait La doctrine Truman et le plan une autre Suisse, une casis de Marshall de 1947, l'amendement

vertu. Le message d'adieux, la farewell address de George Washington, sur le thème du « non-entanglement», de la non-implication dans les affaires de la Babylone euro-péenne, était la base de son idéologie. Mais cette nouvelle Helvétie a largement ouvert ses portes, à la différence de l'autre, aux immigrants, et le continent sur lequel elle s'était établie n'était peuplée, en dehors de ses citoyens, que de

L'expansion était son destin naturel, comme l'avaient si bien senti Napoléon, Tocqueville et pas mal d'autres. La doctrine de Monroe, tout en maintenant le « non-entanglement », étendait déjà, en 1823, les limites de la sphère d'in-fluence nord-américaine à l'ensemhie du continent. Et, des cette date, la Grande-Bretagne a choisi de pri-vilégier dans sa politique étrangère, ses bons rapports avec les Etats-Unis. Le milieu du dix-neuvième siècle voit naître le concept, très orgueilleux, de « destinée manifeste», auquel se référera souvent Ronald Ressan, et qui justifie, sur le moment, la guerre avec le Mexi-que et l'annexion du tiers de son

A la chamière du siècle, les pré sidents McKinley et Theodore Roosevelt vont plus loin en se faisant ouvertement les chantres de cet «impérialisme» contre lequel Lénine va entreprendre de mobiliser le prolétariat mondial. C'est l'époque de la guerre avec l'Es-pagne, des opérations répétées dans l'isthme et l'archipel caraïbes, de l'intrusion dans le Pacifique, de la médiation américaine dans la guerre russo-japonaise de 1904. L'opinion n'est pas unanime à sou-tenir est expansionnisme: il fandra attendre trois ans pour que les Etats-Unis interviennent dans la première guerre mondiale, et le Congrès rejettera le projet d'ordre mondial, basé sur le traité de Ver-sailles et la Société des nations, éla-boré par le président Wilson.

L'isolationnisme durera jusqu'à la destruction par l'aviation japonaise, en novembre 1941, de la flotte américaine mouillée dans la rade de Pearl-Harbor. Le Congrès, après avoir approuvé l'entrée en guerre, entérinera sans difficulté le nouveau projet d'ordre mondial de Franklin Roosevelt, basé sur les Nations unies et approuvé à Yalta.

Vandenberg et le pacte atlantique de 1949, l'intervention en Corée de 1950 consacrerout pour la première fois, en opposition totale à la prédi-cation de Washington, un engage-ment permanent des Etats-Unis dans le vieux monde. Malgré quelques poussées d'isoletionnisme, particulièrement vives après la guerre du Vietnam, qui amèneront le Congrès à lier les mains de tout président cherchant à engager les boys dans des opérations lointaines, les Etats-Unis, aussi longtemps que subsistera une menace à l'est, agiront en leader du monde libre. Ronald Reagan se fera élire et réé-lire en flattant l'orguell national, et la guerre du Golfe portera un ins-tant au zénith la cote de son successeur. On n'en est manifestement plus là. Quand 64 % de la population s'opposent, aux termes d'un récent sondage, au recours à la force pour réinstaller le président légitime d'Haîti, alors que les militaires de cette malheureuse République foulent aux pieds les accords qu'ils viennent de conclure à cet effet, on se dit que décidément est passé le temps où l'Oncie Sam ne supportait pas, surtout dans son «arrière-cour» caraïbe, de se faire marcher sur les pieds.

Une impossibilité

Reste que l'isolationnisme est tout simplement une impossibilité, à l'époque de la mondialisation de l'économie, de l'incessant racourcissement des distances et de la transmission instantanée, sur toute la planète, de l'information sous toutes ses formes. Aussi bien n'en trouve-t-on nulle trace, aux Etats-Unis, lorsqu'il s'agit d'organiser le commerce mondial dans un sens conforme à leurs intérêts. Ou de développer, grâce notamment au film et à l'audiovisuel, une hégémonie culturelle qui progresse d'autant plus rapidement que la terre entière redemande fast-food, rock et jeans et que l'anglais devient de plus en plus – pour parter comme nos contemporains – un must si l'on veut se faire entendre. Quant à la France, elle ne saurait oublier qu'un de ses habitants sur quatre travaille pour l'exportation et que la francophonie constitue sa chance principale de continuer à parler sa langue.

De toute façon, on le sait bien, il n'y e pas de limes, de muraille de Chine, de ligne Maginot ou Siegfried, de rideau de fer ou de mur

les m

bol & di cescie.

THE REPORT OF

S POST COLOR

Mary State St. 1 DE LE TRA The state of the s

LIBYE

Tripoli se dit «excédé» de voir l'ONU se sonnettre aux pressions occidentales

La Libye a dénoncé, vendredi 12 novembre, dans un communi-qué do ministère des affaires étrangères, le vote, la veille, par le Conseil de sécurité de l'ONU, d'une résolution qui renforce le sanctions qui la frappent. Ces sanctions visent à la contraindre à livrer deux de ses ressortissants, accusés d'être impliqués dans l'explosion, eo décembre 1988, audessus de Lockerbie en Ecosse d'un Boeing 747 de la compagnie Pan Am, qui avait causé la mort de 270 personnes (le Monde du

Tripoli a réaffirmé «son désir de parvenir à une solution rapide à cette crise artificielle», tout en se disant « excédé de voir le Conseil de sécurité se soumettre, une fois de plus, aux pressions des Etats Unis, de lo Grande-Bretagne et de la France, qui ont recours exclusivement à la politique de la force et des menaces ». De son côté, le colonel Mouamar Kadhafi a répété, dans un eotretieo accorde au magazine Middle East Insight, son refus de faire jugerhors de Libye les deux suspects. Nous n'avons pas confiance dans que les Libyens soupçonnés ne seront pas traités de façon juste.» – (AFP.) l'Occident, a-t-il dit. Nous pensons

SÉNÉGAL

Peines de prison légères pour les manifestants de Dakar

Les quatre-vingt-sept personnes interpellées il y a une semaine à Dakar, parmi lesquelles trois députés d'opposition, ont été condamvendredi 12 novembre, a six mois de prison avec sursis à l'issue d'un procès émaillé d'incidents. Elles étaient inculpées de « participation à une manifestation non autorisée». Le procès a été notamment perturbé, à plusieurs reprises, par les prévenus, qui ont chanté des chants religieux et scandé des slogans hostiles au présideot Abdou Diouf. Les condamnés out été remis en liberté une fois la sentence prononcée. Ils oot un mois pour faire appel.

Uo incident a également en lieu le matio même do procès. Me Daouda Ba, président du Collectif des avocats des prévenus, été molesté par les forces de l'ordre alors qu'il se rendait au palais de justice. Revêtu de sa robe d'avocat, Me Daouda Ba n en une altercation avec un policier qui lui demandait sa carte professionnelle. Estimant que sa tenue indiquait suffisamment sa qualité, l'avocat a refusé. Il a été « sévèrement molesté et même traîné dans la rue avant d'être embarqué par les poli-ciers», a expliqué l'un de ses amis à la presse. - (Reuter, AFP.)

et le second à la date, inchangée, jours, au plus tard, après la disso-

CONGO: la correspondante de Radio-France Internationale menacée d'expulsion. - La direction de Radio-France Internationale (RFI) à Paria s'est vu notifier par télécopie, veodredi 12 novembre, l'expulsion de Frédérique Genot, sa correspondante au Congo depois 1992. Le 4 novembre, Frédérique Geoot avait été convoquée au ministère congolais des affaires étrangères, où elle avait été menacée d'expulsioo à la suite de ses reportages sur les combats entre forces goovernementales et partisans armés de l'opposition. - (AFP.)

ALGÉRIE

INTERNATIONAL

Les milieux politiques s'interrogent sur le futur rôle de l'armée

de notre correspondante L'Algérie a besoio d'une phase de traosition « pour renforcer l'Etat » et elle doit mettre en place « les conditions nécessaires à un exercice sain de l'activité politique»: venant d'un apparatchik ordinaire, cette déclaration sibylline n'anrait guère d'intérêt. Prononcée en début de semaine, à Constantine, par le ministre de l'intérieur, l'ancien colonel Salim Saadi, elle prend nettement plus de saveur et, peut-être, de sens. Les échéances politiques et institutionnelles se rapprochent, en effet, à pas de nt. Et chacun s'interroge sur le géant. Et chacun suitaité pourrait éventuellement jouer.

D'ici an 31 décembre, date de la fio du mandat du Hant Comité d'Etat (HCE), qui tient lieu de pré-sidence collégiale, le pays devra se choisir une nouvelle équipe dirigeante. La conférence nationale, à laquelle l'ensemble de la classe politique légale est invitée, se tiendra-t-elle, le 15 novembre, comme l'a annoncé la presse locale? Censée dégager un consensus politique minimum, cette conférence devrait fixer la forme et les étapes de la « période de transition », qui s'achèvera par l'organisation d'élections législatives et présidentielle. Tel est le scénario, prévu sur le papier.

A ce jour, seul le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) s'est dit partant pour la conférence nationale. Mais il n'est pas certain, malgré le dynamisme de son président, Said Sadi, que la décision serie par ce patié parti à décision serie par ce patié parti à décision prise par ce petit parti, à dominante kabyle - et n'ayant rassemblé, lors du premier tour des élections législatives du 26 décembre 1991, qu'un peu plus de 200 000 voix, - ait un quelconque o'indique que l'armée, plus que effet d'entraînement. Les «locomo-jamais « au cœur du pouvoir », ait tives» politiques, le FLN, l'ancien encore tranché le débat. La prose parti unique d'Abdelhamid Mehri, triomphaliste de certains titres de

au seul baromètre électoral, ces présumés chefa ne pèsent pas aussi lourd que leur aura médiatique pourrait le laisser croire.

En 1991, le FLN était arrivé en deuxième position, derrière le Front islamique du salut (FIS), avec un pen plus de t,6 million de voix, le FFS obtenant, pour sa part, les faveura de quelque 5t0 000 votants. Des scores simplement honnêtes dans un part qui plement honnêtes dans un pays qui compte près de 27 millions d'habi-tants dont la moitié inscrits sur les listes électorales. La dérive meurtrière, que connaît l'Algérie depuis près de deux ans, ajoutée aux cootraintes «admioistratives» imposées par l'état d'urgence, ont drastiquement réduit la marge d'influence des partis.

Appels du pied

Les âpres polémiques, opposant, par presse interposée, les défenseurs d'une « République moderne » (que personne n'ose proclamer «laïque») et les partisans d'un dialogne «sans exclusive» (personne o'ose parler ouvertement do FIS) oe passionoent plus grand monde, tant est manifeste l'impuissance des uns et des autres. «Les islamistes sont ils solubles dans le dialogue?», s'interrogeait déjà, au début de mai, un quotidien algérois. Sept mois plus tard, la question est la même. Mais l'extension brutale des «maquis» iotégristes, sur lesquels les dirigeants historiques du «parti de Dieu», emprisonnés ou en exil, n'ont, cux-mêmes, pas forcément prise, la rend, de semaioe en semaine, un peu plus vaine. Rien

et le Front des forces socialistes la presse, estimant qu'après la (FFS) d'Ait Ahmed, réservent toujours leur position. Si l'on s'en tient caise, « les réconciliateurs (surnom donné aux partisans d'un compromis avec l'électorat du FIS], de part et d'autre de la Méditerranée, voient leurs illusions partir en fumée», relève du vœn pieux. Quant aux rumeurs sur l'éventualité d'un coup de force des militaires, elles ne sont pas nouvelles.

Au début de juin, l'hebdomadaire la Nation fustigeait déjà cette «solution extrême»: celle d'«un nouveau putsch, prôné ouvertement par les courants « modernistes ». «Leurs appels du pied à une inter-vention de l'armée, qui imposerait la rupture par le sommet, n'ont jamais cessé », ajoutait le journal. L'armée, souvent donnée comme le dernier rempart contre le péril islamiste, sera-t-elle finalement séduite par les sirènes putschistes? L'Algérie o'est pas la Turquie. Et encore moins l'Iran. Si l'armée, qui dirige le pays sans le gouverner, prenait, seule, à visage découvert, les rênes du pouvoir politique, ce serait par défaut de candidats civils.

Que cette hypothèse se confirme ne changerait pas grand-chose, sur le plan militaire : d'une guerre larvée, l'Algérie basculerait dans la guerre... tout court. La «capacité de nuisance» des groupes islamistes armés « ne pourra être éliminée qu'avec du temps et d'autres sacrifices », admettait récemment le quotidien Alger républicain. L'ar-mée et les islamistes, seuls face à face? C'est déjà plus ou moins le cas. L'Algérie s'apprête-t-elle à franchir un pas supplémentaire dans cette voie? Elle devra alors, pour longtemps, faire son deuil des réves cessus électoral

CATHERINE SIMON

BURUNDI

Le ministre des affaires étrangères succède au président Ndadaye à la tête du parti au pouvoir

de notre correspondant

Sylvestre Ntibantunganya, ministre des affaires étrangères, a été élu, jeudi t1 novembre, à la présidence du Front pour la démocratie ao Burundi (FRODEBU). Il succède, à la tête du parti au pouvoir, au président Melchior Ndadaye, assassiné lors du coup d'Etat du 21 octobre, et son élection vient étayer les anatyses de ceux des observateurs qui voient en lui le prochain chef de l'Etat burundais.

Ce fidèle compagnon de route

du président Ndadaye est né en 1956 à Gishubi, dans la province de Gitega. Craignant pour sa sécurité - il est d'origine butue, - il a'exile en 1979 au Rwanda, où il achève une licence d'histoire et de géographie et se lie d'amitié avec M. Ndadaye, réfugié depuis 1972. Ensemble, ils décident de rentrer au pays en 1983 pour «reprendre contact avec les progressistes de l'intérieur». Trois ans plus tard, il fonde clandestinement le FRO-DEBU, avant de devenir producteur à la radio-télévision nationale.

M. Ntibantunganya est père de

tie multipartite (MMD), au pouvoir depuis deux ans en Zambie, a enregistré un revers en perdant quatre des huit sièges en jeu, lors des élections législatives partielles dn jeudi 11 novembre, face ao nouveau parti d'opposition, le Parti national, créé il y a trois mois. Le MMD a remporté trois sièges, alors que te Parti noifié pour l'iodépeodance (UNIP). aoparavaot au pouvoir, s'est imposé dans l'est du pays, une de ses places fortes traditionnelles. setoo les résuttats définitifs do acrutio diffusés veodredi. -

21 octobre. Ce jour-là, les putchistes avaient fait irruption à son domicile pour l'arrêter. Furieux de découvrir qu'il leur avait échappé, les soldats avaient tué son épouse. Ce meurtre montre la détermination des putschistes à vouloir éliminer celui qui est considéré comme la «tête pensante» du FRODEBU. Le nouveau président du parti nu pouvoir est encore l'un des hommes politiques les plus menacés du pays. «Les auteurs du putsch (qui ne sont pas encore identifiés) n'ont toujours pas enonce à me tuer», dit-il. «Si une autre tête du FRODEBU tombe, c'en est fini du Burundi », ajoutet-il, évoquant les massacres interethniques déclenchés par le coop d'Etat

Le président de l'Assemblée nationale ayant été assassiné le jour do putsch, M. Ntibantunganya souhaite que soit rapidement élu son successeur, qui assurerait l'intérim du chef de l'Etat jusqu'aux pro-chaines élections. Celles-ci ne sont pas envisageables avant un an, estime-t-il, car il faut d'abord rétablir ta paix sur tout le territoire, rapatrier les quelque 700 000 réfugiés, et réinstaurer un climat de confiance entre les deux commu-

EUROPE

RUSSIE

Boris Eltsine critique pour la première fois son ministre de la défense

sine, a critiqué pour la première fois publiquement son ministre de la défeose, Pavel Gratchev, qo'il a accusé d'avoir été totalement indécls lors de l'iosurrection du Parlement, début octobre. « Mon ministre de la défense n'arrivait pas à se décider», a déclaré Boris Eltsine dans une interview, vendredi 12 novembre, à la ebnîne allemaode ARD, ajoutant que « la responsabilité qui hui incombait était apparemment trop grande et il redoutait que les militaires ne sulvent pas ses ordres. (...) J'étais de l'avis que le ministre de la défense devaît agir lui-même mais îl n'a rien fait, c'est pourquoi je lui ai donné des ordres.»

Il y a une semaine, M. Eltsine avait, au cootraire, fermement défendo la réputation de Pavel Gratchev et dénoncé uoe camagne de presse évoquant le prochain limogeage du ministre de la défense. Cette disgrâce était alors attribuée à un flottement au sein du commandement militaire dans la mit décisive du 3 au 4 octobre, avant l'assaut cootre le bâtiment do Parlement dissous.

M. Eltsine a reconou qu'il avait uo moment douté de la

Le président russe, Boris Elt- loyauté de l'armée. «Il y o eu une période d'incertitude lorsque les troupes ne sont pas arrivées», a-t-il dit. Il a également confirmé les propos da général Dimitri Volkogonov qui a déclaré que les forces de sécurité o'avaient réellement accordé leur sootieo au chef de l'Etat qu'au soir du 3 octobre. Le président s'est aussi déclaré coovaincu que les putschistes étaient déterminés à le tuer ainsi one sa famille.

Il a ajonté qu'il avait depuis loogtemps préparé son affrontement avec ses adversaires majoritaires au Parlement. « J'ai écrit le décret de dissolution du Parlement de ma propre main, personne n'en a rien su, je l'ai mis dons mon coffre-fort et j'oi attendu que le moment soit favo-

Interrogé sur ses propres faiblesses, Boris Eltsine a recoonu qu'il avait du mal à accepter la critique: «Je suis souvent intolèrant », a-t-il admis. Mais il a vigoureusement démeoti les rumeurs qui font de lui un alcoollque: «Je ne bois jomois ou point d'être ivre. » ~ (AFP, Rev-

Les Nations unies exigent le retrait des Arméniens du sud-ouest de l'Azerbaïdjan

oovembre, le retrait des forces Arméniens, depuis leur dernière arménienoes du district de Zan- offensive de la fin octobre, occuelan et de la ville de Goradiz dans le sod de l'Azerbaïdjan. Bakou, Téhéran et Aokara oot récemment demandé au Conseil de sécurité d'agir et ils oot accusé l'Arménie d'aider les forces arméniennes du Haut-Karabakh.

De son côté, le gouvernment d'Erevan rejette toute implication dans les combats, qui relèveot selon lui des seuls dirigeants du Haut-Karabakb, une eoclave d'Azerbaidjan peuplée en majorité d'Arméniens, qui a proclamé son indépendance en 1991. Les

ALLEMAGNE : démiasion du maire de Rostock. - Le maire de Rostoek (ex-RDA) a annoncé sa démission, vendredi 12 novembre, après avoir été accusé, dans un rapport officiel, de graves oégligeoces lors des émeotes xécophobes qui avaient secoué la ville en août 1992. Uo rapport d'eoquête parlementaire sur ces violences publié jeudi, affirme que Klnus Kilimano a été totalemeot dépassé par les événements et porte une « responsabilité politique et morale ». Peodant cioq ooits coosécutives, du 22 au 27 août t992, des centaines de jeuoes Allemands déchaînés, aiguilloonés par des néo-nazis et eneogragés par des milliers de badauds, avaient attaqué et incendié un foyer où habitaient des demandeors d'asile roumains et des travailleurs immi-

La ligne est-ouest du métro de Berlin réunifiée. - Après trento- deux ans de séparation provoquée par la coostruction

grés vietnamicos, dans la ban-

lieue de Rostock. - (AFP.)

Le Conseil de sécurité de combats se sont étendus ces derl'ONU a exigé, vendredi 12 oiers mois hors de l'enclave et les ent desormais dres de 20 territoire de l'Azerbaïdjan.

La résolution recommande aux parties en conflit de poursuivre la recherche d'un réglement oégocié et demande au secrétaire général

de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, et aux organismes internationaux de fournir d'urgence une aide bumanitaire aux réfugiés qui oot fui l'avancée arméoienne dont le nombre est évalué entre vingt et trente mille personnes. -(Reuter, AFP.)

du Mur, la ligne de métro traversant Berlio d'est en ouest sera rouverte en cootionité, samedi t3 oovembre. Quatre stations de eette ligne de métro, construite au début du siècle, avaicot été fermées en 1961, isolant les deux parties de la ville. - (Reuter.)

GRÈCE: menifestation contre l'extrême droite. - Trois personnes ont été blessées, vendredi 12 novembre à Athènes, à l'issue d'uoe manifestatioo de cinq mille étudiants qui protestaient cootre une agression oéonazie commise, mardi, sur une lycéeone, a indiqué la police. Après la manifestation, enviroo goatre ceots persoones se sont dirigées vers le centre d'Atbènes où se trouveot les locaux des mouvements oéo-oazis. Eo chemin ils ont brisé les vitres de plusieurs magasins. La police a riposté avec des greoades lacrymogènes mais n'a procédé à aucune arrestation. -(AFP.)

COMORES: nouveau report des élections législatives. - Le gouvernement des Comores a décidé de reporter d'une semaine le premier tour des législatives, ioitialement prévu le dimanche 14 novembre. Le premier tour se déroulera donc le 21 novembre, du 28. Ce nouveau report est le troisième depuis la dissolotion de l'Assemblée fédérale, le 18 juin, par le président de la République. De oouvelles électiooa auraieot dû nvoir lieo quaraote lution. Le gouvernement a justi-

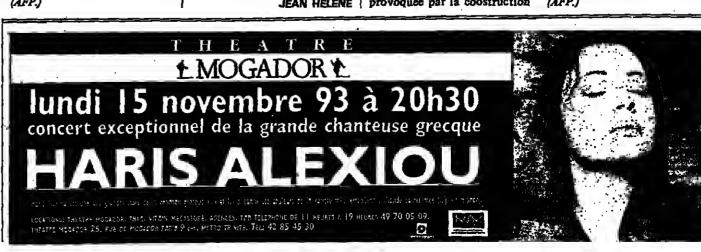
fié ce nouveao report par des raisons techniques. - (AFP.) préparation du scrutin. - (AFP.)

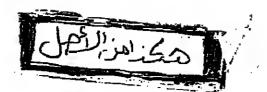
COTE-D'IVOIRE : le président Houphouët-Boigny ∢fatigué »

mais « lucide ». - Le président Eyadema du Togo a déclaré, vendredi 12 novembre, qu'il avait trouvé le chef de l'État ivoirien, Félix Houphouët-Boigny, « encore un peu fatigué» mais « solide et très lucide» en se rendant à son chevet, jeudi soir, dans une clinique de la région genevoise. M. Eyadema était arrivé jeudi à Genève afin de rendre visite à son homologue ivoirieo, eo convalescence en Suisse depuis le début du mois après une seconde opération de la prostate. - (AFP.)

TOGO : le président Evadéma n'est pas opposé à un report des législatives. - Le président togolais, Gnassinghé Eyadéma, a déclaré, vendredi t2 novembre, qu'il était d'accord pour repous-ser la date des élections législatives, prévues les 19 décembre et 2 janvier, si la commission électorale nationale (CNE) et les experts juridiques français et aliemands le jugeaient souhaitable. L'opposition, qui avait boycotté le 25 août dernier l'élection prési-dentielle, remportée avec 96 % des voix par le général Eyadéma, a conditionne sa participation aux législatives à une meilleure

ZAMBIE : le parti au pouvoir perd quatre sièges au profit du nouveau parti d'opposition. ~ Le Mouvement pour la démocra-





INTERNATIONAL

EUROPE

La situation dans l'ex-Yougoslavie

Les combats entre Musulmans et Croates s'intensifient en Bosnie

Tandis que les combats entre Bosnic se poursuivent, le minis-tre croate des affaires étrangères, Mete Granic, en visite à Sarajevo, et le premier ministre bos-niaque, Haris Silajdzie, ont déclaré, vendredi 12 novembre, eprès cinq heures d'entretiens, qu'ils s'efforçaient d'ohtenir un

La visite du ministre croate à Sarajevo semble une tentative de dernière heure pour errêter les combats, alors que l'hiver arrive en Bosnie. M. Granic e précisé qu'une outre rencontre entre les gouvernements de Sarajevo et de Zagreb était prévue dans une semaine. «Le principal objectif de la prochaine réunion sera d'abou-tir à un cessez-le-feu véritable et définitif», a-t-il dit.

Au moment même où se tenait la rencontre Granic-Silajdzic, les forces musulmanes attaquaient le bastion croate de Kiseljak, une épargnées par le guerre, ou se trouve le QG de la FORPRONU. Jeudi, un membre de la présidence hosniaque aveit pourtant affirmé que les attaques contre les enclaves croates allaient cesser pour montrer « In bonne volonté de l'armée » bosniaque.

Selon l'egence croate Habena, cinq personnes ont été tuées par des tirs d'ertillerie des 3 et 6 unités de l'armée bosnieque contre Kiseljak, qui se trouve à une treotsine de kilomètres à l'ouest de Sarajevo. Les forces croates ont répliqué aux attaques

Des chars croates oot fait mouvement deos la ville, e dit un capitaine de la FORPRONU, qui o'a pas pu confirmer le bilan il y a huit jours. – (AFP.)

Défense et illustration

des « casques bleus »

BIBLIOGRAPHIE

CROIRE ET OSER

du général Morillon.

Grasset, 216 pages, 95 F.

Certains, sur place, parmi les

Musulmans, l'aveient heptisé

«Philippe de Bosnie». Ce n'était

pas par dérision ou pour flatter son ago. Mais c'était en hom-

mage à son action d'infatigable

négociateur, qui s'éprit soudain da pesaion pour une Bosnie martyriséa. La grande presse intarnationale l'evalt appelé

«général Couraga», aprèe son coup d'éclat à Srehrenica, lors-

qu'il devint le «prisonnier-volon-

taire » de populations menacées

d'extermination. Le général Phi-

lippe Morillon a été l'un et l'au-

tre à la fois. Il en témoigne, à sa façon, dans sa chronique da

Sarajevo, qu'il a intitulée Croire

Son livre sa veut tarra à

terre, épargnant à son lecteur les doctas leçons de stratégle

qu'il aurait pu vouloir lui donne

s'il avait cru bon de tirar lea

anseignaments quasi philoso-

phiques de son axpérienca da

« patron » des forcee de l'ONU

en Bosnie-Herzégovine d'octo-bre 1992 à juillet 1993.

Encore aous le coup de ses

aventures, le général Morilion livre, en réalité, une sorte de

carnet de route. Il a commencé

da le rédigar an mai 1993, à Srebrenica, là où sa légende - il

en convient lui-même - e pris

son envol. Croire et oser est un

livre-plaidoyer, qui prend la

défenea des « casques bleus »

dens un pays el déchiré at si

meurtri que, faute de pouvoir

ou de vouloir a'entendre, les chefs des différentes factions

et oser.

fourni par l'agence Habena. Les forces croates ont lancé une offensive contre les Musulmans entre Fojnica et Bakovici, à l'ouest de Kiseljak, a indiqu porte-parole de la FORPRONU. Elles ont tiré trente salves d'obus à cinquante mètres d'un hôpital psychiatrique de Bakovici.

« Il y n plus de cent patients l'Intérieur. Beaucoup sont sur le point de mourir et ne peuvent être transportés », a ajouté le porto-parole en précisant que l'ONU avait envoyé sur place deux véhi-cules blindés pour protéger

Les combats se sont, d'autre part, poursuivis à Mostar, où les Croates ont continué de bombatder le quertier musulmen enclevé. A Belgrade, le FOR-PRONU a signalé que les ettaques croates contre les forces de l'ONU et les missions humanitaires à Mostar se multipliaient. - (AFP, Reuter.)

Un nouveau chef d'état-mejor pour le HVO. - Le général Ante Rosso, officier de l'armée croate originaire d'Herzégovine, e été nommé chef d'étet-major du HVO (forces croates bosniaques). Ancien de la Légion étrangère française, le général Rosso exerçait jusqu'à présent les fonctions de chef des unités spéciales des forces armées de Croatje, Le départ de soo prédécesseor, le général Praljak, était etteodu, eprès on massacre ettribué eu HVO dans le village musulman de Stupni-Do (centre de la Bosnie), fin octobre, et la chute de Vares aux mains des Musulmans

Grande-Bretagne: embarrassant «Irakgate»...

Le juge Scott a désormais la preuve que le gouvernement a bien violé ses propres directives sur l'exportation d'équipements à caractère militaire

La commission d'enquête sur l'« irakgate » a maintenant la preuve que le gouvernement britannique e délibérément contourné ses propres directives concernant l'exportation illégale d'ermements en Irak. Reste à savoir à quel niveau cette politique a été errêtée.

LONDRES

de notre correspondant Des ministres qui ne « savaient pas » et à qui les bons dossicrs n'ont pas été « transmis », des hauts fonctionnaires qui ne faisaient qu'e obeir » à des instructions « verbales », des diplomates qui ont « oublié » les feits, un espion qui accuse un ministre en exercice de travestir la vérité, obligeant le chef du contre-es-pionnage (MI 6) à s'excuser auprès du même ministre...

La commission d'enquête sur l' «Irakente», formée en novembre 1992 et présidée par le juge Richard Scott, eura tout enten depuis près d'un an qu'elle e commencé ce travail de Sisyphe consistant à traquer la vérité dans le labyrinthe des milieux officiels. Les commentateurs les plus pessimistes quant eux chances de lord Justice Scott, ce magistrat tenace, de faire toute la lumière sur une affaire qui relève de la eraison d'Etat » soulignent

que tout cela permettra peut-être d'engager une réforme sur la transmission de l'information au sein du gouvernement.

Il ne fait plus de doute aujourd'hui que les directives établies on 1984, eu début de la guerre Iran-Irak, et prévoyant l'interdiction d'exporter des équipements à caractère militaire à destination de ces pays étaient toujours en vigueur en 1990, au moment de l'invasion du Kowelt par les tronpes de Bagdad. Comment, des lors, le régime de Saddam Hussein e-t-il pn acheter pour près de 250 millions de livres (1) d'équipements militaires à des sociétés britanniques entre 1988 (date du cessez-le-fen irano-irakien) et 1990? La réponse à cette question se résume à un mot :

Parmi les nomhreux témoins entendus par le juge Scott, la plu-part semblent handicapés par une mémoire étrangement chancelante. L'un d'eux cependant, William Waldegrave, actuel ministre chargé du daché de Lancastre et de la «charte des citoyens» (2), a fourni une explication claire: «Après le cessez-le-feu [irano-ira-kien], le secrétaire au Foreign Office o autorisé une approche de ces directives qui permettait une plus grande flexibilité s'agissant du contrôle d'équipements indus-triels comme les machines-ou-

tils. » C'est grâce à cette nonvelle interprétetion que la société Matrix Churchill a pu livrer à l'Irak, avec les encouragements officiels, des machines outils per-mettant de fabriquer des armements, y compris nucléaires.

> Les méandres de Whitehall

Ces directives, a expliqué M. Waldergrave, n'euraient pu être changées qu'avec l'accord du secrétaire eu Foreign Office, du premier ministre et du Parlement, «ce qui n'a pas été le cas; donc, e-t-il ajouté, elles n'ont pas été changées ». An-delà de ce sophisme, M. Weldergrave a reconna qu'il avait en tort – avec d'autres – d'approuver l'exportation de ces équipements, mais il l'e fait en pariant sur la «probabilité» qua ceux-ci serviraient à un usage civil. Or à l'époque, de premier ministre et du Parleun usage civil. Or, à l'époque, de nombreux rapports émanant des services secrets pronvaient que les Irakiens otiliseient ces machines-ontils à des fins militaires. M. Waldergrave a répondu que ces informetions ne ini avaient pas été transmises.

Affirmetion successivement démentie par un agent de MI 6 (pour lui, M. Waldergrava était forcément eu courant), puis

set promotent us

confirmée par un haut fonction-naire, Stephen Lampton, qui était chef adjoint de la section Moyen-Orient au Foreign Office. Selon Ini, il n'y evait « aucun doute» au ministère que le programme de missiles irakiens était poussilvi grâce aux exportations de Matrix Churchill. Seulement voilà : le fonctionnaire qui avait informé M. Waldergrava occupait son poste depuis peu et n'avait denc pas accès aux informations «sensibles»... Bref, le ministre s'est rendu, en novembre 1989, à un conseil inter-ministériel qui devait se pencher sur le cas de Metrix Churchill ermé de «notes» sans consistance.

Avec persévérance, le jusc Scott poursuit des pistes, mais les responsabilités semblent se diluer dans les méandres administratifs de Whitehall. Il doit entendre d'antres ministres ainsi que lady Thatcher, en décembre, et John Major, en janvier. La « vérité » finira-t-elle par émerger? Le combat du juge Scott semble parfois tout eussi ardn que celui contre l'hydre de Lerne...

LAURENT ZECCHINI

(1) Une livre sterling vant environ 8,70 francs. (2) M. Waldergrave était secrétaire d'Etat aux affaires étrangères de juillet 1988 à novembre 1990, il est actuellement chargé de rédiger un «chartre des citoyens», promise par les conservateurs aux dernières élections.

was every 1.80 to your year.

LOIN DES CAPITALES

Charleroi, *mémoire wallonne*

de notre envoyé spécial r Institut Jules-Destrée, 3, rue du Château, 6032 Charlerol, Wallonie ». Certains libellés d'edresea sont tout un pro-

gremma à aux seuls. On conseilla quand même aux Français qui voudraient commandar les livres publiés par cetta maison da facilitar le travail des postes en écrivant « Belgique », comme il se doit, sans prendre au pied de la lettre ce clin d'œll aux Belgas francophones.

Au demeurant, s'ils ont de fortes convictions régionalistes, les membres da l'Institut se défendant d'être das séparatistaa, à commencer pat la directeur, Philippe Des tatte, qui, outre aas activités à Charlerol, assuma à Bruxelles la fonction de chef de cabinet edjoint du socialista Jean-Meurica Dehousse, minietra nationel - perdon, eféciéral», réforme de la Constitution oblige - de la politique scientifiqua.

Charlaroi n'ast pae saulemant una ancienne cité minière à la recherche da nouvelles activités. Ce n'est pas uniquement un bastion socialiste où, le jour de la fête du travail, Philippe Busquin, président du PS, reçoit are amis dans un café-raataurant ayant pour anseigne le Malson das huit heures, viaux rappel das luttes ouvrières pour des cadences plus humaines, en face de l'hôtel de ville. C'est aussi le lieu de la mémoira wallonne depuis la création da l'Institut - à la fols maison d'édition, centre de recherches et d'activités culturelles - qui porte le nom d'un des plus illustres de ses fils.

En août dernier, pour le cent trentième anniversaire de sa naissance, un hommege fut rendu à Jules Destrée, dans le cimetière de Marcinelle, la cité des faubourga, tristede Marcheile, la cité des raubourga, unsue-ment célèbre pour une catastrophe minière an 1956. Cuelquas jours eprès qua des dizzines de milliers de néerlandophones et de francophones se furent mélés pour défi-lar davent la dépoulla mortalla da Baudouin Ir, chacun se reppelait l'apostrophe fameusa de Destrée à Albert le : «Sire, vous régnez sur deux peuples. Il y a en Belgique des Wallons et des Flamands : il n'y a pas de Belges. »

C'était en 1912, Jules Destrée, député socialista de Charleroi, écrivain, brillant tribun, s'adressait au souverain par le bials d'une Lettre au Roi sur la séparation de la Wellonie et de la Flendre qui eut un immense retentissement eprès sa publication dans la Journal de Charleroi, où l'auteur publia plue de mille articles de 1893 à 1935. Cet événement entraîna la réunion d'una Assembléa wellonne et le choix du coq comme emblème de la Wellonie, face au son flamand.

Il y a toutefois une récupération abusive de l'homme politique carolorégien par cer-tains intégristes wellingants. Destrée avait une pensée mouvante, mais il ne souhaitait pas l'éclatement de la Beigique. Albert le ne Sacré-Coeur de Charleroi ; la Wallonie, terne a'y trompa pas qui le laissa devenir ministre romane de Félix Rousseau, historien namu-

Guarre. Sa première réaction avait été nuancés : « J'ai lu la lettre de Destrée. Tout ce qu'il dit est ebsolument vrai, mais il est non moins vrai que la séparation administrative aerait un mel entraînant plus d'inconvéniants at de dangars que la situetion actuelle. »

Pourtant, la fédérelisme institué par la réforme constitutionnalle du printempa derniar reaeambla fort à cette « séparetion administrative » naguère redoutée par le rol. Laa exégètes trouvent d'ailleura dens lae écrits abondants de Destrée des passages «prouvant» qu'il avait la «vision» da ce futur fédéralisme, notamment dans le Com-promis des Belges, ouvraga signé avec la Flamend Camille Huysmans en 1929.

Тетте romane

A cette époque, Destrée, enfourchant la deda daa « Etats-Unis d'Europa », plaidait pour un fédéralisma au niveau du Vieux Continent en le présentant comma «le sys-tème politique qui accorde le plus d'autonomie aux groupes, lalasés librea de se conduire selon leurs mœurs particulières et réunis dans un accord souple pour un effort

Ce patronage fédéralists et européen per-mat à la petite équipe de l'Inatitut Jules-Destréa de développer sens ennuis avec le pouvoir politique ses activités de conservatoira wallon dens un bâtiment banal de la périphérie carolorégienne. Bien qu'ils soient



parfois l'œuvre d'ecclésiastiques, certains ivres de la collection « Ecrits politiques walion a sentent le soufre, à en croire certains « Balaicains », ces Belges qui ne badinent nas avec l'unité du royaume.

Il y e d'autres collections : « Etudes et documents; Notre Histoira; Nos artistes ». Pour une somme de l'ordre de 80 francs français le volume, l'Institut Jules-Destrée publie des titres évocateurs non seulement du passé das Wallons mais aussi révélateurs de leur état mélancolique : Wallon qui es-tu?, Le petit livre du jeune Wallon, etc.

Parmi les demières publications : Raciner les Wallons, recueil de textes d'Elle Baus-sert (1887-1965), professeur au collège du Sacré-Cour de Charleroi; la Wallonie, terre

des erts et des eclences après la Granda roia qui proclamait dès 1939 : « Il est nécessaire et grend temps que les Wallons s'occupent devantege de laur histoire. Celle-ci ne le cède en rien comme intérêt et importance à l'histoire de la Flandre, blen au

> Déhut du livre : « Depuis des aiècles, la terre des Wallons est une terre romane et n'a pas cessé de l'être. Vollà le fait capital de l'histoire des Wallons qui explique leur façon de penser, de sentir, de croire. D'autre part, dans l'ensemble du monde roman, terre des Wallons, coincée entre des territoires germaniques, occupe una altuation spéciale, une position d'avent-garde ».

> Ou encore : « Dans les milieux dirineants bruxellois - en apparence francophilea règnent un sentiment de jalousie, un esprit de dénigrement systématique vis-à-vis da notre grande voisine. La situation de la Wallonie est très bien comprise : on craint que les Wallons ne regardent trop vers le Sud. »

Félix Rousseau n'était paa seulement un érudit. Pendant la seconde guerre mondiale, il participa à la lutte contre le nazisme dans ta presse clandestine, écrivant par exempla dans la Wallonie catholiqua du 15 décembra 1943 : «Les Wellons n'existant qu'en fonction de la France, qu'ils participent à son rayonnement comme à son déclin». Et da auggérer ailleurs qua tous les Wallons e réclament, dès la fin de la guerre en Europe, une révision de la Constitution qui fasse de la Belgique un Etat fédéral où Fla-mands at Wallons pulasent vivre côte à côte, les una comme las autres, maîtres cote, les una comme la aures, manes chez eux at maîtres da leur propre desti-née. » On voit, grâce à le dévotion de Phi-lippe Destatte aux grands encêtres, que le créforme de l'Etat » défendue ces dermiers mola per le pramiar miniatra Dehaena répond à des aspirations anciennes.

Il y e belle luratte, en Belgiqua, que l'en-seignement ast « communautarisé », entendaz qu'il est confié aux pouvoirs frencophona et néerlandophone. Pourtant, certains Wallons ne sont paa satisfaits des programmes actuels. Un rapport étebli à la demande d'Yvan Ylieff, alore ministre da l'éducation des francophones, concluait en 1991 : « Certains événements de notre histoire ont été aystématiquement écartés, comme le rôle du mouvement wallon parailèlement au mouvement flamand [...] Des recueils de documents d'histoire locale et régionale devraient être constitués, comme il en fut composé pour l'histoire de la Belgi-

A Charleroi, des Pères jésuites, des religieuses, travaillent main dans le main evec des socialistes bon teint pour collationner les salmes écritures wallonnes, les annoter, les préfacer et les publier sous le bannière de l'Institut Jules-Destrée. Avec l'espoit que les jeunes générations d'enseignants se serviront de leurs travaux pour « rendre leur histoire » aux écoliers de Liège, de Mons ou

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE

题 DE VUE

IN PERIOD CONT. Se - S

CONTRACTOR OF STREET

1002 mrss...a: "311.....

Printed to a course

2.1902 (CS 2131.03.05

BEL ET 1 71-279

A gauche!

7. 27. 3 Part that is the con-TE TIPE TO (T.28) (1) विकास के किस्तास के कि 72 2 W t THE PROPERTY OF COTON 4 -Company of the second

< 35 € 00.0</p> and the state of t E am a

Side Mary 1. 100 mg 1 2 miles

14 . Yu.,

START 1. - Les Etats-Unis espèrent toujours que le Perlement ukrainien examinera, lors de la des traités de désarmement stratévendredi 12 novembre, le départecourcis sur lee soldets de le Non, pense an substanca

en conflit tombent à hras rec-

«Philippe de Bosnie», ses « casques bleus» ne sont pes des soldats parfumés», comma on las an a accuséa, qui tournent las talone dès qua tonna la canon. Pas davantage, ils n'ont choisi leur cemp ou ils n'ont dévié de leur mission. Le général Morillon compara acuvent leurs tâches et leur comportement sur le terrain à «un affrontament des volontés », lorsque la victoire s'obtient sans jamais tirer un coup de fusil, mais per la persuasion et la palabre sans fin. Il pose là la problàme da fond da ces actione de peix propras à l'ONU, qui transformant faa militalres an dipiomates, voira en politiques, comma si ces métiars avaient été enseignés aux officiers dans les règles de l'ert. Si «un outil militaire» aat nécesaire eu secrétaire général dez Nations uniaa, «cat outil mondial da maintien de la palx, considère l'auteur de Croire et oser, devra être subordonné au pouvoir

politique ». «Chaf militaire, conclut la général Morillon, ja auis convaincu que la primauté doit rester au politique. » Une façon comma una autre, peut-être, d'indiquer que - dans le cas de la Yougoslavie, comme dans d'autree situationa du mêma acabit - c'est faute de politique en état de tenir ses responsabilités qua le militaire s'aat porté sur le devant de la scène.

JACQUES ISNARD

UKRAINE ; Washington déclaré le porte-parole, Michael damande la ratification de McCurry, au lendemain de la décision du Parlement de Kiev de reporter, sine die, la question de la ratification du traité START. A session en cours, la ratification cette occasion, les dirigeants ukrainiens ont clairement laissé gique START I et de non-prolifé- entendre que les 175 millions de ration nucléaire (TNP), a indiqué, dollars promis par les Etats-Unis pour le démantèlement des misment d'Etat. « Nous exerçons une siles étaient insuffisants (le Monde pression très forte à cet effet», a du 13 novembre). - (AFP.)

aue. »

the second second

W UNE RÉUNION CONFUSE. Le

premier vote sur les dix motions

d'orientation soumises à l'assemblée générale des Verts.

réunie à Lille du vendredi 12

au dimanche 14 novembre, a

confirmé la division du mouvement. Faute de majorité nette,

Antoine Waechter, qui e perdu

des voix, et Dominique Voynet,

dont la tendence subit, ella

aussi, un recul, devaient négo-

cier, chacun de son côté, des

alliences avec les groupes de

SORTIR DU MARASME. Par-

tagés entre les Verts et Généra-

tion Ecologie, les militants écolo-

gistes, piongés dans le marasme

depuis l'échec des élections

législatives de mers dernier,

peuvent-ils en sortir eutrement

qu'en rejoignant le camp de le

« transformation sociele», que

Michel Rocard et les socialistes

tentent de rassembler? Loic Le

Guénédal, conseller régionel

d'Ile-de-France, ne le pense

pas : la seule voie praticable, à

ses yeux, est à gauche.

moindre importance.

POLITIQUE

Le premier vote sur les motions d'orientation a consacré la «balkanisation» des Verts

L'assemblée générale du mouvement écologiste à Lille

de notre envoyé spécial

Dans le pius pur style des coogrès du Parti socialiste, les militaots des Verts, réuois en assemblée générale à Lille, nnt pessé tnute le nnit du vendredi 12 au semedi 13 nnvembre à rechercher une synthèse cotre les dix motions d'orientations différentes qui restaient en présence au terme d'un premier tour de scrutio. Après deux tentatives effectuées grâce à un système électronique, qui a fourni des résultats errocés, les écologistes ont dû se résoudre à se retronver vendredi en séance de nuit pour se déterminer de façon plus traditionnelle, à l'aide de bulletins de vote.

Ce premier tour de scrutin a consacré la «balkanisation» du mouvement : sur 3 023 suffrages exprimés, la motion préscotée par Dominique Voynet a obtenu 26,99 % des voix, devant celles d'Aotoioe Waechter (19,35 %), d'Andrée Buchmano (15,28 %), de Dominique Plancke, porte-pa-role des Verts du Nord-Pas-de-Calais (12,30 %), de Jean-Jacques Bertrand, porte-parole des « Verts indépendants » (10,58 %) et de cinq eutres motions, dont eucune o'a dépassé 5 %. Ce résultat confirme la défaite attendue de M. Waeebter (le Monde du 12 novembre), mais il indique,

au pluriel», animés par M= Voy-

Lors de la précédente assem biée générale, en novembre 1992, à Chambéry, où il n'y evait, il est vrai, que cinq motions en présonce, M= Voynet avait recueilli au premier tnur de scrutin 37,5 % des voix et M. Waechter 30,6 %. Par le jeu des chaises musicales, consistant à éliminer à chaque tour le motion eyant recueilli le moins de voix, l'ancien candidat à l'élection présidentielle de 1988 était parvenu à se constituer une fragile majorité de 51,1 % des suffrages, au qua-trième tour de scrutin.

Pour tenter de dégager une majorité en leur feveur, les deux principaux responsables des Verts o'not donc, cette année encore, d'antre choix que de oégocier séparément avec les représentants des autres mntions, nntamment M= Buchmann et M. Plancke, qui nnt bénéficié de l'extrême lassitude des militants de base devant la guerre des chefs. Tard dans la ouit, M. Waechter, qui a déjà été devancé par sa rivale lors de la désignation par les régions des délégués au procbain conseil national interrégional, oe désespérait pas de renonveler l'opération qu'il avait su conduire evec succès l'an passé à Chambery. Toutefois, une alliance de se part avec les

aussi, un tassement des «Verts «Verts indépendants», les plus farnuches partisans du «ni gaoche ni droite», aurait un effet de repnussoir vis-à-vis des amis de M. Plancke, favorables à une conception « ouverte » de l'auto-

M. Juquin reut sortir du «purgatoire»

De snn côté, M™ Voynet a plaidé pour un ancrage résolu des Verts dans l'oppositino au gouvernement, mais, soucieuse de donner des gages à ceux qui interprètent ce positionnement comme un ancrage à gauche, elle a évoqué l'affaire du Rainbow-Warrior, la poursuite de la politi-que nucléaire et le refus de la proportionnelle, en adressant cette mise en garde aux socielistes : « Nous n'avans pas la mémoire courte. Nous n'avons d'alliés privilégiés dans les appa-reils politiques en place.»

Cependant, alars qu'elle s'efforçait, depuis le débot de l'assemblée générale, de se présenter en rassembleur, Mª Voynet a été en quelque sorte débordée sur sa gauche par le sensibilité de M= Buchmann, enimée depuis plusieurs mois par des proches de Pierre Juquin, ancien membre du bureau politique du Parti communiste, qui e lui-même fait sa réapparition à Lille deux ans après son adhésion chez les Verts

et qui a annonce son intention de « sortir du purgatoire ». L'un de ces «juquinistes», Jean-Peul Deléage, directeur de le revue Ecologie palitique, a sinsi affirmé : «Aucun accord au plan national n'est à l'ordre du jaur. mais il faut discuter ovec le Parti sacialiste à visage découvert. parce ce parti est, camme nous. dans l'apposition »

Auparavant, la présidente du conseil régional du Nnrd-Pas-de-Calais, Marie-Christine Blandin. signataire, à la fnis, des motions Vnynet et Buchmano, avait ouvert l'assemblée générale en dennnçant vigooreusemeet le « politique dongereuse, parteuse d'exclusion » du gouvernement de M. Balladur. Tautefais, a-t-elle demandé, « qu'avans-nous à attendre d'un PS rocardisé qui ne fit rien, en son temps, pour nous désengager du nucléaire, ou mettre en œuvre le partoge du tra-vail?» Le président des Verts de la réginn, Daniel Ludwikowski, avait lancé, de son côté, un appel à la cohésion, en espérant que cette « AG de tous les dongers » ne se transforme pas en « congrès de Rennes des Verts ». Samedi matin, rien o'iodiquait qu'il ent été entendn par les quelque sept cents militants écologistes réunis

JEAN-LOUIS SAUX

CLÉS/ Fonctionnement

e Procédure. Checune des vants : les fondements des Verts, la conception de l'autonomie, la stratédu pôle écologiste, la recomposition politique et l'Europe. C'est, notam-ment, autour du thème de la recomposition politique que se dessinent les principeux cliveges. La procédure de vote peut permettre, pour l'éla-boration du texte final, de retenir un paragraphe d'une motion et un paragraphe d'une autre motion.

e Clivages, Pnur Anthine Wee-chter, majoritaire au sein des Verts depuis 1986, il n'y a rpas de par-tenaires naturels pour constituer des pertenerials de gouvernement». Il ne peut y avoir que des partenariats occasinnnels, de draita nu de gauche, établis en fonction d'un rapport de forces électoral, sur des contrats d'objectifs.

Pour le courant Varts au plurial, animé depuis le printemps 1991 par Dominique Voynet et Yves Cochet, le changement de gouvernement, en mars dernier, place les Verts résolument dans l'opposition et les conduit à rechercher «le dialogue et la confrontation » avec les forces de

Le courant animé per Andréa Buchmann prone un dialngue «à visage découvert» avec le Parti socialista. Il est Influencé par les amis de Pierre Juguin.

A l'opposé, depuis l'été dernier, les Verts indépendants principalement implantés dans les régions Langue-doc-Roussillon, Provance-Alpes-Côte d'Azur, et Picardie, regroupent les plus farouches partisans du eni droite, ni geuche», beptisés eKhmers verts».

POINT DE VUE

A gauche!

par Loic Le Guénédal

HEVELUS, intrépides, brouillons et divisés, vén-tables Gaulois de la politique surgissant face à des partis traditionnels retranchés derrière leurs certitudes, lee écologietes étaient, hier encore, promis à un bel evenir de conquerants. Aujourd'hul, devenus chauves, pragmatiques et organisés, bien que toujoura eussi divisés, ils ne font qu'accumuler les échecs sur les désillusions.

C'est, d'abord, l'échec de leur mutetion. Lee sympethiquee empêcheurs de toumer en rond n'ont pas reusei à devenir dea ecteurs crédibles de le gestion publique. Sans doute perce que trop enracinés dans une culture de contre-pouvoir et malgré une étape ministérielle, eu demeurant fort bien menée, ils n'amt pas su apparaître comme une alternative possible aux politiques en place.

Qui plus est, cette inefficacité sur le plan de l'image n'e jamais pu être compensée par un positionnement cleir du «pôle» éco-logiete sur l'échiquier politique. C'est, à le fois, l'échec du «ni-ni», trop longtemps célébré par les Verts, et du « et-et », si vite négocié par Génération Ecologie. C'est l'erreur d'Antaine Waechter, gui, refusent toute alliance, évidemment nécessaire à un jeuna perti embitimnnant tous les pouvoirs, se voit aujourd'hui condamné à l'intégrisme ou à l'exil. De même, le scnimse pnlitique de Brice Lalonde, forcant ses militants à marcher en crabe de Rocard à Balledur, l'ablige, à chaque inatant, à emprunter la diagnnale du flou. Bref, c'est l'erreur flegrante de ces élites écologietes, qui croyaient disposer de temps et d'espace en faisant fi de la réelité française, voire suropéenne, laquelle n'admet rien d'autre, en géngraphie électorale, qu'un espace fini et partagé entre

droite et gauche. Enfin, mai perçua dans leur stratégie, les écologistes le sont également dana leur comportement interne. Eux qui saveient autrefois, mieux que quiconque, accepter les diversités et rassembler les différences cont ectuellement en pleine régression, chacun des deux mouvements ayant, à sa manière, évolué vers un ayatème de type clanique, qui implique gesticulations médiatiques, exclusion des idées et des hommes et perpé-

tuels combats de chefs. L'existence même de l'écologie politique est, sujourd'hui, menacée. Il y a une vingtaina d'amées, il était de bon ton de | Chevenement.

considérer le discours environnemantaliste comme incompatible sc le développement industrie Puis arriva la moda du e produit vert > et, finelement, lee industriele imeginerent que, aprèe tout, l'écologie éteit peut-être sinon vendeble, du moine une banne image de merque. Dàs lara, le prospérité eldant, lis accentarent de se soumettre eux réglementations des pulitiques, pressée par une opinion de plus en plus sensible à sa qualité de

Aujourd'hui, du fait de la pereistance de la crise, voire de son aggravatinn, il apperaît de plus en plus que les industriels, surtnut parmi les plus palluents, s'emploient à développer le thème : « environnement au emploi, il faut choisir ». Ce choix est, d'eilleurs, déjà entériné per de nombreuses entreprises, dont les budgets, en la matière, sont fortement diminués, quand ils ne sont pas carrément supprimés. Il est epprouvé, aussi, par des syndicats conscients qu'une grande meinrité de saleriés est, avent tout, soucleuse de parer au plus

Fece à une telle pressinn, les écnlogietes n'ont plus le chaix. ils n'ant plus le droit de raster arc-boutés eur l'infaillibilité de leure ennvictiona, eusei juetes soiern-elles, car, aujourd'hui, n'an ne sert d'evoir ralson si l'on a raison tout seul. Its doivent s'ou vrir à tous ceux qui partagent, sur le fond, les mêmes valeura d'humenieme et da générosité, et caux-là, quai qu'an dies, as trouvent à geuche et nulle part ellleurs. Dans cette gauche virtuelle où tout est à reconstruire, en sachant, toutefois, se méfie dee bâtisseurs de emerinas a présidentielles, capablee de vous installer des bureaux d'études en guise de logements sociaux...

➤ Conseiller régional (non ins crit) d'ile-de-France, Loic Le Guénédal condulaeit la liste de Génération Ecologie dans le Val-de-Marme aux élections réglonales de mars 1992.

PRÉCISION. - A la suite de la publication, dans le Monde du 10 novembre, d'un article consacré à l'élection du maire de Nice, Paul Cutorello, président du groupe socialiste au conseil municipal, nous prie de préciser que le seul élu de gauche qui a participé an vote n'est pas edhérent do PS, mais membre do Mouvement des citoyens, présidé par Jean-Pierre

Le député RPR visant la mairie

Crise au conseil municipal de Moulins

MOULINS

Paul Chauvat, meire (divers droite) de Moulins (Allier), est eux prises depuis le début de novembre avec vingt et un des vingt-ocof membres de sa majorité, sur les trente-six que compte le conseil municipal. Conduite par l'un de ses adjoints, Michel Meinn (RPR), cette opposition justifie sa défiance par «le manque de concertation de la part du maire» et « l'absence de grands prajets pour la ville». En tentant de provoquer des élections anticipées, ou en poussant le maire à présenter hi-même sa démission, «afin de se consacrer uniquement à son mandat de vice-président du consell général», les apposants, dont le véritable chef o'est autre que le nouveau dépoté, Pierre-André Périssol (RPR), oot mootré trop de hâte et provoqué la résistance de M. Cheuvat, un chef d'entreprise en retraite, qui a tnujours joué sur son image d'élu en

La crise a éclaté au grand jour quand le député, qui était encore, il y e un an, adjoint eu maire de Paris et membre du CDS, a proposé à M. Chauvat, à la suite des vingt et un conseillers, qu'il se démette de ses fonctions « pour raison de santé ». A l'exception de M. Melnn, thus les élus, conscients des effets négatifs que

ee procédé pourrait créer dans repli stratégique, mais le problème reste eotier. « Nous avons décidé de surseoir à notre démission, mais le constat demeure. Depuis l'arrivée de Pierre-André Périssol, il existe une alternative pour la ville », expliquent les porte-parole d'un important noyau dur d'appo-

La mairie de Moulios avait pnurtaot été « prnmise » à M. Périssol par M. Chauvat lors de la campagne pour les élections législatives de mars dernier. Le maire avait d'ailleurs soutenu, à cette occasion, M. Périssol contre le candidat UDF imposé par Valéry Giscard d'Estaiog, prési-denl du conseil réginnal d'Auvergne. Le dépulé a souheité, cependant, accélérer le processus, au risque de provoquer une crise. même si, pour l'heure, il souhaiterait éviter des électinos anticipées avec la perspective d'une «triangulaire».

«Je ne me démettral pas et, s'il y a des élections, je canstituerai une liste», prévient en effet M. Chauvat, successeur, en 1989, du bouillant Hectnr Ruland (RPR). Après avnir plutôt bien résisté à cette première affensive, le maire e reçu le soutien de l'ensemble de la classe politique libérale du département, qu'irrite la « précipitation » de M. Périssol.

JEAN-YVES VIF

Partisan d'une réduction « expérimentale » du temps de travail

M. Chirac souhaite que l'emploi devienne une «priorité stratégique»

Dans un entretien publié per l'bebdomadeire le Point (daté 13-19 novembre), Jacques Chirae estime que « les entreprises, à qui l'an o fort justement reconnu des droits légitimes, ont aussi des devoirs, des responsabilités à l'égard de la collectivité ». « Une fois le préalable de lo compétitivité posé, assure le président du RPR. l'emploi doit devenir une priorité stratégique pour les chefs d entreprise. »

«Le véritable problème, oujaurd'hui, n'est pas de reduire le temps de travail, mais d'imaginer de nouvelles formes d'organisation et d'activités dans les entreprises », explique le maire de Paris, en précisant : « Je ne comprends pos cette idée selon laquelle le fait de travailler moins permettrait de réduire le chômage. Je n'oi jomais vu de corps, humain ou social, sortir d'une situation de crise en diminuant san effart. » A ce titre, M. Chirac considére que « toute idée de diminutian du temps de travail, au matif que l'emploi pourrait se partager, est inexacte sur le plan économique ». A son avis, cette diminution dnit avoir un caractère « expérimentol et volontaire ».

« Pour outont, et sans voulair cultiver le paradaxe, ajoute M. Chirac, je pense que la

semoine de quatre juurs peut constituer, à l'ovenir, une salution possible pour une partie des François. Il ne s'agit pas, en l'occurrence, de réduire lo durée hebdomodaire du travoil, mois de répartir différemment l'octivité dans la semaine. (...) Je suis persuadé que ce que les experis appellent le « temps chaisi » constitue une perspective sérieuse qu'il convient désarmais d'explo-

RPR: M. Chirac ne nommerait pas « un pramier ministre de querante ens ». - Jacques Chirae, iovité de l'émissioo « Passions de jeunesse», sur France 3, vendredi 12 novembre, a évoqué, notamment, sa première nomination comme premier mioistre en t974, à l'âge de quarante et un ans. « Une chose que j'ai apprise, dit-il, c'est que pour mener les affaires d'un pays, il faut une certaine expérience et - mettans-nous dans l'abstraction - s'il m'étoit donné de nommer un premier ministre, je ne nammerais pas. quelles que soient ses qualités. quelle que soit la confiance que je pourrais avoir en lui, un premier ministre de quarante ans. »

REPÈRES

dehors des partis.

ADMINISTRATION

M. Balladur veut rénover l'Etat

Ednuard Balladur e réuni las principaux ministres, vendredi 12 novembre, à l'hôtel Matignon, pnur pracéder à l'Installation d'une mission de réflexion et de propositing sur les responsabilités at l'organisation de l'Etat, en vue de remédier, a-t-il indiqué, à e une véritable crise de nos institutions edministratives ». Cette mission, dont la premier ministre a confié la direction à Jean Picq. conseiller-meître à la Cnur des comptes, davra rendra un rapport d'orientation at de propositions, easorti d'un calendrier et des modalités de mise en œuvre,

pour le 30 avrit prochein. Relevant eune inefficacité toujours plus grande, une complexité accrue et une coupure entre les administrations et les citoyens de plus en plus nette», dans la fonctionnement de l'Etat, M. Balladur a déclaré que ela

France n'achèvera pas sa modernisation économique et sociale sans que l'Etat, lui-même, ne soit profundément rénové ». Paur le premier minietre, «il faut définir un projet d'ensemble, paur rebâtir une argenisation de l'Etat autour de ses missiona esean-

UDF

M. Rossinot brique la présidence du Parti radical

publique, André Rosainot briguera la présidence du Parti radicel eu prochain cangràs, envisegé pour le début de l'an prochain. Daux autras candidats à la succession d'Yvea Galland, actuel président, se sont déjà déclarés : Didier Banani, député du Perie, et Aymeri de Montesquiou, député du Gars. M. Rossinot avait occupé cette fonction entre 1983 et 1988.

Le ministre de le fanctian

Le ministre e reconnu que les négnciatione préparant le fusion de sa formation evec le Perti enciel-démocrate (PSD), eutre composente de l'UDF, ne cont pes totalement bouclées et que le congrès commun, prévu pour entériner ce rapprochemam, les 20 et 21 novembre, eera «quelque peu décalé » dens le deuxième quinzelne de janvier 1994. - (Bur. rég.)

Le Monde sur minitel

Your recherchez un article publié par le Monde depuis jamier 1990, le Monde vous propose deux services MINTEL:

36 17 LMDOC recherche de références par thème,

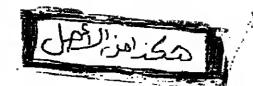
rubrique, pays, auteur, etc 36 29 04 56 recherche et lacture en texte intégral

ou less, paiement par corte bancaire.

Le Monde EDITIONS L'INDÉPENDANCE DES BANQUES CENTRALES

REVUE D'ECONOMIE FINANCIÈRE N: 22 248 pages, 160 F

en vente en librairie ou, à défaut, sur commande au Monde-Editions 15, rue Falguière 75015 Paris



La controverse sur la découverte du virus du sida

Les autorités américaines lèvent les accusations de « mauvaise conduite scientifique » à l'encontre du professeur Gallo.

nnvembre de lever les accueatinns de « meuveiee conduite scientifique > farmulées à l'encontre du professeur Rabert Gallo à propos de la découverte ■ LE PRÉJUDICE DE L'INSTITUT PASTEUR. - L'Institut Peeteur, qui rappelle que ce sont bel et bien ees chercheurs qui ant

m ACCUSATIONS LEVÉES. - Le

bureau eméricain de l'Intégrité ecientifique de la recherche (ORI) e décidé vendredi 12

découvert le virus du sida, meintient sa position et réclame que lui soit rendu justice pour «le grave préjudice » qu'il a eubi dans cette effaire.

■ SOUTIEN DU GOUVERNE-MENT FRANCAIS. - Au ministère de l'enseignement supérieur et de le recherche, on indique «soutenir totalement le position de l'Institut Pasteur».



Coopération et compétition

L faudre bien un jour que les eutonités américaines finissent par admettre que le virus du sida e bien été découvert per des chercheurs de l'Institut Pasteur et de l'Assistance publique de Paris, et que le test de dépistege de l'infection par la virus du side mis eu point par l'équipe du prafesseur Galla, eantrairement à san engagement formel de ne pes utiliser le souche virale que lui avait edressée le professeur Montegnier à des fins industrielles au commerciales, e bien été préparé à partir du virus découvert à Pesteur. Il ne restera bientôt plus que les responsablee du département à la théane des deux virus, selon laquelle c'est indépendemment que de part et d'autre de l'Atlantique deux équipes de recherche ont découvert le virus du sida.

Il feudre bien un jour, eussi, savoir reconnaître qu'une décauverte ecientifique quelle qu'elle soit n'est presque jamaie le fruit du seul travail d'un chercheur nu même d'une équipe de recherche. Elle survient toujnurs dens un cantexte scientifique précis, ses

SÉCURITÉ

euteurs se eervant de déenuvertes entérieures pour mener à bien leurs travaux. S'agissant de la découverte du virus du sida, il faut done rappeler - ce que persanne ne eanteste d'eilleurs que, sans les travaux des équipes d'Howard Temin, de Devid Baltimore et de Robert Gello sur les rétrovirus, l'équipe du professeur Mantagnier eurait été incapeble de découvrir le virus du eida.

du virus du sida et la mise au

point des tests de dépistage qui

oppose l'Institut Pasteur de Paris à

l'administration américaine connaît

un rebondissement de taille. Se

disant victime de nouvelles normes

rendant beaucoup plus difficiles à

prouver les «mauvaises pratiques

scientifiques», le bureau d'intégrité en matière de recherche ORI,

(Office of Research Integrity)du

département américain de la santé a indiqué, vendredi 12 novembre,

au'il levait les accusatinus de

«mauvaise conduite scientifique»

qu'il evait lui-même retenues con-

Cette décision fait suite, explique

l'ORI, à la déeisinn prise la

semaine dernière par une commis-

sion d'appel du département amé-

ricain de la santé de ne pas

tre le professeur Robert Gallo.

Coopération et empétition : toute le difficulté est de faire coexister ces deux notions fondementales de l'univers scientifique. Ceci suppose, de le part tant des edministratifs et palitiques, un respect très strict des règles du jeu et éventuellement l'attribution d'une espèce de cartan jaune ou rouge, seinn le gravité de le feute, à celui ou celle qui ne les aurait pes respectées et qui se serait rendu ecupable de meuvaise conduite scientifique. Même e'il est vrai qu'il est extrêmement difficile, dens un univera nu la compétitivité entre chercheurs est à ce point exacerbée, de faire la part entre ce qui relève de la sim-

ple concurrence et ce qui relève de la mauvaise conduite scientifique, force est de constater, à la lumière des centaines de documents mis au jour par l'ORI, que ce qu'effirmait l'équipe du professeur Galin eu mnment nù elle disait avair découvert le virus du sida est aujourd'hui contredit par

dn professeur Robert Galin au moment de la découverte du virus

du sida en 1983-1984, comme

étant coupable de « manvaise conduite scientifique» (le Monde

du 6 novembre). L'ORI qui evait,

dans un premier temps, au terme

d'une très longue enquête, accusé les professeurs Gallo et Popovic de

«mauvaise conduite scientifique»,

autorités américaines concernant le

docteur Popovic «établit une mau-

vaise définition de la mauvaise

conduite scientifique, ainsi qu'une

nouvelle norme extrêmement diffi-

cile sur la preuve d'une telle mau-

Selon l'agence Associated Press.

dans son communiqué, le directeur

estime en effet dans son communiqué que la décision en appel des

S'il s'egissait d'une eutre mala-dle que le side, l'affaire eurait sans daute moins attisé les passions. C'est toute le force « révélatrice » de ce mal que d'evoir mis en lumière, de menière parfais caricaturele, les enntraintes, les tensians et les exigences propres au milieu scientifique. Mais e'est aussi parce que la recherche sur le elde est une véritable course cantre le mantre qu'eujaurd'hui chaeun devrait sevoir surmanter ses peceinns, de sarte que s'exerce enfin evec se pleine puissence le synergle entre toutes les équipes qui, de par le monde, tentent de vaincre cette

FRANCK NOUCH!

La controverse sur la découverte reconnaître le docteur Mikulas de l'ORI, le docteur Lyle W. Popovic, le principal collaborateur de professeur Robert Galln au que son service avait « découver que le docteur Gallo avait incorrectement rapporté le rôle que le virus français LAV (découvert à l'Institut Pasteur de Paris par l'équipe du professeur Luc Montagnier) avait joué dans son travail sur le virus du sida. Nous avans aussi découvert qu'il n'avait pas identifié, de façon apportune, les souches de cellules utilisées pour la prapagation du virus et qu'il avait restreint de façon inappropriée l'accès à ces souches de cellules. Le docteur Bivens, afin qu'il n'y ait aucun doute sur sa position, ajoute que les nnrmes retenues par la commission d'appel dans le cas du docteur Popovic «reflètent un désaccord fondamental avec l'ORI sur l'importance de la clarté, de la véracité et de l'honnéteté dans la science». En conclusion, le docteur Bivens explique que le jugement de cette com-mission d'appel concernant le doc-teur Pupuvie « rend extraordinairement difficile pour l'ORI de défendre son point de vue juridique sur la mauvaise conduite scientifique au sujet du docteur

> En quelque sorte, plutôt que d'evoir, une nouvelle fois, à essuyer un désavœu de la part de la commission d'appel dont il juge les exigences en matière de preuve incompatibles avec les nécessités de la science, l'ORI préfère renoncer à poursuivre le docteur Gallo.

Ce dernier, en dépit des remarques de l'ORI, a déclaré vendredi 12 novembre : «On a prouvé que j'avais complètement raison. Je vais pouvoir redoubler d'efforts dans la lutte contre le sida et le cancer».

Les progrès

Ce nnuveau rebondissement; dans une affaire qui en evait connu, depuis plus de neuf ans, de multiples, illustre à quel point s'im-briquent ici des considérations d'ordre purement scientifique et un sonci quasi-protectionniste de faire apparaître la recherche américaine comme un modèle. Le document de le commission d'appel du département américain de la santé concernant le docteur Popovic réfute en effet, en bloc, sans véritable discussinn scientifique et technique, l'énnrme travail de

Cet organisme evait, à l'appui de ses deux accusations de mauvaise conduite scientifique à l'encontre des docteurs Gallo et Popovic, éta-bli que «le fait que le docteur Gallo n'ait pas révélé l'utilité du LAV (le virus du sida découvert à l'Institut Pasteur) a eu pour conséquences dans les faits que la plupart des chercheurs ont utilisé le HTLV-III (le virus du sida que le professeur Gallo affirmait evoir découvert) dans la recherche sur le sida parce qu'ils pensaient qu'il s'aglssait du seul Isolat du virus du sida à croître dans une lignée cellulaire permanente. En conséquence, l'effet a été d'assurer virtuellement la prééminence du HTLV-III dans la d'autres laboratoires auralent ou notablement accélérer leurs recherches sur le LAV si le docteur Galla les avaient informés que le LAV avalt été transmis à une lignée cellulaire permanente et avec quelle lignée permanente cela avait été

obteru. Le fait que le docteur Gallo

ne l'ait pas fait a entravé les progrès potentiels de la recherche sur le sida

l'aide du LAV » (le Monde daté 14-15 février). Quoi qu'en pense le département méricain de la santé, il est aujourd'hui clairement établi et admis par tout le monde que, d'une part, le virus découvert aux Etats-Unis dans le laboratoire du professeur Gallo est celui qui evait été découvert auparavant à l'Institut Pasteur de Paris, et que, d'autre part, le test de dépistage mis au point par l'équipe américaine - contrairement à son engagement formei de ne pas ntiliser la souche de virus adressée par le professeur Montagnier au professeur Gallo à des fins industrielles ou commerciales - e

bien été préparée à partir du LAV.

Pourtant, à lire la décision de la commission d'appel du départe-ment de la santé, dont nous avons obtenu copie, on a l'impression que c'est pratiquement l'inverse qui s'est produit et qu'en définitive c'est à l'équipe américaine que l'on doit la majeure partie de la décou-verte du virus du sida. Les membres de cette commission estiment en particulier que le fameux article des docteurs Popovic et Gailo relatant la découverte du HTLV-III, publié dans la revue scientifique Science en mai 1984, est un véritable « tour de force (en français dans le texte) scientifique», cet article pouvant être considéré comme «le plus important article de virologie

Estimant en définitive que l'ORI avait été incapable d'epporter la preuve de la mauvaise conduite scientifique du docteur Popovie l'ORI démontrait pourtant qu'une phrase et sept données de l'article avaient été falsifiées et un autre rapport de l'Académie des sciences des Etats-Unis eccusait pour sa part l'équipe du professeur Gallo «d'insouciance intellectuelle de haut degré» syant abouti à une «appropriation intellectuelle du virus français s (le Monde du 12 mai 1992) la commission d'appei e estime que rori avait été incapable de prou-ver que l'article de Science contenait des adonnées fausses, et encore moins qu'il contenait des falsifications intentionnelles ». A titre d'exemple, le fait que dans le manuscrit de l'article (écrit en mars 1984), le docteur Popovic avait

comme le HTLV-III » et que cette phrase essentielle ait ensuite été raturée par Robert Gallo avec, en marge, cette mention: «Mika, je n'y crois pas. Vous êtes absolument incroyable!», n'est donc absolument pas significatif de quoi que ce

FERRE

STATE IN THE STATE OF

Sellicities and the con-

School in

demand of the

ber w

80:1:4

Statement on the contract of the

CONTRACTOR OF THE PROPERTY OF

am line .

THE PARTY NAMED IN

Elizabeth Control

DE GLESS

Series about

The state of the s

2

THE PROPERTY.

Les enjeux - scientifiques, financiers, politiques - sont tels dans cette affaire qu'il est devenu extremement difficile de faire pré-valuir les faits. L'ORI ayant jeté l'éponge, la balle est aujourd'hui dans le camp du Netional Institute of Health (NIH). L'institut américain de la santé aura sans doute beaucoup de mal à «faire avaler» à la communauté scientifique internationale que tout s'est passé pour le mieux dans le meilleur des mondes dans le laboratoire du professeur Gallo en 1983-1984.

« Grave ___ préjudice »

judice qu'il a subi concernant la découverte du virus du sida». Seion le communiqué, l'ORI avait retenu des accusations « restreintes et techniques » alors qu'il était «clair depuis 1991 que cette découverte est le fruit des travaux menés par les non par le docteur Gallo». Les evocats de l'Institut Pasteur considèrent que le département américain de la santé « est tenu, par sa conscience et par son engagement en faveur de l'intégrité scientifique (...) de faire en sorte que la position du gouvernement américain soit en accord avec ce qui est maintenant tellement clair, ce qui implique que l'Institut Pasteur doit recevoir à la fois la paternité et les bénéfices de

Samedi 13 novembre, on indiquait dans l'entourage de François Fillon, ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur, «soutenir entièrement la position de l'Institut Pasteur ». «C'est le droit et le devoir de l'Institut Pasteur de réclamer une nouvelle répartition des royalties liées à la commerciali-sation des tests de déplstage, nous a déclaré le professeur Claude Gris-celli, conseiller de M. Fillon pour les affaires médicales. Et ce d'autant plus que des 1991, le professeur Gallo avait reconnu avoir utilisé le virus découvert à l'Institut Pasteur».

Les responsables de l'ORI indiquaient, de leur côté, que le département américain de la santé cherche actuellement à mettre en place une nouvelle commission sur l'intégrité en matière de recherche qui permette de « revigorer nos efforts visant à maintenir des normes scientifiques de hant niveau et de traiter efficacement les affaires de mauvaise conduite». Cette nouvelle commission n'aura pas à étudier l'affaire Gallo, la procédure concernant ce dernier étant e achevée». En revanche, deux autres enquêtes concernant les activités de l'équipe du professeur Gallo sont toujours en cours, l'une étant en particulier menée sous l'égice d'une sous-commission de la chambre des représentants présidée par le démo-crate John Dingell (Michigan).

EURÊKA, ON EST BLANCHI!

Pour leur part, les avocats amé-ricains de l'Institut Pastenr publiaient des vendredi soir un communiqué indiquant que les accusations de l'ORI « avaient peu de choses à voir avec le problème global. Tout ceci ne change donc pas la détermination de l'Institut Pasteur de voir corrigé le grave préchercheurs de l'Institut Pasteur et

MENAGEMENT MOUIÉTUDES POUR L MBILLANCOURT

Les suites de l'opération de police dans les milieux islamistes en France

Trois Algériens ont été mis en examen pour «association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste»

Trois ressortissants elgériens proches du Front ielemique du salut (FIS), Maussa Kraouche, Abdelhak Boudjeader et Larbi Beddiaf ant été mis en examen, dens la nuit de vendredi à samedi 13 navembre, paur « association de malfaiteurs en relation avec une entreprise ter-

La décision de mise en examen de trois Algériens proches du FIS qui leur a été signifiée par Roger Le Luire, juge d'instruction au tribunal de Paris, fait suite à l'interpellation de quatre-vingt-huit personnes, merdi 9 unvembre, dans le cadre de l'npération menée par la police française dans les milieux islamistes (le Monde du 10 novembre).

Mnussa Kraouche, porte-parole de la Fraternité elgérienne en France (FAF), ioterpellé mardi à Taverny (Val-d'Oise), e été placé sous mendat de dépôt, taut comme Abdelhak Bnudjaadar, interpellé à Orléans. Kranuche, qui a été, en 1990, l'un des fondateurs de la FAF, est considéré comme le « cantact privilégié de Rabah Kebir», président de l'instance exécutive du Front islamique du salut (dissous) à l'étranger et réfugié en Allemagne. A son damicile, les enquêteurs ant tronvé la enpie d'une lettre de revendication du GIA (Groupe islamique armé), une copie de la lettre remise à Ma Thévenot (l'un des trois otages français en Surtent du cabinet du juge public résultant de son activité », a du 12 novembre).

Algérie) et également le copie d'un communiqué envoyé à l'Agence France-Presse.

Au domicile d'Abdelhak Boudjaadar nnt été trouvés une liste d'explosifs et un composant électronique pouvant entrer dans la confectinu d'un dispositif de mise à feu. Larbi Beddiaf, qui s'est spontanément présenté, vendredi, à le police judiciaire de Paris, e été laissé en liberté sous cuntrôle judiciaire, malgré les réquisitions de mandat de dépôt du ministère public. Le magistrat instructeur lui a également signifié le chef de détention d'arme de 4 catégorie. A son domicile, les policiers avaient trauvé trois armes de chasse ainsi qu'un menuel sur le maniement de substances explosives.

Des structures à l'état « embryonnaire »

Un quatrième hamme, Mohamed Dieffel, placé sous mandat de dépôt depuis mercredi pnur falsification de documents administratifs, est également visé par le réquisitoire du perquet pour association de malfaiteurs en relation evec une entreprise terroriste. Il sera présenté au magistrat instructeur dans les jours qui viennent. Enfin, Djaffer El Houari, trente-sept ans, président de la FAF, n'a pas été déféré au perquet. Il devait être remis en liberté samedi au terme de sa garde à vue.

d'instruction, l'avocat des trois Algériens mis en examen, Mª Jacques Vergès, a déclaré, à propos des documents retronvés chez Mnussa Kraouche: «En tant qu'animateur de son association, il s'intéresse à ces problèmes et reçait toutes sortes de communiquès. Implicitement, an lui reproche ses rapports avec Rabah Kebir. » Quant à Abdelhak Boudiaadar, il affirme, selon Me Vergès, que les composants électroniques tranvés chez lui « ne servaient pas à faire des détona-leurs mais des interrupteurs et des tas d'autres choses. » Pour l'avocet, ces poursuites indicioires sout d'abord « politiques » et « le dossier ne tient pas la route».

De leur eôté, les enquêteurs estiment que le bilan de l'apération dn 9 novembre est a positif o et qu'ils ne se sont pas « trompés de cibles ». Les interpellations et les perquisitions auxquelles ils ant procédé leur ant permis de

documents, de compléter lenrs fiches de renseignements et d'avnir un aperçu des «relais» dn FIS cu Frauce. De bonne source, on indique toutefois que les structures dant dispose ce mouvement sur le territoire français seraient eneure à l'état « embryonnaire ». Enfin, vendredi 12 novembre,

la traditionnelle prière dans les mosquées parisiennes a eu lieu sous haute surveillance. Dès la fin de la matinée, d'importants effectifs de policiers avaient pris position è proximité de plusieurs lieux de prière dans les onzième et dix-huitième arrondissements. Il s'agissait de « surveiller les éventuelles réactions du FIS, ou de sa mouvance, et de voir si des distributions de tracts auraient lieu autour de ces mosqueés ». Aucun incident n'e été signalé.

EXPULSION: un imam de Carpentras reconduit vers le Maroc. - L'un des deux imems de la mosquée de Carpentras (Vaueluse) a été expulsé, jeudi Il novembre, vers le Maroe. Mohamed Lilouia, nn Marocain résidant en France depuis six ans, avait vu sa demande de renouvellement de séjour refusée, en mei dernier, par la préfecture du Vau-

indiqué, vendredi, son avocat, Me Michel Raubaud, Malgré différentes démarches administratives. M. Lilnuia, qui se trouveit en séjour irrégulier, a été conduit au centre de rétention administrative d'Arenc, à Marseille, puis à Sète, où il a embarqué sur un bateau en partance pour le Maroc, Mercredi 10 novembre, l'imam turc de Nantua (Ain) avait été expulsé par le elnse pour « trouble de l'ordre ministère de l'intérieur (le Monde

LE RETOUR DES SAISONS EN VILLE

Un nouveau défi pour les édiles : offrir aux citadins le plaisir des quatre saisons en leur épargnant les catastrophes météorologiques

ES maires et leurs services techniques sont perplexes. D'un côté, ils redoutent do mauvais temps les irréparables outrages. Tous ont présent à l'esprit les images des villes du sillon modanien et de Corse dévastées par les eaux. Dans les grandes cités, on appréhende les rigueurs du froid pour la population des sans-abri et l'on se prépare à combattre le «général hiver». Mais, d'autre part, les édiles doivent répondre à une nouvelle exigence de leurs électeurs. Ceux-ci, lassés du béton et de son paroxysme, l'urbanisme sur dalle (le Monde du 31 octobre), reprennent à l'envers la pro-position d'Alphonse Aliais et révent d'instal-ler la campagne en ville. Et donc d'y réin-troduire les saisons.

Ces jours derniers, à Paris, deux collo-

ques ont fait écho à cette demande. Lors des Entretiens de Bagatelle (1), Jacqueline Nebout, adjoint chargé des parcs et jardins, e indiqué que, selon les sondages de ses ser-vices, les Parisiens sonhaitent des espaces verts où la nature, evec ses incertitudes et ses parfums, soit davantage présente, Par ailleurs, à la Cité des sciences de La Villette, une trentaine de chercheurs ont planché durant trois jours sur «Les saisons dans la ville» (2). La plupart des intervenants ont plaidé, eux anssi, pour le retour de la nature

La pétrification du sol par les pavés et l'asphalte, l'élimination rapide des eaux de pluie et de la neige, l'effacement des variations de température par le chauffage et la climatisation, le combat contre la nuit par l'éclairage perpétuel, la plantation de végétanx à feuilles persistantes, le fleurissement à longueur d'année sont les constituants du confort urbain. Mais cet éternel printemps n'est-il pas en train de devenir, par sa moootonie même, psychologiquement insupportable?

Des brebis ·· 🚐 sur les pelouses

> Chez les urbanistes, les paysagistes, les architectes et certains responsables municipaux, la réflexion se nourrit de deux séries d'observations. D'abord, le climat spécial qui s'est créé à l'intérieur des agglomérations montre aussi ses inconvénients : plus chaud en toute saison, plus sec, moins brouillardeux mais agité d'incessantes turbulences aériennes et fort pollué. Les coups de chaleur y sont très mal ressentis, notamment par les gens du troisième âge. L'atmosphère interne des appartements favorise la pullulation d'insectes tropicaux comme les blattes et d'animalcules comme les acariens, générateurs d'allergies. Seconde constata-



tion : la ville «sous cocon» devient ellemême sensible aux excès météorologiques commes les vagues de froid, les chutes de neige, les gros orages, qui suffisent à la para-

Anssi le mouvement vers le retour des saisons est-il amorcé. Les villes allemandes l'avaient initié dès 1930. Aux Pays-Bas, on installe des brebis sur les pelouses des espaces verts et on projette une ville nouvelle qui s'articulerait autour d'une exploitation florale. Car la perception des change-ments climatiques passe d'abord par les végétaux. Jean-Charles Alphand, le jardinier

polytechnicien d'Haussmann, savait que les marronniers qu'il plantait sur les nouveaux boulevards seraient, par leur verdissement précoce, les annonciateurs du printemps, comme les narcisses le sont sur les pelouses Aujourd'hui, les parcs et jardins ponctuent les saisons par des expositions florales : en mars, les camélias à Vincennes; en avril, les azalées an parc André-Citroën; en mai, les iris; en juin, les roses à Bagatelle;

en novembre, les chrysanthèmes à Anteuil. Nouveauté: on plante le long des rues, comme à la Butto-aux-Cailles, des arbres fruitiers dont la floraison et la fructification

ne passeront pas inaperçues. Les vendanges des vignobles municipaux et des treilles pri-vées font désormais partie des festivités parisiennes de l'automne. Quant à l'apparition des friches avec leurs herbes sauvages dans le parc André-Citroën, dessiné par Gilles Clément, elle marque un tournant dans la conception des espaces verts

L'eao est aussi le miroir des saisons. Toutes les villes essayent de reconquérir les berges de leurs fleuves. Paris est gâtée avec la Seine, le canal Saint-Martin, les lacs de Boulogne et de Vincennes : 200 hectares aux reflets changeants. Pour que l'on puisse en mieux saisir les variations de débit, Jacqueline Osty et François Grether ont imaginé d'aménager, au droit de la Bibliothèque de France, des grèves en pente douce le long desquels on verrait monter et descendre le flot. La capitale est aussi ponctuée de trois cents fontaines dont hélas on ferme les robinets en hiver. Deux seulement (celles du Trocadéro et de la place Edmond-Rostand) sont autorisées à construire evec le gel des monuments de glace qui marquent la mauvaise saison d'un merveilleux spectacle.

La neige, ce duvet céleste, pourrait enchanter les Parisiens si, pour des raisons de sécurité, on ce fermait pas les jardins publics dès qu'elle tombe. Lancée par un original, l'idée d'installer des canons à neige sur les pentes de Montmartre ou du mont Valérien n'est pas si farfelue qu'il y paraît. Quant oux esux de pluie, au lieu de s'en débarrasser subrepticement comme s'il s'agissait d'un liquide honteux, pourquoi ne pas la mettre en scène, comme le Moyen Age savait le faire avec les gargouilles?

Les changements de saison se marquent encore par les migrations des oiseaux : départ des hirondelles à la fin de l'été, arrivée des comeilles à l'automne, remontée des regarder le ciel? Les Marseillais, peut-être, qui organisent chaque année en septembre une fête do vent. Les cerfs-volants multicolores montent alors au souffle du mistral. Ne parlons pas des ouits qui oe sont plus marquées que par des lucurs artificielles alors qu'au firmament des millions d'étoiles nous adressent des clins d'yeux.

Marc Ambroise-Rendu

(1) Les actes des Entretiens de Bagatelle (29 octobre) seront disponibles à la direction des pares et jardins de Paris su début de 1994.

(2) «Les saisons dans la ville», colloque européen organisé par le laboratoire des mutations urbaines dn 3 an 5 novembre 1993. Les actes seront publics par les «Annales de la

Questions

E congrès de l'Association des melres de France (AMF), cui se tiendre à Paris du 16 eu 18 novembre, sera-t-il l'occasion, pour les quatre mille premiers magistrats attendus d'exprimer leurs inquiétudes en matière de finances locales? Cette manifestation ne comportera pas d'enjeu positique, puisque la président de l'AMF, Jean-Paul Delevoye (RPR), e été élu en 1992 pour trois ans. Mais elle se tiendra dans un contexte d'austérité nouveau, le projet de loi de finances pour 1994 prévoyant une réduction des dotations de l'Etat.

Devant lee membres du gouvernement, Jean-Paul Delevoya réclamera le retrait des mesures cles plus inaccepta-bles ». Il demandera en outre qu'une pertie de l'emprunt Bal-ladur soit affectée à la relance des investissements communaux. Mais ces protestations suffiront-elles? Les meires confrontés à la crise des banlieues ou à la désertification des campagnes approuverontils certaines concessions faites eu gouvernement, comme la désindexation de la dotation globale de fonctionnement, principal concours de l'Etat aux communes? Les élus de tendance politique « modérée » protesteront-ils en apprenant que, pour la première fois, les aides au secteur public local augmenteront moins vite que les dépenses de l'Etat? Ceux qui, les années précédentes, n'ont pas ménagé le ministre du budget auront-ils le même comportement fronceur? Quant à Nicolas Sarkozy, descomme le faisait son prédéces seur, Michel Charasse? Le maire de Neuilly-sur-Seine saura-t-il justifier, devant les élus de communes nettement moins bien dotées, les mesures de rigueur prises par le gouvernement?

Y aura-t-il des maires pour dire que le saupoudrage financier ne peut rien contre l'agonie du monde rural, que l'intercommunalité est le seul remède? Jusqu'où oseront-ils aller pour faire de leur congrès autre chose qu'une grand-messe?

Rafaële Rivais

AMÉNAGEMENT

INQUIÉTUDES POUR LE SITE DE BILLANCOURT

Le désengagement de l'Etat permet à certains élus de lancer des opérations d'urbanisme sur les terrains de Renault

de l'équipement a marqué un tournant dans l'histoire d'un site industriel de l'Ile-de-France. Depuis la décision de Michel Rocard, le 20 novembre 1989, les précédents gonvernements s'étaient orientés vers une opération d'intérêt national sur les terrains de Billancourt qui vont être libérés par Renault. La dernière voiture est en effet sortie des chaînes de l'île Seguin le 27 mars 1992.

Deux missions avaient été chargées d'engager un travail de réflexion et d'études pour préparer un vaste projet d'urbe-nisme sur le val de Seine. Avec le départ de Renault de l'île Moosieur, à Sèvres, d'une partie de l'Île Seguin et du quartier du Trapèze, à Boulogne-Billancourt, ainsi que des berges de Meudon, e'est en effet 60 hectares qui devront être aménagés dans le département des Hautsde-Seine. Ils constituent un site exceptionnel dans un méandre de la Seine, aux portes de Paris.

En indiquant que « l'Etat se place dans la logique incontournable de la décentralisation »,

a réunion qui s'est tenne le faire confiance aux collectivités 28 septembre eu ministère territoriales pour la réalisation d'une « opération exemplaire ». Le 28 septembre, au cours de la réunion avec les élus des différentes communes concernées. les représentants du ministre se sont cependant contentés de définir un cadre général.

Les pouvoirs du maire

Ils ont rappelé que le site de Renault constitue « un enjeu stratégique d'aménagement du territoire qui doit s'inscrire dans les orientations du comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) de Mende ». Son aménagement « impose une vision d'ensemble ». Il doit être « compatible » avec le schéma directeur de la région lle-de-France (SDRIF), et être « garant » de la grande qualité du patrimoine monumental et

A cette occasioo a également été annoncé l'achèvement de la mission Morelon. Décidée par Paul Quilès, alors ministre de l'équipement, en septembre Bernard Bosson a décidé de 1991, celle-ci avait rédigé un

rapport d'étape en novembre 1992. Elle doit remettre ses propositions à Bernard Bossoo dans quelques jours. Mais son travail a toujours été contesté par une partie des élus locaux. En particulier par Paul Graziani (RPR), maire de Boulogne-Billancourt, la commune sur laquelle se trouvent l'essentiel des terrains qui vont être libérés par l'entreprise automobile.

Le président de l'Institut de la décentralisation o'a jamais accepté la limitation de son pouvoir de maire que représentait la perspective d'une opéra-tion d'intérêt national. Il ne s'est iamais entendo evec Jean-Pierre Morelon, l'ingénieur général de l'équipement à la tête de l'équipe d'urbanistes et d'architectes qui oot élaboré différents scénarios pour l'aménagement : « Je ne pouvais pas admettre qu'une mission de hauts fonctionnaires décide de l'avenir de 10 % du territoire de la commune», dit M. Graziani, en stigmetisant le « projet insensé» des tours de Renzo Piano, une des études architecturales suscitées par la mission

M. Graziani a rapidement tiré ses propres cooclusions de la réunion du 28 septembre. Dès le lendemain, le conseil municipal de Boulogne-Billancourt approuvait la création d'un groupement d'intérêt économique (GIE) avec le SICO-FRAM, la filiale immobilière de Renault. Ce GIE est chargé de conduire les études d'urbanisme et de trouver d'ici au printemps 1994 uo aménagement pour ces 50 hectares.

Cette précipitation, sprès plusieurs années d'atermoiements des pouvoirs publics, s'explique par l'intérêt commun de ces deux partenaires à réaliser ao plus vite une opération d'un intérêt économique évident pour l'un comme pour l'autre. Avant la privatisation et la concrétisation de l'accord avec Volvo prévues par le gouvernement, Renault souhaite tirer le meilleur parti possible de terraios admirablement situés. Une fois levés les obstacles edministratifs pour le transfert de son centre de recherches à Guyancourt (Yvelines), Renault souhaite conserver son siège social à Billanconrt, et sans doute plus précisément sur le site symbolique que représente l'île Seguin.

> Christophe de Chenay Lire la suite page 10

Ville-Frontière WISSEMBOURG: LES PESANTEURS DE L'HISTOIRE

Le Monde des Le Monde

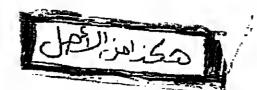
ABONNEZ-VOUS 1 AN 11 NUMÉROS 270 F

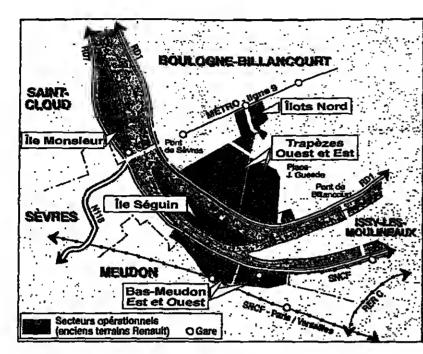
OUI, je m'abonne au Monde des débats pour i an (11 numeros): 270 F au lieu de 330 F, prix d'achai au

numéro, el bénéficie ainsi de 18 % de réduction.	
Nom Prénom Adresse	
Code postal Ville	••
Vous trouverez ci-joint mon règlement :	3(
☐ Chèque joint	
Carte bleve nº Lilili	
Expire à fin	
☐ Carte Amex № 11111111111111111111111111111111111	
Expire à lin	
Date et signature obligatoires :	

Le Monde des débats, Service abonnements.

1. place Hubert-Beuve-Méry. 94852 Ivry-sur-Seine Cedex sur MINITEL 3615. LE MONDE code ABO pour l'étranger, nous consulter au 49-60-32-90. pour les abonnements en nombre au 49-60-32-68





INQUIETUDES POUR LE SITE **DE BILLANCOURT**

Suite de la page 9

De son côté, la municipalité de Boulogne-Billancourt doit faire face à la disparition progressive de la moitié de ses ressources. Déjà, eo 1992, à cause de l'arrêt de la production de Reneult, 100 millions, sur les 295 millions de taxe professionnelle touchés l'année précédente, oe sont plus rentrés dans les caisses de la ville. Les projets de Boulogne-Billancourt inquiètent la plupart de ses partenaires au seio de l'essociation que coprésident M. Grazieni et le préfet des Heuts-de-Seine. Celle-ci regroupe les pouvoirs

munes concernées, mais le ministère de l'équipement voudrait l'ouvrir à la région et su département. Elle devrait alors préeiser uo ealendrier et la méthodo d'élaboration d'uo cahier des charges commun.

Henri Wolf (UDF), meire de Meudoo, qui a lui-même d'importents projets de restructuration sur plusieurs quartiers, approuve cependant la oouvelle approche du gouvernement. De soo côté, Aodré Santini (UDF-PSO), meire d'Issy-les-Moulineaux et député d'une circonscription qui recouvre eo partie le site, est plus nuancé : « L'Etat ne savalt pas trop ce qu'il vaupublics et les maires des com- lait. Les élus en ont profité pour l'ordre du jour le rééquilibrage

rappeler leur existence. Mais le cadre trace par les missions Raullier et Morelon aurait du être maintenu. » Il est vrai que les deux communes voisines sont eo concurrence pour l'implantation d'entreprises de communication.

Les réticences les plus vives aux projets de M. Graziani viennent de la région et du départemeot. Le président du conseil général des Hauts-de-Seine o'est autre que Charles Pasqua. Le ministre de l'intérieur et de l'améoagement du territoire ne peut pas laisser une telle opératioo d'urbanisme se développer su moment même où il met à

entre l'Ile-de-France et le reste

Par ailleurs, le département des Hauts-de-Seine a formulé en mars 1991, dans sa charte d'aménagement, uoe «ambition» pour le val de Seine. «Il faut y créer un véritable pôle technologique à vocation internationale, regroupant centres de recherche et farmations universitaires... L'objectif est d'y réaliser les infrastructures nécessaires sans détruire le site», précise le document, qui recoupe sur ces points les orientations proposées par les grandes missions d'Etat.

Mobilisation des écologistes

Un grand nombre d'infrastructures sont nécessaires pour désenclaver le site. Voies rapides sur les berges, tramway, réseau sonterrain Muse, transport hectométrique, sont en cours de réalisation ou en projet. Les associations de défense du secteur se sont mobilisées pour dénoncer les conditions dans lesquelles s'engagent certaines d'entre elles. La région, où les écologistes occupent une position stratégique, a déjà fait savoir qu'elle voulait evoir son mot à dire dans l'organisation des transports du secteur avant de s'engager à les financer.

Les différents partenaires de l'opération montrent ainsi qu'ils regrettent que l'Etat se soit désengagé de l'aménagement du val de Seine. Ce que résume Jean-Jacques Guillet (RPR), edjoint au maire de Sèvres et député des Hauts-de-Seine : « Cette affaire dépasse le simple cadre local. Chaque maire a une vision qui s'arrête aux limites de sa commune. Le rôle régulateur de l'Etat aurait été nécessaire. Pourquoi même ne pas avoir envisagé un établissement public préside par un élu comme c'est le cas à la Défense?»

TOURISME

Favoriser l'accueil

Le comité départemental du tourisme (CDT) de l'Essonne e choist de privitégier la qualité de l'accueil. Une cherte destinée à tous les lieux recevant du public et ilée de près ou de loin au tounsme e déjà recueilli une centeine d'edhésions d'hôtels, de restaurants, meis eussi de campings. Les signataires se sont engagés à satisfaire la clientèle en gerantissant le meilleur eccueil et en offrant des prestations et des services de qualité « A travers la charte, nous incitons également les professionnels à avoir l'attitude la plus conforme à l'image que l'on veut donner du département. C'est l'image du tourisme qui est en jeu », essure Philippe Allaire (UDF), conseiller général et président du CDT.

COMMERCE

Un règlement pour les bouquinistes

Les 245 bouquinistee parisiens, qui avec leurs 200 000 volumes offrent la plus grande bibliothèque de plein eir du monde, vont devoir mettre de l'ordre dans leur très ancienne corporation. Un nouveau règle-ment paru au Bulletin municipal officiel leur impose un certain nombra d'obligations prévues de longue date (le Monde daté 21-22 février 1993). Ile doivent ouvrir, eu minimum, quatre jours par samaine, un mbre de boîtes limité à quatre, de couleur vert wagon, ne dépassant pas 2 mètres de longueur checune et n'excédent pes 2,10 mètres en hauteur de menière à ne pas masquer le vue sur la Seine. Les bouquinistes sont tenus de e inscrira

sur le registre du commerce. En vertu de quoi, ils sont autorisés à vendre, outre des livres d'occasion, quelques mon-naies, médailles, timbres et objets de petite brocante; Mais ni fripes ni ferraliles. Et pas question d'installer sur les quaie tréteaux ou tables de camping. Ls profession grogne, mais s'adaptera à un règlement qui, sur ls fond, no modifie guère ses pratiques. Elle conserve le priviège de ne point payer de redevance pour occupation du domaine public,

PÈLERINAGE '

Les bonzes habillés de neuf

Deux dimenches de suite.

dans les allées du bois de Vincennes, de joyeux cortèges, eurmontés de parasols incon-grus et précédés de porteurs de tambourins, ont étonné les passants. Les communautés bouddhistes d'ile de France, qui entretiennent une demidouzaine de pagodes; célé-braient la fête de Katinha dans la plus encienne et le plus veste d'entre ellas, à Vincennes. Traditionnellement. après trois mois de confinement durant le esison des pluies, les bonzes sortent de isur retraite et recoivent des fidales de nouvellee robes safran. A Vincennes, comme en Extrême-Orient, le rite est le même. C'est l'occasion d'ellumer des bâtons d'encens eu pled du Bouddha, de saluer les bonzes en s'inclinent maine jointes, de processionner pour montrer les offrances à la foule, puie de festoyer en famille. Dimenchs 7 novembre, c'étaient les Cambodgiens de le pegode de Begneux qui, vecus par centaines eu grand temple du bois de Vincennes, honoraient jeurs bonzes.

REPRODUCTION INTERDITE

LES MÉTIERS DU SECTEUR PUBLIC

IMPORTANTE STRUCTURE CULTURELLE EN RÉGION RHÔNE-ALPES

RECHERCHE

ADMINISTRATEUR

Libre janvier 1994

Fonctions:

- administration et gestion de l'Association;
- relations avec les pouvoirs publics et l'ensemble des partenaires; prospection, suivi des subventions et du mécenat privé;
- élaboration et suivi des budgets.

- formation supérieure en gestion;
- connaissances et pratique juridiques:
- capacité à travailler en équipe;
- expérience 8 à 10 ans;
- connaissances culturelles approfondies souhaitées.

Envoyer lettre de motivation, c.v., photo, références et prétentions

sous réf.: 8692

le Monde Publicité

15/17, rue du Colonel-P.-Avia, 75902 Paris Cedex 15.

Une collectivité dynamique - plus d'un million d'habitants Important essor écocomique

LE DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE

UN CHEF DE BUREAU DES ÉTUDES FINANCIÈRES POUR SA DIVISION

DES FINANCES ET DES MARCHES Intégré à l'équipe du service des finances, vous animerez

une équipe de trois personnes. Vous suivrez la politique départementale de garanties d'emprunts et l'instruction de dossiers à caractère fiscal. Vous réaliserez des études sur les recettes fiscales du département et sur l'évolution des dotations financières versées par l'Etat. Vous conduirez également des études financières rétrospectives et prospectives.

Par ailleurs, vous suivrez la gestion budgétaire d'une des directions de l'administration départementale spécialisée dans les secteurs culturel, associatif et sportif.

Fonctionoaire de catégorie A vous connaissez bien le cadre réglemeolaire des finances locales et faites preuve d'une grande rigueur intellectuelle.

Votre motivation, votre disponibilité sont des atouts supplementaires pour réussir dans ce poste. Poste à pourvoir an 1º janvier 1994.

Merci d'adresser votre candidature manuscrite, votre curriculum vitae et une photo à:

Monsieur le Président du conseil général division des ressources humaines et des relations sociales boulevard de France 91012 EVRY CEDEX

Votre contact : M. ROZIER, ehef de la division des finances Tél.: 60-91-92-80



La Ville de Tours 131,000 habitants

TOURS

IRECTEUR

FINANCIER (H/F)

Sous l'autorité de l'Administrateur chargé de l'Economie et des Finances, vous êtes

zppelé à : encadrer les cellules opérationne (programmation budgétaire, comptabilité budgétaire, engagements et marchés publics, règie des Places, Foires et

gérer et consolider en hudget de 1. 400 MF, en relation avec une cellule

"prospectives et gestion du risque", m optimiser la trésorerie el les ressources financières de la ville.

Concevoir et organiser la transition comptabilité générale/comptabilité analytique.

contribuer, en collaboration avec le chef de projet de la M14, à mettre en piace le nouveau plan comptable.

D'une manière générale, vous participerez à la définition d'une stratégie financière destinée à renforcer la cohérence interne dans un contexte économique en mutation.

De formation supérieure (Bac +4 minimum), vous alliez maîtrise des finances publiques et/ou privées, riqueur, sens de l'organisation, du travail d'équipe et de la communication. Motivé par les méthodes modernes de gestion, vous étés initié à l'informatique.

Merci d'adresser avant le 26 novembre candidature et CV a référence MHL à M. le Maire de Tours; Service du Personnel 8 rue des Minimes, 87032 TOURS cedex ...

LES VILLAGES MOF

13 M. W. 221 L 22 1

-------21272 ... 12. ···· #25 0 11 to 15 5 WY. ...

230 00 1 22 to 100 to 22 2 3 3 . . .

21.75 ------

14 8 C 44 ----agretien. ..

22 The House -4. h 4.4---2. Est. 12 m 2 m *****

22 7 100 Same ... British Berlin

GIONS

LORRAINE

LES VILLAGES MORTS **POUR LA FRANCE**

Près de Verdun, neuf communes détruites par les obus en 1916 luttent contre l'oubli

selé de la forêt. Un sentier, délimité par de petites bornes blanches, sillonne au milieu des sapins. De part et d'autre de ce qui fut la rue Saint-Nicolas, voie principale du village de Fleurydevant-Douaumont, surgissent des panneaux de bois. On y lit «lavoir», on encore, un peu plus loin, «maréchal-ferrant», «école», «mairie», «cordonnier ».

Fleury est un des neuf villages de la Meuse complètement détruits pendant la bataille de Verdun. De février à décembre 1916, une pluie d'obus s'est abattue sur cette région entrefois agricole, détruisant toutes les constructions et bouleversant le sol sur plusieurs mètres de profondeur. Les 3 000 habitants des gros

V TO SEC.

I R PL BLIC

bourgs de la zone avaient été évacués des 1915, mais plus de 300 000 soldats, allemands et français, soot morts durant ces combafs. La plupart ont été ensevelis sur place. De cet immense cimetière, l'Etat décide, après guerre, de faire un sanctuaire. Il décrète une zone rouse de 15 000 hectares, à l'intérieur de laquelle sont inter-dites toutes constructions et cultures. Le sol, en effet, cootient eocore des obus susceptibles d'exploser et la terre, truffée de materiel militaire, est devenue incultivable. Propriétaire du terrain, il le confie à l'administra-tion des forêts, qui le boise. Anjourd'hui, le zone des combats est devenue une grande · · · · forêt domaniale, abritant urrpen partout des souveoirs de la

Grande Guerre. . Des villages, il ne restait rien. Ils sont eujourd'hui slechés, leur entrée matérialisée. Quittant la route départementale, une voie mène à Vaux. « Ici fut Vaux, village mort pour la France», indique un panneau. Pour en arriver à cette reconnaissance de leur existence, les neuf communes ont dû se bet-

Après-guerre, les habitants déplacés et leurs maires n'admettent pas la disparition des villages. Leur premier combat, juridique, est gagné en 1919 : l'Etat reconnaît aux communes le droit d'exister. Elles gardent

NE fine couche de leur territoire, mais le terrain appartient à l'Etat. Elles n'ont plus d'habitants, mais encore un maire, désigné par le préfet. Il est en fait « président de le commission municipale», composée

de trois membres. « Ils so sont ensuite battus pour redonner une identité à leur village », explique le colonel Léon Rodier, responsable du Mémorial de Verdun, et maire de Fleury. L'Etat eccepte de construire dans chaque village une petite chapelle, à l'emplace-ment de l'ancienne église, et de l'entourer d'un cimetière. Un monument aux morts compléte ce dispositif symbolique: A l'intérieur de la chapelle de Bezonvaux, des chaises empilées indiquent une frequentation régulière du lieu. En effet, pour continuer à vivre, chaque village organise une grande fête annuelle. Les maires tiennent à jour le liste des familles, et aujourd'hui, les descendants des habitants déplacés ont remplacé leurs parents.

Rénovation du patrimoine

Peodant des années, les communes vivotent tant bien que mal. Sans maison commune, les maires conservent chez eux les registres d'état civil. lis y consignent les décès, répondent aux demandes de recherche généalogique. Les impôts versés par l'Etat et quelques subventions de la région leur permettent d'entretenir les chemins, d'accès. Les budgets municipaux tournent autour de traversé la forêt. 30 000 francs. Mais pen à peu, les cha-

pelles et leurs cimetières disparaissent sous les arbres. Les visiteurs du champ de bateille se multiplient, et les communes n'ont pes les moyens de les accueillir. En 1988, les villages détruits créent un Syndicat iotercommunal à vocation multiple (SIVOM). Les subventions que ce système leur permet de recevoir cont utilisées pour rénover leur patrimoine. Les chapelles sont consolidées, leurs vitraux refaits. En accord avec l'Office national des forêts, queiques arbres sont coupés et les sites mis en valeur. Les premières années, le SIVOM dis-

d'un budget de 600 000 francs, ramené à 300 000 francs en 1993. « Mnis nous n'avons pas besoin de beaucoup plus, puisqu'il n'y a rien d'outre à faire que l'entretien», remarque Jean-Claude Caille, président du SIVOM et ancien maire de Douaumont

Une des neuf communes, Vaux-devant-Demloup, n'adbère pas eu SIVOM. Une partie de son territoire n'est pas incluse dans la zone rouge, et a pu se développer normalement. Aujourd'hui, soixante-dix habitants vivent à quelques mètres de l'ancienne zone des combets. ici. le maire est élu, « C'est le seul village qui reprendra une vie normole, estime le colonel Rodier. Mais les autres sont sauvés, même si une guerre sourde de choque instant doit être menée contre leur principal ennemi : l'oubli. » Pour ne pas mourir une seconde fois, les communes multiplient les signes de leur existence. Depuis toujours, les cimetières ont accueilli les anciens habitants, et eujourd'hui encore, certaines personnes demandent à être enterrées ici. « Les jeunes ont repris le flambeau, et je suis optimiste», ajoute-t-il. Se fille e voulu être mariée à Fleury, et la cérémonie s'est tenne dans le hall du Mémorial.

Pour le colonel Rodier, « le meilleur moyen de préserver ces villoges de l'oubli, c'est de les insérer dons l'histoire de lo bataille de Verdun. Elle ne disparoîtra jomais des mémoires. » Les douze circuits pédestres reconstituant les étapes de la bataille passent par les villeges. Ce haut lieu de mémoire ne vit pas seulement du tourisme de guerre. On y chasse, on y roule en VTT, on y marche. Mais toute manifestatioo ou ectivité commerciale y est interdite. Une exception a été faite cet été pour le passage dn Tour de France, Toutefois, la caravane publicitaire n'e pas eu le droit d'y passer, et c'est dans le silence que les cyclistes ont

Cécile Maillard

■ Rectificatif. ~ Contrairement à ce que nous avons indiqué dans un article sur le conseil de la formation des élus locaux lle Monde daté 31 octobre-1- novembre), Claude Térouinard n'est pas membre du Parti socialiste, mais sens étiquette. Ce qui fait qu'au total, le conseil ne compte que quatre élus de gauche sur treize, et non cinq. Une erreur de transmission e par ailleurs amputé te texte de plusieurs mots. Il fallait lire : «La présence, au sein du collège des personnalités qualifiées, d'un homme politique, en la personne de Jean-Luc Riethmuller (UDF-CDS), peut étonner. »

CENTRE

LA FRONDE **DU BERRY**

Les départements du Cher et de l'Indre ne veulent pas être délaissés

E 29 octobre, les départements du Cher et de l'Indre, réunis en «assemblée informelle», ont reconstitué, deux cent quinze ans après sa création, l'Assemblée du Berry; celle-ci s'est donnée pour président Jean-François Deniau, président UDF-PR du conseil général du Cher, et Daniel Bernardet (UDF-Rad), président du conseil général de l'Indre comme viceprésident

Cet événement, qui aveit lieu à Bourges où l'on a réclame à l'unanimité - sauf le PCF qui ne prit pas part au vote - le désenclavement routier et ferroviaire du Berry, est le dernier épisode de l'opposition des départements du Sud au contrat de plan de la région Centre. Invité par une assemblée plutôt hostile, le président Maurice Dousset (UDF-PR), pris en étau entre l'Etat qui je läche et je sud de sa région qui l'appelle à l'aide, e lancé un message de

Un fonds d'aide spécifique

Dans cette région en quête d'identité et persuadée d'être mal comprise, le débat sur l'aménagement du territoire et la préparation du XIº Plan EtatRégion a, ces derniers mois, exacerbé les sensibilités. Au seuil de la toutepuissante région lle-de-France qu'il est censé déconcentrer - le Centre, mal équilibré sur son trépied économique, géographique et historique, e présenté, au début du mois de juillet dernier, un plan qui, à ses yeux, devait, en musclant son axe Orléans-Tours' répondre de son avenir. Ce renforcement de sa colonne vertébrale avait l'avantage de lui permettre de faire un contrepoids à la région parisienne. L'objectif était considéré comme prioritaire.

Car cette région qui compte des départements bien lotis au nord, possède au sud des départements en situation d'asphyxie économique, particulièrement le Cher et l'Indre. Au cours de la nuit du 2 au 3 juillet dernier, le plan régional fut rejeté à la suite d'une fronde née dans le sud. Se jugeant écartés, les deux départements ont aussitôt émis l'intention, à l'initiative de Jean-Fran-

BLOC-NOTES

Environnement et communica

tion. - A l'initiative de l'essociation

Organisation pour le respect de l'envi-

ronnement dans l'entreprise (OREE), se

tiendra un colloque sur le thème de

l'environnement et de la communica-

tion, au Futurnscope de Poitiers, le

Renseignements au (16)

■ Des villes à vivre. - L'association

Rue de l'avenir et la direction départe-

mentale de l'équipement des Yvelines organisant ensemble un colloque sur le thème «Des villes à vivre» le samedi

20 novembre. Des techniciens, des élus et des représentants d'associa-

tions devraient y dialoguer sur la diffu-

AGENDA

mardi 16 novembre.

88-25-74-63.

çois Deniau de se réunir l'automne suivant afin de faire entendre une voix commune. Le 12 juillet, les décisions du

CIAT de Mende ont mis tout le monde d'accord, cette fois, face à l'Etat qui e jugé bon d'inscrire la région Centre dans le groupe des régions riches. « Depuis 1992, la région Centre o subi un coup de butnir éconnmique que l'on n'n pas pris en compte. Ceci est intolérable et relève d'une véritable injustice », a fait savoir publiquement le président Maurice Dousset qui, du coup, refuse sur ces bases de négocier avec l'Etat (le Monde daté 24-25 octobre). Premier vice-président de la région, le sénateur RPR du Loiret Paul Masson est monté la semeine dernière au créneau devant ses pairs, en s'élevant contre « un Eint qui agii de façon féodale » lorsqu'il réserve seulement 25 % des sommes à la discussion. Quelques jours plus tard, la région, consciente des problèmes rencontrés par les départements du Cher et de l'Indre, a voté un fonds d'aide spécifique (15 millions de francs pour 1993, plus de 200 millions de francs pour les cinq ennées à venir), estimant toutefois qu'il lui faut 2,6 milliards de francs et non 2 milliards en dotation d'Etat afin de pouvoir faire face à ses investissements de pre-

mière urgence. Cependant le Cher, pas plus que l'Indre, ne se fait de grandes illusions cotre les déclarations d'intention de réaménager le territoire et les actes reportés au fil es. Il suffit de f ter les derniers dossiers ouverts eu nom de la relance économique pour être convaincu que scule uoe volonte politique peut débloquer les choses. Ainsi l'Office national des forêts et le Centre national de la chanson devaient s'installer à Bourges : une école d'architecture pouvait être créée dans cette ville, qui possède déjà une école nationale des beaux arts, et qui, autour de le première maison de la culture de France, poursuit une réelle politique culturelle. Ces dossiers sont au mieux en attente, au pire

> de notre correspondant à Bourges Patrick Martinat

l'espace public, la modération de la cir-

culation automobile et le développe-

Aménager l'espace rural. -

«Investissons dans l'espace rural »

C'est à la fois un mot d'ordre, un sujet

d'actualité dans la perspective de la

future loi d'orientation sur l'aménage-

ment du territoire et le titre du prochain

congrès national des sociétés d'amé-

nagement foncier et d'établissement

rural (SAFER). Ces demières, créées à

l'époque des grandes opérations de

remembrement, entendent ainsi partici-

per au débat national. Leur rencontre

se tiendra à Deauville, le jeudi 25 et la

► Renseignements au (16-1) 44-

vendredi 26 novembre.

69-86-32.E

ments: 45-48-21-9B

ment des transports en commun

ou 46-33-10-04

définitivement refermés.

BRETAGNE Formation en alternance pour les sportifs

Le Bretagne est une des premières régione frençaises à mettre en place une formetion en elternence pour les eportifs de haut niveau. Cette formetion, dispensée au col-lège coopératif de Bratagne et dens des PME-PMI concernera vingt athlètes âgée de dix-huit à vingt-six ens - toutes disciplines confondues - clessés sur les listes officielles et Ilcenciés dens un club breton. D'une durée de deux ens, et pertagée en trois tiers (formation, présence en entreprise et entreînement sportif), elle doit permettre l'ecquisition d'un diplôme de niveeu maîtrise, evec una reconnaissance universitaire de cadre intermédiaire d'entreprise. Signée, jeudi 4 novembre, pour une durée de cinq ens entre le conseil régionel, la direction régionale de la jeunesse et des sports, le Comité régionel olympique et sportif de Bretegne et les entreprises perticipantes, la convention doit permettre l'eccueil de trole promotions de stegieires au cours du XI Plan, de 1994 à 1998.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Le POS de Narbonne annulé

Le tribunel edministratif de Montpellier a ennulé le Plan d'occupation des sols (POS) da le ville de Narbonne, dans l'Aude, à le suite d'une requête déposée par une responsable écologiste. Elle était opposée à l'Implentation d'un laboretoire de l'Institut national de la recherche egronomique (INRA) sur un terrain situé près d'un étang. Les megistrats montpelliérelns ont estimé, dans un jugement rendu le 20 octobre, que des modifications importentes. tel le classement de 1 500 hectares en zone hoisée ou le report de le délimitation des zones proches du rivege, intervenu lors de la procédure de révision du POS. euraient dû être soumises à une enquêta publique.

La meirie de Nerbonne, qui evait modifié le POS afin de feciliter l'instellation de l'INRA, objet d'un eutre recours en ennulation, e décidé de feire eppel da ce jugement et e aussitôt lancé une procédure pour la mise en placa d'un nouveeu plan.

RHÔNE-ALPES La Savoie soigne son patrimoine

Le ministre de la culture Jacques Toubon vient de signer avec Michel Bernier (RPR), président du conseil général de Savoie et ministre de l'environnement, une convention triennale destinée à veloriser le petrimolne militaire et rural du dépertement. D'un montent de 4,8 millions de frencs pour 1994, répertie entre Etat, le département at les collectivités, elle doit permettre de poursulvre, dens la vallée de le Meunenna, la resteuration de le barrièra des forts de l'Esseillon.

Sont égelement concernés l'architecture rurale, le patrimoine hietorique, la consarvetion de plena cedestreux exécutés en 1730, meis eussi le cinéma, le dense et le théâtre.

Une eutre convention culturelle signée en 1990 entre l'Étet et le dépertement e déjà permis d'investir près de 60 millions de france dans la mise en valeur du petrimoine religieux at beroque du département, quelques mois avent lee Jeux olympiques d'Albertville. Un progremme de visites guidées « Chemins du beroque » a déjà ettiré plus da soixanta mille visiteurs cette année.

Le Monde

Edité par la SARL le Monde

Durée de la société :

Principaux associés de la société Société civile « Les rédacteurs du *Monde* ».

Association Hubert-Benyt-Mery

Le Monde-Entreprises.

M. Jacques Lesourne, gerant.

Président directeur général Jacques Lesourne Directeur général : Michel Croa embres du comité de direction

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avis

Tel.: (1) 46-62-72-72 Telex MONDPUB 634 128 F

Telésica : Ad-67-98-73 - Société filmbe de la SARI, le Monde et de Médica et Régies Europe SA.

cent ans à compter du 10 décembre 1944

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 Tel.: (1) 40-65-25-25 copieur : {1] 40-65-25-99 Télex : 206.806F

ADMINISTRATION:

1. PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél.: (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Télex : 261.311F

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration PRINTED IN FRANCE

ISSN: 0395-2037

Le Monde sur CDROM : (1) 43-37-66-11, Microfilms : (1) 40-65-29-33

ABONNEMENTS

t, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMB-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voie normale y compris CEE nvios
3 mais	536 F	572 P	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 20	· 1 890 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie sérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règiement l'adresse ci-dessus ou par MINITEL: 36-15 LEMONDE code d'accès ABO « LE MONDE » [LSPS » genating) is published desly for \$ 892 per year by « LE MONDE » 1, place Hobert-Benne-Méry.

94852 lyry-gar-Seine » France. Second class portage path at Champlein N.Y. US, and additional masking offices.

POSTPASTER: Send address classes to USS of NY Bur 1518. Champlein N.Y. 12919 – 1518.

Pour les advantaments consectes and LSA

Pour les advantaments consectes and LSA

PORTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3130 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Bench. VA 23451 – 2983 LSA

formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Le Monde TÉLÉMATIQUE emposez 38-15 - Tapez LEMONDE Le Monde - Documentation 38-17 LMDOC ou 36-29-04-58

Durée choisie : 13 mois 🗆 6 mois 🗆 l an 🗆 _ Prenom : _ Nom: Adresse: _ Code postal: Localité : ___ _____Peys: __ Veuille: avoir l'abligenace d'ecrire tous let noms propres en capitales d'imprimerie

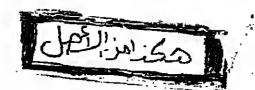
sion de l'information, le parrage de COURRIER

Les Tsiganes à Romainville

Si la situation des familles tsiganes de Romainville est loin d'être enviable (le Monde du 31 octobre - la novembre), elle n'est cependant que la représentation emblémetique de centaines d'eutres, parfois beaucoup plus drematiques et suttout complètement oubliées et occultées. A Romainville, eu moios un projet de relogement est en cours. Il est l'objet d'un travail concerté entre différents parteneires associés en groupe de pilotege, dont la ville est le

support principal. L'ensemble de l'opération e recu son aval, y compris le projet d'aménagement de terrains en habitat mixte (maisnn avec -auvent abritant le caravane), qui bute pour l'essentiel sur des problèmes d'opportunités foncières. Des obstacles existent, il ne faut pas le mer, qui tiennent aux processus globaux d'exctusion sociale et au manque de cohérence entre les différentes politiques d'Etat attachées é l'insertion par l'hebitat et eu stetionnement.

> MARTINE SCIARLI-VALAZZA Bobiany



REURES LOCALES

FRONTIÈRES

WISSEMBOURG

Les pesanteurs de l'Histoire

regain, le tocsin a sonné et un est tous partis, sauf quelques vieux, sur des charrettes tirées par des pour prendre le train à Saverne. » Les tribulations de l'enfant Antoine Moster. eujourd'hui président de la Caisse d'épargne d'Alsece, à compter

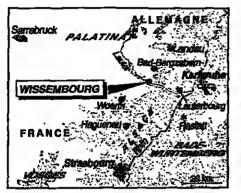
de la déclaration de la deuxième guerre mondiale illustrent un ne peut mieux ce qu'a le Palatinat au nord et l'Alsace été le destin de Wissembourg et de ses habitants pendant des sièeles. « Ensuite, on nous a embarquès dans des wagons à bestioux à destination de la Haute-Vienne, poursuit ce natif de l'agglamératinn wissembourgeoise. Pour se retrouver après plusieurs jaurs d'un voyage pénible dans un vil-lage où nous étions confrontés à la barrière de la langue, car nous ne parlions pas français.»

Mais ce n'était pas fini pour le jeune Antoine. Après son retour en Alsace à la fin de 1944, il se trouve piégé par le repli des troupes américaines sur la ligne Maginot à la suite de la contre-offensive du maréchal von Rundstedt dans les Ardennes qui a permis à la Wehrmecht de réoccuper la ville. Les stratèges français, considérant que le coin nord-est du pays était indéfendable, avaient fait passer les fortifications eu sud de Wissembourg. a Quand les goumiers du général ville, ma grand'mère s'est signée, surprise qu'elle était par l'apparition de ces Marocains venus d'une autre planète », se souvient-il. Pourtant its n'étaient qu'un petit nombre par rapport à la multitude d'uniformes et d'étendards adverses qui ont défilé dans la cité alsacienne.

Pour oublier son histnire tourmentée et les combats acharnés qui s'y sont déroulés, Wissembourg se raccroche eu temps d'avant le traité de Westphalie. béni malgré les turbulences de la Réforme. Son passé prestigieux, lié à l'essor de l'abhaye des saints Pierre et Paul, fundée au VII siècle, lui rappelle qu'elle e été, avec neuf autres eités alsaciennes, ville impériale, membre de la Décapole. La guerre de Trente Ans et le rattachement de la ville à la couronne de France en 1648 n'nnt pas laissé un hnn souvenir dans la mémoire collective des Wissembourgeois. Un dictnn local ne dit-il pas qu'a ils se faisaient enterrer face contre terre pour ne pas voir briller le soleil de Louis XIV»? En revanche, la ville se félicite du règne de Louis XV qui a permis au roi de Pologne de s'y réfugier et de s'y installer dans le « petit paleis», aujnurd'hui l'hôpital civil, pendant plusieurs années jusqu'à ce que sa fille, Marie Leszczynska, devienne reine de France et lui, duc de Lorraine. Et puis sont venues la guerre

de la Révolution avec leur cortège de tueries et de répressinns. Les succès des armées napoléoniennes firent temporairement perdre à Wissembourg son caractère de ville frontière. Les cantons palatins de Landau furent incorporés à l'arrondissement de Wissembourg, de sorte qu'à la place de la Lauter, ce fut la Queich, un autre affluent du Rhin, qui faisait office de frontière. Le Second Empire et l'essor éconnmique qui l'accompagna furent bénéfiques à le ville qui a été reliée directement à Paris grace à la construction de la ligne de chemin de fer allant de la capitale à Strasbourg.

La défaite de 1870 empêcha la poursuite du désenclavement de Wissembourg par rapport à la France et même au reste de l'Alsace. Situé dans un étroit passage leissé libre par les Vosges à l'ouest et par la vaste forêt du Bienwald à l'est, le chef-lieu d'arrondissement du Bas-Rhin com-



mande les communications entre au sud. Enenre que la forêt de Hagueneu e de tout temps contribué à san isolement. A telle enseigne que les Wissembourgeois parlent un dialecte germanique (le francique), celui des Palatins, différent de celui du reste de la région (l'alémanique). «Lorsque je parle mon dialecte à Strasbourg, relève M. Moster, je ne suis pas considéré comme un authentique Alsacien.»

C'est sans doute ce statut de région isolée du reste de l'Alsace et coincée contre la frontière allemande qui fait que la souspréfecture bas-rhinnise est méconnue. Pourtant, le site n'est pas sans charme. Rehaussé par les vignobles qui entourent la ville, il offre une vue impressionnante quand on vient du sud par le route nationale 263 qui grimpe la colline du Geisberg celle-là même où la division du général Abel Douay livra le 4 août 1870 la première bataille, des Français contre les Prussiens - pour plonger sur la ville eu fand de la vallée de la Lauter.

La cité a conservé son allure historique. Elle reste riche, malgré les guerres à répétition et l'incendie de 1677, en demeures patriciennes et rues bordées de maisons à colombages et à oriels, aux portes le plus souvent surmantées des emblèmes des vignerons, la scrpette et la grappe de raisin, ou encore de eeux des anciens enros de métier. Outre la collégiale Saints-Pierre-ct-Paul (l'ancienne églisc de l'abbaye), l'église Saint-Jean, l'hôtel de ville du XVIII siècle. la Maison du sel et celle dénommée Holzapfel (XV siècle), le charme de Wissembourg est aussi manifeste au cœur de la vieille ville, sur les bords de la

Dèe la sortie de Wissem-

bourg, en direction du nord, la

route nationale serpente entre les coteaux plantés de vignes. A

la frontière, à peine visible.

apparaît l'imposante porte qui

marque le début de la route des

vins du Palatinat. A 10 kilomè-

tres de la sous-préfecture fran-

forêt la station thermale de Bad-

Bergzabern. Aux installations netternent

plus modestee que celles du Caracala de Baden-Baden, la cité

palatine n'a pas non plus la

charge historique de la ville elsa-

cianne, sans doute en raixon de

sa destruction par las soldats de

Louis XIV en 1676. C'est dans

le château du seizième siècle

des ducs des Deux-Ponte,

reconstruit au dix-huitième et

récemment rénové, que siège le

comité des enmmunes qui

regroupe vingt et une municipa-

lités pour vingt-quatre mille

habitants. Son président,

Ottmar Klein, avec l'assurance

d'un responsable d'une cité

prospère, passe très vite sur les

atouts de sa région - au cœur

d'un des plus grands massifs forestiers d'Allemagne, la Pfael-

zerwald, les curistes et les tou-

ristes lui procurent quatre cent

mille nuitées par an - pour parler de « la franche et amicale coopé-

ration avac ses amis alsaciens ».

se, se niche au milieu de la

Lauter, Reste que la ville donne l'impression d'être figée dans son passé et dans son coin du nord de l'Alsace. Après une période de relatif développement de 1870 à 1914 - la sous-préfecture met-tant à profit l'industrialisation accélérée de l'économie impériale pour développer son agriculture et fournir le marché allemand ~ l'arrondissement a été tranformé en glacis entre les deux guerres et longtemps encore après 1945. Ses habitants devront attendre la réconciliation franco-allemande pour commencer à sortir de leur

2500 Alsaciens travaillent dans les usines Mercedes de Woerth et de Rastatt alors que le marché de l'emploi de la sous-préfecture n'offre que 3500 postes de travail

Avec le boom économique de le République fédérale au début des années 60 et l'ouverture des frontières due à la naissance de la CEE, les Wissems'intéresser aux empinis offerts par les entreprises du Palatinat et du Bade-Wurtemberg. Le phénomène s'est accéléré dans la décennie 80 en raison de l'appréeiation constante du mark, ce qui s'est traduit par des salaires relativement élevés en francs.

A telle enseigne qu'aujourd'hui le tiers des salaries de l'arrondissement sont des employés de firmes installées en Allemagne. Ainsi, les usines Mercedes à Woerth et à Rastatt emplnient-elles 2 500 Alsaciens alors que le marché de l'emplni de la sous-préfecture n'offre que 3 500 postes de travail dans l'industrie et les services. C'est ce qui fait dire à M. Moster que « pour la région, le PDG de Mercedes Benz est plus important que tous les hommes politiques fran-

I n'est pas question d'évo-

quer les séquelles de la guerre

comme l'appropriation de la

forêt du Mundat et la mise sous

en territoire français mais appar-tenant à des Allemands après

l'effondrement du III- Reich.

Aujourd'hui, ce sont les viticul-

teurs palatins qui exploitent de

nouveau les coteaux au-delà de

la frontière. Il s'agit exclusive-

ment d'entretenir des «liens

étroits avec Wissembourg,

basés sur la confiance et le res-

pect réciproques » et du projet

En attendant d'avoir l'appui

et l'accord de Paris et Bonn pour

opérer catte révolution adminis-

trative, la coopération est délà

effective sur le terrain. Les

corps de pompiers alsaciens et

palatins interviennent des deux

côtés de la frontière. L'aéroport

de Schweighofen surveille la

forêt, qu'elle soit du côté elle-

mand ou français, avec des

pilotes et des eppareils des

deux nationalités. La station

d'épuration de Wissembourg

traite une partie des eaux usées

de Bad-Bergzabern. Une piste

cyclable e été construite entre

les deux communes.

transfrontalier e Euro-Kanton s.

Projet d'une école

d'ingénieurs

séquestre de vignobles situés

Coopération sur la route des vins

la récession et ont tendance aussi à débaucher. Un fabricant de

cais et allemands réunis ». Grace au phénomène transfrontalier, Wissembourg affichait fièrement, il v a deux ans, un taux de chômage de 4 % de la populetinn ective. Avec la crise qui n'en finit pas, ses habitants unt payé un laurd tribut : le nombre de chômeurs a doublé depuis 1991 (les frontaliers sont salariés en Allemagne mais dépendent des caisses de chômage françaises). Les entreprises locales ne sont pas non plus épargnées par

La cité alsacienne et sa voi-

sine paletina ont des projets

plus ambitieux dans leurs car-

tone. Elles ont mis à l'étude un plan local d'habitation (PLH)

commun. Elles ont présenté à

leurs autorités respectives un

projet de création d'une école

franco-allemande d'ingénieurs

dans la ville alsacienne au suiet

de laquelle une étude de faisabi-lité, financée par le budget euro-

Un exercice comparable est réalisé pour étudier les complé-

mentantés des deux hôpitaux

municipaux avec l'idée d'instal-

ler dans checun d'entre eux un

service spécialisé différent.

Wissembourg et Bed-Bergza-

bern sont aussi acquis à l'idée de la nécessité d'améliorer sen-

siblement les voies de commu-nication : transfrontalières.

M. Klein sort une bouteille de vin

blane du terroir pour célébrer

l'amitié france-allemande. Et

sans doube pour se féliciter.

d'être toulours là sorès tent

d'épreuves, bi qui a fait ses

études secondaires avant le

guerre dans le lycés installé

dane le château des ducs des

Deux-Ponts et administre main-

tenant dans les mêmes locaux

une région qui coule des jours

de sa voisine française. M. S.

péen, est en cours.

caravanes vient de réduire ses effectifs de 600 à 450 personnes. « La situation est d'autant plus préoccupante, explique Pierre Bertrand (RPR), conseiller géné-ral et maire depuis 1989 - l'un deseendants 20 000 Picards venus en débnt du XVIII siècle pour construire les fortifications devant défendre la ville (« les lienes de Wissembourg ») – que d'autres indica-teurs sont également au rouge.»

La population wissemboureoise - 7 500 ames - est stable depuis des années et accuse donc un vicillissement marqué, «La maitié des quadragenaires. affirme M. Bertrand, est partie depuis languemps chercher son bonheur aitleurs. » Indépendamment de la baisse d'activité - qui fait préciser à Joseph Richter, premier adjoint au maire, que la capacité d'autofinancement de la ville « diminue à vue d'æil » (3 millions de francs cette année contre 6,6 millions en 1990) - la tension sur le marché immobilier et foncier est vive. Pour ne pas avnir de difficultés liées à une présence « visible » d'immigrés, la politique suivie pendant des décennies a été de ne pas développer le logement social. Le hut a été atteint mais il e eussi conduit les jeunes Wissembourgeois à «s'exiler» pour se loger à un meilleur prix. Le lover mensuel d'un appartement de 100 mètres carrés atteint 4 000 F aujourd'hui dans la sous-préfecture bas-rhinoise.

Le retard socumulé en habitations sociales et les installations de plus en plus nombreuses d'Allemands dans l'arrondissement expliquent la flambée des prix dans le secteur immobilier. « Les Palatins et les Badois viennent chez nous, explique le maire, parce qu'ils n'ont plus de place chez eux et surtout parce que c'est moins cher lci. » « De sorte qu'actuellement les Allemands constituent, ajoute-t-il, la première population étrangère à Wissembourg. » Prenant en compte cette évolution, Karis-

riche et puissant Bade-Wurtemberg, a décidé de faire traverser la frontière à son tramway, jusqu'à Lauterbourg, distante de moins de 15 kilomètres de Wissembourg, « Les Allemands desenclavent ma cité alors que le contoumement routier de Haguenau, qui constitue pour nous un bouchon sur la route de Strasbourg, n'est toujours pas achevé », finit-il par déplorer.

François Loos (UDF), consciller régional et député de Wissembourg depuis les législatives de mars dernier, met lui aussi en exergue les politiques différentes mises en place par Strasbourg et la capitale badoise. «Karlsruhe a créé autour d'elle des zones industrielles et des cités résidentielles pour y loger les travailleurs. Pour assurer la continuité de son développement, elle se tourne vers l'ouest, donc au-delà de la frontière, parce qu'elle n besoin d'habitations pour accueillir 50 000 personnes supplémentaires d'icl à l'an 2000. La capitale alsacienne laisse pour sa part Wissembourg dans son coin.n

Et le député d'expliquer que la ebambre de commerce et d'industrie du Bas-Rhin et le conseil réginnal d'Alsace devraient se lancer dans nn projet ambitieux pour ettirer s entreprises industrielles et développer le tourisme. Dans le secteur rontier, nutre le contournement de Haguenau. il plaide pour le raccordement à l'axe routier Karlsruhe-Sarrebruck. « Va-t-on profiter ou pâtir du rayonnement de la métropole allemande pour offrir enfin emplois et logements aux jeunes Wissembourgeois » ? a'interroge-t-il. Combien de temps encore Wissembourg restera-t-elle prisonnière de la géographie et de l'histoire?

de notre correspondant régional Marcel Scotto

Prochain article;

SARREGUEMINES

- : ·

19 2 Million 12 ter it in the second Alpu 13 - 1

313 pt 24 " . .

M. Pasqua institue une mission de réflexion sur l'avenir de la police nationale

l'avenir de le police nationale », à laquelle il eveit convié, vendredi 12 novembre, l'ensemble des arganisations syndicales policières, Cheries Pesque e ennoncé le création d'une mission de réflexion et de propositian canfiée à l'un de ses proches calleborateurs, le conseiller d'Etat Pierre Bordry. Ce demier devra rendre, dans les six mois, un repport «sur l'aménagement des fonctions de la police et de son personnel aux temps nouveaux». Le ministre de l'intérieur s'est engagé à élaborer fin mal 1994, à partir de cas propositions, un programme pluriennuel concretisé par une loi d'orientation.

La gestion au jaur le joar ae suffit plus, place à la réforme et su long terme. Tel est, en substance, le message délivré par M. Pasqua aux syndicalistes policiers en présence du directeur général de la police nationale, Edouard Lacroix, du préfet de police de Paris, Philippe Massoni, ainsi que des principaux directeurs et chefs de service de la police nationale.

Douze ans eprès le pré-rapport sur les réformes de la police nationale que Gastan Desserre avait confié en 1981 à Jean-Michel Belorgey et qui reste une référence nostalgique pour la plupart des organisations syndicales, M. Bordry se voit donc chargé de lui donner une suite, evec cependant cette différence que l'actuel ministre de l'intérieur s'est d'ores et déjà engagé à concrétiser rapidement ses propositions dans une loi d'orientation.

Pour M. Pasqua, qui avait insisté pour être à la fois ministre de l'intérieur et ministre de l'aménagement du territoire, cette ambition policière feit corps avec cette « reconquête du territoire » qu'il

ment du territoire, a-t-il expliqué à ses interlocuteurs, ce n'est pas seulement la délocalisation des administrations ou la prévision des grandes Infrastructures de demain. C'est d'abord et avant tout le respect du principe républicain qui veut que tous les citoyens aient un accès égal à l'emploi, à l'éducation et à la formation, aux loisirs et à la culture, à la santé et à la sécurité. C'est pourquoi je souhaite que le ministère de l'intérieur donne le coup d'envoi de la vaste réflexion que le chantier de l'amènagement du territoire va imposer à tous les services de l'Etat. Et j'entends que la police nationale soit, de toutes les administrations de l'Etat, la première à s'organiser, à se réorganiser complètement s'il le faut, afin d'être en mesure de répondre à cette ambition, sur l'ensemble du territoire national s

Le constat de départ du ministre d'Etat a trois dimensions : « L'inadéquation entre la demande de sécurité des habitants et l'offre de sécurité garantie par l'États, « une police démobilisée, ayont perdu une partie de cette motivation, de cette foi en son métler qui faisaient sa qualité première»; le fait, enfin, que le ministère de l'intérieur n'ait « pas pu préparer l'adaptation de la appris à penser le long terme ». Il s'agit doae de « construire une police nationale apte à affronter les turbulences du XXI stècle», en d'outres termes «un réaménagement radical, une mutation profonde et non pas de circonstance».

« Nous devons, vous comme nous, o déclaré M. Pasqua, en finir avec des schémas archaïques, avec des situations acquises, avec des rentes de situation. Sinon d'autres que nous, dans le désordre et dans la compétition, sans esprit de service public, sans souci de l'intérêt général, prétendront répondre à notre place à l'attente des Français. Il

nous faut donc passer de la concep-tion d'une police d'ordre, hérisière ainsi qu'à la création d'une police de l'histoire, soumise à l'Etat mais peu attentive aux attentes du public. à celle d'une police de sécurité, gardienne de la loi mals soucieuse d'apporter des réponses adaptées aux demandes de nos concitoyens.» Le ministre a défini cinq grands thèmes de réflexion : « la définition des missions de la police de demain», affirmant au passage qu'il a'avait « nullement l'intention de brader les missions régaliennes de la police nationale » et qu'il s'opposerait donc à une extension des

COMMENTAIRE

DEPUIS son retour place Beau-vau, M. Pasqua est le même et un eutre. Le même, dans le mesure où il n'e nen renjé de ses convictions sécuritaires, comme l'e illustré, en six mois, l'arsenal législatif dont il s'est voulu l'ertificier et qui e sensiblement scoru la marge de manceuvre des polciers, notamment à l'égard des étrangers. Mais un autre eussi, puisque, eprès police à son temps, pas su voir plus s'être fait le héraut d'une déontolo-loin que l'évênement immédiat, pas gie policière réhabilitée. Bu noint gie policière réhabilitée, eu point d'imposer aux gardiens de le paix le port d'une plaquette rappelant les principeles dispositions du code qui les régit, le voici eujourd'hui qui campe en réformateur radical, affirment une volonté politique transformatrice qui e souvent

> Même s'il ne goûte pas le compliment, on ne peut que constater qu'il e'engage eujourd'hul sur la vois-abandonnée à mi-chemin par le socialiste Pierre Joxe, Dans son discours de la méthode aux syndicats policiers, on retrouve en effet

municipale à Paris; « la place de la police et du policier dans la cité», en insistant sur le «statut social du policier» et sur «les relations avec la population et les institutions»; ala recherche d'une police plus souple», dans la mesure où elle serait aujourd'hui « trop souvent sclérosée par des structures hiérarchiques excessivement lourdes »; « un meilleur emploi des effectifs», illustre par « l'allègement des états majors», une «chasse aux affectations non prioritaires et des

«rythmes de trovail mieux adap-tès»: enfin, «la modernisation des La FNAP constate qu'il y a «des moyens».

Les deux principales organisatioas syndicales, la Fédératiaa autonome des syndicats de police (FASP, majoritaire chez les policiers en tenue) et la Fédération nationale eutacome de le police (FNAP, majoritaire chez les policiers en civil) ont fort bien acqueilli les propositions ministérielles. «Le chantier de la police va enfin être ouvert », commente la FASP, qui affirme que « sa détermination a été payante» et crédite M. Pasqua

convergences entre le ministre, l'administration et les syndicals» et se déclare prète à « en profiter » afin de «jouer le jeu». M. Bordry, qui cumulera sa mission evec ses fonctions de conseiller pour les libertés publiques au cabinet de M. Pasqua, s'est engagé à la mener en concertation evec les organisations syndicales. A mi-chemin des six mois fixés comme échéance par le ministre, ce dernier a prévu de faire un premier bilan avec les syndicats.

Le chantier et le dépôt

riannuelle de modernisation de la police, edoptée en 1985, et étalée sur cing ens : éloge d'une police de proximité par contraste evec une palice d'ardre héritée du passé, inscription du trevail policier dans un dialogue evec les eutres institutions, critique d'un ministère per trop prisonnier de l'événement et de l'immédiateté, etc. D'hier à aujourd'hui, la résonance est d'ellleurs confirmée par l'axe à front renversé qui se dessine entre M. Pasqua et ses partenaires syndicaux : ses meilleurs soutiens ne semblent pas les syndicalistes proches de la droite, qui ne lui pot pas ménagé leurs critiques dens la période récente, mais bien plutôt fait défaut à certains de ses prédéles fédéretians proches de le gauche; dont les respansables sont parfols prochee du Parti

Dans l'attitude du ministre, l'opportunité se mêle certes à le conviction. Occupé par sa grande embition, l'eménagement du territoire, comme Gaston Defferre le nombre de constats fort en vogue fut per le décentralisation, il e

socialiste...

à l'époque de la première loi plu- craint que les policiers ne lui fassent reproche de les délaisser. De plus, il s dil reconnaître que la cure d'opposition de sa famille politique lui e fait quelque peu perdre la main en matière policière : manque de cadres, ebsence de projet, etc. Il lui fallait donc sortir par le haut, avant que les mauvaises humeurs corporatistes ou catégorielles n'atteignent son image d'homme d'or-dre et d'eutarité, dont il panse qu'elle feit de lui le seul barrage efficace et populaire à l'extrême drohe. Ce falsant, il n'e pu que reprendre l'ouvrage là où la gauche l'evait laissé : ne pes seulement moderniser les mayens de la police, mais redéfinir ses missions et revoir son erchitecture.

> Encore faudrait-il d'emblée tirer les leçons de cette ambition interrompue à mi-chemin, et dont ont témoigné maints rapports et travaux, le plus souvent pertinents, mais néamoins restés sans suites, En feit, la gauche s'est arrêtée là où commençait la difficulté. Moderniser la police, lui donner plus de mayens, mieux l'équiper, cele ne

suffit pas à la rendre plus démocratique, plus transparente et res-ponsable, plus respectueuse des droita Individuels. Il faut sussi revoir sa place dans la cité, donner aux citoyens un droit de regard sur ses activités, éviter une réforme en vase clos, Sinon, la réalité démentira toujours le rêve.

N'est-ce pas ce qui fut crûment démontré quelques jours avant que M. Pasqua ne pose la première pierre de son grand chantier, grâce à quelques evocat entêtés, à une organisation de défense des immigrés, le GISTI, et grâce au quoti-dien Libération 7 Malgré la modernisetion engagée sous la gauche, le dépôt de la préfecture de police de Paris, relégué dens les caves du Palais de justice, loin de ses moulures et de ses dorures, dévoile une police mayenageuse, ne respectant pas les droits les plus élémentalres de ceux dant elle a la charge. C'est cette image symbolique du dépôt qu'un véritable chantier réformateur devrait effacer à

EDWY PLENEL

JUSTICE

L'assassinat de Bernard Laroche devant la cour d'assises de la Côte-d'Or

Le chagrin et la rigueur

Les débets du procès de Jean-Marie Villemin ont été principalement consacrée, vendredi 12 novembre, devant les essises de la Côte-d'Or, à l'examen des circonstances dans lesquelles Bernerd Laroche e été tué le 29 mers

DIJON

de notre envoyé spécial Une fois de plus, les juréa du département de la Côte-d'Or tentent de conserver le visage impas-sible que la loi exige de la part de ceux qu'un tirage au sont e brutalement transformés en magistrats. Après avoir entendu, au début de ce procès, la longue plainte de Jean-Marie Villemin évoquant les circonstances de la mort de son fils, Grégory; après avoir entendu le cri de rage de Christine Villemin, mère de l'enfant, et qui fut accu-sée de l'avoir tué, les jurés regar-dent une femme eux épaules seccuées par les sanglots. Marie-Ange Laroche raconte comment sous ses yeux, son mari a été tué d'un coup de fusili tiré par Jean-

Ce 29 mars 1985, elle rentrait avec son mari dans la maison familiale lorsqu'elle a vu Jean-Ma-ne Villemin amver anné d'un fusil à pompe. Elle se souvient d'un court dialogue :

« C'est de ta faute s'ils sont tous sur Christine. Pourquoi Muriel

e dit ca? - Pose ton fusil. On va discuter. Je te comprends, Jean-Marie, mais je te jure : c'est pes moi qui

ai tuế ton gosse.» Quelques mots encore et tout est fini. «J'ai même pas entendu le coup de fusii. J'ai vu Bernard

Dans son box, demière le vitre pleure doucement, se mouche et se lave pour reconnaître, d'une voix blanche, l'essentiel des faits. L'interrogatoire de Marie-Ange se poursuit. Il lui faut maintenant perler de Bernard Laroche, que la mort n'a pas délivré du soupçon se sentaient désavoués. Est-ce ce d'avoir tué le petit Grégory. Marie-

Ange Laroche doit donc répondre ne pas mesurer à leur juste valeur à des questions que, d'ordinaire, on n'oserait pas poser à la veuve de la victime. Lui était-il fidèle? Avait-il des liaisons? «J'ai l'impression que e'est son procès que l'on veut faire. On veut le salir», proteste Marie-Ange.

Après la témoignage d'une partie civile qui avait replacé les débats sur le seul feit que lee jurés euront à juger, la cour est revenue à l'autre procès, celui de l'assassinat de Grégory; celui d'un corbeau qui e fait un émule : Marie-Ange dit qu'elle reçoit des lettres anonymes. Son dégoût est partagé par le président Alein Ruyssen, qui déclare que, depuis le début du procès, il est kui-même submergé de ces missives que I'on ne signe pas.

Christine Villemin revient à la barre. Elle était hospitalisée pour un incident survenu au cours de sa grossesse lorsque son époux a surgi dans la chembre pour dire : « J'ai fait une connerie, je viens de tuer Laroche. » Mais elle aussi doit répondre à d'eutres questiona. Les avocats de le partie civile lui font subir le même traitement que celui infligé à leur cliente par la défense. Et Mr Paul Prompt se lève, l'accusant d'avoir encouragé son mari : « Elle e manié le sang et la boue la Me Henri-René Garaud bondit pour rugir: « Vous injuriez une innocente!»

> «Un cas rarissime »

Le véritable élément nouveau, plus discret, plus pervers, viendra du témolgnage du commissaire Jacques Corrazi. Au nom du service régional de police judiciaire de Nancy, il a repris, le 20 février 1985, l'enquête sur la mort de Grégory, commencée par les gen-darmes. Depuis l'assassinat de blindée installée spécialement pour l'enfant, il semble blen que per-le protéger, Jean-Marie Villemin sonne, dans la vellée de le Vologne, n'ignorait que Jean-Mane Villemin avait décidé de venger la mort de son fils. Après la libération de Bernard Laroche, les gendamies, privés de toute miseion par le magistrat instructeur, sentiment qui les aurait amenée à

les nombreux eignaux d'elerte concernant les menaces sur la vie de Bernard Laroche? Quoi qu'il en soit, il n'e bénéficié d'aucune protection. Et si la PJ n'e pas fan mieux, c'est parce qu'elle ignorait totalement les risques encourus par Bernard Laroche. Les policiers auraient pu s'informer auprès des gendarmes, mais M. Corrazi explique à le barre, interloqué : «Ca peut paraître curieux, mais j'avais des instructions écrites du directeur central adjoint pour ne rencontrer personne tant que nous n'aurions pas étudié le dossier. L'avocat général Jacques Kohn a'étonne, mais le policier ajoute : «Le directeur chargé des affaires criminelles est venu de Paris à Nancy pour donner ses instructions. C'est un cas rarissime. Il a désigné les enquêteurs, et parmi ses instructions, il y aveit celle de ne pes avoir de contact. Ce ne se faisait jamais l »

Pour M. Carrazi, que M. Richard, sous-directeur de la police judiciaire, soit venu de Paris avec M. Andrieu pour donner de talles consignes n'est pae une conséquence de le rivalité entre lee enquêtsurs que dé*non*cent pourtant les magistrats de la cour d'appel. L'explication qu'il donne est un modèle de logique administrative : «La guerre des polices, c'est la tarte à la crème. Il n'y avait pas de guerre des polices pour la bonne raison que l'on ne s'est iamais rencontrés.» Jamais même quand le dossier e été étudié car, à ce moment-là, c'était, selon le policier, devenu «inutile». M- Garaud profite de l'incident pour susurrer au commissaire que Christine Villemin, inculpée aprèe l'enquête de la police judiciaire, e bénéficié d'un nan-lieu pour absence de charges, M. Corrazi soutient qu'il e eu connaissance du non-lieu sans en connaître le teneur, en ajoutant : «Si j'al bien compris, M. Garaud veut me faire dire que je me suis trompé?» M. Corrazi ne le dira pas. Mais il aura cette phrase qui fera frémir : «Ce n'était pas à nous, PJ, d'assurer la sécurité de Bernard

MAURICE PEYROT

Réuni en congrès à Strasbourg

Le Syndicat des avocats de France dénonce «l'érosion d'un certain nombre de libertés»

Lore de son vingtième de la commissoa pénele. Nous congrès, qui s'est tenu du 11 eu 13 novembre à Strasbourg, en présence du gerde des sceeux, Pierre Méheignerie, le Syndicat dee avocats de France (SAF, gauche) s'est dit inquiet face à «l'érosion d'un certain nombre de libertés », notamment en matière de droit des étrangers.

STRASBOURG de notre envoyée spéciale Il y a taat juste un an, au

congrès de Caen, les membres du Syndicat des avocats de France avaient délaissé na instant leur préoccupation traditiannelle - le défease des libertes et des personnes - pour se consacrer lan-guement à l'evenir de la professiaa. Les coaséqueaces de la fusian, en 1991, des avocats et des conseils juridiques et le problème da statut des evocats salariés avaient alors occupé la majeure partie des débats. Cette année, si ces interrogatioas sont restées présentes, les temps oat change, imposant d'eutres priarités. Aa mois de mars, les élec-tions législatives aat porté à Matignon un premier ministre issu du RPR et, depuis, des réformes d'ampleur aat été len-cées. Indigné par les etteiates eux droits des étrangers coatenues dans les lois Pasque et le aouveau code de la nationalité, décu par la «contre-réforme» du code de procédure pénale et révolté par l'instauration prochaine d'uae peiae de perpétuité « réelle », le SAF, cleirement ancré à gauche depuis sa fondation en 1974, e doac décidé de renauer avec ses combats tradi-

« Alfred Grosser rappelait récemment, dans un article du Monde, que c'est un ministre de la IV République qui avait lancé l'expression « les belles ames » pour disqualifier les naifs prétendans faire avancer la solution des drames nord-africains à partir de considérations morales, nateit d'un certain nombre de libertés».

voulons bien, contre les réalistes d'aujourd'hui, être taxès de « droits-de-l'hommistes ». Nous voulons bien, contre leur permanente amnésie, justifier nos choix avec l'aide de l'Histoire, qu'il s'agisse de justice pénale, d'immigration ou de nationalité française. Bien plus: nous le devons. Car, si nous avons un droit, c'est parce que nous avons une his-

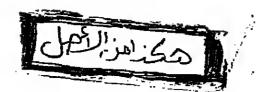
> « Couette sécuritaire »

Les divergeaces evec le garde des sceaux, Pierre Mébaignerie, étaient telles que certaias avocats proposaient d'annuler l'invitatioa adressée au ministre de la justice: «Après les lois sur l'immigration et la perpétuité « réelle », je ma demande si la venue de M. Méhaignerie est bien opportune, laaçait M. Dider Liger. Pour moi, cette réception est une grave erreur politique. Je vous propose donc de dire que le garde des sceaux ne sera pas le bienvenu dans notre maison com-mune!» Le SAF, qui n'aveit jamais invité de ministres à soa congrès avant Robert Badinter en 1981 et qui reçut depuis lors Pierre Arpaillange, Henri Nallet, Michel Sapin et Michel Vauzelle, s'opposait cependant très massi-vement à cette propasition. « Nous ne sommes pas en situation de guerre civile et Pierre Méhaignerie est le garde des sceaux d'un gouvernement démocratiquement élu, répaadait Me Claude Michel, ancien président du SAF et secrétaire géaéral du conseil général des berreeux (CNB). N'oublions pas que la courtoisie est l'une des qualités de l'avocat. Nous lui opposerons la vigueur de nos arguments et non l'incorrection de notre comporte-

Fidèle à ce principe, le président du SAF, Me Tiennot Grumbach, dénonçail fermement, face su garde des seeaux, «l'érosion ainsi Mo Jean Danet, rapporteur «Je me dois de vous faire part de

l'inquiétude de notre congrès sur l'ensemble du troin de lois : du code pěnal - dont votre majorité n'est pas responsable - à lo contre-réforme du code de procédure pénale, en passant par le droit des étrangers et le droit de la nationahite, sans compler votre tout nouveau projet de loi sur les peines de mort lente à renouvellement successif et perpétuel, aotait-il. Tout celo tisse une sorte de couette securitaire qui ne parait pas conforme au droit, cense assurer la liberté et la securité des citoyens. Je ne dis pas que, dans ce pays, il n'y a pas d'Etat de droit. Je ne dis pas que votre majorité n'applique pas les dispo-sitions de notre Constitution. Je dis que l'esprit des lois que vous avez promulguées tend à contourner les grands principes généraux du droit tels qu'ils découlent de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de la Convention européenne, ratifiée par la

Fraîchemeat accueilli par le caagrès, le garde des sceeux défeadait en retour son projet de loi sur la perpétuité « réelle ». «Ne rien faire, c'était la voie la plus facile, mais était-ce la voie de lo responsabilité? s'interrogeait-il. La peinc de mort? J'y suis défavorable, les conventions internotionoles qui nous lient nous empêchent de la restaurer et, de toute façon, cela ne résoud rien. Resic mu proposition. (...) Il doit rester de l'espoir à tout homme. Mais mon devoir est de rappeler que la mort, l'horreur et la fin de l'espoir se trouvent du côté des parents des victimes, » Le texte préseaté au canseil des ministres prévoyeit pour seule soupape uae éveatuelle grâce présidentielle. Conscient du carectère « discrétionnaire » de ce geste, plus politique que judiciaire, le garde des sceaux e annancé que des amendements prévayent un autre système de recours étaient actuellement à



MUSIQUES

LE COURONNEMENT DE POPPÉE à l'Opéra d'Amsterdam

Monteverdi tellurique

AMSTERDAM

de notre envoyée spéciale Encore un Couronnement de Poppée, après celui de Salzbourg cet été? Si différent, pour l'œil, l'oreille, la sensibilité (le Monde du 14 août 1993)! L'œuvre, l'une des plus représentées ces dernières années, résiste aprement aux amhitieux qui voudraient la cerner. Elle nous laisse émerveillés. Insatisfaits. Mais est-on iamais sorti satisfait d'une représentation du Don Giovanni de Mozart? Tout au plus poussé à y réfléchir de plus près,

Le public de l'Opéra néerlandais réserve actuellement un accueil passionné au Couronnement que lui a confectionné (avec des complices de choix) Pierre Audi, metteur en scène et direc-teur artistique de l'établissement. Preuve, une fois de plus, de la spontanéité, de l'absence de pré-jugés de ces abonnés. Car Néron s'est ici changé en demi-dieu de quelque mythologie archaïque, son royaume est une planéte piquée de gros météorites, exha-lant de lourdes fumées, surmontée d'un immense nuage rouillé. C'est peu de dire que Rome n'est plus dans Rome. Le sujet, historique (les amours du jeune empereur et de la belle Poppée, la répudiation de l'impératrice Octavie, la mort de Sénèque), semble avoir reculé - ou avaucé - dans l'espace et le temps. Pour s'arrêter en un lieu où il ferait simultanément très chaud et très froid, où les ombres s'allonge-raient démesurément, où des cou-lées de lave en fusion s'envoleraient vers un azur très noir dont s'écouleraient, en guise de pré-sage beureux, des pluies d'or.

17

Voyage au centre d'un univers vierge, purement imaginaire. Celui d'un grand décorateur, Michael Simon. Il a beaucoup travaille avec les chorégraphes. Il procède plutôt en architecte, délimite l'espace, dessine des trajec-

toires verticales (un pilier), transversales (lances immenses, grandes cannes), hatit des surfaces qui n'ont peut-être d'autre nécessité que de réflécbir les lumières de Jean Kalman. Les ombres, disions-nous, sont omniprésentes dans cette caverne platonicienne. Les divinités y font leurs affaires médiocres, les protagonistes y semblent des géants, les passious ont la puissance irré-sistible de forces telluriques en mouvement. Art de la litote : les extases amoureuses de Néron et de Poppée, le suicide provoqué de Sénèque se passe «off». On assiste à ce qui se dit, nou à ce qui se fait. Les basses œuvres se passent en coulisses.

Du baroque à la tragédie classique

Emi Wada a dessiné les costumes. Elle est japonaise, elle figure au générique de Ran, de Dreams de Kurosawa, de Prospero's Books de Greenaway. Elle hrode à sa façon (géniale) sur la lourdeur des tissus, la complexité des houillonnés, les pierreries encastrées dans des filets, les cuirs rigides de samourais, fausses loques, la rigidité géomé-trique des costumes traditionnels japonais. Un rapport entre l'Empire romain et ce Japon guerrier? Peut-être. Un lien entre l'Italie de Monteverdi et ces codes vesti-mentaires sopbistiquées? Si léger. Là encore, la beauté du résultat se suffit à elle-même. Purs signes.

Difficile de ramener, dans ce monde immatériel, quelque chose qui ressemble à une action, aux trivialités de psychologies entre-croisées, aux péripéties obligées d'une narration suivie. Pierre Audi, dans le rôle difficile du directeur d'acteurs, tire au mieux épisodes bouffes, qui se trouvent du coup un peu vite expédiés (Arnalta en duègne empesée; la nourrice en « gremlin »; toutes

sur l'ambiguité de Nécon, amant deux presque inexistantes; le possessif de Poppée, amant frapage, guère mieux). Tire le Couronnement, opéra «baroque», vers la tragédie classique. Avec, ternel de Lucain. Le fait que l'empereur soit de nos jours au sommet, les grands affronteincarné par une femme, et nou ments. Ceux du devoir et du plaipar un castrat, ajoute un degré de sir, de la fonction publique et de la vie privée (noblesse des passes plus à l'ambiguîté, l'une des situations les plus authentiqued'armes entre Sénèque et Néron). ment audacieuses que l'opéra ait Ceux du pouvoir et de la résignajamais inventées. Otton tion (le personnage, généralement s'acharne, dans la mise en scène sous-évalué, de l'impératrice d'Audi, à des soumissions péni-Octavie s'en trouve réhabilité). bles de cocu satisfait. Le masochisme ne fait pas, on le sait, les cérébral (Otton) face à la séduction triomphante (Poppée).

Comme Luc Bondy, Audi joue

béros les plus exaltants. Otton (incarné par le haute-contre bricannique Micbael Chance) et la enfants. Brundibar, du compositeur Hans Krasa (gazé à Auschwitz, le 17 octobre 1944), fut ainsi représenté le 20 août 1944 devant les envoyés du Comité international de la Croix-Rouge bernés. Ces jours-là, la Propagandastaffel tourna un film. Dans Le Führer offre une ville aux juifs,

La Musique à Terezin de Joza Karas décrit la vie à Terezin, évalue l'ampleur et la qualité de la vie culturelle de ce ghetto avec le détachement digne de celui qui témoigne saus haine et une pudeur respectée par son traductenr. Parmi les témoignages que Karas a recueilli auprès des survivants, une saillie renvoie la musique à sa fonction rituelle et à une mystique originelle qui s'imposent lorsqu'elle est pratiquée dans des épisodes aussi dra-

des gens heureux applaudissent à tout rompre.

Krasa, livret d'Adolf Hoffmalster, anragistré, an juin 1992, à Pragua, aoua la direction de Joza Karas, par le Chœur d'anfants de la Radlo da Pragua:

1 CD Channel Classics CCS 5193. Distribués par Média 7 qui distribue également d'autres disques de compositeurs Internés à Terezin, dont deux disques de musiqua de chambre et de pièces pour piano des compositeurs Hans Krasa, Gideon Klain et Viktor Ullmann: 2 CD Channel Classics CCS 3191 et 1691. matiques: «La musique! Ln Vous habitez en Région Parisienne.

Vous ne trouvez pas se monde chez votre marchand de journaux ?

Appelez gratuitement le n° vert 05 03 11 36

et nous ferons le nécessaire.

ments aux timbres pittoresques Son Couronnement était une fresque. Dans la lignée d'Alan Curtis, premier champion de l'épute dans l'histoire de la réanimation monteverdienne, Christophe Rousset demande l'essentiel au continuo, n'attend aucun effet décoratif de l'effectif orehestral, à nets et de flûtes hrossent un décor coloré par-ci par-là. Très jeune chef et claveciniste fran-çais, Rousset joue les primus inter pares avec les huit musiciens du continuo, luthiste, har-piste, gambiste, tout adonnés à doubler les chanteurs, à exalter leurs humeurs dans les récitatifs. Il met aussi la main à la pâte et mène le jeu depuis ses claviers (clavecin on orgue). La réalisation musicale doit l'intensité de ses accents à ce minimalisme ini-tial. Les chanteurs déclament en chantant, l'orchestre exhausse l'expression de leur chant. L'Ensemble de Christophe Rousset, petite dernière des équipes de « haroqueux », s'est donné comme patronyme « les Talents lyriques ». On ne saurait dire

Le dispositif scénique est parlant : l'espace réservé à la fosse est un grand triangle qui s'enfonce profond à l'intérieur du plateau. Tous visibles, tous unis dans la même tragédie. La Poppée noire de Cynthia Haymon (elle fut la Pamina de Robert Wilson à la Bastille), la fière Bri-gitte Balleys en Néron (mezzo britannique dans la grande tradition des tragédiennes skakespearienne), l'Octavie douloureuse et retenue de Ning Liang (pur pro-duit de la Juilliard School de New-York), la basse d'empereur romain de l'Italien Carlo Colom-bara (Sénèque) composent plus qu'une équipe jenne, motivée,

ANNE REY ➤ Prochaines représentations: les 14, 16, 19, 25, 28 et 30 novem-bre, 19 h 30. Reprise les 4, 6 et 3 juillet (les trois dernières repré-sentations serviront de matériel à la captation téléviséa). Tél.: 19-31-20-551-89-22.

➤ Chriatophe Rousset et «laa Talents lyriques» vierment d'en-registrer des motets da François Couperin: 1 CD Fnae Music 592 244.

Mort de Bertrand Pinel fondateur

du Festival de Nantes

Bertrand Pinel, fondateur du Festival international d'été de Nantes, consacré aux musiques du monde, est mort le 10 novembre des suites d'un sida. Il avait

Bertrand Pinel avait organisé la première édition du festival en juillet 1986 et la manifestation avait depuis eu lieu chaque année dans le châtean des dues de Bretagne et ses douves pour accueilfir, en 1993, douze mille spectateurs payants. Autour d'artistes célèhres (Amalia Rodrigues, Mory Kanté), Bertrand Pinel réu-nissait régulièrement des musiciens souvent inédits en France comme ceux venus du pays dogon au Mali, l'Ougandais Remmy Ongala ou l'orchestre des studios des cinémas de Pékin. Avant de disparaître, Bertrand Pinel avait eu le temps d'établir l'essentiel de la programmation du neuvième Festival internationai d'été de Nantes, qui devrait se dérouler dans la première semaine de juillet 1994.



Brigitte Balleys (Néron) et Cynthia Haymon (Poppée)

petite Drusilla, pent-être trop

innocente sous les traits de la

soprano américaine Heidi Grant Murpby, sont traités à plat. Tous

deux victimes d'une mise en

scène qui, contrairement à celle que Gilbert Deflo avait adaptée à

la baguette bondissante de René

Jacobs pour Montpellier, se

refuse au mélange des genres, aux

trop violentes sautes d'humeur, à

la composition en bribes et en

morceaux de l'opéra pré-classi-

Harnoncourt, pour Salzbourg,

avait bourré la fosse d'instru-

musique, c'était la vie!» affirme

aujourd'hul Greta Hoffmeister, dans un éclat de rire. Elle était la

La Musique à Tarezin 1941-1945, par Joza Karas. Traduit de l'engleis per George Schneider. Editions Gaillmard

«Le massager», 240 pages, 140 F.

► Brundibar, opéra pour anfants en deux actes, musique de Hans Krasa, livret d'Adolf Hoffmais-

ALAIN LOMPECH

petite Aninka de Brundibar.

incandescent.

Terezin chantait

Suite de la première page

Premier mensonge, les nazis avaient assuré à ces hommes qui devaient préparer la venue de leurs coreligionnaires qu'ils pourraient rentrer chez eux chaque fin de semaine. Bientôt. 2 000 prisonniers vinrent les rejoindre. Le 4 décembre, 1 000 représentants des différents corps de métier nécessaires au bon fonctionnement d'une société les

Médecins, ingénieurs, techniciens, professeurs, volontaires pour la plupan, ils avaient été recrutés par le président du Conseil des anciens de la communauté juive, qui connaissait l'existence de Dachau et d'Auschwitz, mais qui pensait, ainsi qu'on le lui avait laisse entendre, que Terezin pouvait être un lieu où, à défaut de les laisser en paix, les nazis parqueraient les juifs au lieu de les envoyer à la

Second mensonge, Terezin était dans l'esprit des nazis un centre de triage à parrir duquel les juifs devaient être aiguillés vers différents camps de la mort. Toutes les couches de la population furent hientôt entassées dans le ghetto de Terezin. Moins d'un an plus tard, 58 491 déportés

tenaillés par la faim, rongés par la gale, vidés par la dysenterie, attendaient. Des familles écartelées entre différents hâtiments attribués par sexe, tranches d'age et selon l'état de santé. Il est arrivé que 150 personnes meu-rent le même jour, de mort « naturelle », à Terezin. Pendant que des convois partaient, d'autres arrivaient

Malgré la minutie des fouilles qu'ils pratiquaient, les nazis ne purent empêcher certains musiciens d'introduire des instruments dans le camp de Terezin. Des violoncelles, des violons, des clarinettes, parfois en pièces détachées, surgirent ainsi dans l'enceinte du camp. Fautes de partitions, certains artistes en recopièrent de mémoire, d'autres passaient leur temps à chanter dans leur tête ce qu'ils ne voulaient pas ouhlier. D'autres, enfin, écrivaient, dessinaient, composaient. Une vie culturelle intense imposa bientôt sa marque sur Terezin.

D'ahord cachée. Bientôt en oleine lumière. Les nazis avaient compris que l'élite culturelle parquée à Terezin pouvait servir au mieux les intérêts de leur propagande. Ils encouragerent donc toutes les initiatives, laissant des

chœurs, des orchestres, se constituer. On organisa des représentations theatrales, on monta des opéras à Terezin. Un piano fut apporté. Il n'avait pas de pieds, on le posa sur des caisses. Mahler, Schoenberg, interdits ailleurs, côtoyèrent Bizet, Schoenin Brahms, Zemlinsky, Chopin, Debussy et la musique des compositeurs internés. Mais l'on ne ouait ni Richard Strauss ni Vagner. Tout de même.

Les grands soirs des Ghetto Swingers

Les concerts se donnaient sur une plate-forme installée spécialement. Les nazis y assistaient, ravis, comme ils assistaient à tous ceux qui étaient donnés en Allemagne et ailleurs. Trois différences: il n'y avait aucun juif dans les salles de concert de cet ailleurs; on n'y jouait pas la musique des compositeurs interdits, et certains concerts étaient enregistres (ils font, aujourd'hui, l'ohjet de publications discographiques officielles commercialisées par Deutsche Grammonhon et créditées du copyright de la Reich Rundfunk). Un groupe de jazz se créa. Les Ghetto Swingers eurent de grands soirs qu'un film immorialisa. Il ne restait plus qu'à nettoyer les carreaux, installer des pots de géraniums sur les fenetres, tondre les pelouses, rafraichir les peintures, habiller décemment les prisonniers, maquiller les femmes et organiser une belle représentation d'opéra. Des enfants y chanteraient, car ce ne pouvait être qu'un opéra pour

DIMANCHE 14 NOV. 10h/12h

"Rien à Cirer" exceptionnel avec Charles Trenet

France inter

ÉCOUTEZ, ÇA N'A RIEN À VOIR.

= 427E 100 MAR PROPERTY. STATE OF THE 3 77 BER Time a Training

21. T .1 1 - The state of the (722) :: ** · · · ·

200

-2 m 15 ...

eta da mega .

7: 1:

≥u ra.

-3 c (-)

14 22

4

72 n -

2 37 37

 $: \tau_{(3)} \to$

12

Barrier Co.

CULTURE

MUSIQUES

LACHENMANN et STROPPA à l'Opéra-Bastille

Le fantôme de Debussy

Le fait de ceotrer chacune de ses éditions sur un compositeur qui béoéficie ainsi d'un traitement préférentiel permet en Festival d'automoe de provo-quer des rapprochements édifiants. Comme cette rencontre eotre l'Allemand Helmut Lacheomann, protagooiste de l'éditioo 93, et l'Italieo Marco Stroppa, qui est son cadet de plus de vingt ans.

Les Miniotures estrose pour piano du second frappent avant tout par lenr liberté de too. Dans leur attitude, sinon dans leur son, ces six miniatures (le cycle devrait en compter quatorze), rappellent Debussy et le jeune Messiaen. Elles s'inscrivent dans noe tradition de la musique française ponr piaco qui semblait devoir se perdre dans la multiplication des soliloques, de plus en plus iodividualisés et atypiques. Cette musique propose une solution architecturale crédible, sans devoir recourir à ces ruptures, à ces contrastes névrotiques qui hantent la mosique pour piano seul des imitateurs de Stockhan-

Les premières pages (déjà entendnes, à Genève, dans le cadre du Festival Archipel, le printemps dernier) soot les meilleures, et l'on regrette dans les pièces composées depuis accusée, d'un sens narratif plus ferme. L'ensemble doit beaocoup à son interprète et inspirateur Pierre-Laorent Aimard, qui s'impose par une sorte de crispatico positive, ioteosément suggestive, et un contrôle impeccable des couleurs et des rythmes. Aimard mériterait d'être mieux counn qu'il ne l'est par le travail remarquable qu'il effectue au seio de l'Eosemble InterContemporain.

Face à Marco Stroppa, doot la désinvolture coquette mootre qu'il ne craint pas son âge, Lachenmann apparaissait, une fois eocore, comme un grand cynique (an sens originel do terme), avec son regard froid et constructif, sa manière d'assumer le recyclage des sous-produits musicaux (bruits parasites de tontes sortes) comme une ettitude et uoe philosophie. Il revieot en plaisir enfantio do

PRÉCISION : la Ville de Paris et la musique contemporaine. Dans le compte-rendu des activités de l'association Musique nouvelle en liberté, publié dans le Monde du 9 novembre, deux informations étaient imprécises. La somme versée pour la promotion des musiques du vingtième siècle par la Ville de Paris s'élève à 4,2 millions de francs. 1,4 mill'absence d'une direction plus | lion va an Fonds d'intervention culture et de la francophonie.

jeu pianistique (Ein Kinderspiel) pour entraîner l'auditeur dans uoe partie de cache-cache où l'ellipse devient significative et la présence dérisoire de l'ioterprète inquiétante par son acharnement. Il compose pour quatuor à cordes - le magnifique Gran Torso -, mais refuse obstinément le son doux, pur, pour bâtir une sorte de critique esthétique qui met en cause l'esthétique elle-même. Ce que l'on admire chez Lacheomano? Peut-être, evee un sonpçon de nostalgie, la droiture d'un choix conscient, qui fuit autant l'égocentrisme que l'ankylose.

COSTIN CAZABAN

Prochains concerts du cycle Lachenmann au Festival d'au-tomne : las 16, 18 at 26 novembre, à l'amphithéâtre Olivier-Messisen de l'Opéra-Bas-tille, Rens., tél.; 42-96-12-27.

auprès des orchestres, 2,8 millions sont répartis à égalité entre des opérations diverses (commandes) et le budget de fonctionnement de l'association ellemême. L'essentiel des sommes versées au foods d'intervention auprès des orchestres de régioo est versé par la direction de la musique du ministère de la

<u>ARTS</u>

MARY CASSAT, EVA GONZALÈS et BERTHE MORISOT au Musée Marmottan

Les « dames Manet »

Berthe Morisot était la bellesœur d'Edouard Manet, qui fit maintes fois son portrait. Eva Gonzalès fut l'élève de Manet et épousa le graveur Guérard, lui-même proche du peintre d'Olympia. Une exposition qui réunit leurs œuvres ne pent done manquer de tourner à l'bommage an grand absent, dont l'exemple, l'enseignement, les sujets et jusqu'aux manies se reconnaissent dans les toiles et pastels de ses deux disciples.

De lui, Eve et Berthe tiennent le goût des snjets modernes et parisiens, soirées au théstre des Italiens, promenades dans la oature policée des parcs et jardins, lectures et rêveries sur les pelonses des maisons de campagne. Les robes soot de la dernière mode, les coiffures et les ombrelles aussi. Manet a peint le Fifre, Gonzales expose l'Enfant de troupe - même fond sombre, même pose étrangement statique. De la Musique aux Tuileries du premier, Miss et bébé de la seconde poorrait être uo fragment. La Loge aux Italiens doit sa composition frontale an Balcon. Il arrive même que le maître et l'élève traitent le même motif, calfatage d'une barque noire sur une plage grise on pivoines dans un verre qui tient lien de vase.

Noir et gris en effet : Eva Gonzales oe cultive pas les couleors ecidnlées. Qooique cootemporaine du mouvement impressionniste, elle ne sacrifie guère à la mode. Les barmonies

PRIX : la sélection du prix Louis-Delluc, - Les jurés da prix Louis-Delluc ont publié leur première sélection en vue du prix qui sera attribué le 16 décembre. Out été retenus : Arizona Dream, d'Emir Kusturica, Ma saison prèférée, d'André Téchiné, l'Odeur de la papaye verte, de Tran Anh Hung, Bleu, de Krysztof Kieslowski, et Une nouvelle vie, d'Olivier Assayas.

PALMARÉS : Festival de Brest. - Le Festival du film court de Brest, qui s'est déroulé du 29 octobre au 7 novembre, a récompensé Emilie Muller, d'Yvon Marciano, Jour de fauche, de Vincent Moonet, The Dog, de Yannis Xanthopoulos, la Perme, d'Emmanuel Silvestre et Thibault Staib, la Vis, de Didier Flamand, et El Columpio, d'Alfredo Fernandez Armero.

demeoreot sévères et sonrdes, les constrastes de lumière peu accentuées. Ni division du ton, ni touches virevoltantes, mais des ouaoces innombrables de gris, dn ténébreux au pâle, des rouge-brun, des bleus éteints -tout cela réparti avec uo souci extrême de l'équilibre et de la cobérence de l'œuvre.

Partage des rôles

Snr Berthe Morisot, l'influence de Manet s'exerce aussi, avec autorité, l'attirant hors de celle de Corot et de Fantin-Latour, mais d'une facon très différente. D'un art plaisant, mais peu téméraire, l'épouse d'Eugène Manet glisse à partir de la fin des années 1860 vers nue manière de plus en plus tranchée et vive. Le «bien faire». le souci de l'exécution propre et aebevée qui l'avaient retenue jusqu'alors cèdent la place à un style d'esquisse, plus graphique que pictural. Des tonches s'entrecroisent et se superposent, elles indiqueot, elles snggèrent, elles résument et, simultanément, elles révèlent l'adresse et l'élégance de l'artiste. De ces toiles précipitées et sédnisantes. le dandysme n'est pas absent, fort à l'opposé de la précision metbodique et neutre d'Eva Gonzales, qui cherchait peu à

On croirait à un partage des rôies eotre les deux peintres, que tout condamnait à la riva-lité. L'une osa rivaliser d'habi-

leté et de désinvolture maîtrisée avec Manet. gnand l'autre retint de lui que la peinture devait n'avoir d'autres snjets que ceux de la vie moderne et les représenter nettement et erûment, avec naïveté et froideur, sans grands effets ni rhétorique. Ses toiles et ses pastels oot moios de brillant, mais plus de complexité et de durée. Il suffit d'en réunir quelques-uns pour s'apercevoir qu'Eva Gonzalès fut un peiotre puissant et profond, qui procédait, avec lenteor, du croquis à la composition, de la composition à l'exécution, sans renoocer à ce principe majeur : que le plaisir dn style oe devait pas l'empor-ter sur le scrupule de la description, que la vérité importait plus que la grâce.

Aux « dames Manet » - surnom inventé par Mallarmé -, il a semblé judicieux d'ajouter Mary Cassatt, sans doute co raison de soo sexe. Ses toiles, eriardes et d'une grande banalité de ecoception, font avec celles de ces voisines de hasard no contraste qui oc leur est guère favorable. Elles relèvent d'un impressionnisme réduit à des filaments de blen, de vert et d'orange assez maladroitement tissés, quelque ebose comme uoe imitation décorative du Renoir le plus mièvre.

PHILIPPE DAGEN

Musée Marmottan, 2 rue Louis-Bollly, 75018, Paris; tél.: 42-24-07-02. Jusqu'au 31 décembre.



La discussion du budget de la communication à l'Assemblée nationale

M. Vivien (RPR) préconise que France-Télévision se recentre « sur ses missions de service public »

COMMUNICATION

15 novembre, le budget du ministère de la communication pour 1994, présenté par Alain Carignon, Les rapports établis, eu nom de la commission des finances, par Robert-André Vivien (RPR, Vel-de-Marne), qui préconlae notamment «un recentrage du groupe France-Télévision (France 2-France 3) sur ses missions de service public », et, au nom de la commission des affaires culturelles, par Anne-Merie Coudere (RPR, Paris), plus nuancée, mettaient en évidence, avant le début de la discussion, l'existence de divergences au sein de la majorité sur l'evenir du syatème

Inamovible rapporteur spécial

de la commission des finances de l'Assemblée nationale sur le budget de la communication, Robert-André Vivien, député RPR du Val-de-Marne, fait crédit au gouvernement sur uo point dans son analyse des dépenses et des recettes que devra gérer l'an prochain le ministre de la communication: Alain Carignon disposera d'un budget «solide et crédible, à in différence notable de l'un dernier». Il en veut pour preuve le fait que la part du produit de la redevance (portée de 606 francs à 631 francs, pour les téléviseurs en couleur) augmentera « de 61 à 63,4 %» dans l'architecture de ce budget. Il approuve les arbitrages rendus sur cette redevance et sur les dotations budgétaires. En revanche, M. Vivien ne cache pas les réserves que lui inspirent beaucoup d'autres aspects des orientations de M. Carignon, Il

L'Assemblée nationele doit portunité et le réalisme des prévi-exeminer, lundi matin sions de recettes publicituires aux conséquences des mutations sions de recettes publicitnires notamment pour France 3 » (+ 13 % de recettes publicitaires par rapport à l'objectif fixé dans la loi de finances ioitiale de

> Il note que, selon ce projet de budget, les recettes de publicité représenteront en 1994 e 40 % des recettes de France 2 et 20 % des recettes de Fronce 3». Or, M. Vivien estime qu'il est « néces saire de stopper la progression des objectifs publicitaires de France 2 et France 3 qui n'o pas été sans conséquence, écrit-il, sur la dérive commerciale de leurs programmes observée en 1991 et 1992. Il faut être cohérent, souligne-t-il : soit l'Etat fixe aux télévisions publiques des objectifs de publicité éle-vés, et qu'il ne s'étonne pas alors de voir les gestionnaires de ces chaînes adopter une programmation exclusivement tournée vers l'audience et interpréter à leur manière leur cahier des charges mantere teur canter des charges afin de détourner les règles qui plafonnent l'offre d'espace publici-taire dans le secteur public; soit l'Etat souhaite réellement une télévision de secteur public avec une grille généraliste haut de gamme, et alors qu'il ne la rende pas trop dépendante des desiderata des marchands de lessive, à l'affût des ménagères de moins de cinquante

«Le conservatisme l'a emporté »

M. Vivien conteste aussi l'affectation et la répartition des recettes: « Force est de constater que dans ce domaine le conservatisme l'a emporté sur la réforme alors que les défauts et les carences de l'organisation actuelle imposent un effort de redéfinition des tâches et des moyens des différents orga-nismes publics de l'audiovisuel

technologiques. »

A propos de la chaîne éducative annoncée, M. Vivien oote : «Le gouvernement actuel ne semble pas avoir rompu ovec lo manie condamnable de creer une nouvelle chaîne de télévision hertzienne chaque fois qu'une carence est constatée dans la programmation des chaînes existantes. Il est pourtant bien évident qu'à force de multiplier les structures, on ne parvient plus à les financer toutes correctement. Un effort de rationali-sation de l'action publique doit donc être mené à bien.»

Et M. Vivien d'enfourcher son nouveau cheval de bataille, le ren-voi d'ARTE sur le câble : « Un premier pas pourrait être fait dans cette direction si l'on supprimait la diffusion hertzienne de la SEPT-ARTE qui n'est pas adaptée à la nature de ses programmes et qui constitue, manifestement, un exemple d'utilisation irrationnelle des ressources. » Voilà pourquoi la commission des finances, sur sa proposition, tentera de faire voter un amendement réduisant la dotation d'ARTE « du surcoût des programmes liés à la diffusion hertzienne». Soit 400 millions de francs, qui seraient mieux utilisés, selon M. Vivien, s'ils venaient abonder le financement des autres services dn secteur public. L'essentiel étant, pour le rapporteur, de favoriser « un certain recen-trage du groupe France Télévision sur ses missions de service public définles par la « commission Campet » (télévision de proximité, ficper les les parties per les parties per tion française, vulgarisation scientifique, information) au lieu de la laisser s'abandonner de nouveau aux dérives du fait du choix d'une concurrence frontale avec le secteur privé, largement dictée par des objectifs sublicitaires tradades objectifs publicitaires irrea-

Le CSA accorde une dernière chance à Aqui-TV

PÉRIGUEUX

de notre correspondant Depnis le Inodi soir te oovembre, Aqoi-TV, la chaîne de télévision périgourdine, a repris l'anteone après quatre semaioes d'écran noir. Laocée il y a deux ans par Georges Derocles, réalisateur de cinéma à la retraite, Aqui-TV avait rapidement connn des problèmes de trésorerie liés à one absence de fonds propres, à un professionnalisme parfois défaillant et à une estimation irréaliste des recettes publicitaires.

Après dix-huit mois d'activité, elle avait déposé son hilan avant d'être en liquidation judi-

eiaire. Si le Conseil supérieur de l'audiovisnel a finalement douné son feu vert au projet de redémarrage et a accordé une dernière chance, c'est parce qu'il souhaite voir se poursuivre une expérience de télévision en milien rural. Mais il a aussi été convaincu par la crédibilité du

Dirigé par Fraoçois Carrier, l'ancien PDG des foies gras Delpeyrat, la oouvelle structore inridique offre, semble-t-il, davaotage de garanties que la précédente. Les effectifs ont été dimioués de moitié (15 au lieu de 34 personnes), capital de 1 million de francs, entièrement libéré, et le hudget prévisionnel,

voisin de 5 millions de francs étudiés ao plus près.

De surcroît, Aqui-TV, qoi

émet chaque soir entre 18 b 30 et 20 heures, béoéficie du sou-tien financier du conseil général et de combreuses collectivités locales : le premier a manifesté l'intentioo de lui accorder une aide de 3 millions de francs par ao jusqu'eo 1996, les secondes ont « bodgété » des versements snsceptibles d'effectuer la sondure avant le démarchage efficace d'annooceurs institutionoels et privés sur lequel la chaîne compte fonder sa survie à plus long terme.

DOMINIQUE RICHARD

EN BREF

PIRATAGE: France 2 gagna son référé contre TF 1. - TF 1 devra remettre à France 2, sous astreinte de 10 000 F par jour de retard, les cassettes des journaux dans lesquels les images exclusives revendiquées par France 2 sur l'interpellation en France de responsables islamistes ont été diffusées. Ainsi en a jugé, ven-dredi 12 novembre, le tribunal de commerce de Paris, qui a égale-ment interdit à TF 1 d'utiliser ce reportage sans l'accord de France 2. TF 1 avait été assignée en référé par France 2 à la suite de la diffusion par la «Une» d'images tournées en exclusivité au cours de l'opération de police menée dans les milieux islamistes alcériens.

TF 1 : mise an demeure de respecter les quotas. - Le Conseil supérieur de l'audiovisuel vient de mettre en demeure TF 1 de respecter pour l'année 1993 et les exercices suivants les quotas de diffusion d'œuvres audiovisnelles européennes. Selon un bilan arrêté an 31 août, «TF 1 n'attein que 51,1 % d'œuvres européennes sur l'ensemble de la diffusion et 57,1 % aux heures de grande écoute», souligne le CSA, alors que la chaîne doit y consacrer an moins 60 % de sa programmation. A TF 1, on affirme M.Carignon et de la majorité par-

que la diffusion d'œuvres europécanes « est largement en cours de rattrapage », avant de renvoyer au bilan qui sera fait le 31 décembre.

RMC : dépôt des candidatures Les candidats à la reprise de la RMC devroot deposer leurs offres d'achat au plus tard le 13 décembre, selon un avis relatif à la cession de la participation (83 %) du holding Sofirad (société financière de radiodiffusion) dans Radio Monte-Carlo, publić mercredi 10 novembre an Journal officiel. Cet avis vaut appel à candidatures et précise que le cahier des charges de cette vente peut être retiré au siège de la Sofirad, à Paris, où devront également être adressées les offres d'achat. (le Monde du novembre).

M 6 : Jacques Rigaud & choqué». - Invité de «Radio-Com», mercredi 10 novembre, sur France-Inter, Jacques Rigaud, président de RTL, s'est dit «exaspéré» et «choqué» par la décision du gouvernement de retirer l'autorisation d'une seconde coupure publicitaire du projet de loi sur l'audiovisuel adopté le jonr même par le conseil des ministres. «Je ne lâcherai pas les baskets de lementaire sur ce sujet », a affirmé l'admioistrateur délégué de la CLT (Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion), actionnaire à hauteur de 25 % de M 6. D'antre part, M. Rigaud a qualifié de « très choquants » les récents propos de Bertrand Cousin, secrétaire national à la communication du RPR, à l'encontre de Radio-France (le Monde du 6 novembre).

CAMEROUN : saisies de journaux. - Une édition collective de dix journaux indépendants e été publiée, vendredi 12 novembre, à Yaoundé, pour dénoncer les a saisies intempestives et iniustiflées » dont sont «à nouveau» vietimes certains organes de presse depuis quelques semaines. Cette édition collective a été éditée à l'initiative de l'Organisation cameronoaise pour la liberté de la presse (OCALIP). Elle a également pour objectif de soutenir le journal indépendant l'Opinion, dont le directeur, Lucien Claude Kamengni, et un journaliste, Willy Léonard Diappi, ont été incarcérés pendant un mois, en avril, à Douala, à la suite de la publication, jugée diffamatoire par les autorités, d'un commerendu d'une réuoion de l'oppo-

1.00

AMOK. Film franco-portugais-elle AMOR. Film tranco-portugas-elle-mand de Joël Fargea : Forum Orient Express, 1= (42-33-42-26 ; 36-65-70-67) ; Gaumont Opéra, 2- (36-68-75-55) ; Europe Panthéon (ex-Reflet Panthéon), 5- (43-54-15-04) ; Elyséss Lincoln, 8- (43-59-36-14).

L'ÉCRIVAIN PUBLIC. Film Irancosuisse de Jean-François Amiguet : Ciné 6eeubourg, 3º (42-71-52-36) ; Reflet Médicis II (ax-Logos II), 5º (43-54-42-34) ; Sept Pernaesiens, 14º (43-20-32-20).

GALÈRES DE FEMMES. Film français de Jean-Michel Carré : Utopia, 5- (43-26-64-65) : Reflet République, 11-(46-05-51-33) : L'Entrepôt, 14- (45-

LE MAL DU PAYS DE WALERJAN WROSEL Film allemand-polonaie de Rolf Schübel, v.o. : Espace Seint-Mi-chel, 5- (44-07-20-49).

LES MARMOTTES. Film français d'Elie Choursqui : Forum Horizon, 1* (45-08-57-67 ; 36-65-70-83) ; Rex, 2* (42-38-63-63 ; 38-65-70-23) ; 14 2* (42-38-63-63; 38-65-70-23); 14 Juillet Orléon, 6* (43-25-59-83); UGC Montparnassa, 8* (45-74-94-94; 36-65-70-14); Geurnont Ambessade, 8* (43-59-19-08; 38-68-75-75); Seint-Lazare-Desquier, 6* (43-67-35-43; 36-65-71-63); UGC Normendie, 8* (45-63-19-19; 36-65-70-62); Gau-745-03-19-19; 36-62-70-52; caumont Dpéra Françele. 6• (38-56-75-55); UGC Lyon Bastille, 12• (43-43-01-59; 36-65-70-84); Gaumont Gobelins, 13• (36-68-75-55); Gaumont Gobelins, 13• (36-68-75-55); Gaumont Gobelins, 13• (36-68-76-55); Gaumont Gobelins, 13• (36-68-76-56); Gaumont Gobelins, 14• (36-68-76-68); Ga mont Alésie, 14 (38-98-75-55) Montpernasse, 14 (39-56-75-55) Gaumont Convention, 15 (36-65-75-55); UGC Maillot, 17 (40-69-00-18; 36-65-70-81); Pathé Clichy, 18 (36-68-20-22); Le Gembetts, 20-(46-38-10-96; 35-85-71-44).

NAKEO, Film britannique de Miks Leigh, v.o. : Gaumont Les Hallse, 1-(36-68-75-55) ; Gaumont Opéra Impé-rial, 2- (36-68-75-55) ; Saint-Andrédes-Arts I, 6 (43-26-48-19) ; Saint André-des-Arts II, 6 (43-26-60-25) Geumont Ambessade, 6 (43-58-19-08; 38-86-75-75); La Bastille, 11° (43-07-48-60) ; Gaumont Gobeline bis, 13° (36-68-75-55) ; Gaumont mont Alésia, 14- (36-68-75-65) ; v.f. : Bretagne, 8- (36-65-70-37).

PRÉSIDENT D'UN JOUR, Film amérnzansava D Na 3004. Fun americaln d'Ivan Reitman, v.o.: Forum Horizon, 1= (45-08-57-57; 36-65-70-83): UGC Odeon, 8- (42-25-10-30; 36-66-70-72; : UGC Blarnitz, 6- (45-62-20-40; 36-65-70-61); Blenvence Montpernesse, 15- (36-65-70-38); UGC Maillot, 17- (40-66-00-16 ; 36-65-70-61) ; v.f. ; Rex, 2-(42-36-83-93 ; 36-66-70-23) ; UGC Montpernasse, 6- (45-74-94-94 ; 38-65-70-14) : Paramoum Opéra, 9 (47-42-56-31 ; 36-65-70-18) ; UGC Lyon Bestille, 12 (43-43-01-56 : 36-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-70-04); USC GODERNS, 13 (45-51-64-65; Mistral, 14-(36-65-70-41); USC Convention, 15-(45-74-93-40; 36-65-70-47); Le Gambetts, 20-(48-36-10-96; 36-65-

REQUIEM POUR UN BEAU SANS-CŒUR. Film canadien de Robert Morin, v.o. : Action Christine, 8 (43-29-11-30; 36-65-70-82}.

SOLEIL LEVANT. Film eméricain de Philip Keufman, v.o. : Forum Horizon. 1- (45-06-57-57 ; 36-95-70-83) ; Grategne, 8- (38-55-70-37) : UGC Danton, 5- (42-25-10-30 ; 36-65-70-66) ; Gaumont Merlenan-Concorde, 8- (36-66-75-55) ; UGC Normandie, 8- (45-63-16-16 : 36-65-Normandie, 8* (45-63-16-16; 36-65-70-62); UGC Opére, 9* (45-74-95-40; 36-95-70-44); 14 Juitlet Beaugranelle, 15* (45-75-79-79); v.f.: UGC Montpamasse, 5* (45-74-64-94; 35-85-70-14); Peramount Opére, 9 (47-42-56-31; 39-65-70-18); Les Nation, 12 (43-43-04-67; 36-65-71-33); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59; 36-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95 ; 38-66-70-45) ; Mietral, 14-(35-65-70-41) : Montpamasse, 14-(36-68-76-55) ; Gaumont Convention, 15- (36-68-75-55); Pathé Wepler, 18- (36-68-20-22).

STANO OE TIR. Film hongrols d'Arped Sopsits, v.o.; Epée de 6oie, 5-(43-37-57-47).

V(DÉO 6LUES. Film hongrois d'Arped Sopens, v.o. : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-62-39) ; Sept Pameasiens, 14-

(43-20-32-20).

LA CINÉMATHÈQUE PALAIS OF CHAILLOT

SAMED

Cinémémoira: Une lettre à memen (1936), de J. Green, 11 h; Mauvelse graine, 14 h; la Vie à 16 ens (1932), de S. Innemen et V. Vencura, 16 h; Métamorphoses (1923), de S. M. Goldin, 16 h; Manijka Nevemice (1934), de V. Vancura, 21 h.

DIMANCHE DIMANCHE
Cinémémoirs: Longue est le route
(1946), de H. 6. Frederedorf et M.
Goldstein, Notre avenir (1945), Noue
continuone (1646), 11 h : Hej Rupi
(1934), de M. Fric, 14 h ; les Jumeaux
de Brighton (1936), de C. Heymann,
16 h : Tevye le lettler (1339), de M.
Schwertz, 16 h ; le 6onheur juif
(1925), d'A. Granovsky, 21 h.

CINÉMATHÈQUE SALLE RÉPUBLIQUE (47-04-24-24) SAMEDI

Cinémémoire : le Capitaine Frecesse (1942), d'Abel Genca, 17 h ; le Géné-ral du Diable (1655), de Helmut Katt-ner, 16 h 30 : la Teverne de la Jamaique (1996), d'Alfred Hitchcock. 21 h 30.

DIMANCHE Cinémémoire : Cherles mort ou vif)1969), d'Alain Tenner, 17 h ; les Petites Marguentee (1986), de Vera Chyllove, 19 h 30 ; More (1669), de Barbet Schroeder, 21 h 30.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-76-37-29) SAMEDI

SAMED?
Le Cinéma coréan : la Ticket (1966, v.o. a.t.f.), d'im Kwont'aek, 14 h 30 ; ls Manifeeta dea foue)1983, v.o. a.t.f.), de Yi Changho, 17 h 30 : Hwang Chini (1986, v.o. e.t.f.), de Pae Ch'angho, 20 h 30. DIMANCHE

Le Cinéma corden : le Morier (1665, v.o. s.t.f.), de Yi Tuyong, 14 h 30 ; le Cocher (1961, v.o. s.t.f.), de Kang Tsejin, 17 h 30 ; la Combat de Kim (1982, v.o. s.t.f.), da Kim Yongbin,

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Grande-Galeria. porte Saint-Eustach Forum des Halles (40-26-34-30) SAMEDI

Montmertre - Pigalle, seconde partie : Music-hall : le Nuit des cabe-rets (1951) de R. Alexandre, Csits sacrée gamine (1855) de Michel Bois-rond, 14 h 30 ; Eclair journel, Zouzou)1334) de Marc Allégret, 16 h 30 : Bande annonce : Olvine (1976) de D. Delouche, Un soir au music-hall (1956) d'Henri Decoin, 19 h 30 ; Actualités umont, Moulin rouge)1953) de John Huston, 20 h 30.

Montmertre - Pigelle, seconde partie : le Quotidien : les Mauveiess Fréquemations)1866) de Jean Eustache, Que fait-on ca dimanche? (1878) de Lotfi Esald, 14 h 30 ; François Truffeut (1981) de Laurent Chartin st Thierry Deshayes, Baisers volés (1658) de François Truffaut, 16 h 30 ; Sheila chante Petite Fille de Français moyens (38-65-70-42) ; UGC Convention, 15-(45-74-93-40 ; 36-65-70-47) ; Pathé Clichy, 18- (38-68-20-22).

LES EXCLUSIVITÉS

nasse, 14 (36-66-75-55); Gaumont Kinopencerma, 15 (43-06-60-50; 36-66-75-55); v.f.: Gaumont Opéra, 2 (36-68-76-55); Geumont Gobeline ble, 13 (36-66-75-55).

AU NORO DE L'HIVER (Fr.) : Gaumont

(45-52-61-63). LA SATAILLE DE SALAMMBO (Fr.): La Géode, 16- (38-66-29-30): La Géode, 19- (36-66-29-30); La Géode, 19- (36-68-26-30); La Géode, 19-(36-68-29-30).

BLADE RUNNER-VERSION INEDITE (A., v.o.) : Ciné Geeubourg, 3-(42-71-52-39) ; Grand Pavola, 15-(45-54-48-85) ; Saint-Lambert, 15-

(45-32-61-68). BOXING HELENA (A., v.o.) : Imagaa 'ailleurs, 5- (45-97-16-09) : Studio islands, 5- (43-54-72-71 ; Galanda. 38-65-72-05). C'EST ARRIVÉ PRÈS OE CHEZ VDUS (6el.) : Utopie, 5• (43-26-84-85).

CLIFFHANGER (A., v.o.) : Gaumont Marianen-Concorda, 8-(38-88-75-55); UGC Normandie, 8-(45-83-16-16; 35-85-70-82); v.f.: (42-36-83-93 : 36-65-70-23) ; UGC Montparnassa, 6: (45-74-94-94; 36-65-70-14) ; Peramount Opéra, 9: (47-42-55-31 : 36-65-70-16) ; UGC Gobelins, 13 (45-51-94-85; 36-55-70-45); Las Montparnos, 14

(1988) de E. Matelon, l'Impossible Monsieur Pipelet (1855) d'André Hune-belle, 16 h 30 ; Un sele quart d'heure pour l'ert (1990) d'Eric Bitoun, la Vie à

AOIEU MA CONCUBINE (Chin., v.o.): Geumont Las Heifes, 1* (36-68-75-55); L'Arlequin, 8- (45-44-26-60): Recine Odéon, 6- (43-26-16-66); La Pagode, 7- (47-06-12-15; 36-88-76-55); Publicis Chemps-Elysées, 8- (47-20-78-23; 36-66-75-56); Max Linder Panorama, 9- (46-24-86-66); Les Netion, 12- (43-43-04-67; 98-65-71-33); Escuriel, 13- (47-07-28-04); Gaumont Pernasse, 14- (36-66-75-55); Gaumont Kinopenorema, 15- (43-06-60-50;

bie, 13- (38-66-75-55).

ARIZONA DREAM (A.-Fr., v.o.):
Cinochee, 8- (46-33-10-82); Grand
Pavois, 15- (45-54-46-85).

ATTACHE-MOI I (Esp., v.o.): Studio
Gelende, 5- (43-54-72-71;
36-65-72-05); Grand Pavoie, 18-

Huntefeuile, 6: (36-68-75-55). L'AVOCAT DU DIABLE (A., v.o.): George-V, 6: (45-62-41-46; 36-86-70-74).

36-85-70-74).

BAD LIEUTENANT (A., v.o.): Ciné feaubourg, 3- (42-71-52-36); 5tudio dae Uraulinea, 5- (43-26-19-06); Grand Pevole, 15- (45-54-48-86).

BASIC INSTINCT (A., v.o.): 5tudio Gelende, 5- (43-54-72-71; 36-65-72-06); 5zint-Lembert, 15- (45-32-61-88).

(36-8-25-30).

8EAUCOUP DE 8RUIT POUR RIEN
(Brit., v.o.): Studio des Ursulines, 5(43-26-16-06); UGC Triomphe, 6[45-74-63-50; 36-65-70-75]; Denfert, 14- (43-21-41-01); Seint-Lambart, 15- (45-32-91-66). BEIGNETS DE TOMATES VERTES

(A., v.o.) : Cinochea, 6-(46-33-10-82); UGC Triomphe, 6-(45-74-83-50; 38-65-70-76); Grand Pavois, 15-(45-54-46-85); Saint-Lam-bert, 15- (45-32-91-58).

(38-85-70-42) ; UGC Convention, 15-(45-74-93-40 ; 36-65-70-47) ; Pathé

George-V, 6 (45-62-41-46; 36-85-70-74); Sept Permessiens, 14 (43-20-32-20); Studio 26, 16 (46-06-36-07); v.f.: Paris Ciné I, 10 (47-70-21-71). OENIS LA MALICE (A., v.f.) : Grand (43-25-59-83).

OENIS LA MALICE (A., V.T.): Grand Pavois, 15: (45-54-46-85); Saint-Lam-bert, 15: (45-32-91-88). DRACULA (A., v.o.): Ciné Besubourg, 3: (42-71-82-36); Saint-Lambert, 15-(45-32-61-66). EL MARIACHI (A., v.o.) : images d'al-leure, 5: (45-87-18-09) ; Cinoches, 6-(46-33-10-62) ; 5tudio 26, 16-

(46-03-10-62): 5tudio 26, 16-(46-06-36-07): Forum Orient L'ENFANT LION (Fr.): Forum Orient Express: 1-- (42-33-42-26; 96-66-70-87); Images d'ailleurs, 5-(45-67-16-06): George-V. 6-)45-82-41-46; 36-65-70-74); Den-fert, 14-(43-21-41-01); Grand Pavois, 15-(45-54-46-65); Salmt-Lambert, 16-(45-32-88)

32-61-68). LES ÉPICES OE LA PASSION (Mex., v.o.) ; Lucamaire, 6- (48-44-57-34). ÉPOUSES ET CONCUBINES (Fr.-Chin., v.o.): Ciné Beaubourg, 3-(42-71-52-36); Lucerneire, 8-(45-44-57-34); Grand Pavois, 15-(45-54-68-85). ET AU MILIEU COULE UNE RIVIÈRE

(A., v.o.) : Ciné Gesubourg, 3-(42-71-52-38) ; Seint-Lambert, 15-45-32-91-68) LA FIRME (A., v.o.) : Gaumont Mari-

gnen-Concorda, 9 (96-68-75-55); George V, 8 (45-62-41-46; 36-65-70-74); Sept Pamassiens, 14 (43-20-32-20). LA FRONTERA (Chil., v.o.) : Latina, 4-

(42-78-47-86).

LE FUGITIF (A., v.o.): Forum Orient Express, 1" (42-33-42-26; 36-65-70-87); UGC Denton, 8*)42-25-10-30; 36-65-70-68); Gaumont Ambassade, 8* (43-69-19-08; 39-66-75-75); George V, 6* (45-62-41-46; 36-65-70-74); v.f.; Peremount Opéra, 6* (47-42-58-31; 36-95-70-16); Montpernesse, 14* (36-68-75-55).

GARCON O'HONNELIE (A.-Tahan

GARÇON O'HONNEUR (A.-Talwanais, v.o.): Forum Orient Express, 1-(42-33-42-26; 38-65-70-67); Les Trois Luxembourg, 8- (46-33-97-77; 36-65-70-43); UGC Rotonde, 6-(45-74-64-94; 39-65-70-73); UGC (45-74-95-4); 33-95-70-73); GSC 61erritz, 6- (45-62-20-40); 36-95-70-61); UGC Opére, 9-(45-74-95-40); 36-67-70-41); La Bes-tillo, 11- (43-07-46-60); Gaument Grand Ecren Italia, 13- (36-68-75-55). Grand Ecran Males, 13° (36-68-76-65).
LE6 GENS NORMAUX N'ONT RIEN
D'EXCEPTIONNEL (Fr.): Gaumont
Las Halles, 1° (36-68-76-55); Gaumont Hautefeuille, 8° (38-66-75-55);
Elyeéea Lincoln, 8° (43-59-38-14);
6ignvenüs Montparnasse, 15°

(36-66-70-38).
GERMINAL)Fr.) : Forum Orient
Express, 1 = (42-33-42-28;
36-95-70-87); Gaumont Opéra, 2(36-69-75-55); UGC Odeon, 9-(36-69-75-55); UGC Odéon, 9-(42-25-10-30; 36-65-70-72); Gau-mont Merignen-Concorde, 6-(36-68-75-55); UGC 6ierritz, 6-(45-62-20-40; 38-65-70-81); Gau-mont Gobelins, 13- (36-68-75-55); Les Montpamos, 14- (36-68-75-55); Les Montpamos, 14- (36-68-75-65); Geumont Convention, 15-(36-66-75-55); Pathé Wepler II, 19-(36-66-20-22); Le Gembetta, 20-(46-38-10-96; 36-65-71-44). HÉLAS POUR MOI (Helvético-Fr.); Ciné 6eaubourg, 3-) 42-71-52-35); Epée de Bois, 5-) 43-37-57-47). HENRY V (6rit., v.o.); Ciné Beau-

Epec de Bois, 5°)43-37-37-47).
HENRY V (6rit., v.o.): Ciné Beeubourg, 3° (42-71-52-38); Denfert, 14° (43-21-41-01).
L'HOMME SUR LES QUAIS (Fr.-All-Can., v.o.) : Lucernaire, 6-(45-44-57-34).

(45-44-57-34). L'INCROYABLE VOYAGE (A., v.f.): Gaumont Opéra, 2- (36-66-75-55): Rex, 2- (42-38-83-93; 38-65-70-23): Rex, 2· (42-38-83-83; 36-65-70-23); Publicis Saint-Germain, 6· (42-22-72-60); Gaumont Marignan-Concorde, 6· (36-86-75-55); George-V. 6· (45-82-41-46; 36-65-70-74); UGC Lyon Bastille, 12· (43-43-01-58; 36-65-70-64); UGC Gobelins, 13· (45-51-64-95; 36-65-70-45); Denfert, 14· (43-21-41-01); Les Montparnos, 14· (38-65-70-42); Mistral, 14· (36-65-70-42); Mistral, 14· (36-65-70-45); Gand Pavois, 15· (45-32-91-68); Pathé Wepler II, 18· (36-66-20-22); La Gambetta, 20· (46-38-10-96; 38-65-71-44), JAMBON JAMBON (Esp., v.o.);

(36-66-20-22]; La Gambatta, 20-(46-38-10-96; 36-65-71-44).

JAMBON JAMBON (Esp., v.o.): Lucernaire, & (45-44-87-34); Grand Pavois, 15- (45-54-48-85).

JURASSIC PARK (A., v.o.): Forum Horizon, 1** (45-08-57-57; 38-65-70-63); UGC Denton, 6*-(42-25-10-30; 36-65-70-88); Gaumont Ambassada, 9*-(43-59-18-08; 36-66-75-75]; Gaumont Marignan-Concorde, 6*-(36-66-75-55); UGC Normandie, 6*-(45-63-16-16: 38-85-70-82); Gaumont Grand Ecran Italie, 13-(36-88-75-56); 14-Juillet Besugrenelle, 15*-(45-75-79-79); UGC Maillot, 17*- (40-86-00-16; 38-85-70-81); v.f.: Rex, 2*-(42-36-83-93; 36-65-70-23); UGC Montparnagee, 6*-(45-74-94-64; 38-85-70-14); George-V, 8*-(43-43-04-67: 36-85-70-74); Paramount Opére, 9*-(47-42-56-31; 35-65-70-18); Les Netion, 12*-(43-43-04-67: 36-85-71-33); UGC Lyon Bastille, 12*-(43-43-01-58; 35-65-70-64); UGC Gobelina, 13*-(45-61-94-95: 38-65-70-45); Gaumont Alásia, 14*-(38-88-75-55); Miramar, 14*-(38-85-70-39); Montparnasse, 14*-(38-85-75-55); Gaumont Convention, 15*-(38-88-75-56); Fath

mar, 14 (36-63-70-35); montpar-nsses. 14 (38-68-75-55); Gaumont Convention. 15 (36-68-75-55); Pathé Waplar, 18 (36-68-20-22); Le Gam-bstte, 20 (46-36-10-68; 36-65-71-44)

36-65-71-44).

LATCHO OROM (Fr., v.o.): Ciné
8eeubourg, 3 (42-71-52-38); Le
Saint-Germein-des-Prés, salle G. de Beautegard, 6- (42-22-87-23); Le Bal-zac, 8- (45-81-10-80). LA LECON DE PIANO (Austr., v.o.): Ciné Beaubourg, 3º (42-71-52-38); Le Champo - Espace Jacquee-Tst, 5º (43-54-51-80); UGC Triomphe, 8º (45-74-93-50; 38-65-70-78); Seint-Lambert, 15º (45-32-91-68); v.f.; Les LOUIS, ENFANT ROI (Fr.) : Denfert, 14- (43-21-41-01) : Grand Pavois, 15- (45-54-46-85). MAZEPPA (Fr.): 14-Juillet Odéon, 6-

MEDITERRANEO (h., v.o.) : Cinoches 8- (46-33-10-82). MEURTRE MYSTÉRIEUX A MAN-MEURTRE MYSTÉRIEUX A MANHATTAN (A., v.o.): Forum Horizon,
1° (45-08-57-57: 36-65-70-83): Cné
Beaubourg, 3° (42-71-52-96); Reflet
Médicis azile Louis-Jouvet, 6°
(43-54-42-34); UGC Oanton, 6°
(42-26-10-30: 36-85-70-88): UGC
Rotonds, 6°)45-74-94-94:
36-65-70-73); La Pagoda, 7°
(47-05-12-15: 36-68-75-56): UGC
Champa-Elyaées, 6° (45-62-20-40;
36-65-70-66); UGC Dpéra, 6°
(45-74-96-40: 38-65-70-44): 14Juillet Bestille, 11° (43-57-90-81): Les
Netion, 12° (49-43-04-67;
38-65-71-33); Escuriel, 13°
(47-07-26-04); UGC Gobelins, 13°
(47-07-26-04); UGC Gobelins, 13°
(45-61-94-65: 36-65-70-41); 14-Juillet
Bestugrenelle, 15° (45-75-79-79): UGC
Meillot, 17° (40-66-00-16;
36-65-70-81); v.f.: Saint-Lazaro-Pas-

Meillot, 17• (40-66-00-16; 36-65-70-61); v.f.: Saint-Lazar-Pasquier, 6• (43-87-35-43; 36-65-71-68); Gaumont Opéra Français, 9• (36-68-75-55); Gaumont Parnesse, 14 (36-66-75-55); UGC Convention, 15• (45-74-93-40; 36-65-70-47); Pethé Wepler II, 18• (36-68-20-22).

MOI IVAN, TOI ABRAHAM (Fr., v.o.) : Imegee d'ailleurs, 5-(45-67-16-06) ; Lucerneire, 6-(45-44-57-34).

LA NAISSANCE DE L'AMOUR (Fr.) : 14 Juillet Parrasse, 6 (43-26-68-00). LE NOMBRIL OU MONDE (Fr.) : Forum Orient Express, 1= (42-33-42-26; 36-65-70-87); Rex, 2-(42-36-63-63; 36-65-70-23); 14 Juillet Odéon, 8: (43-25-59-83); Gau-mont Ambassade, 8: (43-59-19-08; 38-66-75-75); UGC 6lerritz, 6: (45-62-20-40; 38-65-70-81); Gau-(45-62-20-40; 36-65-70-61); Gaumont Opére Françale, 9: (36-68-75-55); UGC Lyon Sastille, 12: (43-43-01-56; 36-65-70-84); Gaumont Gobaline, 13: (36-68-75-55); Gaumont Alésia, 14: (36-68-75-55); Miramar, 14: (36-68-75-55); Gaumont Convention, 15: (36-68-75-55); Pathé Wepler II, 18: (36-68-20-22); La Gambarta Convention, 15: (48-38-10-98)

(48-38-10-98 ; 36-66-71-44), LES NUITS FAUVES (Fr.): Ciné 6eau-bourg. 3• (42-71-62-36); L'Entrapôt, 14• (46-43-41-63). L'ODEUR DE LA PAPAYE VERTE (vietnamien, v.o.) : 14-Juillet Parnasse. 8- (43-26-58-00).

L'OMBRE DU DOUTE (Fr.) : 14-Juillet Parnasse, 8- (43-28-58-00). ORLANOO (Brit., v.o.): Ciné Beau-bourg, 3* (42-71-52-38); Studio des Ursulines, 5* (43-28-19-08). PAS D'AMOUR SANS AMOUR (Fr.): (42-33-42-26; 36-66-70-87); Gau-

(42-33-42-26; 36-66-70-87); Geu-mont Opéra, 2* (38-66-75-55); George-V, 8* (45-82-41-48; 36-65-70-74); Saint-Lazare-Pasquier, 9- (43-87-35-43; 36-86-71-88); Geu-mont Aldeia, 14* (36-66-75-55); Sept Parnessiens, 14* (43-20-32-20); Pathé Wepler II, 18* (36-68-20-22),

Wepler II, 18: [36-68-20-22].
PETER'S FRIENDS (6rft., v.o.):
Cinoches, 6: [46-33-10-82]; Saint-Lambert, 15: [46-32-91-68].
QIU JU UNE FEMME CHINOISE (Chin., v.o.): Ciné Beeubourg, 3: [42-71-52-36]; Lucerneire, 6: [45-44-67-34]; Grand Pavois, 15: [45-54-48-85].
PANNING STOMES (Bet. v.o.): Grand Pavois

(45-54-46-85).
RAINING STONES (Brit., v.o.): Gaumont Opére Impériel, 2. (38-66-75-55): Ciné Seaubourg, 3. (42-71-52-36): Saint-André-das-Arts I. 8. (43-26-48-18): UGC Rotonde, 6. (45-74-94-94: 36-65-70-73): Le Baizac, 8. (45-61-10-80): 14-Juillet Bastille, 11. (43-57-90-61): Gaumont Grand Ecran Italie, 13. (36-68-75-55).
RESERVOIR DOGS (A., v.o.): Ciné Beaubourg, 3. (42-71-52-36): Utopia, 5. (43-28-84-85): Grand Pavois, 15. (45-54-48-85).

(45-54-45-86).

RETOUR A HDWARDS END (Brit., v.o.); Cinochea, 8: (46-33-10-62); Seint-Lambert, 15: (45-32-91-68).

RUPTURES (Fr.): Images d'ailleura, 6: (45-32-91-68).

HUP TO HES [17.]: mages a autora, be (45-87-18-08).

SAILOR ET LULA (Brit., v.o.): Studio Galanda. 5" (43-54-72-71; 36-68-72-05); Grand Pevoie, 15-(45-64-46-65). (45-64-46-85).

LE SAINT DE MANHATTAN (A., (42-71-52-36); D. (42-71-52-36); UGC Odéon, 6- (42-71-52-36); UGC Odéon, 6- (42-71-52-36); UGC Odéon, 6- (43-37-57-47).

61srritz, 6* (45-82-20-40; 36-85-70-81); Sept Permaselens, 14* (43-20-92-20); v.f.: UGC Montper-61srritz. nssse, 6- (45-74-94-94; 36-85-70-14); Paramount Opéra, 9-)47-42-58-31; 36-65-70-18]; UGC Lyon 6estille, 12• (43-43-01-56; 35-65-70-64); UGC Gobelins, 13• (45-61-94-95; 36-66-70-45); Mis-

SI LOIN, SI PROCHE (All., v.o.): Images d'ailleurs, 5-)45-67-18-09); Reflet Médicle I (ex Logos I), 5-(43-54-42-34). SLIVER (A., v.o.) : George-V, 6• (45-62-41-46 ; 38-65-70-74).

SNAKE EYES (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (38-58-75-55); Gaumont Hautefauille, 6 (36-68-76-55); Gaumont Merianan-Concorde, (36-68-75-56). LA SOIF DE L'OR (Fr.) : Gaumont

Opéra Français, 9- (36-68-75-56). LE SOUPER (Fr.) : Lucernaire, 9-(43-21-41-01); Seint-Lambert, 15-(43-21-41-01); Seint-Lambert, 15-(43-21-41-01); Seint-Lambert, 15-

LE TEMPS OF L'INNOCENCE (A.. v.o.); Gaumont Opére, 2°)36-68-75-55); Lee Trois Luxembourg, 8° (48-39-97-77; 36-65-70-43); Gaumont Ambassade, 8° (43-59-19-08; 38-68-75-75); v.f.: Montpernasse, 14° (36-68-75-56). THE MUSIC OF CHANCE (A., v.o.) :

Geumont Heutefeuille, (38-68-75-55). (38-68-75-55).
THE SNAPPER (Brit., v.o.): Geumont Les Halles, 1" (36-68-75-55); Gaumont Opére Impériel, 2" (36-68-75-55); 14-Juillet Odéon, 8-(43-25-56-83); Les Trols Luxembourg, 6" (46-33-67-77; 36-86-70-43); Geumont Champs-Elysées, 8- (43-56-04-67); La Bestille, 11" (43-07-48-60); Geumont Pernassa, 14" (39-68-75-55); Gaumont Alésia, 14" (36-68-75-55); 14-Juillet Beaugrenelle, 15" (45-76-79-76); v.f.: Geumont Gobelins, 13" Gaumont Gobelins, 13-(36-66-75-55); Montparnasse, 14-

36-68-75-55) : Gaumont Convention, 16- (36-68-76-55), TINA (A., v.o.) : (mages d'allieurs, 5° (45-87-18-09) ; Ge orge-V, 6° (46-82-41-46 ; 36-65-70-74) ; v.f. : Miramar, 14° (36-65-70-39). LES TORTUES NINJA 3 (A., v.f.) : Cinoches, 6- (48-33-10-82). TOUS LES MATINS DU MONDE (Fr.) : Ciné 6eeubours, 3-(42-71-52-38) ; Saint-Lambert, 15-

45-32-91-66). TOUT CA POUR CA (Fr.) : Elyades Lincoln. 8 (43-59-36-14). TROIS COULEURS-BLEU (Fr. Helvético-Pol.): Gaumont Les Helles, 1= (36-68-75-55): 14-Juillet Odéon, 8-(43-25-59-83): Gaumont Ambassade, 9. (43-56-19-08 ; 36-68-75-75) ; Gau-

(43-25-59-83); Geumont Amosseoe, 9- (43-56-19-08; 36-88-75-75); Geumont Opérs Frençsie, 6- (38-68-75-55); T4-Juliler Bastille, 11- (43-57-90-81); Geumont Gobellns, 13- (36-68-75-55); Geumont Parnesse, 14- (36-68-75-55); Geumont Parnesse, 14- (36-68-75-55); 14-Juliler Geaugrenelle, 15- (45-75-78-79).

TRUE ROMANCE (Fr., v.o.): Forum Horizon, 1-- (45-06-57-57; 36-85-70-63): UGC Odéon, 8- (42-25-10-30: 36-65-70-72); George-V. 6- (46-62-41-48; 38-65-70-74); UGC Glerritz, 6- (45-62-20-40; 36-65-70-81); UGC Opérs, 6- (45-74-96-40; 36-65-70-44); 14-Julilet Bastille, 11- (43-67-90-81); Sept Parnesslens, 14- (43-20-32-20); 14-Julilet Geaugrenelle, 16- (45-75-78-78); v.f.: Rex, 2- (42-36-83-93; 38-65-70-23); UGC Montparnesse, 6- (45-74-94-94; 36-85-70-14); Paramount Dpérs, 9- (47-42-58-31; 36-65-70-16); UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-69; 38-65-70-84); IGC Gebellos, 13-

(47-42-58-31; 36-65-70-16); OGC Lyon Bastille, 12• (43-43-01-59; 36-65-70-84); UGC Gobelins, 13•)45-61-94-95; 38-65-70-45); Mistral, 14• (38-65-70-41); UGC Convention, 15•)45-74-93-40; 38-65-70-47); Pethé Clichy, 18• (36-88-20-22). 38-55-70-47); Petrie Clichy, 18-(36-68-20-22). UN, DEUX, TROIS, SOLEIL (Fr.): Stu-dio des Ursulines, 5- (43-26-19-09). UN JOUR SANS FIN (A., v.o.): UGC Triomphe, 6- (45-74-63-50; 36-85-70-76): Studio 28, 19-(46-06-36-07).

UNE BRÈVE HISTOIRE DU TEMPS (Brit.-A., v.o.): Chá Beaubourg, 3-(42-71-52-36); Denfert, 14-

(43-21-41-01). VAL ABRAHAM (Por., v.o.) : Epés de

VERSAILLES RIVE GAUCHE (Fr.) : VERSAILLES RIVE GAUCHE (Fr.):
Utopia, 5- (43-26-84-65).
LES VISITEURS (Fr.): Gaumont
Opéra. 2- (36-86-75-85); Publicis
Saint-Germain, 9- (42-22-72-80); Club
Gaumont (Publicis Matignon), 8(42-56-62-76; 38-68-75-55); Publicis Champe-Elysées, 8- (47-20-78-23;
36-88-75-55); Les Montparnos, 14(38-86-70-42); Le Gambetta, 20(48-38-10-96; 38-65-71-44). LE VDYAGE (Arg., v.o.) : Espace Saint-Michel, 5- (44-07-20-49) ; Le Betzac, 9- (45-61-10-80).

LES SÉANCES SPÉCIALES AGENT X 27 (A., v.o.) : Le Chempo -Espace Jacquee Tati, 5- (43-54-51-60)

AMERICAN GRAFFITI (A., v.o.) : Grand Pavole, 15-)45-54-46-85) 18 h 30.

AU-DELA DU BIEN ET DU MAL (Fr.-It.-All., v.o.) : 5tudio Galande, 5. (43-54-72-71 ; 36-66-72-05) 16 h. SEETHOVEN (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68) 17 h.

6RAINDEAO (Néo-Zélandais, v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36)

CHRONDS (A.) : La Géode, 19-(36-68-29-30) 21 h. OANOY (All., v.o.) : Accatons, 6-446-33-86-861 21 h 30. LES OFCOUVREURS (A.) : La Géode. 19- (38-68-29-30) 16 h, 16 h, EXCALIBUR (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68) 21 h.

GROCK (Suls.) : Renelagh, 16-(42-88-64-44) 16 h 30. HENRY, PORTRAIT OF A SERIAL KILLER (A., v.o.) : Cine Beaubourg, 3-(42-71-52-38) O h 20. HISTOIRE DE LA VITESSE (A.) : La

Géode, 19 (38-68-29-30) 18.h. INDOCHINE (Fr.) : Seint-Lambert, 15-(45-32-91-68) 21 h. JONATHAN LIVINGSTON LE GOÉ-LANO (A:, v.f.) : Seint-Lambert, 15-(45-32-91-68) 17 h. M. IF MAHOTT (All., v o.) : Utonia, '5")43-26-84-66), 16 h, 18 h, 20 h.

VIE (Brit., v.o.) : Grand Pavois, 16-(45-54-46-85) 23 h 30,

LE SALON DE MUSIQUE (Ind., v.o.) : Images d'ailleurs, 5-)45-87-16-09) 16 h 15.

LE TEMPS DES GITANS (Youg. v.o.) : L'Entrepôt, 14- (46-43-41-63) 21 h 30. UN CADAVRE AU DESSERT (A.,

ZAZIE DANS LE MÉTRO (Fr.): Oenfert, 14 (43-21-41-01) 17 h 50.

LA DOCUMENTATION DU MONTE

Vous recherchez un article publié par le Monde depuis janvier 1990. Le Monde met à votre disposition deux nouveaux services sur Minitel, avec plus de 100 000 textes en ligne.

3617 LMDOC

recherche par thème, rubrique, pays, auteur, etc

36 29 04 56 lecture en texte intégral

Tout article identifié peut être commande par Minitel. Envoi par courrier ou par fax, paiement par carte bancaire. Des réductions sont accordées en fonction du nombre d'articles commandés et à tout utilisateur qui souscrira (toujours sur son Minitel) un abonnement au service. Un justificatif accompagne tout envol d'articles.

bissance d'un géant i

R Marks and the Same of

EST SECTION OF SHARE

Maria 1 24 1/8 11

7 1 10 33 million 25

Harried by the second

12.1

Name of the second

Electric Victor

E :12.

Marie Carlos

Ele Eres Maria

E) SEE

114

\$ FE 34 1.31 · · ·

Maria Vi

Elizate Tair

100 11 5.00

3.3.

- to at total

1200 3 5

ATAMER NAME OF STREET

M. DATES

ETEN S

1930 ST 1777

BHE J. ...

a mor

See Street 1

Transfer tion of a second

(ದರ್ಮಾಟಕ್ ಕ

(第35 7.) ノ : **

· ETTS

DERENGT

592220

ESISTRICT

Program to the control of the Dictor ! "

CERTA-1.

並返す:------。。

57 - - · · ·

10 mm ...

SI 57 3 ""

9 202

ALPHA BRAVO (A., v.f.) : Cinece, 19-(42-09-34-00) 16 h.

BLUE VELVET (A., v.o.) : Ciné Beau-bourg, 3• (42-71-52-36) O h 05.

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARO (A., v.o.) : Grand Pavois, 16- (45-64-46-85) 20 h 30. CERCLE DE FEU (A.) : La Géode, 19-(36-68-29-30) 17 h, 20 h. CHAMBRE AVEC VUE ... (Brit., v.o.) : Saint-Lambert, 15• (45-32-91-68) 21 h.

FAUX-SEMBLANTS (Cen., v.o.) ; Grend Pavols, 15 (45-54-46-85)

LE MAITRE OF MUSIQUE (Bel.) : Grand Pavols, 15- (45-54-48-85) 17 h. MAMAN, J'AI ENCORE RATE L'AVION)A., v.f.) : Seint-Lambert, 15-(46-32-91-68) 16 h 30. MÉTISSE (Fr.) : Images d'ailleurs, 5-(45-87-18-09) 16 h 10. MEURTRE CANS UN JAROIN ANGLAIS (Brit., v.o.): Studio Galande, 5- (43-54-72-71; 38-65-72-05) 16 h. MONTY PYTHON, LE SENS OE LA

MONTY PYTHON, SACRÉ GRAAL)6rit., v.o.) : Grand Pevois, 15-(45-54-48-85) 16 h, 20 h 46. PINK FLOYO THE WALL (Brit.-A. v.o.) : Grand Pavola, 15° (45-54-48-85) 22 h 30. PRINCESS 6RIDE (A., v.o.) : Grand Pavols, 15- (45-54-48-85) 18 h 40.

THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (A., v.o.) : Studio Galande, 5-(43-54-72-71; 36-65-72-05) 22 h 30. v.o.) : Grend Pevola, 15-(45-54-46-85) 16 h 45. UNE VIERGE SUR CANAPÉ (A., v.o.) : 5aint-Lambert, 15-)45-32-91-88) 18 h 45. RIFETT

and the second s

20 MIL. 1 Market Section Tires E:3:5:-- . . 7 8 (879) 1.2° ··· '55 ≥1 4; SEATE FOR WAY 1.87.8- ... \$ 380 ... Jan ... 31773 ERROL

Man and the season of the seas The second of the

State Company of the Park of t

CUCS KLAT

 $\mathbb{P}^{\mathrm{reg}(\mathbb{Z}/\mathrm{pos})}:=\mathbb{P}_{\mathbb{Z}}^{\mathrm{reg}(\mathbb{Z})}\oplus\mathbb{P}_{\mathbb{Z}}^{\mathrm{reg}}$

Breth

ALC: N

1 1 1 1 E

Naissance d'un géant dans la distribution allemande

Grand mariage dans la distri-bution ellemande : le numéro un, Karstadt AG, rachète le riuméro trois, Hertie GmbH, donnant naissance à un groupe pesant 27 milliards de deutschemarics (près de 95 milliards de francs).

La nouvelle fera sensation dans la distribution française, qui a toujours en penr de ses concurrents d'outre-Rhin : Karstadt AG, numéro un du secteur, rachète le naméro trois, Hertie GmbH, qui, en échange, va acquerir 25 % da capital de Karstadt. Ce mariage donnera naissance à un groupe pesant plus de 27 milliards de deutschemarks, soit la bagatelle de 95 milliards de francs. Le groupe ainsi formé prend une nette longueur d'avance sur la deuxième chaîne de grands magasins, Kaufhnf (filiale du suisse Metro), qui réa-

Le partage

du travail

detenu jusqu'ici à 97,5 % par la fondation d'utilité publique Her-tie, à 0,5 % par la fondation Hertie et à 2 % par les héritiers du fondateur Genrg Karg. Lors d'une conférence de presse, vendredi 12 novembre, la direction du groupe a indiqué que l'ensemble des propriétaires détiendront désnrmais « un peu plus de 25 % » de Karstadt, soit la moitié du capital détenn jusqu'à présent par la Commerzbank et la Dentsche Bank. La fundation Hertie, qui fusionnera evec la fundation d'atilité publique, poursuivra ses activités, notamment dans le dumaine de la recherche sur la sciérose en plaque a-t-il été précisé.

lise une vingtaine de milliards de

Le capital de Hertie était

deutschemarks.

Le gronpe Karstadt a réalisé l'an passé un chiffre d'affaires de 20,5 milliards de deutschemarks

pour un bénéfice de 224 millions. Il emploie 77 500 personnes. La maison mère détient 164 magasins, situés en général en centre-ville, et des filiales ennme Neckermann-Versand (vente par correspondance) et NUR Touristie GmbH (tnurisme). Hertie, pour sa part, emploie 34 000 personnes et pèse 7 milliards de dentschemarks de chiffre d'affaires. Son bénéfice était en 1992 de 34 millions de deutschemarks. Le groupe détient des intérêts dans des chaînes spécialisées en

Karstedt n'e pas indiqué le montant de l'opération, estimée néanmnins par les analystes à 2,7 milliards de deutschemarks. Les deux gronpes devraient synergies seront développées dans le domaine des achats et de la logistique. Le président du directoire de Karstadt, Walter Deuss

électroménager et en habillement.

ne s'est pas prononcé sur d'éven tuelles réductions d'effectifs ou siège social d'Hertie.

L'aecord doit encore recevoir le fen vert de l'Office allemand des cartels. Celui-ci dispose de quatre mnis pour se prononcer. M. Deuss a indiqué « ne pas s'attendre à un refus des autorités». La semaine dernière, Dieter Wolf, président de l'Office des eartels, avait déclaré que ce mariage ne se ferait pas forcément eu détriment des consom-

Depuis le rachat, l'an passé, du gronpe Asko par le géant suisse Metro (60 milliards de deutschemarks de chiffre d'affaires), les observateurs s'attendaient à un nnnveau rapprochement dans la distribution allemande.

Conséquence d'une récession prolongée

Le budget helvétique sera lourdement déficitaire

tairee natamment). Révélé per l'hebdomadeire *Panorama*, cette

ennonce devrait être canfirmée

officiellement, lundi 15 navem-

bre, par le conseil d'administra-

tinn du groupe eutamabile. Umberta Agnelli sera remplacé eu sein de Fiat par Glenluigi Gabetti, actuel directeur général d'IFI. Son départ coîncide avec

l'entrée de deux nouveaux mem-bres au conseil d'administration,

les représentants de la benque

Mediobanca et de la compagnie d'assurances Generali, qui siége-

rant déenrmale eux côtés de Pierre Suard (Alcatel) et Ulrich Weiss (Deutsche Bank). En diffi-

culté, Fiat avait annoncé en sep-

tembre que Giovanni Agnelli res-

tarait aux commandes jusqu'en 1996, alors que son départ était programmé pour juin prochain.

Sur les 273 accidents mortels

survenus en 1992 dens le eec-

teur du bâtiment et des travaux

publics, près de la moitié d'entre eux (42,9 %) unt concerné des salariés âgés de plus de que-

rante-cinq ans alors que ceux-ci ne représentent que 27,9 % des

saleries de le profession, seion

de quarante-cinq ans

meurent davantage

sur les chantiers

Les plus

de notre correspondant Présentant ses prévisinns, le ministre suisse des finances, Ottn Stich, n'e pas dissimulé «la gra-vité de la situation» pour un pays longtemps habitué à des comptes équilibrés, voire excédentaires. L'accumulation des déficits « politiquement et économiquement inacceptables », a-t-il indiqué, le 21 octubre, « risque de conduire à une perte de confiance de l'étranger dans la solidité des institutions et de l'économie suisses 2

C'est à partir de 1990 que les finances fédérales on commence à se détériorer d'année en année. Le déficit des comptes de l'Etat, qui s'était déjà élevé à quelque 3 milliards de francs suisses en 1992, pourrait atteindre 7 milliards (28 milliards de francs français) dès cette année, e annoncé le ministre des finances, alors que le budget de 1993 ne REPÈRES **AUTOMOBILE**

euront punr effet d'aggraver considérablement la dette de la Confédération.

Selon M. Stich, celle-ci passera de 55 milliards de francs suisses à fin 1992 à 75 milliards à fin 1994 et pourrait même dépasser 100 milliards vers 1997. Le budget de 1994 se caractérise par une forte augmenlation des dépenses, qui atteindront 43,3 milliards de francs suisses, soit 8,9 % de plus que dans le budget de 1993.

Cette croissance supérieure à celle de l'écommie puisque l'accroissement escompté du produit intérieur brut pour l'an prochain est de 3,5 %. Les dépenses supplémentaires sons essentiellement imputables à des facteurs conjoncturels, notamment la mise en place de mesures de relance et le financement de la prévnyance sociale, la Suisse connaissant désormais un taux da

prévoyait un solde négatif que de 3 milliards. Ces déficits cumulés de 5 %.

Le déficit budgétaire est encore scentué par un net déclin des recettes fiscales. Dans l'ensemble, les rentrées escomptées devraient diminuer de 1,3 % par rapport à l'ennée en cours. Jugeant cette évolution « fort préoccupante », M. Sticb table à la fois sur de nnuvelles mesures d'assainissement et l'introduction d'une TVA de 6,5 % pour tenter de limiter les dégâts.

Le gonvernement espère que le corps électoral tiendra compte de ces circonstances exceptionnelles et acceptera enfin, lors d'un référendum le 28 novembre, le principe de le TVA, qui devrait contribner à ramener les déficits budgétaires à 5 ou 6 milliards de francs suisses par an.

JEAN-CLAUDE BUHRER | financement de cette intégra-

SOCIAL

Pour défendre leur régime de retraite complémentaire

Trois syndicats appellent à la grève les personnels de la Sécurité sociale

Les fédérations CGT, FO et CFTC des personnels des organismes sociaux ont eppelé les 260 000 egents ectifs et retraités de la Sécurité sociale à se mettre en gràve, lundi 15 novembre, pour protester contre l'intégration de leur régime perticuller de retraite complémentaire eu régime général interprofeesimmel de l'AGIRC-ARRCO. Les modalités de cette intégration devaient être le même jour présentées eux représentants du person-

Les gestionnaires patronaux et syndicaux des personnels de la Sécurité sociale, réunis an sein de l'Uninn des eaisses nationales de Séenrité snerele (UCANSS), n'evalent pas le chnix. Campte tenu du déficit de la Caisse de retraite et de prévnyance du persannel des organismes sociaux et similaires (CPPOSS) - qui, au 31 décem-bre, s'élèvera au total à 790 millinns de francs pour 3,5 milliards de francs de prestations servies - et de la dégradatinn prévisible du repport antre actifs et retraités au sein de ce régime, le conseil d'administratinn de l'UCANSS s'est, le 16 juillet, ufficlellement pronnncé, par 21 vnix contre 5 (CGT, FO), en faveur d'une intégration, en le janvier 1994, de ce régime particulier enx régimes généraux de retteite complémentaire de l'ARRCO et de l'AGIRC (le Monde daté 1" et 2 soût).

Restait à négocier evec les reptésentents du personnel les qui entraîne nne modificatinn de la convention collective régissant ces personnels. Finalement nuvertes le 25 octobre, ces discussions devaient déboucher, le 15 novembre, sur le présentation par Hubert Maigrat, président (CNPF) de l'UCANSS d'un protocole d'accord portant tnnt à la fnis sur le mode de

tion, dont le coût e été évalué à 29,2 miliards de francs pour le seul maintien des droits garantis par l'ARRCO et l'AGIRC (1). sur la création d'un régime dif-férentiel relatif eu maintien des avantages supplémentaires qui auront été acquis an 31 décembre (2) et sur la mise en place d'un régime spécifique de prévoyance.

« Profonde injustice »

Du côté des syndicats, le CGT, FO et la CFTC unt d'ores et déjà récusé le principe même de cette intégratinn, qui va, selon elles, se traduire par « une baisse des pensions des retraités et l'abandon des avantages particuliers du régime actuel ». Fevorable, pour sa part, à l'intégra-tinn, la CFDT s'inquiète toutefnis de la future répartitinn des sacrifices entre les agents d'exécution et les cadres.

Si la quasi-tntalité des personnels rémunérés en desanus du plafond de le Sécurité sneiale devraient bénéficier au sein de l'ARRCO d'un niveau de cotisatinn et de retraite sensiblement équivalent à ceux de le CPPOSS, tel n'est pas le cas des cadres qui, pour maintenir leurs avantages, devraient en théorie vair leur cotisatinn (patronale et saleriale) progresser de 13,2 à 33 % en 25 sns i Or, dans la régime de la CPPOSS, les avantages des cadres sont, pour par-tie, financés par les cotisations des agents d'exécution : une situation de « profonde injus-tice », que la CFDT ne souhaite pas voir péréniser dans le nnu-veau système.

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

(t) 18 milliards de francs au titre du maintien des droits des personnels non adres au sein de l'ARRCO, 9 milliards de francs pour ceux des cadres su sein de l'AGIRC et 2,2 milliards représentant une année pleine de cotisation.

(2) Pour 37,5 années de présence, la retraite est calculée sur la base de 75 % du dernier traitement, primes com-

INDICATEURS

ETATS-UNIS

m Ventes de détail : + 1,5 % en octobre. - Les ventes de détail unt eugmenté de 1,5 % en actobre par rapport à septembre, soit la plus forte hausse depuie aix maie. Ce chiffre e été nbtenu grâce au band de 3,6 % des ventes de vaitures. A l'exclusion de l'automobile, lee ventes ant progreesé de 0,9 %. Sur un en (netobre 1992-netabre 1993), les ventes de détail ont enregistré une hausse de

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE Renseignements: 46-62-72-67

Le Monde

ARTS-SPECTACLES

PRÉPAREZ-VOUS **SORTIR!**

Chaque mercredi dans le Monde daté jeudi

à la mode japonaise

Le Livre blanc annuel sur les conditions de vie adopté vendredi 12 novembre en conseil des ministres par le gouvernement exharte les Japonais à « réduire leur tempe de travail » afin de mieux se consacrer à «leur vie personnelle». Ce repport, rédigé per l'Agence de planification économique (EPA), salue le ralentissement de l'activité et se veut concu comma «une ordonnance pour eider ceux qui sont uniquement intéressés par leur travail à éviter de devenir des camettes une fois rentrés à la maison ou lors de :

A y regarder de plus près, cette invitation à rechercher l'enrichlasement spirituel plutôt que le performence économique apparaît comme un moyen - probablement transitnire - permettent de préserver l'équilibre social du pays en période de récession. En l'accurrence, il s'egit d'ebord de justifier le réduction des heuree supplémentaires dens les entreprisee, prenier mode d'ejustement eu Japon, evec le retrait des femmes du marché du travail, lorsque le ralentissement de l'activité se fait sentir. Une façon très japonaise de partager le travail pour éviter les licenciements...

CHEMINS DE FER ALLE-MANDS: accord financier entre le gouvernement allemand et les Lander . – L'Etat fédéral et les seize Lander allemands sont parvenus, vendredi 12 novembre, à «une percée décisive» sur la réforme des chemins de fer, e annoncé le minis-tre des transports Matthias Wissmann après trois heures de négo-ciations sous la direction du chancelier Helmut Kohl. Les sociétés de chemin de fer ouest-allemande (Bundesbahn) et est-alle-mande (Reichsbahn) doivent se ondre le le janvier 1994 dans une seule société par actions. Les lignes de proximité, non rentables, seront transférées aux autorités régionales et communales à partir de 1995. L'accord concerne la part de finan-gement de l'Etat dans le transport de proximité de passagers, lorsqu'il sera régionalisé. — (AFP.)

de restructuration. - Les syndicats de Scat, filiale espagnole du constructeur automobile Volkswagen, qui avaient rejeté le 23 octobre un premier plan de restructuration, ont dit non, jeudi il novembre, aux nouvelles propositions de la direction prévoyant 7 600 suppressions d'empinis au lien des 9 000 initialement envisagées. L'Union générale des travailleurs, proche des socialistes, et les Commissions ouvrières, proches des communistes, ont annoncé un mnt d'ordre de grève de 24 heures pour le 17 novembre. A la miseptembre, Seat aveit annancé des pertes de 100 milliards de pesetas (4,3 milliards de francs) bour 1993.

SEAT : reist du nouveau plan

les résultats de l'étude diffusée, le 8 navembre, per la Caisse nationale de l'assurance-maladie. Umberto Agnelli 6,6 % des victimes étaient des salariés intérimaires qui ne repréva quitter Fiat sentent que 3,3 % des effectifs. Enfin 51 % des eccidents ennt pour l'IFI intervenus dens des établisse-ments de 20 à 299 salariés qui n'emplaient que 40,6 % de le mein d'œuvre. 31,1 % dee décàs sont dûe à des chutes, Longremps présenté comme le successeur de ean frère Giovanni à la tête de Fiat, Umberto Agnelli ve ebandanner ean poste de vice-président du constructeur 14,9 % à des véhicules divers, 13,5 % à des ébullements, 9,5 % à des engins de terrasse-ment et 6,9 % à des électrocueutomabile pour diriger le hal-ding finencier familial, l'IFI, qui chepeaute notamment Fiat Auto et l'IFIL (activités egro-elimen-

CROISSANCE

Jacques Delors plaide pour une baisse

«Une baisse des taux d'intérêt en complément d'un eccroisse-ment des investissements publics conditionne la croissance et permettra de lutter contra le chômage », e décleré, vendredi 12 novembre à Francfort, Jacques Delors. Le président de la Commission a écarté une beisse des salaires pour permettre de redanner du travail aux 20 milliona de chômeurs, dant 32 % da jeunes, que compte l'Uninn européenne. « D'autres peys, la Chine, la Thailande seront toujours meilleur marché que nous», a-1-il affirmé, La colutinn passe, eelnn lui, per une « stratégie offensive » evec une intensification des efforts de recherche et des découvertes qui se « traduisent plus repidement en innova-tions ». Il convient d'encourager la formation permanente des travailleurs, de consolider le marché unique européen et de réaliser la manneie unique pour éviter les dévaluations compétitives entre Etats-membree, e indiqué Jacques Delors. Le 22 novembre, la Commission présentere eux Douze ses orientations économi-

ques pour le reste de la décennie, conformément eu traité de Maastricht. Et les chefs d'État et de gouvernement exemineront. lars du cansail européen da décembre, le Livre blanc eur le croissance et l'emploi.

NOMINATIONS

Un nouveau directeur pour le port de Rouen René Genevais, ingénieur en

chef des ponts et chaussées, a été nommé au conseil des minis-tres du 10 navembre directeur du port autanome de Rouen.

Né le 9 décembre 1946 à Antun

Né le 9 décembre 1946 à Aniun (Saône-et-Loire), René Genevois est, anciem élève de l'École Polytechnique et de l'École nationale des Ponts et Chaussées. Il a commencé sa carrière dans le secteur des voies navigables, en 1971 à Lille, De 1975 à 1981 il occupe la fonction de directeur des accès au port autonome de Rouen. De 1981 à 1987, toujours à Rouen il est directeur de l'exploitation et du développement. Il vient ensuite à Paris au ministère de la mer comme directeur adjoint des Il vient ensuite à Paris au ministère de la mer comme directeur adjoint des ports et de la navigation maritimes, s'occupant notamment des questions économiques, budgétaires et finan-cières. Il était, depuis janvier 1988, secrétaire général du Conseil national des Communautés portuaires que pré-side Jacques Dupuydauby.]

SOCIAL

Cent dix suppressions d'emplois chez Rivoire et Carret-Lustucru

La direction de Rivoire et Carret-Lustucru (RCL) e ennoncé au camité d'entreprise le suppres-sion de 110 emplole eur l'ensemble de ses sites, a indiqué, vendredi 12 novembre, la eection CGT de Chiry-Ourscampe (Olee). Le groupe, qui e eon siège à Marseille et des usines à Chiry-Ourscamps, près de Com-plàgne, à Marseille et à Arles, emploie 880 persannee, dont 240 dens l'Oiae. La direction

affirme que le nombre des licenciements « secs » sera très limité. Elle justifie ces mesures par une beisse des merchéa et de le cansammation. Une canvantion FNE devreit être conclus et 65 emplais au moins pourront faire l'abjet de recleesements internes. Le meintien de postes de trevail à temps pertiel et le réintégration de certaines tâches anue-treitéee sant également envisaciée.

TABAC

Reynolds et Philip Morris relèvent les prix de leurs cigarettes aux Etats-Unis

«La guarre du tebec» aux

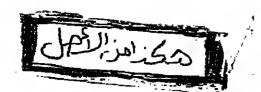
Etats-Unis, déclanchée aux pre-

miera joure d'evril, a'achèvereit-

elle? Sept mois eprès avoir fortement beisaé le prix de see cigarettes, Philip Mom's, le pre-mier groupe eméricain de tabac, e décidé, vendredi 12 novembre, de e aligner eur la décision prise traia jaure suparevent per son principal ennourrent, RJR Reynolds (Winston, Camel). Les prix de gros de toutes ses cigarettes serant relevée de 4 cente par paquet sur le marché eméricain. Au printemps, Philip Monis evait surpris en diminuant de 40 cents par paquet (- 20 %) le tarif de sa merque vedette, Mariboro, qui perdeit du terrain aur les cigerettes bon marché (le Monde du 6 avril). Cette offeneive s'éteit étendue à l'ensemble des marquea et avait permia de ramener de 39 % à 35 % la pert des cigarettes bon marché. Maie elle a écomé sérieusement les résultats. Ainsi, pour Philip Morris, le manque à gagner serait de 2 millierds de dallars, sait 40 % de chute pour son bénéfice d'expoitation de cette ennée.

SETATION ON THE

30 20 04 56



REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 8 AU 12 NOVEMBRE 1993

PARIS

Mickey dans les turbulences

«Si Euro Disney m était compté... » L'empieur des pertes +0,76% du perc d'attractions de Mame-la-Vallée reetere

sane nul daute l'événement dominant de cette brave eemeine de quetre séences entrecoupée per les fêtes de l'Armistice de 1918. Aprèe la sévare currection des premiere jours de novembre (-4,63 %), ces quelques séances unt permis au marché de se stabili l'indice CAC 40 s'appréciant de 0,76 % et se meintenent à 2 096,85 points.

Le fil de la semaine illustre à lui seul l'état d'esprit des intervenants : méfiance lundi (+0.18 %), eprès le secousse des jours précédents; regain de cnnfiance le lendemain (+1,35 %); sudece tempérée mercredi (-1,21 %) et nouvelle esquisse de heusse vendredi (+0,46 %). Après evoir culminé à 2 231,86 points le 26 octobre et enregistré une progression de 20 % depuis le début de l'ennée, le CAC 40 e vu fondre ses gains en l'espace de trois semaines. La hausse depuis jenvier n'est

plus aujourd'hui que de 12,8 %, L'indice CAC 40 redescendrat-II snus le seuil des 2 000 points? La question est revenue souvent cette semaine, meis beauenup d'analystes espèrent que la bonne tenue de

12-11-93

3075

12-11-93

Bâtiment et matériaux

12-11-93

421,50 345 539

12-11-93

Consommation non alimentaire

12-11-93

108,10 1805 471,50

1939 1776

12-11-93

Crédit et banques

Diff.

22

25 10 10,70 3 1,50

Diff.

2 2,50

3,50

DHf.

Diff.

Diff.

- 22

Agroalimentaire

Assurances

Groupe Victoire -SCOR SA -----

Chimie

Wall Street aura des effets positifs eur la Bourse françeise. Selnn les différente cabinete d'études, les niveaux d'équilibre du merché françsie se shuent aux sientoure de 2 000-2 100 points. Dans les eix prochains mnis, si les signes de reprise écunumique epperaissent, le beromàtre de la place pourrait avolsiner les 2 400 points, ce qui représente une progression potentielle de 15 %.

Dans ce contexte, la semaine

e été daminée per les turbulences qui nnt secoué Euro Disnev sprès l'annance mercredi d'une perte de 5.3 milliards de francs, représentant l'équivalent de son chiffre d'affaires. La cotation du titre était un moment suependue, tant l'agitation était forte. L'ection perdait finalement 13 % tombant à 38 francs pour troie millione de titre échangés. La trave de jeudi 11 novembre n'e pas suffi à calmer les esprits. Vendredi, la nouvelle dépression ételt encure plus impurtante (-- 14,5 % avec 4,9 millions de titres échangés). Euro Dieney e terminé le semeine 32,50 frencs, son plue bes niveau de l'année, alors que Mickey et Picsou étaient entrés en fanfare en Bourse voici quatre ens à... 72 francs, Et qui se souvient du plus haut de 165 frencs, etteint en mers 1992, un mois avant l'ouverture du perc? Depuis le début de

plus chuté sur le marché à règle-ment mensuel (- 49,1 %). Si Walt Disney Company, qui détient 49 % des parts d'Euro Disney, s'est donné jusqu'eu printemps pour pervenir à une réorganisation financière, les benquee sont plus pressées et souhaiteraient arrêter un plan de financement avant la fin de l'an-

Fin d'une bataille

En France, deux pools ban-caires, l'un dirigé par la ENP et l'eutre par Indosuez, ont prêté usqu'à concurrence de 10 miliards de francs. De son côté, la Commission des opérations de Bourse (COB) révélait, vendredi, qu'elle étudiait la manière dont ont été diffusée les résultate d'Eura Disney en Boursa le 10 novembre en début d'aprèsmidi. Cette surveillance est qualifiée d'habituelle et s'effectue lorsqu'une nauvelle n'est pas

conforme aux prévisions. Mercredi, parmi les autres plus fortes beisses figuralt Endenia Béghin-Say (-3,4 %). Le groupe egro-alimentaire, filiale de Fer-ruzzi, pêtit d'une rumeur faisant état de la constitution d'une provision importante concernant sa participation de 6,5 % dans la SCI Société centrale d'investissement, que dirige Jeen-Mere

Au chapitre des privatisations, les investisseurs attendent de

12-11-93

NC 498 NC 33,70

12-11-93

NC 369,70 331,90 292,90

Diff.

5

Diff.

2,50 0,80 15 0,20 30 0,10 1,70

Pétrole

Immobilier et foncier

Investissement

et portefeuille

Guz et Eau Lagurdine

connaître le prix de vente des ections Rhône-Poulenc actuellement en caure de pré-plece-

ment. L'ennonce pourrait être faite su début de la semaine. Certaines remeurs évocuaient un prix de cession unitaire aux alentours de 145 francs, proche du cours actuel, tandis que d'autres mentionnent toujnurs la prix attrayant de 130 francs, Inférieur de 13 % à celui coté en Bourse.

Sur le front des OPA, la bataille engagée durent l'été autour de Suererie raffinerie de Châlons-eur-Seône s'echèvs. L'nffrs lancée par la Générale sucrière et la Sucrerie de Corbeil-en-Gâtinais, regraupées au sein d'Ufise, est en passe de gagner. Après quatre mois de résistence activa, le président Albert Balland et le conseil d'administration de la société convoitée ont finalement rennncé à s'opposer aux repreneurs. Dans une lettre eux ectinnneires, M. Beilend précise que «le conseil d'edministration ne les incite plus à ne pae apporter leurs titres à l'affre ainsi faite». Lancée entre le 12 juillet et le 9 août, cette offre est prorogée jusqu'au 15 novembre au prix de 3 025 frencs l'action, ee qui velorise cette entreprise à 545 millions de francs. Après le bataille boursière, place à le

campagne betteravière l DOMINIQUE GALLOIS

12-11-93

12-11-93

12-11-93

12-11-93

Transports, loisirs, services

12-11-93

581 -184 -1263 -1463.50 + 403.50 -328 -2525 + 2565 -32,35 -745 -814 + 814 + 814 + 814 + 814 + 815 + 815 + 816 + 901 + 505 + 1 007 + 336 --

<u>Valeurs à revenu fixe</u>

12-11-93

100,50 103 5 690 100,33 190,70

NC 100,50

ou indexé

EDF-GDF 3 %. CNB 5 000 F...... CNB Per. 5 000 F. CNB Seez 5 000 F

CNI 5 000 F.

Sicomi ou ex-Sicomi

206 72 116,80 73,40 10,10 29,50 52,20

208 + 7 72 + 4 116,80 - 0,20 73,40 + 4,20 10,10 - 4,10 29,50 + 0,20 52,20 - 1,40 62,45 + 0,80 247,10 + 12,10

330 -10 203,40 + 7,40 662 + 2 571 + 4 1090 +31 202 - 1

Diff.

- 21,50

Diff.

Diff.

2,90 B

3 7,30

DHf.

· Diff.

5) 19 9

inets. ~ 0,10 lncts. incts. + 0,60

+ 0,17

- 19 + 11

Métallurgie, mécanique

Mines d'or. diamant

NEW-YORK

Embellie

Une housse des MOICE DOW JONES ventes de détail en octobre plus forte que prévu e permis à Wall Street de terminer la semaine en nette

hansse, malgré les incertitudes sur l'eduption de l'Accord de libre-échange nordaméricain (ALENA) par ls Chambre des représentants. L'indice Dow Jones des veleurs vedettes s terminé vendredi à 684,51 points, enregistrant en cinq séances une hausse de 41,08 points (+ 1,12 %).

Un bond de 1.5 % des ventes de détail (contre 1 % attendu par les experts), accompagné d'une baisse des taux d'intérêt à long terme, s encouragé les schats de titres boursiers. Mais le vote de l'ALENA, le 17 novembre, reste la principale source d'inquiétude pour les détenteurs de capitaux. L'administration ne dispose toujours pas de la majnrité néces-saire à l'adoption de l'accord. Selon les investisseurs, un échec éventuel ourait des conséquences négatives sur la Bourse. D'antre part, la progression légèrement supérieure par rapport aux attentes de l'indice des prix de détail (0,4 %) en octobre a affai-

bli momentanément Wall Street.

1		
	Coors 5 nov.	Cours 12 nov.
Alcos ATT Boeing Chase Men. Bank Du Pont de Namours Eastman Kodak Eastman Kodak Eastman Kodak Booon Ford General Hectric General Hectric Habit Off Prizer Schamberger Tomoco UAL Corp. (ex-Allegia) United Tech. Westinghouse Xerox Corp.	68 55 732 78 8 41 78 8 42 97 8 13 3 4 4 4 9 9 8 13 3 7 8 4 4 7 9 8 14 7 9 8 14 7 9 8 14 7 9 8 15 14 7	89 1/4 5771/2 36 3/4 48 1/2 63 5/8 63 5/8 63 5/8 61 3/8 64 1/4 91 3/4 90 1/4 14 1/8 80 1/4

plus en plus attention à la fer-

meté de l'économie et laissent à

l'écart l'évolutinn du marché

nbligataire, moteur de feurs déci-

sions au cours des derniers mois,

selnn les analystes. Les secteurs

de la haute technologie, du tabac

et de l'eutomobile, qui ont

annoncé de bonnes ventes on des

hausses de prix, ont été les prin-

cipaux responsables de la hansse

du Dow Jones. En revanche, la

poursuite de l'érosion des cours

du nétrole a pesé sur les valeurs

Indice Dow Jones dn

12 novembre: 3 684,51

pétrolières.

(c. 3 643,43).

Les investisseurs prêtent de TOKYO

Toujours plus bas

Les valeurs ont terminé la semaine effaiblies à la Bourse de Tokyo, après avoir récupéré une partie senlement de le

précédente.

forte baisse provoquée par l'inquiétude qu'inspire l'économie japo-neise, selon les opérateurs. L'indice Nikkei e reculé de 96,91 points, soit 0,52 %, pour clôturer à 18 493,55 points, après avoir perdu 5,6 % la semaine précé-dente. Le volume moyen des transactions quotidiennes a progressé à 338,5 millions de titres contre 272,6 millions la semaine

Les enelystes espèrent une reprise du marché evant la fin de l'année, à condition, soulignentils, que le Parlement adopte des réformes politiques et que l'impôt sur le revenu soit diminué d'au mnins 5 000 milliards

Selon un spécialiste de Netio-nal Securities Co. Ltd. «le mar-ché n'ira pas beaucoup plus bas (...), le Nikkei montera à 19 000 ou 20 000 yens d'ici à la fin de l'année si les réformes sont votées et si une réduction d'impôts est

LONDRES

Prudente + 0,43 %

L'indice Footsie s très légèrement progressé, le marché privi-légiant la prudence après la forte correction de la semaine précédente (- 2,69 %) et à l'approche de la présentation du budget, le 30 novembre. Il a gagné 0,43 %. Les opérateurs ont été attentifs

aux fluctuations de Wall Street et

à ses réactions sux anmbreux

indicateurs américains publiés durant la semaine. Le perdant était Euro Disney, qui s perdu 28 %, tombant à 370 pence après l'annonce de ses

Indices «FT» du 12 novembre: 100 valeurs, 3 099,1 (c. 3 085,6); 30 valeurs, 2 343,7 (c. 2 331,9); fonds d'Etat 102,74 (c. 102,26); Mines d'or 249,6 (e. 235,8).

•	Cours 5 nov.	Cours 12 nov.
Affed Lyons EP STR Cadbury De Sears Claus CUS ICI Restars HTZ Shell	5,51 3,50 3,59 4,80 13,18 6,56 5,27 7,06 16,24 6,64 7,13	5,49 3,60 3,82 4,69 13,60 5,57 5,35 6,83 16,57 6,40 7,03
1 Influence	11 04	44

499,45 points, mardi, deuxième plus forte baisse de l'année, sur des ventes d'arbitrage associées à la publication d'un diagnostic pessimiste sur l'économie par l'Agence de planification économique (EPA). Le lendemain, le baromètre boursier a continué à baisser: descendant temporaire ment sous la barre psychologique des 18 000 points pour la première fois en 8 mois. Les valeurs ont regagné du terrain jeudi grâce à des achats à la baisse, selon les

opérateurs. Le Nikkei e confirmé ce mouvement vendredi, gagnant 335,03 points, grâce à le chasse aux bonnes affaires pratiquée par les sociétés de portefeuille tandis que les institutionnels achetaient de

façon soutenue. Indices du 12 novembre : Nikkei, 18 493,55 points (c. 18 590,46); Topix, 1 566,07 (c. 1 580,85).

	Cours 5 nov.	Cours 12 nov
Affinemote Bridgestone Canon Fuji Benk Honde Motors Matsushita Electric Mitsubita Hoevy Sony Corp.	1 340 1 300 1 470 2 390 1 540 1 420 653 4 950	1 280 1 320 1 460 2 280 1 520 1 450 649 4 890

FRANCFORT

Morosité

+ 0,12 %

La Bourse de Francfort s'est, tour à tour, inquiétée de la hausse des taux sur le marché des capitaux américains avant de se concentrer sur les résultats de grands groupes allemands. L'indice DAX est demeuré quasi-stable (+ 0,12 %), clôturant vendredi à 2015,01 points. Les courtiers estiment que le mouvement de consolidation entamé voici dix jours se poursuit. La banque WestLB estime, par ailleurs, que la récente évolution des taux d'intérêt américains pourrait susciter un regain de scepticisme quant à l'oppportunité de place-ments en actions. Hoechet a été le premier des trois grands groupes chimiques allemands à publier ses résultats. La société a annoncé-une baisse de 40 % de son bénéfice consolidé imposable sur les neufs premiers mois.

Indice DAX du 12 novembre : 2015,01 (c. 2012,56).

	Cours 5 nov.	Cours 12 nov.
AER BAST Bayer Consistently Deutscheberis Hoschet Gristigh Mischemens Sienengs Volkswagen	163 268,10 313,50 336 820 274,20 597 339,70 707,50 388	162,50 267,30 319,80 365,50 927 298,70 516 365,60 712,30 386,80
	_	

Cette 12:00 99 C. ment western

falle of 2. BERT SEE . W. dates de Time Contra at gred que les strantes. pm 3 pm in T 2: "

parament and areas. Dans as hard the mrestisses. four-Rin. and the state of the ierra saltata pour residence and Biggin and The DATE STORY

rendu partir

TO CHE YOU

pries incomat.

Des 1377 - Gr

NATIÈRES PREMIÈRES

La constant (C) REMET! i 000 ::::: STATE OF THE STATE Un minima to the second 10000 CONTRACTOR OF THE PARTY OF THE Fig. ...

The Section of the Control of the Co Experience of the second 200 1 (0000 ME 45 - ---E DY. T. 200 (mai .: Mich Pas Pick Co ber at presente and Page Inc. BOOK BELLEY UCCO (O:E0E-27) ate do caco

cooper de Lini in catif (100 060 ::); c glass acht stores (** *** COUNTY OF THE PARTY.

tembre de l'acceptant de l'acceptant

\$17 277,10 1 159 520 219 267 1095 464,30 725 626 669 1578 386 533 400 Créd. Iyon. Ct... Crédit national. Société général SOVAC

Electricité et électronique

l'année, Euro Disney e le triste privilège d'être la valeur eyant le

	12-11-93	Diff.
icatel Alethon	754	+ 8
catel-Câble	626	- 4
EE	533	- 1
hertechnique	NC	NC
binei	676	- 14
rand	4 789	+ 21
etra Hachette	133	- 0,80
diotechnique	328	- 2
gern	2 485	- 5
octant Avionique	300	inch.
omeon CSF	156	+ 5,50

Dietr	

	12-11-93	Diff.
Alesciagne Spo	2.300	- 7
Bon Marché	650	+ 5
Caralour	3 502	- 26
CESTRO	170,20	- 2
Cestorame Dubois	779	- 14
Compt. Modernes.	1 571	- 9
Damert	4 799	- 151
Doctos de France	656	+ 15
Gal. Lafayetto	1 850	+ 5
Golbert SA	1 420	+ 23
Guyepare Gasc	1 770	+ 29
Pleasalt Pr	821	- 5
Prizzagez	884	- 30
Promodès	1 098	+ 18

Revel (ex-CDME) _ SCOA	505 10,30	- 7 - 0,70
VALEURS LE		
TRAIT	EES AU R	M
	Nombre de titres	Valour en cap. (MF)
Alcatel Aisthorn	1711870 2424475 2778710	1274857 801345 789492
ELF Aquitaine Ewz. C- ginfosio des.	1796780 254500	777 037 769 809
Societi ginicile Total	906 820 1 905 350 165 775	600888 588598 687264
L'Orial	508320	581 875

ALEURS LE 1	PLUS ACT				es variatio Omadaires	
	Nombre de titres	Valour en cap. (MF)	Valeurs	Hausse %	Valours	Roisee %
rhal Aisthou Acultaine x C gladicain den tich geletain del 161 - Gubala r Equida	1711870 2424478 2778719 1798780 254969 908820 1905380 186775 508320 347975 583900 900240 1059 770 542170	1274857 801345 789482 777037 763809 600888 589528 587284 861875 510420 497149 491534 491173 420402	CCMC liferentis (Le)	+ 12 + 8.5 + 8.2 + 5.8 + 5.4 + 3.8 + 3.3 + 3.2 + 2.7 + 2.5 + 2.8 + 2.4 + 2.4	Suro Distayy Cosino Guich. Caral Plan Scoe Dynaction Legand Prix Legand Prix Descent Addat. Enp-ELF ELF Aquitaino CGIP Gr. do is Citá Liykil Trap. Auto.	-21.1 - 8.2 - 7.8 - 6.8 - 6.5 - 6.3 - 6.2 - 8.2 - 8.2 - 8.8 - 8.8

L'Air liquide	542170	420402	100	- + 2.4 Trap. A	<u> </u>
LE	VOLUME DE	S TRANSAC	TIONS (en mi	diers de franc	 ;s)
	5-11-93			10-11-93	
RM	6 827 061	3 660 034	3 477 621	3 699 486	
R. et obl	37 350 986 360 752		25 939 162 343 821	23 561 207 244 267	
Total	44 538 799	34 524 427	29 760 404	27 504 960	
	IND	CES CAC (du	lundi au vendi	redi}	
	8-11-93	9-11-93	10-11-93	11-11-93	12-11-93
Indice gén	586,7	587,7	590,9	1	582,1
(base 100, 31 décembre 1987)					
indice CAC 40 .	2 084,79	2 112,89	2 087,33		2 096,85

Notionnel 10 %. —	MATIF Cotation en pource Nombre de contrats	ntaga du 12 no	rembre 1993	
COURS	ÉCHÉANCES			
	DÉCEMBRE 93	MARS 94	JUIN 94	
Premier	123,32	127,32	126,74	
Demier	123,66	127,66	126,74	

Une réussite indéniable

L'emprunt de trois milliards de francs que vient de lancer à Paris un débiteur allemand de premier plan, la Depfa Bank, est une des opérations les plus intéressantes. de ces dernières semaines. C'est une réussite indéniable qui montre bien l'importance prise par le compartiment français du marché international des capitaux. En outre, l'affaire est révélatrice de la situation fioancière de l'Allemagne et de la politique d'emprunt de ce pays.

Cette année, la République fédérale bénéficiera sur ce plan d'uoe coojoncture particulièrement favorable. La force du deutschemark, que les crises du système monétaire européen ont remise en évidence, et l'abaissement constant de oiveau de l'intérêt ont attiré en foule les investisseurs étrangers vers le marché des fonds d'Etat alle-mands. Maintenant que les rende-ments sont bien tombés et que les chances de raffermissement du mark sont moins évidentes ootamment parce que les taux d'intérêt sont bas - le risque est grand que les étrangers délaissent peu à peu le marché allemand et se détournent vers des placements en d'antres moonaies qui leur paraîtront plus prometteurs.

Dans ces conditions, le rôle des investisseurs et des épargnants d'outre-Rhin sera crucial. C'est à eux que le Trésor public allemand devra s'adresser en premier lien pour vendre ces fonds d'Etat qu'il lui faudra émettre pour des mon-tants gigantesques. L'exercice sera rendu particulièrement difficile par les incertitudes de la situation économique.

Dès lors, il n'est guère surpre-

MATIÈRES PREMIÈRES

les principales institutions financières du pays qui empruntent de façon récurrente se tournent vers le marché international des capitanx. La concurrence sera rude l'année prochaine sur le marché allemand et il importe, dès à présent, de se faire un nom sur l'euromarché en émettant des emprunts en devises.

La Depfa Baok est la plus grande banque hypothécaire d'Allemagne et, jamais anparavant, elle n'avait levé de fonds sur le marché du franc. Son emprent d'une durée de dix ans, est dirigé conjointement par la Banque nationale de Paris et la Société de banque suisse. Les investisseurs qui ont acquis les titres à leur prix initial sont assurés du rende-ment de 0,25 point de pourcen-tage de plus que les obligations du Trésor français.

Emprunts en dollars en préparation

Pour sa part, la République fédérale s'interdit de solliciter le marché international. Elle o'émet d'emprunts qu'en marks et ses dépendances directes, comme la poste et les chemins de fer, en font autant. Il en va de même pour les collectivités locales. Et rien ne permet actuellement d'envisager que cette discipline très sévère à laquelle s'astreignent les pouvoirs publics pourrait être relâchée prochainement.

Plutôt que de ebercher à s'échapper du marché allemand où ils sont confinés, plusieurs de ces emprunteurs, la poste par exemple, certaines régions et cer-taines villes déploient des efforts

nant que, l'un après l'autre, les considérables pour attirer les capi-grands établissements publics et taux étrangers et eberchent à se conformer aux exigences des bail-leurs de fonds. Certaines opérations ne voient le jour que sous la forme souhaitée par les investisseurs. Ces empruntenrs fant de plus en plus appei anx services de grandes banques internationales, souveut américaines, et cela pour-rait rapidement changer la physio-nomie du marché allemand tout

> L'emprunt de la Depfa Bank retient l'attention des spécialistes pour une antre raison, qui est d'ordre technique. Son profil est le même que celui d'une euro-émission de 300 millions de deutschemarks qui a été lancée parallèlement par un débiteur français, la Caisse centrale de crédit immobilier. Une banque d'origine amé-ricaine, Morgan Stanley, en met-tant face à face les deux transactions, a permis à l'établissement français de disposer finalement de fonds en francs et à la banque allemaode d'obtenir des ressources eo dentschemarks L'opération est à l'avantage des deux emprunteurs.

Sur le marché du dollar, on s prépare à une semaine animée. Plusieurs opérations de taille sont prévues pour ces prochains jours. Un établissement public espagnol figure au combre des candidats. Instituto Nacional de Industrias s'apprête à lancer pour 500 millions de dullars d'obligations de cinq ans de durée. C'est une signature convelle dans ce compartiment. Le rendement des titres devrait dépasser d'un peu plus de 35 points de base celui des fonds d'Etat américains.

CHRISTOPHE VETTER

Imprévisible cacao

 $x_1 \cdot x_2 \cdot y_1 \cdot x_2 \cdot y_2 \cdot y_3 \cdot y_4 \cdot y_4$ poursuiveot leur difficile redressement : ils étaieot de 8 000 francs la toooe cette semaine sur le marché londonien. Uo niveau, certes, plus élevé que l'anoée dernière, mais pas assez intéressant encore au goût des producteurs, qui espèrent attein-dre le palier de 10 000 francs la tonne. Réminiscence, sans doute, de périodes plus fastes : certes, le cacao a connu, ces dernières années, des moments de dépres-sion, mais, entre 1977 et 1980, il valait 20 000 francs la tonne en

Pourquei les prix du cacao ce sont-ils pas plus élevés? La ques-tion se justifie dans un contexte somme tonte favorable à cette matière première tropicale. Selon l'ICCO (Organisation internationale du cacao), le marché cacaoyer devrait enregistrer cette année son troisième déficit conséeutif (100 000 tonnes environ) après sept années de surplus. Ao cours de la campagne 1991-1992, c'est-à-dire entre octobre et septembre de l'année suivante, le déficit était déjà de 70 000 tonnes. Deux pays africains ont pratiqué une politique drastique de réduction de l'offre : la Côte-d'Ivoire, avec une récolte de 33 000 tonnes en mnins – elle ne a'élève plus qu'à 697 000 tonnes, – et le Came-roun, avec 8 000 tooces de

PRODUITS	COURS DU 12-11
Cuivre h. g. (Index)	t 666 (~ 9)
Trois mois	Dollars/tonne
Aleminium (Louise)	1 076 (+ 9) -
Trois mois	Dollars/toune
Nickel (Loades)	4 592 (~ 183)
Trois mois	Dollars/tome
Sucre (Paix)	275,5 (- 12,50)
Décembre	Dollars/tonne
Cult (London)	1 220 (- 20)
Janvier	Dollars tonne
Cacsa (Nex-York)	t 131 (+ 38)
Décembre	Defars/tonne
Bié (Chicago)	343 (+ 7)
Décembre	Cents/bossesn
Malis (Chicago)	271 (+ 73)
Décembre	Cents/baisscan
Sofa (Chicago)	213,20 (+ 9,30)
Décembre	Dollars L. courts
Pétrole (Londre)	15,60 (~ 0,36)
Décembre	Dollan/baril

92 000 tonnes. De sorte que la production mondiale dépasse à peine les deux millions de tonnes (2,32 millions de tonnes plus précisément). Le déficit aurait pu être plus important si le Ghana n'avait, an contraire, augmenté ses volumes (qui devraient attein-dre 310 000 tnnues, snit 30 000 tonnes de plus que prévu), ainsi que l'Indonésie (220 000 tonnes, snit 5 000 tonnes supplémentaires) et la Malaisie (215 000 tonnes, soit également une augmentation de 5 000 toppes).

Une fois encore, la Côte-d'lvoire se retroove relativement isolée dans son combat pour redresser les prix. Ce pays, on s'eo soovient, avait décidé de retirer du marché sa récolte «intermédiaire» – qualifiée ainsi parce qu'il a'agit d'une deuxième récolte, inférieure en quantité (15 % de la cuellette globale) et conceilété à la principale – ce eo qualité à la principale -, ce qui ne constituait pas un mince sacrifice pour les producteurs. Comme à l'accoutumée, d'autres pays ont aussitôt occupé la place laissée libre par le premier exportateur mondial. Par ailleurs, les autorités ivoiriences avaient décidé de réserver la collecte des pradoits récoltés aux seules coopératives ivoiriennes, alnrs que 70 % des approvisionne-ments étaient fournis par les etraitants libanais», mais ceux-ci étaient accusés de commettre quelques abus. Cette réforme a soulevé tant de difficultés, de retards de livraison en particu-lier, qu'elle a été «réaménagée», en d'antres termes, que la commercialisation du café et du cacao reprend le eircuit bahi-

Une demande accrue

Comme le remarque Tardivat International, société de négoce et de café, dans sa lettre men-suelle : « Les années 70 auront été celles de la montée en puissance de la Côte-d'Ivoire, les années 80 celles de la Malaisie, les années 90 pourraient être celles de l'Indonésie » Ce pays récolte vingt fois plus de cacao qu'il y a dix ans. Selon toute probabilité, en l'an 2000, les plantations de Java - qui datent de la colonisation hollandaise -permettront à cet État insulaire du Sud-Est asiatique d'accéder ao

Les cours moodianx do cacao moins, soit une production qui deuxième rang sur l'écbiquier oursuiveot leur difficile redres-devrait s'établir à seulement mondial du cacao, bien avant le Ghana ou le Brésil.

Quels que soient les remous de l'offre moodiale, la demande, curicusement, connaît une hausse de 121 000 tonnes par rapport à l'année précédente. Elle devrait s'établir à 2,4 millions de truncs. Et même les stocks fant preuve de bonne volonté puisqu'ils décinent pour ne plus représenter que six mois et demi de consommatinn (1,3 million de tonnes contre 1,5 million de tonnes à la fin de la saison dernière).

Devant pareil retourpement de conjucture, pourquoi les prix ne remooteot-ils pas davantage? Parce que le marché reste dans l'expectative. Bruxelles va-t-il accepter d'appeler «chocolat» un produit qui n'en est pas?, se demandent les opérateurs. Si la Commission opte pour l'affirmative, si le projet de directive européenne se concrétise (le Mande du 12 novembre), tous les pays enrapéena pontraient, à l'exemple de la Grande-Bretagne, du Danemark et de l'Irlande, incorporer 5 % de matières grasses végétales (huile de palme, dérivés du soja) en lieu et place du cacao tout en conservant l'appellstinn. Les npérateurs savent pertinemment la portée d'une telle décision : la consommation mondiale diminuerait automatiquement de 200 000 tnnnes au moins. Qunique moins appréciées, ees graisses végétales produites en Asie valent dix fois moins cher que le heurre de C2C2O.

MARIE DE VARNEY

MARCHÉ LIBR	E DE L'	OR	
	Cours 5-11-93	Cours 12-11-83	
Or for feller on brenst - Edite on larged Pilon immunitor (20 F) - Pilon immunitor (20 F) - Pilon latina (20 F) - One latina	71 000 70 600 400 400 400 200 200 200 200 200 200 2	71 250 71 350 410 307 410 405 523 511 283 2 640 1 250 704,25 2 650 514 435	

e Cas piùcus d'ar de post entire cu'à le sienne

DEVISES ET OR

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHES

Vive résistance du franc

Aidé par la bonne tenue du dollar et la moins bonne tenue du mark, le franc français s'est maintenu au voisinage de son meilleur cours depuis la crise monétaire de la fin de juillet dernier : à Paris, la devise allemande a évniué entre 3,47 francs et 3,48 francs, terminant la semaine aux euvirons de 3,48 francs. Les rentrées de devises à la Banque de France s'effectuent mujours aussi lentement : environ 5 milliards de francs pour la semaine se terminant le 4 novembre, chiffre de même nrdre que celui de la semaine précédente, ce qui ramène à un peu plus de 160 milliards de francs l'endettement de la Banque centrale, ses avoirs nets en devises n'étant négatifs que pour 19 milliards de

réduite, en raison de la commémoration du 11 navembre sur plusieurs places et de l'absence de tombé à près de 100 yens. On sait

fléchi à 1,6850 DM, sur l'annonce d'une baisse des prix de gros aux Etats-Unis, qui rend moins proba-ble une reprise de l'inflation outre-Atlantique, le dollar s'est vivement raffermi vendredi après-midi sur une autre annonce, celle de la progression de 1,5 % des ventes de détail américaines, en octobre, avant de revenir à 1.69 DM, qui faisait suite à l'augmentation de 0,4 % des prix de détail pour le même mois, moins rassurante que la diminution des prix de gros.

A noter, vendredi 12 novembre, une forte hausse du yen vis-à-vis du dollar, dont le cours est revenu d'un coup de 108,35 yens à 106,40. Ce rebond est dû à une rumeur suivant laquelle la Réserve fédérale des Etats-Unis serait intervenue sur les marchés des changes pour frei-Ailleurs, l'activité a été plus ner la baisse de la devise japonaise, assez forte depuis le mois de juillet, époque à laquelle le dollar était nombreux opérateurs. Après avair que les Américains réclament

> COURS MOYENS DE CLOTURE DU 8 AU 12 NOVEMBRE (La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente)

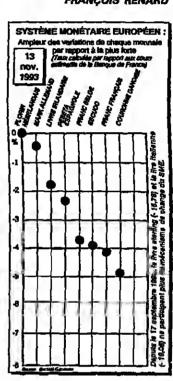
PLACE	Den	SEU.	Francia trançais	Franc guissa	D. mark	Franc beige	Florin	Lire italienne
Louiss		-	•		-	-	-	-
			-		-		-	<u> </u>
New-York	2,4790	-	16,9233	66,4894	58,8685	2,7624	52,4384	8,80502
	1,4770	-	17,5899	66,4011	58,6338	2,7609	52,2739	8,8068
Park	LIBN	5,5004		372,8256	341,8542	16,3232	309,8584	3,557
	5,7438	5,9260	-	383,8943	347,1123	16,3446	309,4616	3,5/3
Zurich	2,2244	1,5849	25,4527	-	88,5363	4,1547	78,8673	0,505
	2,2244	1,5966	27,332	H	\$8,3026	4,1579	78,7245	0,989
Functors	2,5124	1,6917	25,7477	1125455	•	4,69725	13,0771	1,072
	2,5198	1785	28,5334	113,2470	-	47087	25,1532	1,829
Brazzaline	\$1,539	36,28	6,1262	24,0691	21,3194		12,9827	2,175
	3.00	35,22	6,0947	14,8505	23.2377	•	18,9336	2,186
Amateriae.	7,8295	L9878	122,7250	1,2679	117,2673	5,2679	-	1,146
	2,8755	1,9130	337,4879	1,2705	112,1665	5,2816		L154
Mar	2456,63	[66 i	251,8966	1164,3883	977,8066	45,8239	E71,0016	J
	2445,65	166.9	275,5918	1099,9336	971,2694	45,7344	865,9174	
Toloro	157,37	186.48	12,0064	70,7446	62,6361	2,9392	55,7944	0,060
10-10	160.03	108.35	21,5774	11,945	63,5297	2,9914	56,6387	0.065

A Parls, 100 yens étaient entés, le vendredi 12 novembre 1993, 5,55357 contre 5,4637748 F le vendredi 5 novembre 1993.

depuis des années une hausse du yen de nature, selon eux, à juguler le gonslement inexorable de l'excédent commercial du Japon sur les Etats-Unis, exprimé en dullars dépréciés il est vrai, ce qui accroît le gonflement. La conséquence est que le cours du yen a remonté un peu à Paris, au-delà de 5,50 francs (pour 100 yens): l'été dernier, il avait frôlé 6 francs, au ravissement

des industriels français, notamment dans l'automobile. En Europe, la peseta espagnole s'est affaiblie à la suite de l'aggravation du chômage en Espagne (+3,8 % en octobre), qui pourrail conduire à une nouvelle diminution des taux d'intérêt au-delà des

FRANÇOIS RENARD



MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Un vent d'ouest glacé

En Europe, les vents d'ouest 30 ans. En soirée à New-York, ces l'échéance et an cours d'émission apportent plutôt la douceur maritime, avec son cortège de pluies et d'averses. Mais, sur le front des tsux d'intérêt à long terme, c'est un vent giacé en provenance des Eints-Unis qui a soufflé cette semaine. Les taux en question out confirmé leur haut niveau de la semaine dernière, s'inscrivant à 5,66 % sur 10 ans et 6,17 % sur le 30 ans, contre 5,74 % et 6,24 % huit jours auparavant. Rappelons que ces taux étaient retombés, le 15 octobre, à 5,17 % sur 10 ans, au plus bas depuis 1967 et, pour le 30 ans, à 5,77 %, niveau le moins élevé depuis le démarrage de l'adjudica-tion trimestrielle du Trésor américain. Puis la publication d'une série de «bonnes» nouvelles par l'économie américaine a provoqué un retournement de cette tendance baissière, les opérateurs retenant le vicux principe suivant lequel toute reprise de l'économie entraîne, antomatiquement, une reprise de l'inflation, phénomène de nature à déprécier les créances à taux fixe et done à faire remonter les rendements, seul garde-fou contre l'érosion monétaire.

Cette semaine, une série de chif-fres a agité les marchés. Mardi, l'annonce d'une baisse inattendue (0,2 %) des prix de gros américains en octobre (nn attendait une ang-mentation de 0,2 %) venait confirmer la désinflation aux Etats-Unis : «Il n'y a aucune pression sur les prix nulle part», affirmait un ana-tyste de Margan Stanley. Le taux «central» des prix de gros améri-cains sur les six derniers mois recule de 3 % en rythme annuel, soulignait-ii. Aussitôt, les taux longs des bons du Trésor fléchissaient, revenant à 6,12 % pour le 30 ans. Le lendemain, autre annonce, celle d'une augmentation de 0,4 % des prix de détail en octobre, correspondant aux previsions, qui n'émut pas le marché. Les prix de gros d'aujourd'hui ne sont-ils pas les prix de détail de demain?

Vendredi, en revanche, la progression de 1,5 % des ventes de détail américaines en octobre, la plus importante depuis six mois et la septième consécutive depuis avril demier, a confirmé la reprise de la les opérateurs reprenant leur sang-

froid. En Europe, les marchés allemands n'ont pas réagi, le rende-ment du BND 10 ans se maintenant à 5,89 %. En Fracce, en revanche, après une hausse des prix de gros américains, le cours de l'échéance de décembre du MATIF replongealt pour se raffermir un peu à la veille du weck-end, à 123,64 contre 123,10 huit jours auparavant. Le rendement de roat 10 ans, après une pointe à 6,13 %, revenait à 6,05 %, l'écart avec le BUND 10 ans se rétrécissant à 0,16 point. Notons enfin que la Bundesbank poursuit sa politique de petits pas : cette semaine, elle a ramené de 6,39 % à 6,38 % le taux de ses pensions à 14 jours, après l'avoir rétrogradé de 6,40 % à 6,39 % la semaine précédente.

Sur le marché obligataire, cela a été quasiment relâche, beaucoup d'inpérateurs ayant fait le pont. Signalons, cependant, un emprunt de l'EPAD (la Défense), 800 millions de francs à 10 ans, 6 % nominal, à 0,22 poiot au-dessus de l'OAT, qui, sous la houlette de la Société générale, s'est bien placé, la signature de l'émetteur étant rare et bien notée. Acqueil enveret par hien notée . Accueil correct, par ailleurs, pour les 300 millinns de francs d'IMMOBAIL, du groupe de la SMABIP, 6 3/4 % à buit ans et 0.90 point au-dessus de l'OAT.

Le recul des SICAV monétaires

La Société générale, qui avait déjà mené uoe offre publique d'échange géante (56 milliards de francs) le mois dernier pour le Crédit foncier de France, en a monté une pour son propre compte, pro-posant d'échanger 18,7 milliards de francs d'emprunts en six lignes contre une nouvelle souche 6 % à 10 ans. Ces emprunts, à échéance 1997-2002, ont été émis à des taux supérieurs aux taux actuels et sont donc cotés au-dessus du pair. Cela pose des problèmes aux investis-seurs institutionnels, notamment les assureurs-vie, qui doivent chaque année porter ces plus-values aux croissance outre-Atlantique et pro-voqué un rebond des rendements à 5,75 % sur 10 ans et 6,23 % sur est affecté an remboursement à

Au seuil de l'hiver, le basculement de l'épargne du court terme vers le long terme apparaît véritablement amorcé. Suivant les statistiques d'Europerformance, l'excédent des retraits sur les dépôts dans les SICAV manétaires a atteiot 34.5 milliards de francs en octobre, l'essentiel de ces retraits étant le fait des particuliers. Depuis le le janvier 1993, ces retraits, inu-jours sur les SICAV monétaires, atteignent 95 milliards de francs et près de 145 milliards sur douze mois glissants (novembre 1992 à ocobre 1993)). Le mnis dernier, l'encours de ces SICAV a même diminué, en dépit de la capitali-sation des intérêts versés, perdant 29 milliards de francs à 1 021,9 milliards.

Sur les 145 milliards de francs de «décollecte» sur les SICAV monétaires, 60 à 70 milliards sont le fait des souscriptions des particuliers à l'emprunt Balladur de juin dernier, qui donnaient la possibilité d'échapper à la taxation des phisvalues sur les actinns de ces SICAV, lesdites plus-values pou-vant atteindre 20 à 30 % par le jeu des intérêts capitalisés. En juillet, les entreprises et les professionnels ont procédé à des retraits de 50 à 60 milhards de francs, pour se porter sur les certificats de dépôts des banques, dont le rendement était bien supérieur à œux des autres produits à court terme. Depuis, le mouvement s'est un peu inversé, mais Europerformance souligne qu'une partie des retraits d'octobre est le fait de la clientèle profession-nelle.

En contrepartie, les souscriptions nettes de SICAV obligataires oot atteint 14,1 milliards de francs en octobre, après 10.9 milliards en septembre, la collecte nette dépassant 100 milliards de francs depuis le début de l'année. Enfin, phénomène digne d'être signalé, selon Europerformance les SICAV actions enregistrent, pour la première fois depuis plus de trois ans (avril 1990), un excédent des souscriptions sur les rachats, le solde positif s'élevant à 2 milliards de francs en octobre, dont 1,4 milliard pour les SICAV actions françaises.

Anniversaires de naissance

ta progéniture de Nantes, Aix, Toute souhaite, avec Michel de M...,

e adroit et exquis en tous nobles (11, 2.)

Décès

M. et M= Bel Hadj-Aynard. Medhi et Néjib, Sa famille, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Michel AYNARD,

iller à la cour d'appel de Douai,

Les obsèques auront lieu le lundi 15 novembre 1993, à 16 heures, en l'église de Turenne (Corrèze).

3. rue Hélène-Boucher,

- On nous prie d'annoncer le décès

Marie BERHAUT, chevalier de la Légion d'honneur, officier des arts et lettres, conservatenr honoraire des Musées de France, ancien conservateur dn Musée des beaux-arts de Rennes,

rappelée à Dieu le 10 novembre 1993.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 15 novembre, à 14 h 30, en l'église Notre-Dame de Versailles, cha-

De ia part de Mes Paul Froger,

Mª Eugène Berhaut,

Cet avis tlent lieu de faire-part.

78000 Versailles.

Larbi BRAIK,

nons a onitrés le 11 payembre 1993. dans sa soixante-dix-neuvième année, et a fait don de son corps à la science.

Ayez une pensée pour son extrême générosité, sa grande sagesse et ses

 M. et M. Dominique Cyrot, Anne-Laure et Sylvain Gaudillat, Alice et Louis, Magali et François de Bretagne, Fanny,

Martin Cyrot, M. et M= Henri Cyrot,

Le général et M= Emmanuel Hublot, Et toute la famille, ont la douleur de faire part de la mort accidentelle, le 11 novembre 1993,

Olivier CYROT, élève de l'Ecole polytechnique.

11, rue Lamartine, 76000 Rouen.

- M. et M- Max Lumbroso, leurs enfants et petits-enfan M. et M= Charles Habib

M. et Ma Roger Guez, M. et M= René Hayat

t leurs enfants, M. et M= Sylvain Habib, leurs enfants et petits-enfants M. et M. David Eskenazi

et leurs enfants, Ainsi que toute la famille Ariche, ont la douleur de faire part du décès de leur mère, grand-mère, arrière-grand-

M= Félix HABIB.

Les obseques auront lien le jundi 15 novembre 1993, à 15 h 45.

Réunjon à l'entrée principale du

136, rue de Picpus,

- Ma Jean Lasserre. Ses filles, Sa famille,

colonel Jean LASSERRE, délégué militaire départemental du Val-d'Oise,

officier de la Légion d'honneur,

La cérémonie religieuse a été célé-hrée en la chapelle du Val-de-Grâce, le vendredi 12 novembre, à 17 h 30.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Sainte-Livrade-sur-Lot (Lot-et-Garonne), le samedi 13 novembre, à

PLANTU, le nouvel album

Egalement dans cet album : l'entretien - illustré - de Plantu avec Shimon Pérès, en novembre 1992, ainsi que les dessins

VIENT DE PARAÎTRE

En vente chez votre marchand de journaux

sur l'accord israélo-palestinien de septembre 1993.

Cohabitation à l'eau de Rose

6 C, résidence d'Hennemont,

- M= Berthe Renard,

son épouse, Tiphaine et Fabien,

ses petits-enfants, Toute sa famille,

ont la tristesse de faire part du décès, le

Robert RENARD.

déporté résistant, trésorier de l'Amicale de Mauthausen, officier de la Légion d'honneur.

La levée du coros aura lieu à l'hôpital communal, 36, boulevard du Général-Leclere, à Neuilly, le mardi 16 novembre, à 14 heures, suivie de l'inhumation au cimetière de Vanves, à

4, villa Emile-Bergerat, 92200 Nevilly-sur-Seine.

- M- Pierre Richard, Ses enfants, Ses petits-enfants, Et toute sa famille. font part du rappel à Dieu, le

Pierre RICHARD,

vembre 1993, de

ancien contrôleur civil, conseiller référendaire honoraire, président du Cercle Bastien-Thiry.

Une messe sera célébrée à Sceaux, le 16 novembre 1993, à 10 heures.

Inhumation à 16 heures, à Poissons (Haute-Marne).

Cet avis tient lieu de faire-part. 1, allée des Troënes, 92330 Sceaux.

 Daniel Vachez,
maire, conseiller général,
Le conseil municipal de Noisiel, Les personnels de la mairie, de l'OMEN, de l'ANJ,

ont la douleur de faire part du décès de

Dominique DRAMARD, premier maire adjoint de Noisiel.

survenu le 11 novembre 1993, à l'âge de quarante ans, des suites d'une grave

Il sera inhumé le lundi 15 novembre dans le caveau familial en région pari-

Le Monde

PLANTU

Les 250

meilleurs

 Daniel Vachez, orésident du SAN de Marne-la-Vallée-Les élus du comité syndical,

Le personnel, ont la douleur de faire part du décès de

Dominique DRAMARD, directeur de cabinet de Daniel Vachez, premier maire adjoint de Noisiel,

survenu is it novembre 1993, à l'âge

Il sera inhumé le tundi 15 novembre, dans le caveau familial en région pari-

Pierre-Yves Wintrebert
 Et ses enfants, Jérémy et Nicholas,
 Les familles Wintrebert, Kayser,

ont la douleur de faire part du décès de

Christine WINTREBERT.

survenu le 9 novembre 1993, à Abidjan

La cérémonie religieuse ainsi que l'inhumation not lieu ce 13 novembre; dans l'intimité, à Clonakilty, comté de

Anniversaires En ce cinquième anniversaire de

Christiane GALLENCA.

a Irreparable is the loss; and Patience says it is past her cure. »

Communications diverses

Introduction an bouddhisme Anita Kelsang Lahmo, 16, 17 et 18 novembre 1993, à 20 h 30, 114 bis, me de Vaugirard, Paris-6. Renseignements: 48-40-13-72 (entre 20 heures et 22 heures).

(Prix Simone de Carfort), qui a pour objet la découverte sur manuscrit d'un poète d'expression française inconnu ou méconnu, a été attribué, pour l'au-née 1993, à Jean-Félix Le Masle, pour

CARNET DU MONDE

40-65-29-94 ou 40-65-29-96

Tarif Étudiants 60 F la ligne H.T.

Le Monde

Editá par la SARL La Monda

MOTS CROISES

PROBLÈME Nº 6170 HORIZONTALEMENT

I. Peut sa faire an antrant dans le basiliqua. - II. Peuvent être chatouillées avec un bouquet. C'est parfois répondre à une prière, -III. Femme qui sait soigner les chèvres. - IV. Une chose vraiment

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15

sont pas comptés. Nous prend à la gorge. - V. Qui e du chemin à faire. -- V. Qui e VI. Qui peut justi-fier une aortia. Pas née d'hier. – VII. Advarbe. Où l'on peut reapirer. Napperon. Petite terre. - VIII. Est gria. Coule dana la Bocage. Ruminants diaparus. ~ IX, Un animal sans eucune

AII | triste quand il est VIII your les Grecs. — XIII X. Comme Philippe. XIV Où il n'y a pas lieu XV 'de mettre son nez.

- XI. Où îl n'y e rien de cuit. XII. Mot da réclamation. Una bataille dont on a fait tout un plat. – XIII. La prix du pain. Prière. Un homme qui n'a pas da veste. - XIV. Prouve qu'il y a trop da gaz. Patriarcha. XV. Bien annuyé. Dana la main d'un trevailleur. Un point sur le carte. Instrument du hasard.

VERTICALEMENT

1. Qu'on paut fecilament retourner. - 2. Ancienna capitale. Peut se mettre en boule. Un roi légandeire. - 3. Un grand mufle, Qui ont la taille bien prise. - 4. Le dernier des pieds. Un bruit Inquiétant. Devient dangereuse quand elle a perdu sa clé. - 5, N'a pas sa place dans une bibliothèqua scientifique. Fleur. Etalt consacré à Bacchua. -6. Une femma qui n'admet paa de «barons» à se tabla. Langue ancienna. - 7. Alcaloïda, Avant l'heura. Un basu perleur. -8. Pes perpétuelles si elles sont amortissables. Pas payé. Sans

valeur. - 9. N'admet pas. Com-

mences à «manger». - 10. Pro-

nom. Mie de niveeu. Pertie de poulia. En matinée. - 11. Opération industrialle. Restent à l'etr quend ellaa eont mortes. --12. Symbole. Dans une forêt tropicele. Pertia de massaga. 13. Vit souvent dans un trou. Au nom du père. - 14. Apparu Partie de désert. Sculpteur flamand. - 15. A gaucha, quand on passe. Fis du tort. On y porte ce

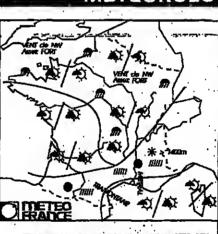
qu'on veut fouer.

Solution du problème nº 6169 I. Poisson. – II. Appairaga. – III. Réel. Oil. – IV. Ciel. Tu. – V. Uraètes. – VI. Mécréant. – VII. Emua. Dore. – VIII. Rua. Rebut. - IX. Igné. to. - X. Elavé. Etc. - XI. Se. Etales. Verticalement · · ·

1. Perfumeriee - 2. Opa. Remugla. – 3. fpécacuane. – 4. Salière. Eve. – 5. Si. Eté. Et. – 6. Or. Laader. – 7. Nao. Snob. El. - 8. Git. Truite. - 9. Velus.

GUY BROUTY

METEOROLOGIE





September 14 million 13 46 5 MY 3'9 'S Carro the Ta

Service Services

FILE

STATE SETTED

F. 10 1.15

07 Y

i 183

Loc ra

A 20 T

I 1600 1 15 ...

্যালুগ ত্রুবার

Sing Weet

€ 083 --- · · ·

Total Carry Law

The Company of the Company

B 42 + - 200 (100)

the parties

STATE STATE OF THE STATE OF THE

5

TF 1 14.20 Le Une est à vous. 17.25 Divertissement : Ciné gags. 17.30 Magazine : Trente millions d'amis.

18.00 Divertissement : Les Roucasseries 18.30 Divertissement : Vidéo gag. 19.00 Série : Beverly Hills.
20.00 Journal, Tiercé et Météo.
20.45 Divertissement :
Les Grosses Têtes.
Présenté par Philippe Bouvard.
22.40 Téléfilm : Uttime trahison.
D'Hanri Cher.

0.20 Sport : Moto. Supercross de Bercy. Supercross de sercy.

0.55 Sport : Volle.
Le Route du café ; Récit de la course ; Les abansons et les réparations ; Les positions respectives des bateaux.

1.10 Journal et Météo.

1.15 Magazine: Le Club de l'enjeu. FRANCE 2

15.10 Magazine : Samedi sport.
A 15.15, Tiercé, en direct de
Vincennes : A 15.30, Rugby :
Bègles-Cestres : A 17.10,
Magazine du rugby : portrait
de David Campesa. 17,55 Série : Matt Houston. 18.40 INC. Magazine : Frou-frou. Invité : André Dussollie 18.50 19.50 Tiraga du Loto (et à 20.45).

20.00 Journal, Journal des courses et Météo. 20.50 Variétés : Ovations,

22.40 Sport: Boxe.
Championnat d'Europe des poids mi-lourds: Eric Nicoletta (France)-Eddy Smulders (Pays-Bas). 0.00 Journal et Météo. 0.20 Magazine : La 25 Heure.
Présenté par Jacques Parrin.
L'Affaire Van Gogh, d'Hervé
Dresen et Charles Gazelle.
1.15 Magazine :
Bouillon de culture

(rediff.). FRANCE 3

14.00 Série : Les Mystères de l'Ouest. 14.50 Samedi chez vous

(et à 16.45).

17.40 Magazine : Montagne. Rencontre evec Georges Moustaki. Reportage : Gardien de caribou, de Vic Pelletier et Serge Durin

18.25 Jeu : Questions pour un champion. pour un champion.

18.50 Un livre, un jour.
Emission présentée per Olivier
Barrot. Le Piéton de Paris, de
Léon-Paul Fargue.

19.00 Le 19-20 de l'information.
De 19.09 à 19.31, le journel
de le région.

20.05 Divertissement : Yacapa.

20.30 Le Journal des sports. 20.50 Séria : La Guerre blanche. La Brigade des stups, de Pedro Maso Paulet.

22.20 Journal et Météo. 22.20 Journal et Merao.

22.45 Jamais sans mon livre.
Magazine présenté par Bernard Rapp. Années 80. les années désenchantées. Invités: Jay Moinemey (Trante ans et des poussières); Franz-Olivier Giesbert (la Fin d'une époque); Serge July, directeur da la rédection de Libération; Kathetine Pancoi (Vu de l'anné-Katherine Pancoi (Vu de l'exté rigur).

Magazine : Musique sans frontière. Baltic Express. Regard sur la musique des pays baltes et du Festival international de Yur-23.40

0.30 Continentales Club.

CANAL PLUS 15.35 Sport : Volley-ball. France-Slovénie, en différé du stade Pierrs-de-Coubertin. Sport : Football américain.

Match de championnat de la NFL: New-York Glants/Dallas Cow-Boys. - En clair jusqu'à 20.30 — 18.30 Décode pas Bunny, 18.55 Séria animéa ; Chipie & Clyde.

Les Simpson, 19.30 Flash d'informations. Magazine : Le Plein de super. Présenté par Yven La Bolloc'h et Bruno Solo, Invité : Aeros-19.35

19.05 Dessin animé :

20,30 Téléfilm : La Bella et le Casse-cou. De Bradford May. 22.00 Documentaire: National Geographic no 1. Lions et hyènes, face-à-face mortel,

22.50 Flash d'informations. 23.00 Cinéma : Le Bal de l'horreur 4. 0

SAMEDI 13 NOVEMBRE

Film can (1991). nadien de Clay Borria 0.35 Cinema : Citietta: :

Drugstore Cow-Boy, # #

Film eméricain de Gus Van
Sent (1989) (v.o.).

L'étrange intensité de marginaux é le vie décalée.

ARTE

- Sur le câble jusqu'à 19.00 ---17.00 Documentaire: Dans la vallée da la Wupper. D'Amos Gital (rediff.).

18.00 Magazine : Mégamix (rediff.). 19.00 Magazine : Via Regio. Le pauvreté eu quotidien. Dubin, Cetalogne, Tirana. 19.25 Chronique : Le Dessous des cartes.

19.35 Documentaire:
Histoire peralièle.
Actualités japonaises et sméricaines de la samaine du 13 novembre 1943. 20,30 8 1/2 Journal. 20.40 Documentaire:

Face aux crises.

Vaciav Havel. Un conte de Bohême, de Ivan Fila. Portrait intimiste de l'ex-diss Portrait intimiste de l'ex-dissident et drameturge Vaclav
Hevel, devenu président de la
République tchéque.
Séquences réelles et scènes
de fiction.

22.05 Téléfilm;
Martha Jelineck.
De Kay Wessel, avec Heidemarie Hatheyer, Dominique
Horwitz.
Une vieille dame solitaire feit
le connaissance d'un homme

une vielle dame solitaire tell la connaissence d'un homme qui porte curieusement le nom de son demi-frère, mort au front. Elle décide de faire la lumière sur cette « effaire » ... Un téléfilm allemand plusieurs fois primé,

23.25 Cinéma d'animation : Snark. Lupo the Butcher, de Denny Antonucci; Conquête de la forme, de William Latham; Un

Gardez les yeux ouverts! Avec le nouveau supplément radio-télé du Monde

IMAGES

portrait, de Pavel Koutsky; Qu'ast-ce que c'est? da Raphael Montanez Ortiz.

Jazz in the Night. Joe Louis Walker and Boss Talkers.

15.05 Série : Covington Cross.

15.10 Série : Département S.

18.45 Magazine : Les Enquêtes de Capital

(rediff.).

19.15 Magazine : Turbo.
Présenté par Dominique Chapate. Spécial Missan . Historique et installations au Japon.

19.54 Six minutes d'informations, Météo.

20.00 Série : Classe mannequin.

0.10 Séria : Soko,brigada des stups. Un témoin de trop.

FRANCE-CULTURE

Dominique Gaultier, éditeur,

20.45 Dramatique, On s'entendait si blen, d'Oli-vier Dutaillis,

22,35 Musique : Opus. Christophe Coin, violiste et violoncelliste.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Soirée lyriqua (donnéa le 27 avril à la Scala de Milan): Fedora, opéra en trois actes, de Glordano, par le Chœur et l'Orchestre du Théêtre de la Scale de Milan; sol.: Mirella Freni, soprano, Placido

Freni, soprano, Domingo, ténor.

0.05 Les Fantaisies du voyageur.

Rencontre avec Joel Leick.

20.30 Photo-portrait.

0.05 Clair de nuit.

23.00 Maestro.

artiste peintre.

Stars et couronnes (et à 1.15). Présenté par Béo-nore de Galard.

leignim:
L'Enquête impossible.
De Jerry London, avec Charlton Heston, Keith Carradine,
Depuis plus de vingt ans, un
uneur d'adolescents sévit dans
une petite ville du Sud des
Erets-Unis.

17.15 Seria : L'Aventurier.

17.45 Série : Le Saint.

20.35 Magazine:

20.50 Téléfilm :

0.05 Documentaire :

Portrait

ENDREDI aoir, sur d'an face», eu cours da aon premier séjour aux États-unis, après l'ENA, avec cette Scarlet Christina Ockrent. Miliau: « bourgeoia ». Racines : « pay-sannes fortes ». Mère : « catholiqua pratiquanta». Pèra: «sévère». Caractère :? ... Peutêtre normand : «pas conforme, mais pas non plua rebelle...» Sur fond d'images d'actualités jaunies, il feuilletait les souvanirs de ses vingt ans.

Il sa souvenait d'avoir été. dane les années 50, à Paris, un adolescent «heureux de vivre». Plus attiré, toutefois, per l'atmo-sphère «conviviala» des petits marchés da la rue de Seine que par l'ambianca «relativamant artificiella » de Saint-Garmaindes-Près où a'amusah une ejeunesse un peu débridée ».

Après avoir été « tanté par la médecine», parca qu'il était «fasciné par l'idéa da guénr, d'epporter una aida, da soi-gner», il s'était passionné pour l'étuda das civilisations oriantales. Au point de commencer à apprendre la sanscrit, de devenir le plus enthousiasta des admiretaurs du dansaur hindou Ram Gopal et da vouloir alors sa

consacrer è l'archéologie. Mais equalque parts, dans son esprit, il y avait toujours eu « qualqua chose » qui, « au momant da bascular dans la rêve», l'avait fait « retomber sur la réalité ». Quand il avait suivi la chant des sirènes, aprèa le baccalauréat, aon père l'avait attandu aur le quai pour le débarquer du cargo où il s'était engagé comme pilotin. Quand il avait voulu sa fiencer avec cette « jeuna Américaine du collège

de Caroline du Sud qui l'appelait si joliment «Enfant de miel», ses parents l'avaiant rappelé aux vartua da le « sagesse corrézienne». C'étah l'époque où il était « fasciné » par Brigitte Bardot et où il militait contra la bombe atomique en compagnie des communistes. Puia il y avait eu la guerre d'Algéria, la Cour des comptea, l'arrivéa eu cabi-net da Gaorges Pompidou, la découvarta d'una «vocation» politique.

Ce vendredi soir, Jacques Chirac avait posé son sac. Il na courait plus derrière son ombre. Aussi invraiaamblabla qua cela puisse paraîtra, il na semblah même plus pressé. Cet homme savait donc, anfin, s'arrêtar au bord du chamin pour regardar darrière lui. Derrière le miroir de son image publiqua. Avec assez de recul pour regretter presque d'avoir été premier ministra trop jeune, à quarante ans, alors qu'il manquait d'«expérience».

Soudain, sa marionnetta das «Guignols da l'Info» surgit à l'écran. Tapia dapula cinquanta minutas sous las Imagas d'archives qui conti-nuaient è ponctuar aas confidencea, ella n'an pouvait plus l Elle le renvoya è l'obsession élyséanne qu'on lui prêta at qua son comportement quotidien ne dément pas. Fatale, la confrontation apparut pourtant, tout aussi brusquament, anachronique. Ce Chirac intimista venait, un instant, de tuer sa caricature.

ALAIN ROLLAT

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du eabla sont publiés chaque semaine dans notre aupplément data dimanche-lundi. Signification des symboles : > Signalé dans « le Monde radio-télévision » ;

Film à éviter ;

On peut voir ;

Ne pas manquer : num Chef-d'œuvre ou classique.

DIMANCHE 14 NOVEMBRE

TF 1 6.00 Série : Passions (et è 4.25).

6.30 Club mini Zig-Zag. Dra-ghetto; Cubius. 7.10 Club Dorothée. 8.00 Le Disney Club. 10.25 Magazine : Auto Moto.
Le Supercross de Bercy: Le
Rellye de Catalogne : L'actualité de la formule 1. 11.03 Météo (et à 12.18).

11.05 Magazine : Téléfoot. Spécial France-Bulgarie 11.55 Jeu : Millionnaire. 12.20 Jeu: Le Juste Prix. 12.50 Magazine : A vrai dire. 12.55 Météo et Journal. 13,20 Série : Hooker. 14.15 Série : Arabesque 15.10 Série : Starsky et Hutch. 15.55 Série :

16.55 Disney Parade.

18.00 Des millions de copains.

18.00 Des millions de copalns.
Avec la série : Alerta à
Melliou.
19.00 Magazine : 7 sur 7.
Présenté par Anne Sinclair.
Invité : René Monory, président du Sénet.
20.00 Journal, Tiercé et Météo.
20.45 Cinéma : Spécial police. ■
Film françale de Michel Vizney
(1985). (1985). 22.25 Magazine : Ciné dimanche. 22.35 Cinéma : Colors. 9

Film américain da Dennis Hopper (1988). 0.40 Journal et Météo. 0.45 Magazine : Le Vidéo Club. 1.05 Série : Côté cour. 1.30 TF1 nuit (et à 2.25, 3.25).

Documentaire:
Histoires naturelles
(et à 3.30), Un guetteur d'ambres; Les contes de la
bécasse et de la bécassine. 2.30 Documentaire : Haroun Tazieff reconte sa Terre. La Terre, son visage. 4.50 Musique. 5.10 Documentaire:

Histoire de la vie.

FRANCE 2 8.00 Magazine : Animalia (rediff.). 6.50 Dessin animé. 7.00 Debout les petits bouts.

Les interventions à la radio France-Intar, 8 h 55 : Dalat Lame (« Portrait » da Christine RTL, 18 h 30 : Bernard Bosson (Grand-Jury RTL-Le Monde).

1 ...

40-00

Ecouter bien! Avec le nouveau supplément radio tele du Monde

8.45 Connaître l'Islam. 9.15 Emission israélite. 9.30 Foi et traditions des chré-

tiens orientaux. Au Karabakh avec le Fondation Bullukian. 10.00 Présence protestante. 10.30 Le Jour du Seigneur.
Espoir pour les enfants de la nue, de Denia Chegaray; A 11.50, Midi moins sept, présenté par Noël Copin.

11.00 Messe. Célébrée en la basili-que Notre-Darre, à La Cha-pelle-Montligeon (Orne).

DIMANCHE . MIDI Lionel **JOSPIN** à l'Heure de Vérité.

12.00 L'Heure de vérité (et à 1.50). Présenté par François-Henri de Virleu. kryté : Lional Jospin. 12.58 Loto, Journal, Météo et info 13.25 Dimanche Martin.

Le monde est à vous, avec Yves Duteil. 14.55 Série : L'Equipée du Poney Express. 15.45

Dimanche Martin (suite). L'Ecole des fans, avec Frédé-ric François; Ainsi font, font, 17.25 Documentaire : Coustaau, à la redécouverte du monde.
Les Sociétés secrètes des cétacés : dans l'intimité des baleines.

baleines.

18.20 Magazine: Stade 2.
Footbell: Rugby: Basket-bell:
Boxe: Canoë-kayak; Danse
sur glace; Hockey sur glace;
Judo: Magazine: portrait de
V. Mendes; Parachutisme;
Cyclisme; Volley-bell. 19.20 Série : Maguy.

20.00 Journal, Journal des courses et Météo. 20.50 Cînéma : Légitime violence.
Film français de Serge Leroy (1982).

22.30 Cinéma : Macadam cow-boy, s Film américain da John Schle-singer (1969). 0.20 Journal et Météo. 0.45 Magazine : Le Cercle de minuit.

Les meilleurs moments de la

2.45 Magazine : Frou-frou (rediff.). 3.40 Documentaire: L'Homme de glace tradiff.).

4.00 Dessin animé. 4.10 24 heures d'info. 4.25 Magazine : Stade 2 (rediff.). 5.25 Magazine:

O'un soleil à l'autre (rediff.).

FRANCE 3 7.15 Bonjour les petits loups. 8.00 Les Minikeums.

10.30 Magazine : D'un soleil à l'autre. 11.00 Magazine : Mascarines. Présenté per Gladya Saya. 12.00 Flash d'informations. 12.05 Télévision régionale. 12.45 Journal

12.45 Journal.
13.00 Expression directe.
RPR: FNSEA.
13.25 Magazine: Musicales.
Présenté par Alein Duault.
Cycle Tchaikovski: Concerto
pour plano er orchestre
op. 23, par l'Orchestre national de Lyon, dir. Emmanuel
Krivine: soliste: Brighte Engerer . Sérénade mélancolique
pour violan op. 26, par l'Orchestre philharmonique de
Seint-Pétersbourg, dir. Youri
Termikanov; eoliste: Itzhak
Periman.

14.25 Série : La Conquête de l'Ouest. 15.15 Magazine :

Magazne:
Sports 3 dimanche.
A 15.20, Tiercé, en direct d'Auteuit; A 15.40, championnats de France de danse sur glace; A 16.50, championnats du monde de gymnaetiqua rytimique et sportive à Allicante.

à Alicente.

18.00 Magazine : Reperes.
Présenté par Jean-Plerre
Elkabbech. Invités : le général
Mozillon pour son ilvre Choniques de Sarajevo : croire et
oser; Nicéphore Soglo, président du Bénin; Bénéallata Brunelle, directrice de la prison de
Châteeu-Thierry. Châteeu-Thierry.

19.00 La 19.20 de l'information.
De 19.09 à 19.31, le journal de le région.

20.05 Divertissement : Yacapa.

Présenté par Pascal Brunner. Invités : Manuel Gélin, Herben Léonard, Ophélia Winter, Pierra Dalancé. 20.50 Série : L'Heure Simenon. Les Volets verts, de Milan

Doc 21.45 ➤ Documentaire : Planète chaude. Présenté par Bernerd Rapp. Les Années Kalachnikov, de Gilles Du Jonchay. 1. Une arme tombée du ciel.

22.45 Journal et Météo.
23.15 Magazine : Le Divan.
Présenté per Henry Chapier.
Invité : Sotte-Henri de Bourbon-Parme. 23.40 Cinéma : Chalı de poule. Film franco-italien de Julien Duvivier (1963).

CANAL PLUS — En çlair jusqu'à 7.25 — 7.00 CBS Evening News. Journal americain présenté par Dan Rather et Connie Chang. 7.25 Décoda pas Bunny. 8.20 Série animée : Chipie & Clyde.

8.25 Canaille peluche. Souris souris. 8.32 Surprises. 8.45 Cinéma : Les Amies

de ma femme. D Film français de Didler Van Cauwetaert (1992). 10.15 Cinema : Backdraft. Film américain de Ron Howard (1991). Avec Kurt Russell, William Beldwin, Robert De

En clair jusqu'à 14.00 -12.30 Flash d'Informations. Magazine : Télés dimanche. Présenté par Michel Denisot. 13.30 Divertissement : La Semaine des Guignols. Invités : PPDA, Maritie et Gil-bert Carpentier, Nagui, Mireille

14.00 Téléfilm : La Nuit du chasseur. La Nuit du chasseur.
De Devid Green, avec Richard
Chamberlain, Diane Scarwid.

15.35 Sport : Volley-ball.
France-Etats-Unis, Tournoi de
qualification aux championnate
du monde, en différé du stade
Pierre-de-Coubertin.

17.05 Documentaire : National Geographic re 1. Lions et hyènes, face à face mortel, de Dereck et Beverly

Joubert.

18.00 Téléfilm:
Les Epèes de diamant.
De Denya de La Patelliere. En clair jusqu'à 20.35 -19.35 Flash d'informations. 18,40 Ca cartoon. Présenté par Philippe Dans. 20,30 Le Journal du cinéma.

20,30 Le Journal du carema.

20,35 Cinéma : Nicky et Gino. o Film américain de Robert M. Young (1988).

22,20 Flash d'informations. 22.30 Magazine : L'Equipe du dimancha. Football : Actualité. 1.00 Cinéma : Néfertiti,

reine du Nil. III Film italien de Fernando Cer-chio (1961). 2.45 Surprises. ARTE

Sur le câble jusqu'à 19.00 ---17.00 Séria : Algéries. Des années déchiréea, Rachid Bouchareb (rediff.).

19.00 Série : Absolutely. 19.25 Documentaire : Charles et Marie-Laure de Noailles. De Petrick Mimouni. 20.30 8 1/2 Journal.

20.40 Soiree thématique : Etranges étrangers. Vers une culture de l'échange. Soires conque par Carine Bratzlavsky et Jean-Philippe Luxen. Avec des extraits du de Boris Lehman

Etranges étrangers à 20.41 (et à 21.15, 22.30, 23.05, 0.45). 20.50 Documentaire : Je parla français

comme Tarzan. De Miel Van Hoogenbemt. Un immigré turc et sa femme d'origine espagnola, en Balgi-que. Prime à Gruxelles en 1987.

21.10 Court métrage :
Rue de la perie.
De l'Atelier Graphoul.
Adorable petit film d'animation evec des figurines en pâte é modeler et une bande-son pleins de voix d'enfants. 21.25 Documentaire:

Documentaine .

Le Tête à l'envers.

De Violaine de Villers.

Sattle er Soraye, deux jeunes femmes maghrébines, installées en Belgique depuis l'enfance, parlent de leur vis.

Documentaire still d'une interession du chapteur et intervention du chanteur et acteur Sam Touzani et de l'historienne Arme Morelli. 22.25 Sabra et Amid. Extrait nº 3.

22.35 Documentaire : Nous sommes tous des étrangers.
D'Alexandre Wejnberg et Annie Thonon.
23.15 Laetitia, Natalia, Inbal.
Extgreit m 4. 23.20 Presentation du film

23.25 Cinéma : Déjà s'envole la fleur maigre. SE Film belge de Paul Meyer (1960). Avec les mineurs du Borinage. 0.45 Salvatore Adamo.

M 6

7.15 Musique : Boulevard des clips (et à 1.20, 6.20). 8.30 Les Aventures de Tintin. L'Oreille cassée; L'Ile noire. 10.10 Magazine : Ciné 8. 10.40 Magazine : Le Tête de l'emploi.

Les services de proximité : les crèches, les HLM, home service.
11.15 Magazine : Turbo (rediff.). 11.55 Séria : Les Années coup de cœur. 12.25 Série : Ma sorcière bien-aimée.

12.55 Série : Brigade de nuit. 13.55 Série : Rock and Love. 14.50 Musique : Flashback. Les sevent 15.20 Magazine : Fréquenstar, Loick Peyron.

16.25 Magazine : Culture rock. La saga de 1977. 17.00 Série : Les Cadavres exquis de Patricia Highsmith. 17,55 Série : Le Fugitif. 18.55 Série : Flash. 19.54 Six minutes d'informations,

Wetéo. 20.00 Série : Classe mannequin. 20.35 Sport 6 (et à 1.15).

20.45 Téléfilm : Pour l'amour de Lisa. De Karen Arthur, avec Lee Remick, Mariee Matin. Mélo. Rediffusion.

22.30 Magazine : Culture pub. Un monde sans sondage. 23.00 Cinéma : Aphrodite. D Chemina: Approvide Differencial de Robert Fuest [1982]. Avec Horst Buchholz, Veléris Kaprisky, Catherine Jourdan.

0.40 Six minutes première heure 0.50 Magazine : Fax'O. 2.20 Rediffusions.

recumusions.

La Têtz de l'emploi; Salz-bourg, festival et contrepoint; La Ferté-Atela 1991; Lee Enquêtas de Capital; Les Mawkeens, nomeder des

FRANCE-CULTURE

20.30 Atelier de création radiophonique. Un cinéma des aveu-gles : Franz Kafka.

22.25 Poésia sur parole.
Les poètes de Charles Dob-zyriski.

22.35 Musique : Concert (donné le 22 juin à la Maison de Radio-France) : Ce cevelle, oratorio rook d'André Velter, musique de Jean-Luc Debattice. 0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

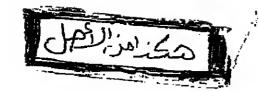
20.32 Concert de jazz (donné le 10 avril 1993 lors du Festival Benlieues bleues): Vertical Form VI, The African Gerne, de Russell, par le Living Time Orchestrs, dir. George Russell. Orchestra, dir. George Russell.

22.03 L'Oiseau rere. Par Michèls
Lejeune et Jean-Claude Biette.
Peraphrase aur Benvenuto Cellini de Berlioz, de Liszt: Queruor à cordes nº 3, de Hindemith; L'Orage, ouverture pour le drame d'Ostrovsky op. 76, de Tchstkovski.

23.00 Autoportralt. Dominique Troncin, par Françoia Castang. 0.05 Atellar de création musi-



Le spécialiste du gain de place 30, bd Saint-Germain (5-), 46-34-69-74 4, rue Saint-Honoré (1-), 40-26-13-55 11, rue Chabenais (21), 42-60-26-45 Vincennes (94), 49-57-99-90



22 • Dimanche 14 - Lundi 15 novembre 1993 •

Le Monde

au jour li jour

Boisson

Ottend arrive le temps des prifois boisson, tradition et institution. «Sas fête nationale sera célébrée cette ennée le 18 novembre, toujours dans la même liesse. Tout est prêt entre Saône et Rhône. Pas un bistrot de France ou de Navarre qui n'attende, en rongeant son frein, le coup d'envoi officiel pour célé-

L'aéroport de Lyon-Satolas e été transformé en gigantesque cave. Des centaines de milliers de bouteilles du précieux breu-

vage s'apprêtent à prendre l'air pour New-York, Montréal ou Tokyo.

Au Sénat, grand conseil des terroirs de France, le égroupe d'études de la viticulture de qualité » a lancé des invitations en abondance pour déguster le 7 décembre, dans les salons de le présidence, le beaujolais nou-veau. Il est précisé que la carton d'invitation et une pièce d'identité seront demandés, à l'accueil Mais la bristol ne dit pas si, à la sortie, le contrôle par alcootest

PROCYON

13552147121

DATES

Il y e cinquente ens, une divisian SS Islemiste en Bosnie. Livres politiques, par André Laurens : « Juges et journalistes »

INTERNATIONAL

L'ombre de l'armée algérienne

Les pertis palitiques légaux se retrouvent marginalisés, la situetion en Algérie se résume à un face-à-fece entre les islamistes et l'armée. Une ermée qui pourrait être tentée de prendre le pouvoir (page 5).

Grande-Bretagne: embarrassant «Irakgate»

Il y e ceux qui ont obéi sans ordre, ceux qui ont oublié et ceux qui ne savaient même pas... La commission qui enquête sur l'exportation illégale d'armements en Irak entre 1988 et 1990 pourrait mettre en cause des ministres. Mais elle se heurte à de multiples obstructions (page 6).

POLITIQUE

La «balkanisation» des Verts

Dix motione ont été présentées lors de l'assemblée générale du mouvement écologiste à Lille. Les négociations de couloir vont bon train pour arracher une majorité. Mais le militant de base se lasse de cette guerre des chefs et attend toujours une ligne politique (page 7).

SOCIÉTÉ

Le professeur Gallo blanchi

Les eutaritée emériceines lèvent les eccusations de « meuvaise conduite scientifique » à l'encontre du professeur Gallo à propoe de le découverte du virus du side. Une décision controversée où lee Intérêts éconamiques ont supplanté le logique scientifique (page 8).

La police en chantier

M. Pesqua a ennoncé la création d'une mission de réflexion et de propasition sur l'avenir de le police nationele. Le ministra de l'intérieur promet « un réeménagement radical »

CULTURE

Poppée tellurique

Coulées de leve, nuegee incandeccente, cavernes pletanicienne, météoritee fumants... Le Couronnement de Poppée, de Manteverdi mis en scène par Pierre Audi à l'Opéra d'Amsterdam, a été transposée dane un univers purement imaginaire (page 14).

COMMUNICATION

France Télévision : les critiques de M. Vivien

Le budget de le cammunication est en discuseion à l'Assemblée nationele. Dane son repport, M. Vivien souhaite recentrer France Télévision sur sa mission de service public. Toute la majorité ne partage pas son opinion (page 15).

ÉCONOMIE

Appel à la grève à la Sécurité sociale

La CGT. FO et la CFTC appellent les 260 000 agents à un arrêt de travail lundi 15 novembre. En cause, une réforme du régime de retraite complémentaire (page 17).

Services

..... 20 Météorologie Mots croisés... Télévision..... 21 La télématique du Monde : 3615 LEMONDE

et 36-29-04-56 Ce numéro comporte un cahier

3617 LMDOC

menecée que l'emploi des moins qualifiés. Le numéro du «Monde» daté samedi 13 novembre 1993 a été tiré à 457 118 exemplaires

Lundi

L'economie

l'écanamie, les treneferte

s'accélèrent vers les pays à bas salaires, comme l'Asie du Sud-Est. Avec l'ALENA,

l'Amérique e'inquiète à son tour, C'est moins la richesse

des pays développée qui est

Avec la mondialisation de

Les Suédois en deuil de Volvo

La nostalgie du temps où tout ce qui était bon pour le groupe automobile était bon pour la Suède...

Lorsque le Snédnis moyen entend dire que si l'affaire Volvo-Renault se fait, le constructeur français avalera - vrai ou faux en mains de trois ans son partenaire, il se demande sincèremen et sans francophobie prononcée si le jen en veut vraiment la chandelle. Car ce serait alors un peu une partie de lui-même qui disparaîtrait. Dans les livres d'école, il a en effet eppris que la petite Suède de 8,5 millions d'habitants evait réussi l'exploit de metire sur pied, avec Saab-Scania et Volvo, une industrie automo-bile de réputatinn mundiale, qu'elle fabriquait des vnitures haut de gamme conduites par les stars d'Hollywood et que Roger Moore, par exemple, alias « the Saint », était toujours en volant dans ses films de la fameuse ver-sinn sport de la Volvo. En Suède, il ue fent pas nublier non plus que cette eutomobile e longtemps été et qu'elle est toujnurs - en dépit du déferlement des japonaises - la voiture « populaire » par excellence pour les familles qui se meublent, par ailleurs, souvent chez Ikea. Et voilà qu'on vous annonce que Vnlvo, cette merveille, va être en partie vendu et doit fusionner avec Renault,,,

Il y e quelques années, Saab, entre joyau mécanique qui collectionna quelques belles victnires en raliye, connut de graves diffi-cultés financières et dut finalement céder 50 % de son capital social à General Motors. Mais ce rapprochement evec les Améri-cains n'evait pas du tout suscité les mêmes réactions de rejet, ni les mêmes émotions. C'était une affaire jugée « réaliste » à l'époque, bonne pour l'evenir du constructeur suédois, et qui e vite été oubliée. Alors, cette fois, est-ce parce que le partenaire est français que la fusion Vnlvo-Renault est si fortement remise en cause en Suède? Serions-nous des mal-aimés en myeume de Carl XVI Gustav?

A lire les jnurnaux du soir à grand tirage (qui ne manqueut pas de points communs evec la « presse de caniveau » britannique), on serait tenté de le croire car, en dehnrs des détails purement techniques dn projet, cer-tains enumentateurs n'hésitent pas à écrire que l'industrie automobile française n'est pas particulièrement moderne, qu'elle fabrique des voitures « faites pour les petits gabarits, dans lesquelles les grands Suédois ou les grands Allemands ne sont pas à l'aise». On en profite pour sortir les cli-

chés selon lesquels les Français ne seraient pas fiables en affaires, «qu'ils n'ont pas les mêmes exi-«qu'is non pos les memes ex-gences en matière de qualité», qu'ils ne «parient pas l'anglat», qu'ils ne pensent qu'à «faire la jête» ou à «faire grève»,

Ce sont des formules simplistes qui reviennent, ici, de façon récurrente dès qu'il y e un peu d'eau dans le gaz entre les deux pays (dans le passé, à chaque expérience nucléaire à Mururoa) nn Inrsque la France, sonvent assimilée à une monarchie consti-tutinnnelle de pnissence moyenne, se comporte d'une manière jugée « arrogante », comme par exemple dans le dos-sier egricole du GATT. Début novembre, l'éditorialiste du Dagens Nyheter (le plus grand et le plus influent quotidien du matin) écrivait : « Les Suédois se demandent de plus en plus com-ment un pays doté d'une si grande industrie de haute technologie comme la France peut être prêt à sacrifier autant [les accords du GATT dans leur ensemble] t à sacrifier autant [les accords pour un petit groupe d'agricul-teurs.»

La multinationalede « Volvograd »

A propos de la fameuse exception culturelle, guère comprise non plus, le même journal e fait intervenir en bonne place Mario Vargas Llosa, qui a eu ce com-mentaire cinglant : « Flaubert et Debussy ne sont pas menaces par Jurassic Park mais phướt par une bande de petits démagogues et de chauvins qui parlent de la culture momie. Une momie qu'on ne pourrait sortir de son sanctuaire au risque de la voir se désagréger sous l'effet de l'air frais. » La France n'e donc pas une image perticulièrement reluisante depuis quelques mois dans l'opininn publique en Suède et dans les pays nurdiques en général, bien que dans les milieux industriels et scientifiques sa cote soit nettement plus élevée. Et au gouvernement (une coalition de cen-tre-droit dominée par les conser-vateurs), qui négocie

actuellement son entrée dans FUnion européenne, on dit poli-ment « comprendre » la position de Paris qui défend ses intérêts dans les négociations du GATT.

Mais pour ce qui est de l'affaire Volvo, on est en droit de se demander si les réactions anraient été aussi vives et démesurées si le partenaire avait été non pas français mais allemand italien on américain. En 1978 déjà, le ennstructeur automobile snédois s'était lancé dans un vaste projet de coopération : il s'agissait de vendre environ la moitié de son capital eocial à l'Etat norvégien, en échange de quoi Volvo recevait des blocs de prospection pétrolière de premier choix en mer dn Nord. Les petits actionnaires firent capoter l'idée sur le thème : « Vnlyo doit rester chez nous! » Et pourtant, il est incontestable que les Norvégiens ont davantage d'affinités avec les Snédois que les Français...

Cest un fait : pour la phipart des Snédois, la société multinationale de Göteborg (surnommée jadis « Volvograd »), en dehors de toules considérations financières ou conjoncturelles, fait partie du patrimoine national. Combien de ministres de l'économie (sociauxdémocrates) n'ont-ils pas clamé svec fierté : « Ce qui est bon pour Volvo est bon pour la Suède! » Que des entreprises comme ASEA, Saab et, tout fraîchement, Nobel, quittent le pays pour s'associer à des emmpagnies étran-gères est, bnn gré mal gré, eccepté et compris . Mais si Volvo, à son tour, ne reste plus «bleu et jaune» (les enuleurs du drapeau netional), c'est que la Suède se porte décidément bien mal... Tel est le sentiment géné-

Même si son image s'est à pré-sent ternie, le président du groupe, Pehr G. Gyllehammar, e été associé pendant près de deux décennies à ce symbole du sucportait deux montres pour être à l'heure de Stockholm et à celle de New-York; il faisait de la voile: il s'intéressait eux débats politiques et sociaux, jouait de l'accordéon sur un platean de télévision, écrivait («Je crois en la Suède»), conseillait à l'occasion le gouvernement, et Vnlvo marchait bien. Une aubaine pour les petits épar-gnants. Aujourd'hui, les temps changent et il recoit des volées de bois vert : certains l'accusent de « trahison », lui reprochent le bradage à l'étranger de ce fleuron industriel « mai géré », ses méthodes despotiques, son salaire mirifique, et réclament sa démis-sion. Renault et les Français en font les frais.

ALAIN DEBOVE

Selon les estimations de l'UNEDIC

Le nombre de chômeurs devrait encore augmenter de 240 000 en 1994

Le nombre de chômeurs devrait augmenter un peu moins oun prévu cette année, mais l'espoir d'une rapide décélération en 1994 est sans doute hors de portée. Alors que le ministère du travail observe un ralentissement des pertes d'emploi en 1993, l'UNEDIC ne s'attend pes à une inversion de tendance avant la fin de l'année

Selon une note transmise par l'UNEDIC eux perteuaires sociaux, gestionnaires du régime d'assurance-chômage, le nombre des demandeurs d'emploi devrait progresser de 240 000 en 1994 (+ 1.4 % en moyenne annuelle), A défaut d'une stabilisation, cette orevisinu laisse entrevoir une moindre dégradation : pour 1993, les mêmes experts s'attendent en effet à une perte de 333 000 emplois, soit une chute de 2,4 %, et 384 000 chômeurs supplémentaires compte tenn des arrivées, notamment de jeunes, sur le marché du travail. Il u'en reste pas moins qu'en juillet les mêmes experts tablaient sur une augmentation beaucoup moins importante (180 000) da nombre de chômeurs pour l'année pro«La faible et tardire reprise du produit intérieur brut en 1994 n'entraînerait vraisemblablement qu'en fin d'année un envayement des tendances actuelles», expli-quent les prévisionnistes de l'as-surance-chômage. Ceux-ci ont procédé à un « rééquilibrage » : moindre pessimisme pour 1993 mais optimisme revu à la baisse pour 1994.

Ce pronostie balancé n'est pas contradictoire avec les statistiques publiées vendredi 12 novembre par le ministère du travail. Mais il conduit à les relativiser. Selon les résultats provisoires de l'enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre, l'emploi salarié a reculé de 0,2 % de juillet à septembre dans les secteurs marchands non agricoles, après une baisse de 0,6 % an second trimestre et de 0.5 % au premier trimestre.

Stabilisation retardée

de juin à septembre, 22 000 postes de travail ont été perdus, an moins peut-on constater que le tertiaire e vu ses effectifs croître de 0,2 % après une évolution négative au second tri-mestre. En revanche, les effectifs de l'industrie et du bâtiment recu-

ploi a baissé de 2,2 % entre sep-tembre 1992 et septembre 1993, ce qui équivant à la sortie de 321 200 salariés, dont 197 000 dans l'industrie, 65 400 dans le bâtiment et 58 800 dans le secteur des services.

Si la situatinn paraît se

dégrader moins rapidement - l'UNEDIC se fait l'écho d'une bilisation des demandes d'allocation-chômage et d'une légère amélinration du nombre de sor-ties « pour reprise du travail », – le gouvernement ne peut guère envisager, comme il l'espérait, voir se matérialiser une stabilisation de la courbe des demandeurs d'emploi au cours de la première partie de 1994. Si l'on en croit les hypothèses de l'assurance-chômage, cette stabilisation ne peut être attendue, dans le meilleur des cas, qu'en fin d'année. Quant à l'évo-lution du taux de salaire horaire, elle s atteint + 0,7 % au cours du troisième trimestre, soit une hausse de 2,6 % sur douze mois (contre 3,8 % entre octobre 1991 et octobre 1992).

Edouard Balladur, qui assurait jeudi que l'on peut « envisager la reprise pour 1994 », n'e peut-être pas tort. Mais le réveil de l'activité risque d'être bien insuffisant pour susciter une amélioration tangible de la situation de l'emploi.

JEAN-MICHEL NORMAND

Dans un lycée de Conflans-Sainte-Honorine

Grève de solidarité en faveur d'un élève marocain menacé d'expulsion

Les élèves du lycée Jules-Ferry de Conflans-Sainte-Honorine (Yvede Confians-Samts-Honorine (Yve-lines), soutenus par des ensei-gnants, se sont mis en grève, ven-dredi 12 novembre; pour demander que soit régularisée la situation d'un-élève marocain de première S (scientifique), menacé d'expulsion à compter du samedi 13 novembre à minuit.

Mounir Satouri, dix-huit ans, était entré en France en 1991 pour rejoindre son père, qui y séjournait régulièrement depuis 1964. Une demande de regroupement familial n'e pas abouti parce que les ressources du père - un ancien ouvrier des travaux publics, titulaire d'une pension d'invalidité après un accident de travail – étaient insuffisantes. Une fois majeur, le jeune homme e réclamé un titre de séjour correspondant à son statut de lycéen. En vain, et pour le même motif.

Grâce au soutien de ses cama-rades et des enseignants, Mounir Satouri à cependant obtenu, vendredi, une autorisation provisoire de séjour valable jusqu'à la fin du mois de décembre. Le temps pour lui d'achever son trimestre scolaire et de regagner le Maroc, où il devra alors, s'il désire revenir en France, faire une demande de visa de long séjour au consulat français,

Présenté au lycée Jules-Ferry comme un bon élève, le jeune homme, qui souhaite mener plus tard des études scientifiques dans l'informatique, explique qu'il écarte, pour des raisons financières, la possibilité de poursuivre ses études dans un lycée français (payant) au Maroc. « Et puis, poursuit le lycéen, dont une grande partie de la famille demeure déjà en France, je m'identifie tellement

J.-M. Dy

Pour abus de biens sociaux

Emile Véron ancien PDG de Majorette a été mis en examen

de notre bureau régional

Emile Véron, ancien PDG de la société Majorette, fabricant de voi-tures miniatures, en liquidation judiciaire depuis mai 1993, e été judiciaire cepuis mai 1993, e cie mis en examen pour abus de biens sociaux, mardi 9 novembre, par le juge d'instruction lyonnais Philippe Courroye, qui l'e place sous enntrôle judiciaire après le verse-ment d'une ceution de 250 000 francs. Il lui est notamment reproché d'avoir fait racheter par l'entreprise, alors cotée sur le marché du règlement mensuel, des actions qu'il détenait en propre ou au nom de sa famille dans une société tierce. La somme concernée porterait sur une dizaine de mil-lions de francs.

Reprise depuis par Idéal-Loisirs qui a conservé 500 des 700 emplois, essentiellement dans l'unité de Rillieux-la-Pape (Rhône), Majorette, puis l'ensemble de ses filiales, evait été mise en redressement judiciaire en novembre 1992, à la suite de la découverte d'un passif s'élevant à près de 600 mil-lions de francs, soit l'équivalent de son chiffre d'affaires. sif s'élevant à près de 600 mil-

MICHEL DELBERGHE

CARAMBOLAGE A 10 : deux chauffeurs de poids inurda sont déférés au parquet. -Deux routiers impliqués dans le carambolage meurtrier de l'autoroute A 10 out été déférés samedi matin au parquet. Le premier est Raymond Ramirez, chanffeur du camion-citerne de la compagnie Telf de Pau (Pyrénées-Atlantiques), qui s'est mis en travers de la route. Le second, Marinz Pawlowski, employé de l'entreprise Liebner de Saint-Maixent-l'École (Deux-Sèvres), conduisait le dernier poids lourd venu percuter contre les cinq autres et les voitures déjà immobilisés. En revanche, le chauffeur britannique qui se trouvait au volant du premier camion et qui avait été placé en garde à vue après l'accident a été remis en liberté vendredi soir sans qu'aucune charge

de M. Arafat

CNOUANTIEMS A VINTE

A dénonciation Fair a samedi 13 novembre man ser Arafat du me colon juif par de jeures tiniens du Fath, es: lement un geste sa-s :- 4.5 dent de la car: un pan nagus sur son point les deux militars tants des territories par Israel le suivron

A l'heure du l'on se press assez modernen: dans na .cipales villes arabes de fa 7: tine à célébrer le comme d'ar anniversaire d'une emper dances decrates e bre 1988 à Alger, la ques vaut d'être posée : esta de trois mais, depuis a s . ture de l'accord a.e. '... pour la mise en prace ... c autonomie limitee 3 32. à Jericho d'abordo perdu trois de sas ainc : pales composartes cittus ci ont rejoint, a.e. 41 gristes, le « front du ** : . basè en Syrie.

CONDAMNÉ a mort des de chèress les plus extrem stem conteste, cerno de parts et jusqu'a : *:5- e... même de l'organ sat: - les dissidents et le du Fath sont de 2:25 #7 2 2 2 nombreux non soulement les camps se ret :: :: Liban, mais ausei a "41: r' -Cisjordanie - Yaste brûle ses demiers ve sand ... joue son va-tout

Transformer use ve a nisation de lutte a---parti politique r'es: :-:: simple, et les Fance. modérés en co-ve---Reste, à leur aus soumettent une fers entre la pression americano Benne, M. Arafa: - De : 2 láchá la proje pour !--week-end dernier, ces :---signés de certaines ce - se Fath ont commence 3 en Cisjordanie, metacause la condamnation seus unique a qui (21 3 5:

NAPPELANT qu'une de Palestiniens, qui n'ele-co bes son techerches til 5 -- 62 om été tués par depuis le 13 septembre automa des tracts 16 de-occupante » se décidera tour, é condamner en cera :
intélieus et à faire cera :
dérapages quasi que :
perpétrés par les cera :
dennereuse a nav des cera :
dennereuse a nav des cera : dangereuse » par Ges E 3.43* moins mal comprise Beaucoup ne voie viguues dealaidis rue treutaina de maire de la treutaina de maire les condes. une trentaine de jour de la mante de jour de la même de la première phase de la première phase de la pass en de la même de la même de la première phase en de la même de la mê

a beautiers byeas or the same and the same a gite de bapi eu gebeug. Lite nos informations 22; 1 ...